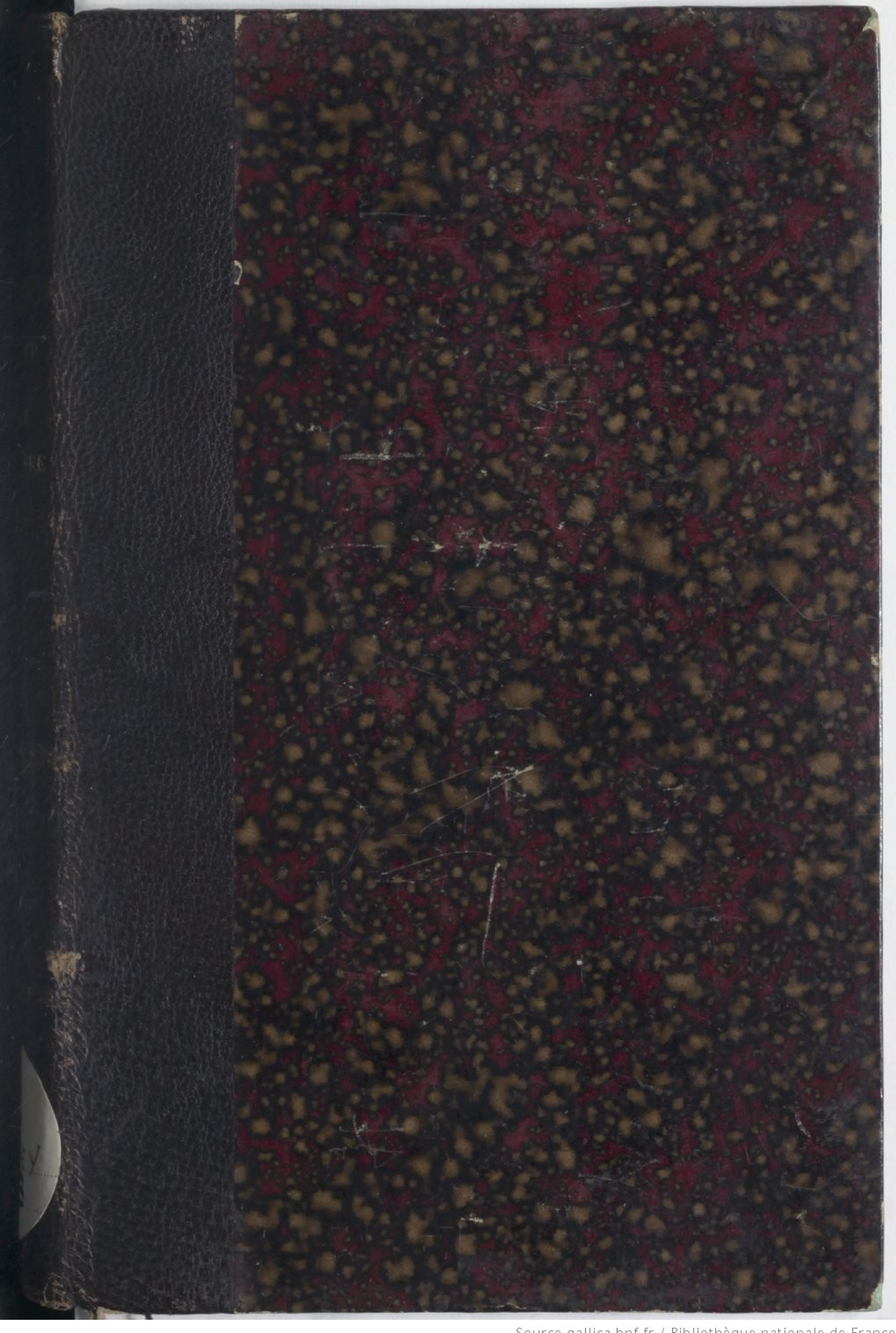
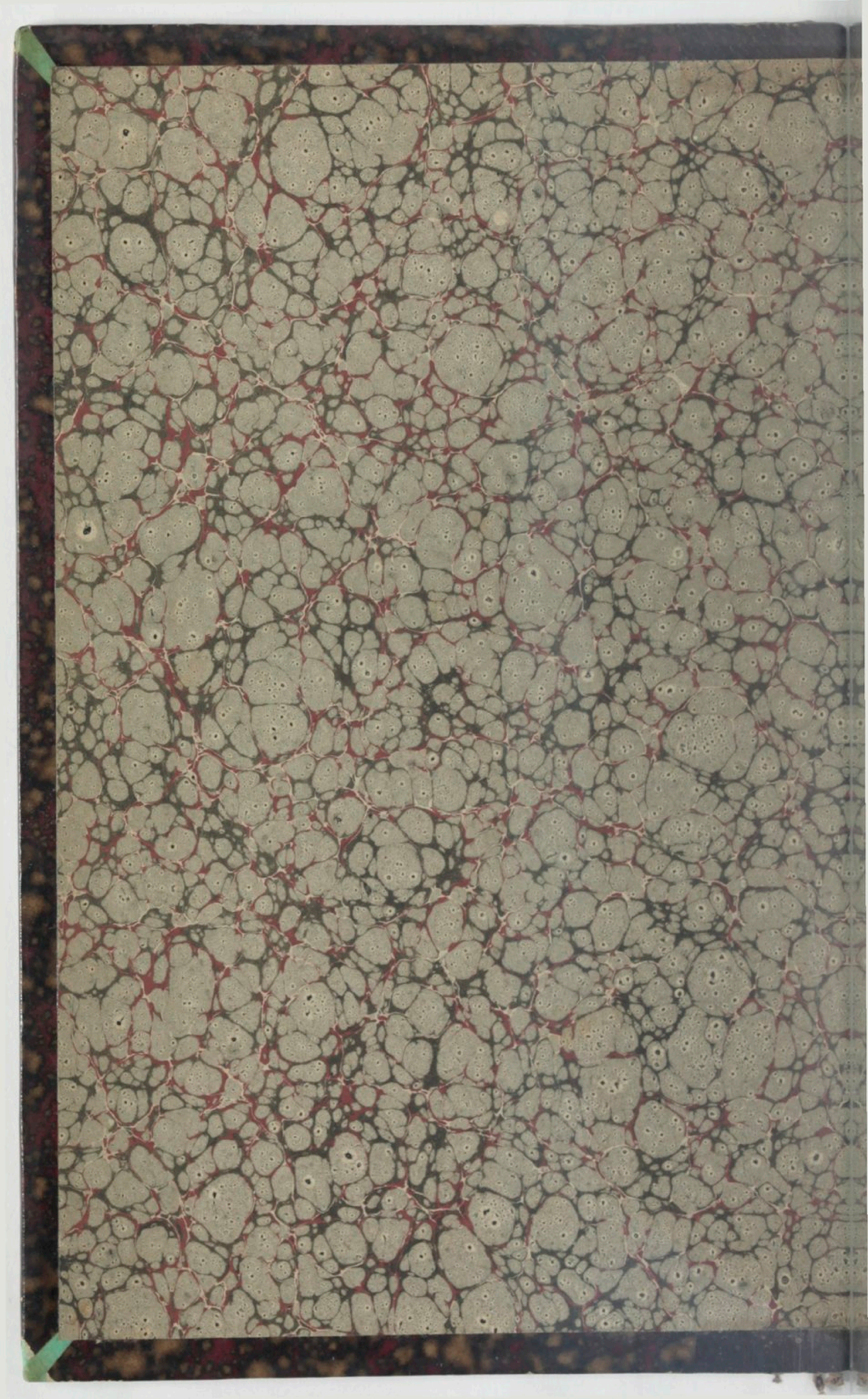
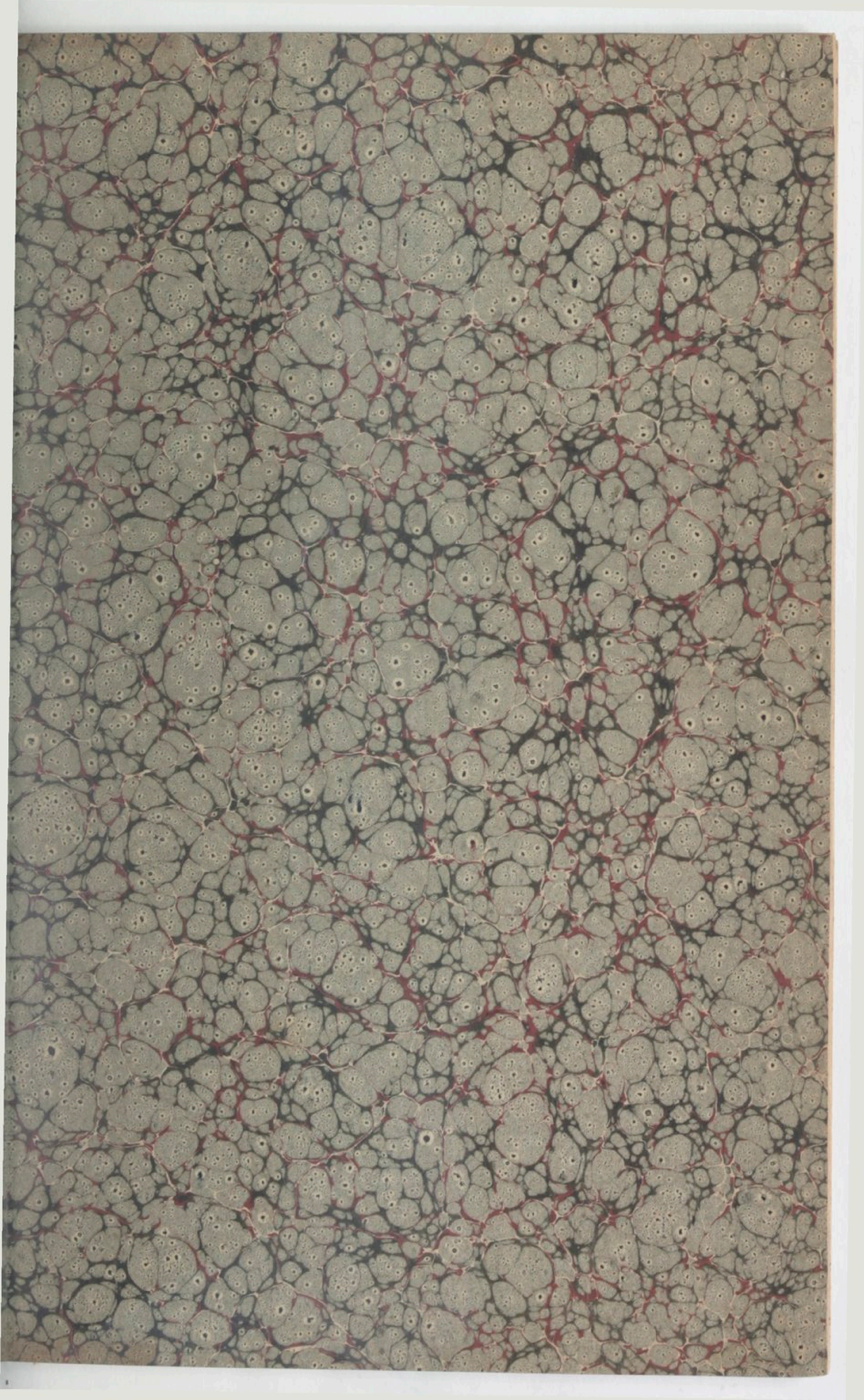
Les grands Hommes de la France. Hommes de guerre, première série, par Édouard Goepp,... 2e édition... Kléber, Desaix, [...]

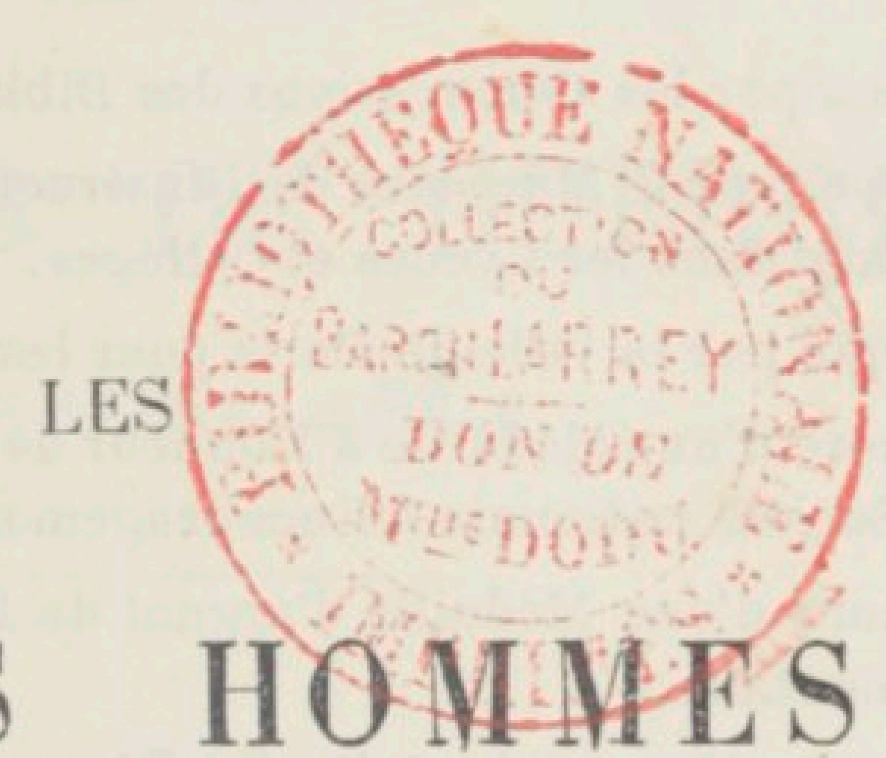








LES



GRANDS HOMMES

DE LA FRANCE

OUVRAGE

Admis par les Commissions des Bibliothèques scolaires.

Adopté par le Ministère de l'Instruction publique pour être donné en prix dans les Lycées et Colléges.

Adopté par la ville de Paris pour les Distributions de Prix.

Honoré d'une Médaille d'Honneur de première Classe (vermeil) par la Société nationale d'Encouragement au Bien.

Honoré d'une Médaille d'argent de la Société pour l'Instruction élémentaire.

Mention Honorable à l'Exposition universelle et internationale de tout ce qui se rapporte à l'enfant.

Porté sur le Catalogue officiel du Ministère de la Guerre pour les Bibliothèques de l'armée.

Porté sur le Catalogue officiel du Ministère de la Marine pour les Bibliothèques des ports et des prisons maritimes.

Porté sur le Catalogue de la Société Franklin.

SAINT-DENIS. — IMPRIMERIE J. BROCHIN.

LES

GRANDS HOMMES
DE LA FRANCE

HOMMES DE GUERRE

PREMIÈRE SÉRIE

PAR

EDOUARD GŒPP
Chef de bureau au Ministère de l'Instruction publique

2e Édition

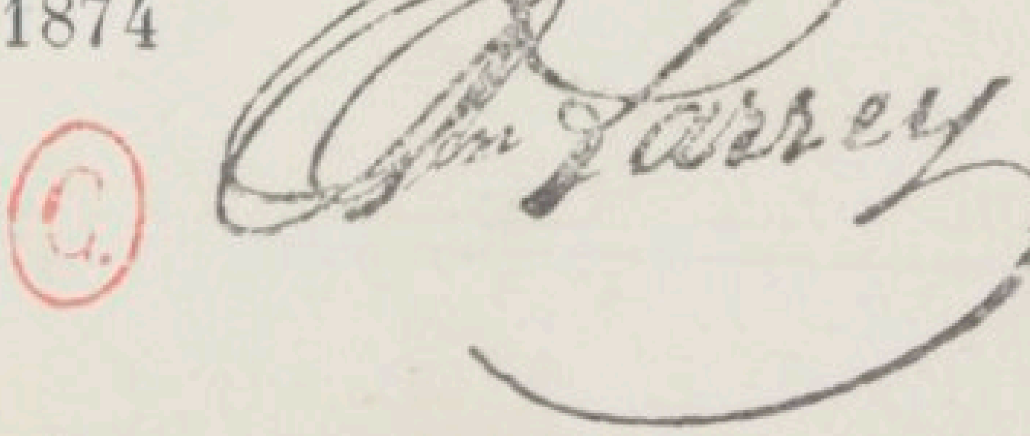
ORNÉE DE QUATRE PORTRAITS ET DE TROIS CARTES

KLÉBER — DESAIX — HOCHE
MARCEAU — DAUMESNIL

PARIS
P. DUCROCQ, LIBRAIRE-ÉDITEUR
55, RUE DE SEINE, 55

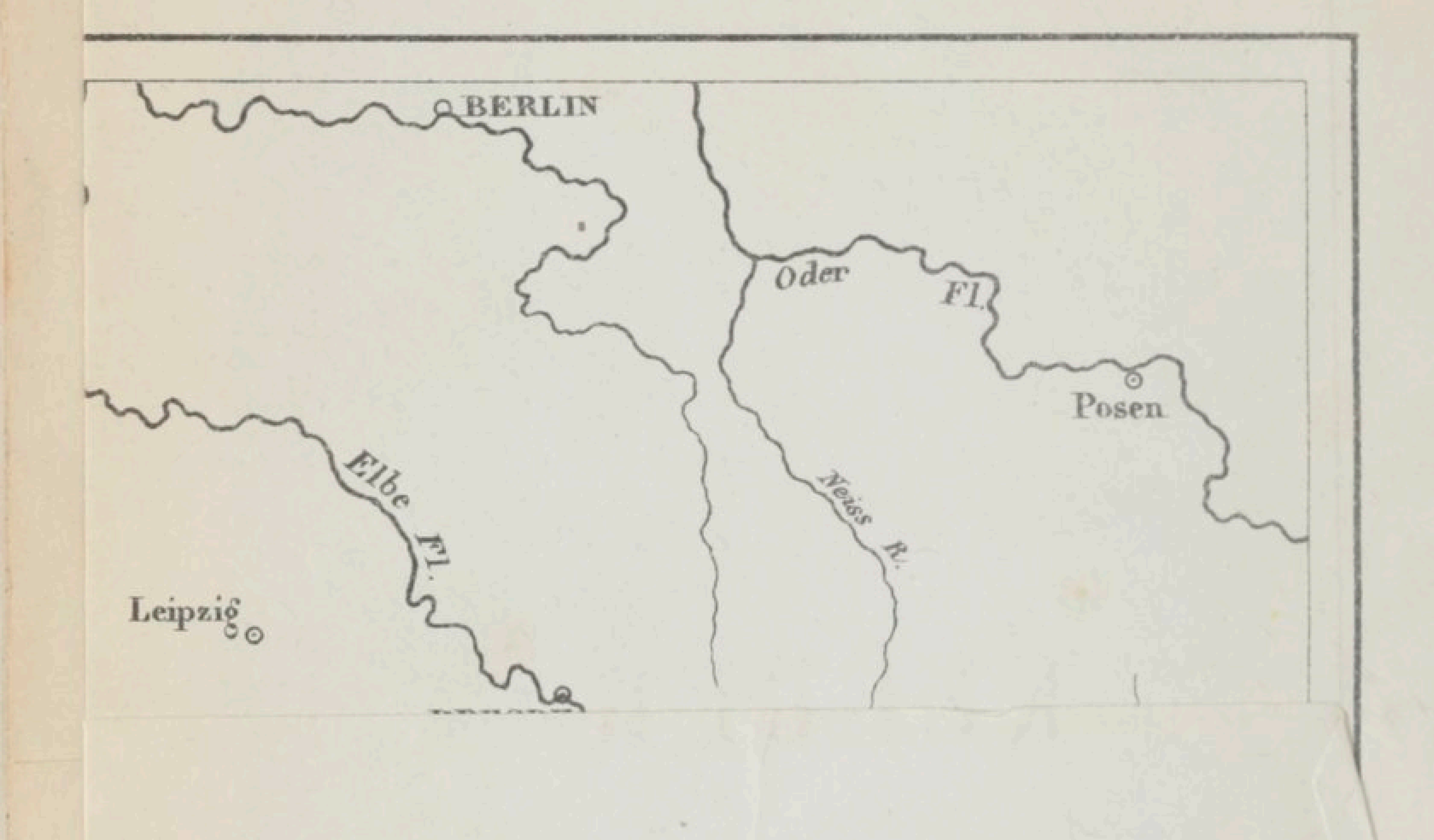
—

1874





Librairie DUCROCQ.


BERLIN
Oder
Fl.
Posen
Elbe
Fl.
Neiss
R.
Leipzig

KLÉBER

1753–1800

Kléber était grand, il avait une figure imposante.

« Sa voix, comme le dit M. Thiers, tantôt par sa douceur, lui conciliait tous les cœurs, et tantôt, par son éclat, suffisait pour arrêter les séditions et couvrir les murmures des soldats. Quand il était au milieu d'eux, il semblait *le dieu Mars.* »

Bonaparte, en parlant de Kléber vivant, a dit de lui :

« Rien n'est beau comme Kléber un jour de combat. »

Et parlant de Kléber mort, il lui a rendu ce témoignage :

« Kléber était d'habitude endormi ; mais, dans
« l'occasion, et, toujours au besoin, il avait le réveil
« du lion. »

Caffarelli, qui le jugeait sans prévention, a fait de lui ce laconique et magnifique éloge :

« Voyez-vous cet hercule ! son génie le dévore. »

Ce héros, cet hercule dévoré par son génie, ce

dieu Mars au réveil de lion, était le fils d'un maçon de Strasbourg.

La plupart des historiens font naître Kléber en 1753 ; cette date ne paraît pas exacte, car Kléber commence ainsi ses mémoires :

« Jean-Baptiste Kléber est né en 1750 à Besançon, dans un siècle et dans un pays où l'ignorance, sous le nom de noblesse, était tout ; où la vertu et le talent, sous le nom de roture, n'étaient rien. »

Il perdit de bonne heure son père, Christophe Kléber, de Belfort, et sa mère s'étant remariée, il dut bientôt quitter la maison paternelle.

Il fut élevé par les soins d'un curé de village; ses débuts furent ce que pouvaient être alors ceux d'un pauvre enfant sans naissance et sans fortune et ne présentèrent rien de saillant ni de remarquable.

A seize ans, il vint à Paris et y séjourna deux ans, fréquentant l'atelier de Chalgrin, où il étudia les règles de l'architecture. Son apprentissage terminé, il revint à Strasbourg.

Un jour, il prit dans une brasserie, la défense de deux étrangers qu'on avait insultés ; ceux-ci le firent entrer, pour reconnaître ce service, à l'école militaire de Munich.

Kléber se mit à l'étude avec cette ardeur qu'il apportait dans tout. Il fit de rapides progrès et, bientôt, il fut cité comme un des meilleurs élèves de l'établissement. Au bout de huit mois, il se crut même assez fort pour se mettre sur les rangs pour

remplacer un des professeurs de l'école, qui venait de mourir. Cette démarche, mal interprétée et considérée comme un excès d'audace et d'amour-propre, lui valut un mois d'arrêts forcés.

Ces arrêts furent levés à l'occasion d'une visite que le général de Kaunitz, fils du premier ministre de l'Empereur, devait rendre à l'École. Cet officier général remarqua les travaux du jeune élève et le fit venir. Frappé de sa tournure et de son savoir, il lui offrit de l'emmener avec lui et de lui donner un brevet de lieutenant dans le régiment qui portait son nom. Kléber accepta (1776).

La guerre contre les Turcs était imminente; le régiment de Kaunitz reçut bientôt l'ordre de rejoindre l'armée qu'on rassemblait en Hongrie et qui devait se réunir aux Russes. Les troupes se mirent en marche et il y eut même quelques affaires d'avant-postes, mais l'Empereur abandonna bientôt son projet et les différents corps furent renvoyés dans leurs quartiers d'hiver. Le régiment de Kléber revint à Luxembourg. Le jeune lieutenant obtint un congé dont il profita pour se rendre à Strasbourg (1783).

Il était depuis huit ans déjà au service de l'Autriche, mais ce qu'il avait vu ne l'encourageait guère à continuer une carrière qui lui offrait peu d'avenir. Il était dégoûté de cet état qui ne présentait aucun avancement possible à ceux qui n'appartenaient pas à la noblesse et donna sa démission.

A son retour en France, la Galissonnière, intendant d'Alsace, s'intéressa à lui et le fit nommer inspecteur des bâtiments publics à Belfort.

Revenu à son premier métier, il dirigea la construction du château de Grandvillars et bâtit l'hôpital de Thann et la maison des chanoinesses de Massevaux. Pendant six ans, il se livra à des travaux du même genre, et il serait sans doute resté architecte toute sa vie, si les événements, plus fort que sa volonté, n'en avaient décidé autrement.

Quand la révolution éclata, elle trouva en Alsace de chauds partisans. Les réformes de 1789 exaltèrent bien des têtes. Kléber fut un de ceux qui embrassèrent les idées nouvelles avec le plus d'enthousiasme. Il s'était heurté en Autriche contre le préjugé nobiliaire, cette barrière infranchissable imposée à l'avancement de tout plébéien, il en avait souffert, et voilà qu'il apprenait, qu'en France même, on venait de proclamer l'égalité des droits. Il se sentait irrésistiblement porté vers ce mouvement qui répondait si bien à ses aspirations et à ses instincts.

Et cette France, sa patrie, cette jeune république qui l'affranchissait, il la savait menacée.

L'Autriche en effet s'était alliée à la Prusse contre nous; l'Assemblée nationale, sans attendre l'invasion imminente des Autrichiens, avait pris les devants et avait fait déclarer la guerre à François II, par Louis XVI.

Kléber se souvint alors qu'il avait été soldat. Le futur général, celui qui avait déjà porté l'épaulette, prit le fusil du volontaire.

Il s'enrôla en janvier 1792 et fut admis comme gre-

nadier dans le 3e bataillon du département du Haut-Rhin. Là, tandis qu'il était en garnison à Belfort, le régiment de Royal-Louis s'insurgea et marcha en armes contre les officiers municipaux de la commune. Ceux-ci firent tous leurs efforts pour calmer la sédition, mais on ne voulut pas les entendre et bientôt ils se virent exposés sans défense à la merci de la soldatesque ameutée. A ce moment, Kléber sortit de la foule, il vint se placer devant les magistrats de la cité, leur faisant un rempart de son corps. Son audace étonna les plus furieux, stupéfaits de voir tant de courage, et grâce à lui, tout rentra dans l'ordre.

Kléber, après six mois de séjour dans les cantonnements du côté de Ribauvilliers, pendant lesquels il avait organisé son bataillon comme officier instructeur, fut nommé lieutenant-colonel et chargé, en cette qualité, de conduire ses hommes à l'armée du Rhin, commandée par Custine.

C'est ici que commence, à proprement parler, la carrière militaire de Kléber.

En avril 1793, les Prussiens avaient investi Mayence.

Vingt mille hommes s'étaient enfermés dans la place. Le bataillon du Haut-Rhin faisait partie de cette petite armée.

La garnison était animée du meilleur esprit. Les troupes étaient excellentes et pleines de confiance dans leurs chefs : Aubert-Dubayet, Meusnier, Kléber.

Ce dernier, grâce à sa bravoure et à ses connaissances militaires, avait été nommé adjudant général.

Soixante-dix mille hommes, Hessois, Autrichiens et Prussiens attaquaient la ville sous les ordres du maréchal Kalkreuth et du roi de Prusse en personne. La défense de la place était combinée avec celle de Cassel, où commandait le général Meusnier.

Le siége de Mayence, en 1793, est un des faits d'armes les plus remarquables des premières guerres de la république. Kléber y prit une part considérable. Les sorties furent incessantes, et presque toujours c'est lui qui les dirigea.

La première, celle de Biberich, qui eut lieu le 11 avril, échoua par suite d'une méprise. Une colonne française, cheminant dans l'obscurité, fit feu sur nos propres troupes, croyant avoir affaire à l'ennemi, et l'attaque fut manquée. Kléber, grâce à son sang-froid, couvrit la retraite qui, sans lui, aurait pu se changer en déroute.

Le 16 et le 26 avril, le 3 mai, on fit de nouvelles tentatives, mais sans plus de succès. Enfin le 30 mai, eut lieu une sortie générale sur Marienborn, contre les Prussiens. Là, six mille hommes pénétrèrent à travers les lignes des assiégeants jusqu'au quartier général du roi de Prusse, qui faillit être fait prisonnier.

Le lendemain, Frédéric-Guillaume fit couvrir la ville de feu. Il avait eu peur et se vengeait. Le même jour, Meusnier fut atteint au genou dans une tentative sur les îles du Mein, et mourut des suites de sa blessure. La garnison fut douloureusement affectée

par cette mort imprévue, et tint à lui prouver son attachement et son affection en assistant tout entière à ses funérailles. L'ennemi lui-même, voulant donner un témoignage d'estime à la mémoire de ce héros, suspendit son feu pendant qu'on lui rendait les derniers honneurs; il fit plus, il s'y associa par une salve d'artillerie.

Le 16 juin, la première parallèle était tracée, et du 24 au 25 l'ennemi s'établit à huit cents pas de la place.

Du 17 au 19 juillet, deux cents pièces, dirigées contre la ville, ne cessèrent de la couvrir de feux.

La garnison, pleine d'ardeur, ne fut point effrayée par ce bombardement, elle ne songea pas un seul instant à capituler. Mais la détresse était au comble dans la malheureuse cité. Il faut lire dans l'*Histoire de la Révolution* de M. Thiers, le récit des souffrances endurées par ces troupes vaillantes. « Quatre moulins avaient été brûlés. On manquait de blé. Les soldats mangeaient des rats et allaient sur les bords du Rhin pêcher des chevaux morts. Un chat valait six francs; la chair de cheval mort quarante-cinq sous la livre, et par-dessus tout pas de nouvelles du dehors. Les Prussiens avaient fait imprimer de faux Moniteurs annonçant des défaites imaginaires : que Dumouriez avait renversé la Convention, que Louis XVIII régnait. On attendait en se disant : l'Armée du Rhin va bientôt arriver. Quelquefois on disait : Elle arrive. Pendant une nuit on entendit une canonnade vigoureuse très-loin de la place. On s'éveille avec joie, on court aux armes. On s'apprête à marcher vers le

canon français et à mettre l'ennemi entre deux feux. Vain espoir! le bruit a cessé et l'armée libératrice ne paraît pas. » On dirait ces lignes écrites d'hier. Changez les lieux, les noms et les dates, c'est le siége de Paris en 1870-71.

« Enfin la détresse devint si grande à Mayence, qu'un grand nombre d'habitants demandèrent à sortir. Dubayet le leur permit. Mais les assiégeants leur refusèrent le passage, ils restèrent entre deux feux et périrent en partie sous les murs de la ville. Le matin, on vit des soldats rapporter dans leurs manteaux des enfants blessés. »

Il fallut enfin capituler. La résistance était devenue impossible. Les assiégés étaient réduits à dix-sept mille hommes, et l'on n'avait plus que pour quelques jours de vivres. En tenant davantage on eût été forcé de se rendre à merci. Le roi de Prusse fut facile sur les obligations à remplir. Il accorda la sortie avec armes et bagages et n'imposa qu'une seule condition : c'est que la garnison ne servirait pas contre les coalisés avant un an (22 juillet 1793).

Ceux qui avaient concouru à la défense de cette place reçurent le surnom de *Mayençais*.

L'évacuation eut lieu le 25 juillet 1793. La lutte avait été héroïque, et Kléber, parlant de cette époque de sa vie, a pu écrire sans forfanterie ces lignes qui résument si bien son rôle pendant le siége : « J'y vécus quatre mois sous une voûte de feu; j'assistai à toutes les sorties, je résistai à toutes les attaques. » Il fut en effet de toutes les attaques, il fut de toutes les sorties. Kléber fut l'âme de la résistance. Aubert-

Dubayet aussi avait fait son devoir. Meusnier y était mort et l'ennemi même avait tiré le canon pour saluer son cercueil.

Eh bien, les survivants de cette lutte de géants, les héros mayençais, Kléber en tête, furent arrêtés et conduits à Paris par des gendarmes.

Kléber fut indigné! Les soldats voulaient le délivrer de vive force. Les représentants signataires de la capitulation : Rewbell, Merlin, accoururent à Paris. Merlin s'élança à la tribune de l'Assemblée. Il défendit ceux qu'il avait vus à l'œuvre et dont il avait partagé les périls et les privations, car il avait été enfermé avec eux pendant ces quatre mois de siége. Il parla d'eux la voix émue, vanta leur constance héroïque et protesta contre les calomnies répandues sur leur compte. L'Assemblée et les tribunes répondirent par des acclamations. Le décret d'arrestation fut rapporté. Le ministre de la guerre nomma Kléber général de brigade et l'envoya à Tours avec Aubert-Dubayet, pour prendre le commandement de l'avant-garde mayençaise qui se dirigeait sur la Vendée.

La Vendée s'était soulevée au nom du trône et de l'autel.

Une insurrection formidable avait éclaté en février 1793, véritable guerre civile, marquée moins par des batailles en règle que par des escarmouches continuelles, des siéges de villes et des massacres. Une partie de la Bretagne, de l'Anjou et du Poitou avait pris part au mouvement, qui s'était étendu de proche en proche. Un des chefs vendéens, Cathelineau, ancien tisserand, avait été tué dans une attaque tentée contre Nantes en juin 1793. Mais d'autres hommes de courage et de valeur luttaient encore et dirigeaient ces bandes armées, que rien n'avait pu réduire jusque-là. La Convention rendit un décret qui frappait la Vendée. On devait incendier le pays et tout réduire en détruisant tout.

Les Mayençais avaient promis de ne pas servir pendant un an contre les ennemis du dehors; mais ils n'avaient rien promis quant à l'intérieur. On

songea donc à cette réserve d'excellentes troupes qu'on pouvait utiliser en l'opposant à l'insurrection, sans manquer pour cela aux engagements qu'on avait pris.

Kléber, qui devait commander l'avant-garde, arriva le 22 août à Tours et y trouva ses soldats. Les Mayençais furent transportés en poste à Nantes, par Saumur et Angers. Le 6, ils arrivèrent à destination et furent réunis à l'armée de Canclaux.

Celui-ci voulait déboucher le long de l'Océan, de manière à traquer les insurgés du Marais et de la Vendée centrale, à les abattre sur ceux du Bocage et à les prendre tous entre deux feux, en faisant avancer, par les chemins des Sables, de Niort, de Thouars, de Saumur et d'Angers, les colonnes de Rossignol.

« Le lendemain (de l'arrivée des Mayençais à Nantes), dit Kléber, fut un jour de fête où rien ne fut oublié. Canclaux (le général en chef) fit développer l'armée en ordre de bataille dans une prairie (celle de Mauves), presque sur le bord de la Loire, pour que l'ennemi, posté sur l'autre rive, pût être spectateur d'une scène qu'il devait regarder comme un présage de sa destruction prochaine. La troupe étant rentrée, Merlin proposa, comme promenade d'agrément, d'aller reconnaître un poste ennemi établi dans les environs de Saint-Sébastien. Il y fut accompagné par plusieurs représentants, officiers généraux et autres : ils y furent accueillis par un beau feu de file. Merlin met pied à terre, saute dans la canonnière établie pour défendre le passage de la

Loire et riposte par quelques coups de canon. Après ce petit jeu militaire, on se rendit au banquet préparé par la ville. »

Le 9 septembre, trois jours après l'arrivée des Mayençais à Nantes, l'armée des côtes de Brest, commandée par Canclaux, pénétra dans la basse Vendée sur deux colonnes. Celle de gauche était composée tout entière de troupes venues de Mayence, dont Kléber conduisait l'avant-garde forte de deux mille hommes

Le baron Ernouf dit, en parlant de Kléber, que « malgré sa situation secondaire en apparence, il conservait sur ses anciens compagnons d'armes la même autorité qu'à Mayence, et exerça tout d'abord une grande influence sur les dispositions du commandant en chef. Ses premières mesures en abordant le *Bocage* vendéen font grand honneur à son tact militaire. C'est avec des précautions infinies, en s'éclairant à chaque pas, qu'il avance parmi ces cultures coupées de haies épaisses et perfides, ces ruisseaux profondément encaissés, ces ravines fangeuses qui usurpaient le nom de chemins. »

Ses débuts furent brillants; il enleva rapidement le poste de Port-Saint-Père et se dirigea ensuite sur Saint-Mars-de-Coutais. « Ce qui m'occasionna le plus de peine, dit-il en parlant de ses premières opérations, ce fut d'empêcher le soldat de se jeter dans les villages et dans les campagnes des environs pour se livrer au pillage, dont la troupe avait déjà pris goût au Port-Saint-Père. » Sa préoccupation constante en effet, pendant toute cette campagne, fut

d'éviter le maraudage. C'est qu'il sentait bien que cette terre hostile était cependant une terre française et qu'il ne voulait pas traiter en adversaires et en ennemis ceux qu'il ne regardait que comme des frères égarés. Partout on retrouve ce sentiment de bienveillance et de pitié : « Après avoir enlevé le poste de Port-Saint-Père, dit-il ailleurs en effet, l'avant-garde mayençaise se dirigeait sur Saint-Philbert. Après deux heures de marche par un pays très-couvert et très-coupé, nous entrâmes dans la vaste et fertile plaine de Sainte-Lumine, ayant à gauche le beau lac de Grandlieu, à droite une forêt qui n'était pas encore dépouillée de sa verdure. Devant nous s'offraient des paysages charmants, des échappées de vues aussi agréables que multipliées. Sur cette prairie immense, erraient au hasard de nombreux troupeaux abandonnés à eux-mêmes. Je ne pus m'empêcher de gémir sur le sort des infortunés habitants de ce beau pays. »

On retrouve à chaque instant dans les récits de Kléber cette note émue, qui prouve que ce rude soldat était un homme à qui rien de ce qui constitue le sentiment humain n'était étranger.

Le 19 septembre (1793), il rencontra, en avant de Torfou, les forces réunies de Lescure, de Bonchamps et de Charette, s'élevant ensemble à près de quarante mille hommes. Il les attaqua de suite sans attendre le gros de l'armée. C'était une faute. Au début de l'action, les troupes enlevèrent une colline qui commandait la vallée ; il voulut s'y maintenir jusqu'à l'arrivée du corps de bataille. Atteint d'un coup de

feu dès le commencement de la journée, il n'abandonna pas son poste pour cela et continua de diriger les opérations. Pendant cinq heures, il resta seul avec ses troupes aux prises avec des nuées d'assaillants. Longtemps il sut soutenir par son énergie ses soldats surmenés ; mais à la fin, il comprit qu'il n'était plus possible de les maintenir et qu'il fallait se décider à se replier au-devant de Canclaux, dont il ne pouvait s'expliquer l'inexplicable lenteur. La retraite s'effectua d'abord en bon ordre, mais l'artillerie s'étant embourbée, il fallut l'abandonner ; alors les rangs se rompirent et l'on se mit à fuir pêle-mêle jusqu'au ruisseau qui s'écoule entre Torfou et Boussay ; là, Kléber s'arrêta ; il rallia quelques hommes du bataillon de Saône-et-Loire, et les plaçant à la tête du pont de Boussay avec leur commandant Chevardin ; il leur ordonna de résister tous jusqu'au dernier.

« *Tu pourras être tué*, avait dit Kléber à Chevardin ; *tu pourras être tué, mais tu sauveras tes camarades.* »

Ces paroles honorent autant celui auquel elles ont été dites que celui qui les a dites. Chevardin périt en effet ; lui et toute sa troupe obéirent à l'ordre de Kléber ; ils tinrent là tant qu'un seul d'entre eux fut debout et tous y perdirent la vie ; mais ils donnèrent le temps aux fuyards de se reformer de l'autre côté du pont et, grâce à leur dévouement, leurs camarades furent sauvés.

Le gros de l'armée parut enfin, et les Vendéens à leur tour durent prendre la fuite.

Ainsi, deux mille hommes avaient tenu tête à plus

de vingt mille Vendéens : un contre dix. Les Mayençais eurent la gloire de la journée. La victoire était impossible, mais nos troupes avaient soutenu le combat en faisant des prodiges de valeur ; la lutte avait été héroïque, pourtant il avait fallu se retirer. L'armée rebroussa chemin et revint sur Nantes, et le 24 septembre, Kléber et ses compagnons se trouvèrent revenus à leur point de départ.

La campagne s'annonçait mal, mais le 6 octobre 1793, Kléber prit sa revanche à Saint-Symphorien et à Treize-Septiers. Cette affaire a été racontée par le héros lui-même. C'est une belle page simplement et grandement écrite :

« A la suite d'une délibération entre le représentant Merlin, les généraux Canclaux, Aubert-Dubayet et moi, je reçus ordre de me mettre en route avec toute mon avant-garde pour me porter sur Tiffauges. Je montai donc à cheval à onze heures précises, et donnai les ordres les plus positifs pour partir à minuit. Avant mon départ, je distribuai mes troupes en trois colonnes ; le représentant Merlin et le général en chef nous suivaient avec la réserve... Des défilés que j'eus à traverser firent que je n'arrivai qu'au point du jour à la hauteur du village de Treize-Septiers. C'est là qu'un feu de file supérieurement exécuté me confirma la vérité des rapports et la présence de l'ennemi. J'ordonnai alors à la première colonne de prendre un emplacement convenable pour se mettre en bataille, et d'attendre là quelques moments pour

donner aux autres le temps d'arriver. Je profitai de cet intervalle pour faire passer dans toutes les âmes le feu qui dévorait la mienne. Jaloux de réparer ce qu'on avait appelé un *échec*, de regagner ce que j'avais perdu dans l'estime de ceux qui considéraient ainsi mon affaire de Torfou, j'étais, comme tout mon état-major, décidé à rester sur le champ de bataille ou à ne le quitter que victorieux. Quelques soldats s'écrièrent : « Mais général, nous n'avons pas de canons! — Non, répondis-je vivement, mais nous allons chercher ensemble ceux que nous fûmes contraints d'abandonner à Torfou.» Un bravo général servit de réponse; aux dispositions que je remarquai dans les troupes, je vis qu'elles allaient se couvrir de gloire... Nous rencontrâmes bientôt l'ennemi; caché dans les haies, il fit de tous côtés un feu épouvantable qui ne fit qu'enflammer l'ardeur de nos soldats. La colonne de droite, culbutant l'ennemi pour gagner une hauteur avantageuse, empêcha plusieurs fois, par ses savantes manœuvres et son énergie, les rebelles de nous couper. Toutes nos troupes enfin, lasses d'un combat qui durait depuis plus de deux heures, chargèrent la baïonnette en avant, avec cette intrépidité et cette audace qui caractérisent le républicain et procurent toujours la victoire.

« Ainsi, attaque partielle, attaque générale, de front, par les flancs, tout a été employé à propos et sans relâche. Les combattants étaient tellement mêlés, que l'on ne pouvait de part et d'autre faire usage du canon... C'est l'armée d'Elbée et de Bonchamps que nous avons battue, cette armée qu'on annonçait

être toujours précédée de la victoire! Tant il est vrai que rien n'est impossible à l'homme qui veut sincèrement ce qu'il veut! Nous avions juré de ne revenir que victorieux, nous n'avons pas faussé notre parole. »

A la suite de cette belle affaire, Kléber fut chargé provisoirement de diriger les opérations, et le 15 octobre 1793 il remporta une victoire à Tremblaye. Canclaux et Dubayet avaient été destitués. Mais quelques jours après, arriva Léchelle, et Kléber lui remit le commandement.

Dans le premier conseil de guerre tenu devant ce général, Kléber exposa son plan. Léchelle se contenta de répondre : « Oui, ce projet est fort bon, mais c'est sur le terrain qu'il s'agit de se montrer. Il faut marcher en ordre, majestueusement et en masse. » Paroles creuses qui prouvaient l'ineptie complète de celui qui les avait prononcées.

L'armée fut bientôt attaquée devant Cholet, 17 octobre 1793. Ici encore nous laissons la parole à Kléber :

« Pendant que l'on discutait, un détachement de l'armée rebelle passait la Loire à Saint-Florent, et quarante mille hommes, commandés par d'Elbée et Bonchamps, marchaient sur Cholet, où on croyait sans doute surprendre nos troupes, occupées à boire et à piller. Heureusement nous étions sur nos gardes, car le pays était si coupé sur toute l'étendue de nos positions, qu'on pouvait à peine voir à une portée de pistolet devant soi.

« Vers deux heures après-midi, j'appris que l'avant-

garde était attaquée et que les avant-postes se repliaient avec précipitation. Aussitôt, je fais battre la générale en ville et au camp, et je me porte à la gauche du corps de bataille, comme à la partie la plus faible et la plus facile à tourner. J'y trouve Haxo, Sainte-Suzanne, Jordy, ayant l'œil à tout.

« Beaupuy (commandant l'avant-garde) demande du secours; déjà deux bataillons de ma droite se mettaient en marche, je m'y oppose, ne présumant pas que l'ennemi se bornât à attaquer sur un seul point. J'envoyai cependant l'adjudant général Damas chercher au delà de la rivière une des divisions de Chalbos pour renforcer Beaupuy. Mais tout à coup la canonnade et la fusillade redoublent : l'avant-garde est forcée de se replier et l'ennemi la poursuit.

« Je vole à la tête des bataillons de la gauche avec Haxo : je parle aux soldats, et partout j'ai la satisfaction de les ranimer. On s'avance, mais l'ennemi s'était emparé du bois, et nous faisait craindre pour notre gauche.

« Je rallie un bataillon qui s'était replié, et le conduis au poste qu'il avait abandonné. En même temps, je fais avancer quelques bataillons de la réserve de gauche pour le soutenir. De ce nombre, se trouve celui du 109e régiment, la musique en tête. Sa marche altière exalte l'âme des plus découragés, chacun s'empresse d'imiter son exemple, mais l'ennemi n'ose l'attendre. Aussitôt l'avant-garde se rallie aux cris de son brave général, qui, profitant du désordre momentané des rebelles, les charge et les poursuit.

« Le centre et la droite étaient également attaqués

par deux autres colonnes. Vimeux commandait la droite, sa position était bonne; le centre formé de la colonne de Luçon, aux ordres de Marceau, était parfaitement couvert, et ce jeune et brave guerrier avait déjà fait voir la veille ce qu'il valait et ce qu'il pouvait faire.

« Pendant que ceci se passait et que le combat était encore douteux sur la gauche, arrive la tête de la division de Müller, composée d'environ quatre mille hommes. Quel renfort dans ce moment critique ! Elle s'avance, mais avant d'avoir gagné les hauteurs, saisie d'une panique soudaine, elle fait volte-face, se précipite en désordre dans Cholet et y porte la terreur. Les soldats se pressent, jettent leurs armes, se renversent. C'est ainsi que, sans avoir vu l'ennemi, ils laissent toute la gloire de cette journée à l'armée de Mayence et à la colonne de Luçon.

« Tout à coup la canonnade redouble au centre; je m'y transporte avec Damas. Les rebelles, ralliés sur ce point, revenaient à la charge. Marceau les voit, et sans s'émouvoir, il fait avancer son artillerie, qu'il a soin de masquer. La *horde fanatique* n'est plus qu'à une demi-portée de fusil, ne se doutant point du stratagème : à l'instant, la mitraille renverse des files entières. Les rebelles étonnés s'arrêtent, s'ébranlent; Marceau les poursuit à son tour; je me réunis à lui avec cinq bataillons, que j'établis en échelons, pour favoriser notre retraite en cas d'événement.

« Cependant il faisait nuit ; on était sans vivres et loin de Cholet, sur la route de Chemillé, tandis qu'on

devait marcher le lendemain sur Beaupréau. Je fis battre la générale et donnai l'ordre de rentrer au camp. La colonne de gauche, se trouvant dans sa poursuite sur la route de Beaupréau, s'y rendit dans la nuit même et s'empara de ce poste.

« Ainsi se termina cette sanglante et mémorable journée. Le combat avait duré quatre heures. D'Elbée et Bonchamps furent grièvement blessés ; jamais ils n'ont donné un combat si opiniâtre, si bien ordonné, mais qui leur fût en même temps si funeste. Les rebelles combattaient comme des tigres et nos soldats comme des lions. »

(La plupart de leurs généraux étaient morts ou mortellement blessés. Il ne restait plus à leur tête que le jeune Larochejaquelein et Stofflet.)

« Le lendemain, à huit heures du matin, l'armée se mit en marche sur Beaupréau... Nous rencontrâmes en route plus de quatre mille prisonniers. Rien de plus attendrissant que de voir ces tristes victimes, pâles et défigurées, nous crier de loin et d'une voix presque éteinte : *Vive la République et Bonchamps !* Nous apprîmes qu'ils avaient été épargnés à la prière de Bonchamps, qui, expirant à la suite de ses blessures, avait demandé et obtenu leur grâce ; que l'armée rebelle, forte de près de cent mille individus, y compris quantité de femmes, d'enfants et de prêtres, passait la Loire depuis deux jours, et qu'il y avait encore beaucoup de monde dans les îles. »

A Cholet, les assaillants, supérieurs en nombre, avaient d'abord eu l'avantage, mais Kléber sut ramener la victoire.

Merlin et ses collègues écrivirent à Paris ; *Vive la République ! la guerre de Vendée est finie !* Il n'en était rien.

Les Vendéens avaient franchi la Loire.

La cavalerie de Westermann les rencontra entre Château-Gonthier et Laval. Ce général, audacieux outre mesure, entraîné par sa fougue, attaqua trop tôt et sans attendre les renforts nécessaires. Il fut repoussé.

Kléber, qui le rejoignit le lendemain à Château-Gonthier, demanda d'abord si l'on s'était occupé du ravitaillement. Personne n'y avait songé. Les soldats venaient de faire huit lieues sans vivres et la plupart sans souliers. Léchelle et les représentants donnèrent l'ordre d'avancer quand même. On fit faire encore trois lieues à des troupes harassées, afin de pouvoir attaquer de suite, et cela, sans même essayer de tromper l'ennemi.

« Ainsi, dit Kléber, vingt mille hommes filaient sur une colonne (majestueusement et en masse, suivant le mot du général en chef) pour attaquer un poste aussi accessible par plusieurs grandes routes, sans faire aucune fausse attaque, aucune diversion. Et il fallait obéir !

« Le canon se fait entendre ; Marceau, qui accompagnait Beaupuy, vint me dire que toute l'armée était en bataille sur la hauteur d'Entrames. Je fais avancer une division ; je fais déployer mes bataillons à droite et à gauche de la route. Je dispose tout pour soutenir

l'avant-garde, qui en est déjà aux mains. Léchelle, suivant son habitude, ne paraît pas au feu; il arrête même sur la route la seconde division sans la déployer, tandis que, par la manœuvre la plus simple, il eût pu aisément déborder la gauche de l'ennemi et le prendre en flanc. Bientôt la déroute se met, non dans ma division, qui se battait, mais dans celle qui ne se battait pas; Léchelle, le lâche Léchelle, donne lui-même l'exemple de la fuite!

« Le soldat, qui a toujour *un œil sur le dos*, s'apercevant que la seconde division est en fuite, s'ébranle aussitôt pour la suivre. Cris, exhortations, menaces sont vainement employés; le désordre est à son comble; et, pour la première fois, je vois fuir les soldats de Mayence! L'ennemi nous poursuit; il s'empare successivement de nos pièces qu'il dirige contre nous. La perte des hommes devient considérable. »

Le mot de Kléber : « Et, pour la première fois, je vois fuir les soldats de Mayence! » est navrant. On sent tout ce que sa grande âme a dû souffrir. La simple constatation du fait, sans emportement ni récrimination, en dit plus que les phrases les plus sonores.

La déroute fut complète. Les troupes s'enfuirent en désordre. Jamais on n'avait vu pareille panique. Mais au milieu de cette défaillance se produisirent des résistances héroïques. Plus de mille des meilleurs soldats restèrent sur le champ de bataille, ayant lutté jusqu'au bout. L'un des héros de Mayence, Bloss, qui venait encore de se signaler à Cholet, Bloss y perdit la vie. Sa mort rappelle les légendes

héroïques de l'antiquité. Comme Horatius Coclès, ainsi que le dit Kléber, il défend le dernier le pont de Château-Gonthier, couvrant la retraite des siens et retardant la poursuite de l'ennemi. Atteint d'un premier coup de feu, il lutte encore, et, quand enfin il voit que toute résistance devient superflue, ce n'est pas du côté des siens qu'il cherche un refuge, c'est dans les rangs même de l'ennemi qu'il se jette, s'écriant qu'il n'est pas permis de survivre à la honte d'une pareille journée, et ne voulant d'autre refuge que la mort.

Kléber parvint à arrêter une partie de ses soldats sur la route d'Angers : « Je voulus faire quelques reproches, mais quand je me vis au milieu de ces braves gens qui, jusque-là, n'avaient connu que des victoires, quand je les vis se presser autour de moi, dévorés de douleur et de honte, les sanglots étouffèrent ma voix.

Assez de fautes avaient été commises, assez de revers essuyés. Kléber n'y était pour rien ; c'était à l'ineptie des chefs qu'on devait ce désastre. Les représentants le comprirent enfin. Ils forcèrent Léchelle à donner sa démission ; on consulta Kléber. Il raconte, dans ses Mémoires, comment enfin on l'écouta : « Merlin, Turreau et plusieurs autres étaient d'avis de faire avancer l'armée (7,000 hommes). On m'invita à m'expliquer à ce sujet. Je crois, dis-je, qu'il faudrait d'abord mettre en question si nous avons une armée ou si nous n'en avons pas. Déjà vous au-

riez décidé la question si, comme moi, avant le jour, vous aviez parcouru le front du camp; si vous aviez vu le soldat mouillé jusqu'aux os, sans tentes, sans paille, sans souliers, sans culottes, quelques-uns sans habits, dans la boue jusqu'à mi-jambe, grelottant de froid et n'ayant pas un seul ustensile pour faire la soupe; si, comme moi, vous aviez vu des drapeaux entourés de vingt, trente, cinquante hommes au plus, qui forment les divers bataillons; si, comme moi enfin, vous les aviez entendus s'écrier : « Les lâches sont à Angers, et nous, nous sommes « ici dans la plus profonde misère. » Alors vous penseriez comme moi, qu'il n'est pas possible de rien entreprendre avant d'avoir remonté l'armée, tant au moral qu'au physique. Or je déclare que, dans l'état où je vois nos soldats, il est impossible que l'on puisse en espérer la moindre chose. — Tu conclus donc? me dit-on.— Je conclus qu'il faut faire entrer les débris de l'armée à Angers.— Et comment les tirerons-nous ensuite de ce gouffre?—Plus facilement que vous n'en retireriez actuellement plus de la moitié de l'armée qui y est déjà, et sans laquelle je vous défie de rien entreprendre.—Mais ils vont se livrer à la débauche. — C'est là le pire; aussi mon intention serait-elle de ne les y laisser que le temps nécessaire pour réorganiser l'armée dans sa totalité, et pour lui procurer des souliers et autres effets indispensables dans une saison si rigoureuse. De fréquents appels, des revues, les tiendront en haleine. Ils iront au café, au cabaret, tant mieux! Chaque verre de vin qu'ils boiront ranimera leur courage.

Ils raconteront à leurs hôtes, à leurs maîtresses, leurs exploits passés; ceux-ci applaudiront et les rendront avides de nouveaux lauriers. Vous aurez dans quelques jours une armée non-seulement réorganisée, mais pour ainsi dire régénérée. — Mon avis passa, il fut arrêté que le lendemain l'armée se rendrait à Angers. »

Cette opinion de Kléber est contestable, du moins en ce qui concerne la fréquentation des cabarets, mais il est certain que, pour le reste, elle avait une réelle valeur.

Léchelle fut remplacé. Le Comité de salut public lui donna pour successeur Rossignol. M. Thiers dit à ce propos : « Il est une vérité qu'il faut répéter toujours; la passion n'est jamais ni sage, ni éclairée, mais c'est la passion seule qui peut sauver le peuple dans les grandes extrémités. La nomination de Rossignol était une hardiesse étrange, mais elle annonçait un parti pris, elle ne permettait plus les demi-mesures dans cette funeste guerre de la Vendée, et elle obligeait toutes les administrations locales qui étaient encore incertaines à se prononcer. Ces Jacobins fougueux, répandues dans les armées, les troublaient souvent, mais ils y communiquaient cette énergie de résolution sans laquelle il n'y aurait eu ni armement, ni approvisionnement, ni moyens d'aucune espèce. Ils étaient d'une injustice inique envers les généraux, mais ils ne permettaient à aucun de faiblir ou d'hésiter. On verra bientôt leur folle ardeur, se combinant avec la prudence d'hom-

mes plus calmes, produire les plus grands et les plus heureux résultats. »

Ce qui est certain, c'est que l'intervention de Rossignol fut loin d'avoir une influence heureuse sur les opérations militaires en Vendée. Ce Rossignol était un ancien compagnons orfèvre; il avait été chef des conciliabules qui se tenaient dans les faubourgs. C'était un homme ardent, de bonne foi, mais sans instruction et incapable de servir d'une manière utile.

Le 7 novembre, les troupes furent dirigées sur Laval, que les insurgés venaient d'évacuer. Le 15, l'armée de l'Ouest et celle des côtes de Brest firent leur jonction à Rennes. Il y eut conseil le jour même : « Jamais, dit Kléber, je n'avais vu une collection d'hommes aussi peu capables de conduire des troupes. »

Les conséquences de cet état de choses ne se firent pas attendre. Trois ou quatre rencontres malheureuses dans lesquelles Kléber ne figura pas, inaugurèrent la nouvelle direction. L'armée dut se replier sur Rennes. Les représentants furent effrayés et comprirent la nécessité de consulter les généraux sérieux. Ils s'adressèrent encore à Kléber et lui offrirent même le commandement. Il le refusa et désigna Marceau pour la fonction de commandant de toutes les troupes sous les ordres de Rossignol. Marceau accepta. Il appréciait la valeur de Kléber, auquel il avait dit un jour cette phrase caractéristique : « Menez cette armée à la victoire; qu'est mon courage auprès de votre génie? Je courrai sous

vos ordres à l'avant-garde. » Rare exemple, donné par un homme jeune revêtu du pouvoir suprême, et qui, malgré cela, comprend et reconnaît la supériorité morale de son rival de gloire. Quant à Kléber, il fut heureux de cette solution : « Je me sentis, dit-il, allégé d'un grand fardeau. J'étais certain qu'il n'entreprendrait rien sans s'être concerté avec moi. Marceau était jeune, actif, plein d'intelligence, d'audace. Plus froid que lui, j'étais là pour le contenir; nous prîmes l'engagement de ne point nous quitter jusqu'à ce que nous eussions ramené la victoire sous nos drapeaux. »

« Les Vendéens songeaient évidemment à repasser la Loire. La question était de savoir quel chemin ils prendraient. Kléber avait envoyé un renfort à Angers, et il s'était porté lui-même sur Châteaubriant. Rossignol devaient l'y rejoindre. Le 31 novembre, on apprit que l'ennemi menaçait Angers. Deux fois, Marceau envoie prévenir Rossignol, qui répond qu'il arrivera le lendemain. On l'attend; il paraît enfin, mais seulement le 3 décembre au soir, se récriant de ce que les troupes qu'il avait laissées sans ordre ne soient pas déjà devant Angers : « Rossignol, dit à ce propos Kléber, rejeta lâchement la faute sur Marceau, et Robert (le chef d'état-major du général en chef) notre ennemi juré, étaya cette impudence, en donnant à entendre qu'on n'avait pas été fâché de prendre quelque séjour à Châteaubriant, qui offrait des agréments. Marceau fut appelé; la scène devint très-vive; et quoiqu'il lui fût facile de se justifier, on feignit de ne point vouloir

l'écouter. Rossignol, sous prétexte d'une incommodité, laissa ce jeune général seul aux prises avec les représentants. Enfin, après avoir crié beaucoup, Prieur finit par dire à Marceau : « Au surplus, nous savons bien que c'est moins ta faute que celle de Kléber, qui t'a conseillé, et dès demain nous établirons un tribunal pour le faire guillotiner.

« Marceau revient ému de douleur; il me raconte ce qui vient de se passer; il était onze heures du soir. Je vais de suite chez les représentants pour avoir une explication. Je les trouve couchés, excepté Turreau; on ne profère pas une parole. Enveloppé dans mon manteau, je me promène dans la chambre pendant dix minutes sans mot dire.

« Tout à coup, Prieur s'écrie : « Eh bien, Kléber, que penses-tu d'Angers ? » Je lui répondis froidement : « Ce que j'en ai pensé il y a trois jours, lorsque, au conseil de guerre, j'ai proposé d'y envoyer la brigade Boucret. — Mais sais-tu que deux représentants y sont enfermés? — Je l'ignore ; mais je sais bien qu'il y a à Angers maintenant quatre mille hommes de garnison, une population considérable, et, de plus, le général Baupuy. — Allons, Kléber, il faut marcher, et si Rossignol s'était expliqué, depuis deux jours on serait devant Angers. — Ce n'est donc ni à Marceau, ni à moi qu'il faut s'en prendre, si nous nous trouvons encore ici. — Allons, Kléber, allons, vive la république ! »

« Ainsi finit une scène qu'un mot pouvait conduire à la plus terrible catastrophe, dont ils auraient pu devenir les victimes. »

Cet épisode caractérise bien cette époque troublée où la vie des hommes comptait pour si peu, que pour un oui ou pour un non, sur un simple soupçon, on pouvait sacrifier l'existence même la plus précieuse.

Le baron Ernouf, auquel nous avons emprunté ce récit, le fait suivre d'une réflexion fort juste : « L'impassibilité dédaigneuse, dit-il, de Kléber et d'autres officiers de même trempe froissait au plus haut degré les proconsuls, qui ne les supportaient que par nécessité, un peu aussi par crainte ; et, dans plus d'une circonstance, ces sauveurs de la France n'ont été sauvés eux-mêmes que par la certitude qu'on avait qu'ils ne se laisseraient pas impunément égorger. »

Quand on arriva devant Angers, la garnison avait déjà repoussé l'ennemi, et l'approche des troupes de secours avait achevé de le mettre en fuite.

Le Comité de salut public retira le commandement à Rossignol pour le donner à Turreau. Mais celui-ci étant absent, Marceau en fut chargé par intérim. « Par une anomalie étrange, dit le baron Ernouf, témoignage de l'anarchie qui régnait dans les conseils du gouvernement, l'envoi fait à Marceau contenait une liste de destitutions comprenant les noms de la plupart des officiers supérieurs de Mayence, et en tête celui de Kléber. Il est vrai qu'une lettre séparée du ministre, dans la prévision que « Kléber pourrait « rendre encore quelques services, » autorisait le général en chef intérimaire à retenir par devers lui, jusqu'à nouvel ordre, sa lettre de destitution. Marceau, lui, ne voulut accepter le commandement qu'à la condition que Kléber consentirait à di-

riger de fait toutes les opérations. « Je garde pour moi, lui dit-il, toute la responsabilité, et je ne demande que le commandement de l'avant-garde au moment du danger. — J'y consens, répondit Kléber; nous seront guillotinés ensemble ! »

Belle réponse d'un homme qui ne s'illusionne pas et qui fait son devoir parce que c'est le devoir et tout en sachant qu'il ne pourra en résulter pour lui que des ennuis, des dangers, et peut-être la mort.

Les choses ainsi réglées. Kléber marcha sur la Loire et obligea les Vendéens à battre en retraite devant lui. Ils durent, en effet, se replier sur la Flèche et le Mans. L'avant-garde républicaine les poursuivit vigoureusement et les atteignit enfin près de cette dernière ville. Westermann, toujours brillant, toujours audacieux et imprévoyant, vrai capitaine d'avant-garde, poussa Marceau à brusquer une attaque. Entraînés par leur ardeur, nos soldats entrèrent en ville sans s'inquiéter de savoir s'ils étaient suffisamment soutenus. Heureusement, la nuit les surprit et arrêta l'action. Kléber, ayant appris ce qui se passait, accourut aussitôt avec son corps d'armée. Il arriva au Mans à minuit, ayant fait faire à ses soldats une étape forcée de dix lieues. Au point du jour, on reprit l'attaque. Mais cette fois, on était en force et Kléber battit les rebelles et les força d'évacuer la ville !

Madame de La Rochejaquelein raconte ainsi dans ses Mémoires (ch. XVIII), cette déroute des Vendéens :

« Le Mans, dit-elle, est situé sur la route d'Alençon à Tours. La route de Paris à Angers se croise

avec celle-là, à une demi-lieue de la ville. Un large pont, sur la Sarthe, se trouve à moitié chemin, entre les routes et le faubourg. Le grand chemin d'Alençon traverse dans la ville une grande place, puis une petite où aboutit une rue étroite, qui est le prolongement de la route de traverse du Mans à Laval. J'étais logée sur cette petite place.

« Le second jour, de grand matin, les républicains vinrent attaquer le Mans. On ne les attendait pas si tôt. La veille, des levées en masse s'étaient présentées, et avaient été bientôt dispersées. L'ennemi s'avança sur trois colonnes, sur le point où les routes se croisent. M. de la Rochejaquelein embusqua un corps considérable dans un bois de sapins sur la droite. Ce fut là que la défense fut la plus opiniâtre : les bleus furent même repoussés plus d'une fois ; mais leurs généraux ramenaient sans cesse les colonnes. Nos gens se décourageaient en voyant leurs efforts inutiles. Peu à peu il en revenait beaucoup dans la ville ; des officiers mêmes s'y laissaient entraîner. Enfin, sur les deux heures de l'après-midi, la gauche des Vendéens étant entièrement enfoncée, il fallut abandonner le bois de sapins. Henri (de La Rochejaquelein) voulut porter la troupe qui lui restait dans un champ défendu par des haies et des fossés, où elle eût facilement arrêté la cavalerie. Jamais il ne put la rallier. Trois fois, avec MM. Forestier et Allard, il s'élança au milieu des ennemis sans être suivi d'aucun soldat. Les paysans ne voulaient même pas se retourner pour tirer un coup de fusil. Henri tomba, en faisant sauter un fossé à son

cheval, dont la selle tourna; il se releva... il revint en ville... il trouva les républicains qui arrivaient au pont. Il y fit placer de l'artillerie et on se défendit encore longtemps. Enfin, au soleil couchant, les bleus trouvèrent un gué et passèrent. Le pont fut abandonné. On se battit ensuite à l'entrée de la ville, jusqu'au moment où, renonçant à tout espoir, le général, les officiers, les soldats se laissèrent presque tous entraîner dans la déroute qui avait commencé depuis longtemps; mais quelques centaines d'hommes restèrent dans les maisons, tirèrent par les fenêtres, et, ne sachant pas au juste ce qui se passait, arrêtèrent toute la nuit les républicains, qui osaient à peine avancer dans les rues, et qui ne se doutaient pas que notre défaite fut aussi entière...

« Telle fut la déplorable déroute du Mans où l'armée vendéenne reçut le coup mortel. Il était inévitable... »

Les Vendéens firent d'abord une tentative infructueuse pour passer la Loire; mais, repoussés de ce côté, poursuivis, traqués, harcelés sans relâche, ils firent un effort suprême pour regagner la Basse-Bretagne.

L'armée républicaine les atteignit à Savenay.

Ce fut là le Waterloo de la Vendée.

Voici le récit de Kléber :

« La ligne qu'occupaient toutes les troupes avait la forme d'un croissant, et enveloppait la ville sur toutes les parties qui la dominaient. Les représen-

tants et les généraux se rendirent à la poste aux chevaux sur la grande route de Nantes. Là, Westermann proposa d'attaquer pendant la nuit et offrit de se charger de tout. Je lui répondis que je croyais avoir trop bien commencé cette affaire pour la laisser terminer par un autre. Marceau m'appuya, et les représentants parurent approuver mon émulation, mais ils en profitèrent pour m'exciter à attaquer sur-le-champ. Marceau sembla céder un instant, mais je restai inflexible.

« Le 23 décembre 1793, à la pointe du jour, lorsque tout le monde sommeillait encore, je montai à cheval avec Westermann et Canüel. Je fis avec eux une reconnaissance autour de la ville, et j'indiquai à chacun le chemin qu'il devait prendre pour l'attaque.

« L'ennemi avait pris notre prudence pour faiblesse, ce qui fit que, non-seulement il nous attendit, mais encore qu'il nous attaqua. Son impétuosité aurait pu avoir des suites fâcheuses, sans la prévoyance des chefs.

« Bientôt, j'entends le canon et la fusillade redoubler ; je me porte vers l'avant-garde, je rencontre les grenadiers en retraite ; ils paraissent pétrifiés à mon approche. Ils s'écrient : « Général, nous n'avons plus de cartouches. — Eh ! me suis-je écrié à mon tour, ne sommes-nous pas convenus hier que nous les écraserions à coups de crosse ? Allons, grenadiers, retournez à la charge, je vous ferai soutenir. » — Je fis aussitôt avancer le 31e régiment : il seconda si bien les grenadiers, que l'ennemi fut dans

l'instant repoussé sur ce point. Canuel était en marche pour tourner Savenay et l'attaquer par la gauche. J'envoie dire à Marceau qu'il est temps; je le prie de se charger du centre; j'envoie l'ordre à la division de Cherbourg de s'avancer sur la droite. Le pas de charge se fait entendre partout. Canuel culbute l'ennemi sur la gauche. Marceau au centre et Kléber sur la droite. Le cri de : *Vive la république!* retentit dans les airs; les Vendéens fuient et tombent sous le fer des républicains. On traverse Savenay; chaque colonne prend une direction différente à la poursuite des rebelles. Equipages, canons, tout tombe en notre pouvoìr et, pour cette fois, la destruction de l'armée est certaine. »

Peu de récits de bataille sont aussi vivants, aussi mouvementés. C'est là une belle page, largement écrite par le héros même qui l'a burinée dans l'histoire du bout de son épée.

Le 24 décembre, Kléber et Marceau reçurent une ovation à Nantes, et la ville offrit une couronne de laurier au vainqueur du Mans et de Savenay.

Le représentant Thureau voulut s'opposer à cet hommage justement mérité. Il monte à la tribune et prenant la parole, il dit : « Ce sont les soldats qui remportent les victoires; ce sont eux qui méritent des couronnes, eux qui ont supporté tout le poids de la fatigue et des combats. »

« — Je sais, répliqua Kléber, que ce sont les soldats qui remportent les victoires, mais il faut aussi qu'ils soient conduits par les généraux qui sont les premiers soldats de l'armée et qui sont chargés de

maintenir l'ordre et la discipline; sans quoi il n'y a point d'armée. Je n'accepte cette couronne que pour l'offrir à mes camarades et l'attacher à leur drapeau. »

Malgré les services éclatants qu'il avait rendus, malgré le succès qu'il venait de remporter, le général victorieux fut disgracié. On voyait d'un œil jaloux ces officiers tant aimés de leurs soldats; on s'en méfiait à Paris.

Kléber fut envoyé à Châteaubriant à la tête d'une division territoriale. Il avait à peine trois cents hommes sous ses ordres. Il passa là deux mois. Deux mois d'inaction forcée. Ce dut être pour lui un dur martyre, mais il n'en dit rien et accepta courageusement et sans se plaindre cette nouvelle épreuve.

L'Europe avait peur de ce peuple qui jetait dans le monde tant et de si étranges idées, qui ne respectait rien de ce qui était la tradition, et dont une partie du moins était encore la vérité, si l'autre avait cessé de l'être. Elle craignait cette France nouvelle et inconnue, cette nation remuante et audacieuse qui menaçait tous les trônes et appelait tous les peuples à la révolte, en leur enseignant des principes nouveaux.

L'Angleterre excitait les esprits contre nous. Elle était l'âme de la coalition ; elle poussait les autres puissances à des résolutions extrêmes et les engageait à venir sur les bords de la Seine museler une révolution qui l'effrayait, et réduire une nation rivale qui lui était odieuse. La Prusse, vénale et vendue, était soudoyée par elle. L'hiver avait été employé en Europe et en France à se préparer à la nouvelle campagne qui allait s'ouvrir.

Il y avait près d'un an que Mayence avait capitulé,

non devant le fer et le feu mais devant la faim, et le délai pendant lequel les officiers qui avaient défendu cette place ne pouvaient servir contre l'étranger, allait expirer.

Kléber était à Châteaubriant. Ses succès avaient illustré son nom, et l'exil immérité qu'on lui avait infligé n'avait pu ternir l'éclat de ses victoires. Mayence, Cholet, le Mans, Savenay étaient des témoins éloquents qui venaient déposer hautement en faveur de sa valeur et de ses talents. Le besoin qu'on avait de lui le fit rappeler. Il fut nommé général de division et envoyé, en avril 1791, à l'armée des Ardennes.

Kléber et Marceau, transportés de la Vendée sur la Sambre, auraient pu, suivant M. Thiers, conduire l'armée à la victoire; mais leurs avis étaient peu écoutés par les autres généraux qui délibéraient en conseil de guerre avec Saint-Just et Lebas.

Le mouvement prescrit consistait à passer la Sambre pour se diriger sur Mons. Un premier passage fut tenté le 9 mai 1794. Il ne réussit pas ; le 22, l'armée essuya un nouvel échec. Si l'on avait attendu l'arrivée de Jourdan, qui amenait quarante-cinq mille hommes avec lui, ont eût été sûr du succès. Mais on était pressé d'agir; Saint-Just ne voulait pas d'hésitation et s'indignait du moindre retard. Sans la fermeté de Kléber, l'armée eût été compromise en opérant sa retraite.

Enfin Jourdan arriva au commencement de juin 1794. On forma l'armée de Sambre-et-Meuse, que son courage à toute épreuve, sa constance au milieu des

périls et des misères sans nombre qu'elle eut à supporter et à surmonter, a rendue légendaire. Cette armée se composait de la réunion de celle de la Moselle à celle des Ardennes, et à deux divisions de l'armée du Nord. Elle formait un effectif de soixante-dix mille hommes de bonnes troupes, commandées par Jourdan, et comptait parmi ses généraux divisionnaires Kléber, Desaix, Marceau, Championnet, Bernadotte, Grenier, Collaud, Lefebvre.

Jourdan a dit en parlant d'eux :

« En arrivant à l'armée de Sambre-et-Meuse, je fus loin de trouver formés tous les généraux que j'ai eu à commander. Il y en a bien quelques-uns auxquels il est possible que j'ai appris quelque chose. Quant à Kléber je n'ai rien eu à lui apprendre. »

Il avait encore auprès de lui les commissaires de la Convention, Saint-Just, Levasseur et Lebas.

Dès qu'il se fut rendu compte des ressources dont il pouvait disposer, il résolut de passer la Sambre et d'investir Charleroi.

Le 16 juin, une première attaque eut lieu. Kléber commandait la gauche. Il ne se laissa pas entamer un seul instant. Loin de là, il s'empara de Traségnies, fit tourner l'ennemi et le rejeta en arrière au delà d'un ruisseau appelé le Piéton, qui coupait le champ de bataille. La victoire semblait déjà nous appartenir, et Kléber poursuivait les troupes ennemies qu'il refoulait devant lui, quand le prince d'Orange, réunissant des forces considérables, obligea la droite et le centre à se retirer. Kléber, renonçant alors à sa marche victorieuse, protégea la retraite avec ses trou-

pes et sut empêcher que l'armée ne fût inquiétée.

Quelques jours après, Jourdan repassa de nouveau la rivière et investit Charleroi. La ville fut prise le 25.

Le 26, nos positions étaient les mêmes que le 16. Seulement, nous étions maîtres de la ville, ce que l'ennemi ignorait encore. Nous avions quatre-vingt mille hommes en ligne contre cent mille; Kléber avait trois divisions sous ses ordres, et commandait la gauche de la Sambre à Traségnies. Le prince d'Orange et le général Latour étaient en face de lui. Le prince de Cobourg attaqua le centre.

Les Autrichiens refoulèrent au début nos troupes jusqu'à la rivière, mais Kléber accourut et arrêta leur élan. En reconnaissant que Charleroi nous appartenait, ils hésitèrent; nos troupes en profitèrent pour les charger vigoureusement et les repousser à leur tour.

Jourdan, de son côté, soutenait la bataille au centre. Les Français, d'abord repoussés, parvinrent bientôt à rétablir le combat sur tous les points, et à la fin du jour l'ennemi était en pleine retraite.

Cette journée du 26 juin 1794 prit le nom de bataille de Fleurus.

Nous n'avons voulu que faire ressortir la part qui revient à Kléber dans ce brillant fait d'armes, où il se couvrit de gloire, sans chercher à donner une description complète de la rencontre des deux armées. Il ne s'agissait en réalité que d'une attaque repoussée, mais d'une attaque formidable, une des plus meurtrières de la campagne. Le combat se livra sur

un demi-cercle de dix lieues entre deux armées d'environ quatre-vingt mille hommes. Ce qui rendit cette rencontre décisive, c'est qu'elle détermina la retraite des Autrichiens, et par suite celle de toutes les forces de la coalition. Elle eut de plus pour résultat de nous ouvrir Bruxelles et la Belgique.

Kléber concourut à la plupart des conquêtes qui furent la conséquence immédiate de cette grande journée. Après avoir occupé Mons, il délogea les Autrichiens d'une position très-forte en avant de Louvain, et s'empara de cette ville.

Enfin le glorieux combat de la Chartreuse, livré le 18 septembre, força les Autrichiens à se replier sur Juliers ; Kléber fut alors chargé d'investir Maestricht avec trois mille hommes. Mais il fit comprendre à Jourdan qu'il était dangereux d'assiéger cette place en laissant l'ennemi si près de là. Jourdan se rendit à cet argument et rappela une partie des troupes destinées au siége, afin d'attaquer l'ennemi.

Le 2 octobre 1794, les Français avancèrent en ligne au nombre de près de cent mille hommes, se dirigeant vers la Roer, but de leurs efforts. Malheureusement, le général avait pris un point de départ trop éloigné du point d'attaque, et nos troupes n'arrivèrent à la rivière que vers le milieu du jour. Malgré ce désavantage, ils finirent par repousser les Autrichiens.

Kléber prit une part active à cette bataille de la Roer gagnée par Jourdan qui assurait la conquête définitive de la rive gauche du Rhin. C'est lui qui força le passage de la rivière.

Après cette victoire, le jeune général se consacra

tout entier au siége de Maestricht, et trente-trois jours plus tard, il était maître de cette place, une des plus fortes et des mieux approvisionnées de l'Europe. Maestricht succomba après onze jours de tranchée ouverte (4-9 novembre).

La coalition n'avait plus que Luxembourg et Mayence sur la gauche du Rhin. Mayence ne pouvait tomber que par un siége. Kléber fut appelé de Belgique et désigné pour l'investir. Il se trouvait ainsi, à un an d'intervalle, chargé d'attaquer cette même ville qu'il avait contribué à défendre en 1793. C'était le théâtre de ses premiers exploits ; c'est là qu'il avait commencé son illustration.

Malheureusement le matériel nécessaire à un siége manquait presque complétement. C'est à peine si on pouvait disposer du quart des pièces et des engins indispensables. Les soldats désertaient en masse. Il fallait investir la ville sur les deux rives du fleuve, ce que Kléber ne pouvait faire avec les forces dont il disposait. Pichegru ou Jourdan aurait dû passer le Rhin, mais ni l'un ni l'autre ne paraissait. Kléber dut se contenter de rester sur la défensive sans pousser les opérations. Cette situation se prolongea jusqu'à l'arrivée de Pichegru, nommé général en chef des armées combinées du Rhin et Moselle.

Kléber fut alors renvoyé, comme il le désirait, à l'armée de Sambre-et-Meuse et s'empressa de rejoindre ses anciens camarades.

Jourdan le chargea de franchir le Rhin et de s'emparer de Dusseldorf.

L'entreprise n'était pas facile. Il s'agissait en effet de faire passer tout un corps d'armée sur un fleuve rapide, d'une largeur considérable et placé sous le feu même de l'ennemi. On n'avait, pour effectuer ce passage, qu'un petit nombre de bateaux. Il fallait donc faire de nombreux voyages et enfin enlever par surprise une ville forte, flanquée d'un camp retranché, renfermant douze à quinze mille Autrichiens.

Kléber dirigea le passage avec une prudence singulière et enleva la ville le 5 septembre.

Pichegru ne bougeait pas. Son inaction, inexplicable alors, obligea Jourdan, qui se trouvait en face de forces supérieures, à repasser le fleuve. Ici encore ce fut Kléber qui protégea la retraite. Il avait pris toutes ses mesures pour traverser le pont de Neuwied et avait ordonné à Marceau de faire incendier les bateaux qui se trouvaient sur le Lahn et le Rhin. Ces barques, en descendant le courant, devaient mettre le feu au pont principal, lorsqu'on n'en aurait plus eu besoin. Malheureusement, on se hâta trop, le temps fut mal calculé, et quand l'armée se présenta pour franchir le fleuve, le pont n'existait plus.

Kléber, sans s'émouvoir, donna les ordres pour en construire un nouveau, et faisant front contre l'ennemi, il le battit trente heures durant. Enfin le dernier de tous, il passa le nouveau pont qui venait de sauver l'armée. Il fit preuve dans cette circonstance d'un sang-froid remarquable et d'une rare fermeté.

Le péril était extrême; son courage, sa présence d'esprit furent à la hauteur du péril. Les soldats en passant devant lui saluaient et criaient : « Vivent nos généraux! ils ne nous abandonnent pas. »

On s'attendait à une tentative des Autrichiens pour forcer le passage du Rhin. Kléber s'apprêtait à le leur disputer au-dessous de Coblentz, lorsque tout à coup l'ennemi proposa un armistice.

Le début de la nouvelle campagne fut des plus brillants. C'est à Kléber qu'en revient tout l'honneur. Il partit de Dusseldorf, le 1er juin 1796, à la tête d'un corps d'armée fort de vingt-quatre bataillons et de vingt escadrons; le 2, il arriva sur la Sieg, passa cette rivière après un combat d'avant-garde et enleva la position d'Ukeradt.

Le 4, il attaqua le prince de Wurtemberg, campé avec un corps de quinze mille hommes sur les hauteurs d'Altenkirchen, le battit, lui prit deux mille hommes, quatre drapeaux, douze pièces de canon et tous ses magasins et le rejeta au delà de la Lahn. Puis, avec vingt mille hommes, tenant en échec soixante mille Autrichiens, commandés par l'archiduc Charles, il permit à Jourdan de passer le Rhin à Neuwied. Celui-ci perdit malheureusement du temps; au lieu d'attaquer l'ennemi de suite, il lui laissa concentrer ses troupes et perdit l'avantage du nombre. Il le comprit si bien, qu'il renonça à l'attaque, enjoignant à Kléber d'imiter son mouvement de retraite. Il l'avait pourtant autorisé à reprendre

l'offensive dans le cas où l'ennemi, envoyant des renforts contre Moreau, aurait affaibli les troupes qui lui étaient opposées. Kléber recula, mais sans se presser. Il était furieux de voir le succès échapper à nos armes par la faute des hésitations de son chef. Il s'arrêta un jour entier à Ukeradt, et le 19 juin il fut attaqué par Kray. Le combat fut terrible et resta indécis. Jourdan fit des observations à Kléber, qui en fut blessé et les accueillit fort mal.

Le 9 juillet, il remportait encore un avantage sur les troupes autrichiennes à Butzbach, et le lendemain à Friedberg; dans cette dernière rencontre, le combat aurait pu se changer en bataille et en victoire, si Kléber avait eu plus de soldats sous ses ordres. Jourdan reconnut lui-même « qu'il avait eu tort de ne pas renforcer suffisamment sa gauche et qu'il aurait dû marcher en personne, avec deux divisions, en seconde ligne de Kléber. »

Sur ces entrefaites, Jourdan tomba malade et remit le commandement à Kléber, qui prit Ramberg, et occupa Forcheim et Nuremberg, après avoir repoussé l'ennemi.

Malheureusement Jourdan, remis de son indisposition, reprit le commandement. Kléber, qui ne l'avait eu que cinq jours; déclara qu'à son tour, il était souffrant, et se retira. Mais il reparut bientôt à son poste, subitement guéri quand le danger devint pressant. Il prit une part active à la retraite de nos soldats devant les forces supérieures de l'archiduc Charles. Puis il se déclara de nouveau malade et se retira définitivement dès que l'armée eut atteint les

rives du Mein et qu'elle se trouva comparativement en sûreté.

Kléber demanda sa retraite et l'obtint. Il retourna à Strasbourg, pour y chercher le repos et la tranquillité. Mais là, encore, les agitations de la vie publique le suivirent. Ses amis politiques essayèrent de le faire nommer membre du Corps législatif. Ils échouèrent, et lui, dégoûté de toutes ces vaines tentatives, loua une petite maison à Chaillot et s'y retira. Au 18 fructidor, ses ennemis voulurent le faire inscrire sur la liste des déportés. Averti du danger, il sut se tenir à l'écart dans la retraite solitaire qu'il s'était choisie et s'occupa de la rédaction de ses *Mémoires*.

Après le traité de Campo-Formio, de toute la première coalition, il ne restait plus que la Grande-Bretagne qui fût en lutte avec la France. Le Directoire avait d'abord songé, en octobre 1797, à faire une descente en Angleterre. Mais, sur la proposition de Bonaparte, il s'arrêta à l'idée d'une expédition en Égypte. On pouvait ainsi, si l'entreprise réussissait, ruiner le commerce des Anglais dans les Indes. Le gouvernement français ne supposait pas que la Porte pût se trouver offensée et prendre part à la lutte. Les Mameluks, qu'il s'agissait de réduire, n'étaient-ils pas en effet des sujets rebelles ?

Une ambassade solennelle, avec les moyens nécessaires pour réussir, devait être rendue à Constantinople en même temps que l'armée aborderait en Orient. En 1775, les Mameluks avaient conclu un traité de commerce avec la compagnie des Indes anglaises. Depuis ce moment, les maisons françaises avaient été insultées de toutes les manières. Sur les

plaintes de la cour de Versailles, la Porte avait envoyé en 1786 le capitaine Pacha Hassan contre les beys; mais, depuis la Révolution, le commerce français était maltraité de nouveau. La Porte avait déclaré qu'elle ne pouvait rien, que les beys étaient *gens avides, irréligieux et rebelles*, et elle laissa entrevoir qu'elle tolérerait une expédition contre l'Égypte, comme elle avait toléré celle contre Alger, Tunis et Tripoli. Talleyrand, ministre des affaires étrangères, devait se rendre auprès du sultan pour empêcher tout malentendu et bien faire comprendre au gouvernement turc qu'on n'avait aucune intention d'attenter à ses droits. Mais cette mission n'eut pas lieu.

« En réalité, l'expédition d'Égypte avait trois buts; Napoléon le constate lui-même dans ses Mémoires :

« 1° Établir sur le Nil une colonie française qui pût prospérer sans esclaves, et qui tînt lieu de la république de Saint-Domingue et de toutes les îles à sucre :

« 2° Ouvrir un débouché à nos manufactures dans l'Afrique, l'Arabie et la Syrie, et fournir à notre commerce toutes les productions de ces vastes contrées;

« 3° Partir de l'Égypte comme d'une place d'armes pour porter une armée de soixante mille hommes sur l'Indus, soulever les Marattes et les peuples opprimés de ces vastes contrées... L'Océan a cessé d'être un obstacle depuis qu'on a des vaisseaux ; le désert cesse d'en être un pour une armée qui a en abondance des chameaux et des dromadaires. »

Ces conditions, d'un ordre purement politique,

étaient encore plus avantageuses quand on songeait à la nature même de la contrée.

« L'Égypte est un des plus beaux, des plus productifs et des plus intéressants pays du monde. C'est le berceau des arts et des sciences. On y voit les plus grands et les plus anciens monuments qui soient sortis de la main des hommes. Si on avait la clef des hiéroglyphes dont ils sont couverts, on apprendrait des choses qui nous sont inconnues sur les premiers âges de la société. L'Égypte se compose : 1° de la vallée du Nil; 2° de trois oasis; 3° de six déserts. La vallée du Nil est la seule partie qui ait de la valeur. Si le Nil était détourné dans la mer Rouge ou la Libye, avant la cataracte de Syène, l'Égypte ne serait plus qu'un désert inhabitable, car ce fleuve lui tient lieu de pluie et de neige. C'est le dieu de ces contrées, le génie du bien et le régulateur de toute espèce de productions; c'est Osiris, comme Typhon est le désert. »

Bonaparte, imbu de ces idées, fit ses préparatifs au commencement de l'année 1798. Comme il voulait non-seulement conquérir, mais encore et surtout coloniser, il s'entoura de savants, d'ingénieurs et d'artistes, et fit un appel aux généraux les plus expérimentés, dont il désirait avoir le concours dans cette expédition lointaine et périlleuse qu'il allait tenter à la tête de l'ancienne armée d'Italie. Kléber fut heureux de trouver cette occasion de reprendre du service et s'empressa de promettre son concours.

Cette expédition eut quelque chose de féerique. En effet, la flotte partie de Toulon, le 19 mai, sans

que le but de l'entreprise eût été divulgué, trompa la vigilance des Anglais, et sut passer inaperçue au milieu des vaisseaux de Nelson. Le 9 juin, elle arrivait devant Malte, et l'île tombait en son pouvoir. Quinze jours après, le 1er juillet, elle déposait sur la terre d'Égypte les troupes qu'elle était chargée de conduire.

Les Français arrivèrent à la pointe du jour devant Alexandrie. Trois colonnes furent immédiatement formées et lancées contre la ville. Kléber dirigeait le centre. Dès les premiers coups, il tomba frappé d'une balle au front. La ville fut prise le jour même. Bonaparte y laissa trois mille hommes de garnison sous les ordres de Kléber, à qui sa blessure ne permettait pas de prendre immédiatement une part active aux opérations de la campagne. Puis il marcha sur le Caire, battit une première fois l'ennemi à Chébreïss, le 13 juillet et, parvenu le 21 en vue de la grande ville musulmane, dont il était séparé par le Nil, il livra la célèbre bataille des Pyramides, qui fut encore une victoire.

En quittant Alexandrie, le général en chef avait recommandé à l'amiral Brueys de mettre son escadre à l'abri d'une attaque des Anglais. Celui-ci perdit du temps et fut surpris dans la rade même d'Aboukir par Nelson. La bataille commencée le soir, dura 15 heures. Ce fut un véritable désastre, mais un désastre glorieux par l'héroïque résistance de la plupart de nos marins.

Bonaparte, en apprenant la destruction de sa flotte, comprit toute l'importance de ce revers. « Eh bien,

dit-il, il faut mourir ici ou en sortir grand comme les anciens ; » et il écrivit à Kléber : « Ceci nous obligera à faire de plus grandes choses que nous n'en voulions faire. Il faut nous tenir prêts. — Oui, il faut faire de grandes choses, répondit simplement Kléber ; je prépare mes facultés. »

Le désastre d'Aboukir eut pour premier résultat de décider la Porte à nous déclarer la guerre (12 septembre). C'était là une complication nouvelle. Bonaparte, sans se préoccuper outre mesure de cet incident, s'occupa d'abord d'organiser le pays. Il envoya Desaix dans la haute Egypte pour assurer et compléter la conquête.

Mais, dès le début de l'année suivante, il résolut d'aller au-devant de cet ennemi dont on annonçait l'arrivée. En février 1799, il marcha sur la Syrie et dirigea son armée sur Saint-Jean-d'Acre.

Elle se composait de la division Kléber, 2,349 hommes; division Bon, 2,449; division Lannes, 2,924; division Regnier, 2,160; cavalerie, sous Murat, 800; génie, 340; artillerie, 1,385; guides à pied et à cheval, 400; dromadaires, 88. En tout, 12,895 hommes.

La 19e demi-brigade, les 3e bataillons des demi-brigades de l'expédition de Syrie, la légion nautique, les dépôts des corps de cavalerie, la légion maltaise avaient été répartis dans les garnisons d'Alexandrie, de Damiette, du Caire, ou formés en colonnes mobiles, destinées à contenir les provinces de la basse Egypte. Le général Desaix, comme nous l'avons vu, occupait la haute Egypte.

Le général Kléber, qui formait l'avant-garde, s'em-

barqua à Damiette avec sa division, pour se rendre à Tinch par le lac Menzalé et de là à Cathich, où il devait arriver le 4 février 1799.

Vers le 13 février, il retourna devant El-Arisch.

Dans la nuit du 13 au 14, il enleva avec le général Régnier, le camp des Mameluks qui commandait ce point, et Bonaparte, ayant ensuite rejoint, on canonna la ville qui se rendit, le 20 février. Les seize cents hommes qui composaient la garnison, se rendirent, sous la condition de pouvoir aller à Bagdad par le désert et une partie des Maugrabins prit du service dans l'armée française. On trouva dans le fort environ deux cent cinquante chevaux, deux pièces d'artillerie démontées et des vivres pour plusieurs jours.

Kléber, avec sa division, était parti d'El-Arisch; il devait se trouver le 22 sur les hauteurs de Kan-Tounesse. Le quartier général en arrivant sur ce point, ne put avoir aucune nouvelle de son avant-garde. Il se replia sur Santon, à trois lieues en arrière de Kan-Tounesse, dans le désert. Arrivé là, on trouva l'avant-garde de notre cavalerie. Les guides avaient égaré le général Kléber. Il arrivait enfin au rendez-vous le 24, à huit heures du matin, après quarante-huit heures de la marche la plus fatigante et sans eau.

La réunion simultanée des trois divisions et de la cavalerie sur un point où elles auraient dû passer successivement, épuisa l'eau des puits. On dut creuser avec peine pour avoir quelque peu d'eau.

L'armée, enfin réunie, reprit son mouvement sur

Kan-Tounesse, premier village de la Palestine en sortant du désert et d'où l'on découvre la plaine cultivée de Gaza. Le 25 février, l'armée marcha sur cette ville. A deux lieues de la place, on aperçut sur les hauteurs, un corps de cavalerie ennemie. Bonaparte forma ses trois divisions chacune dans l'ordre carré : celle de Kléber reçut l'ordre de marcher sur Gaza ; celle du général Bon, au centre ; celle du général Lannes gagnait les hauteurs de notre droite pour tourner celles où était la cavalerie ennemie.

Notre cavalerie marchait en avant sur celle des Turcs.

L'ennemi fit d'abord plusieurs mouvements, changeant de position et paraissant indécis ; enfin il s'ébranla pour venir à nous, mais au milieu de sa course, il revint en arrière ; alors nos troupes s'avancèrent au pas de charge ; la division Kléber, la seule engagée, tua quelques-uns de ses tirailleurs, et notre cavalerie ne put engager l'affaire avec des troupes qui fuyaient devant elle et qui eurent complétement disparu à la fin du jour.

L'armée était à trois quarts de lieues de Gaza qui avait été abandonné dès le matin. On y trouva des approvisionnements importants.

Le 28 février, le quartier général se mit en marche sur Jaffa où l'ennemi rassemblait ses forces pour s'y défendre.

Le 3 mars, la division Kléber arriva devant la place qui était fermée d'une muraille sans fossés, mais flanquée de bonnes tours avec du canon. Sur la mer étaient deux forts qui défendaient l'entrée du

port et de la rade. L'armée prit position, et dans la nuit du 4 au 5 on ouvrit la tranchée et le 6 on donna l'assaut. Nos soldats escaladèrent la brèche et avancèrent de maisons en maisons jusqu'au port.

La division Kléber, campée à Misky, avait couvert le siége; la ville prise, elle revint à Misky. Le 15, elle rencontra la cavalerie ennemie sur les hauteurs de Korsum. Il y avait là un millier de chevaux commandés par Abdalla Pacha, et protégés par cinq mille Naplousiens qui occupaient la montagne; ils voulaient arrêter l'armée, mais ils durent bientôt se retirer après un combat assez vif dans lequel ils perdirent un grand nombre d'hommes.

Le 16 mars, on campa à Sabarien au débouché des gorges du Mont-Carmel sur la plaine d'Acre. La division Kléber se porta sur Caïffa, que l'ennemi avait abandonné à notre approche ; le 17 enfin, toute l'armée se mit en mouvement pour marcher sur Acre. Les chemins étaient mauvais, le temps était brumeux; l'armée arriva très-tard à l'embouchure de la petite rivière d'Acre.

Saint-Jean-d'Acre était la seule place qui put nous arrêter; si les Français s'étaient emparés de cette ville, la Syrie eût été conquise, mais la tentative était au moins téméraire. « C'était en effet, bien audacieux, comme l'a dit le captif de Sainte-Hélène, que d'avoir osé se placer au milieu de la Syrie avec seulement douze mille hommes ; j'étais à cinq cents lieues de Desaix, ajoute-t-il, qui formait l'autre extrémité de mon armée. »

D'autres difficultés encore rendaient la tentative

périlleuse. On manquait d'artillerie et de boulets. La destruction de notre flotte dans la rade d'Aboukir, avait empêché qu'on ne put ravitailler l'armée par mer. Et Bonaparte écrivait, le 8 avril 1799, au général Marmont : « Nous sommes depuis quinze jours devant Saint-Jean-d'Acre, où nous tenons enfermé Djezzar Pacha. La grande quantité d'artillerie que les Anglais y ont jetée avec un renfort de canonniers et d'officiers, joint à notre peu d'artillerie, a retardé la prise de cette place; mais les deux vaisseaux de guerre anglais se sont fâchés hier contre nous, et nous ont tiré plus de deux mille boulets, ce qui nous en a approvisionnés. J'ai donc lieu d'espérer que sous peu de jours nous serons maîtres de cette place. » Peu après, il écrivait encore au même général : « L'ennemi tire comme un enragé. Nous nous contentons de ramasser humblement ses boulets, de les payer vingt sous et de les entasser au parc, où il y en a déjà près de quatre mille. Vous voyez qu'il y a de quoi faire une bonne brèche. »

La tranchée fut ouverte le 20 mars, et, le 25, on fit brèche. Mais l'assaut fut tenté sans succès.

Le temps devenait précieux. Une grande armée turque s'avançait pour dégager la ville. Le général en chef envoya des troupes au-devant d'elle pour l'arrêter.

Alexandre Berthier, dans sa relation de l'expédition de Syrie, raconte que le 8 août, Junot, qui occupait Nazareth avait livré à Loubi, un combat opiniâtre dans lequel il avait pris cinq drapeaux et tué cinq ou six cents hommes.

« Le général Kléber, ajoute-t-il, d'après la nouvelle du combat de Loubi, reçoit l'ordre de partir du camp avec le reste de l'avant-garde pour rejoindre le général Junot à Nazareth. Il sort du camp le 20 germinal an VII (9 avril); couche avec sa troupe à Bédaonié, près Saffarié, et se rend le lendemain à Nazareth pour y prendre des vivres. Sachant que l'ennemi n'avait point quitté la position de Loubi, il résolut de marcher à lui et de l'attaquer le lendemain, c'est-à-dire le 22 (germinal). A peine était-il arrivé à la hauteur de Sed-Jarra, à un quart de lieue de la hauteur de Loubi, que l'ennemi, descendant de ces hauteurs, débouche dans la plaine, enveloppe le général Kléber avec près de 4,000 chevaux et 5 à 600 hommes à pied, et se met en mesure de charger. Le général Kléber le prévient, attaque en même temps la cavalerie et le village de Sed-Jarra qu'il emporte. L'ennemi abandonne le champ de bataille et est obligé de se retirer jusqu'au Jourdain, où il aurait dû être poursuivi, si la division n'eût été dépourvue de cartouches. Les troupes rentrent à la position de Saffarié et de Nazareth. (Sed-Jarra est situé à une lieue et demie de Cana.)

« Après l'affaire de Sed-Jarra, l'ennemi se retira partie sur Tabarié, partie sur le pont de Giz-el-Mecanié, et partie sur le Baïzard. Bientôt ce dernier lieu, au bord du Jourdain, devient le rassemblement général d'où, le 25, toute l'armée ennemie se rend dans la plaine nommée aujourd'hui de Fouli, et anciennement d'Esdrelon; là elle fait sa jonction avec les Samaritains et les Naplousiens. Le général Kléber

fait le rapport au général Bonaparte, que l'ennemi est fort d'environ 15 à 18,000 hommes, et est porté à 40 ou 50,000 hommes par les habitants du pays. Il prévient qu'il part pour attaquer (avec 2,349 hommes !)... »

Cette attaque Kléber, dans laquelle il allait être soutenu par l'armée tout entière, c'était la bataille du mont Thabor.

M. Thiers, dans son *Histoire de la Révolution*, a raconté d'une manière saisissante cette journée fameuse. « Junot, avec l'avant-garde du corps de Kléber, forte de cinq cents hommes au plus, rencontra les avant-gardes turques sur la route de Nazareth, le 8 avril 1799. Loin de reculer, il brava hardiment l'ennemi, et, formé en carré, couvrit le champ de bataille de morts et prit cinq drapeaux. Mais, obligé de céder au nombre, il se replia sur la division de Kléber. Celle-ci avait hâté sa marche pour rejoindre Junot. Bonaparte, instruit des forces de l'ennemi, se détache avec la division Bon pour soutenir Kléber, et livrer une bataille décisive.

« Kléber avec sa division avait débouché dans les plaines qui s'étendent au pied du mont Thabor, non loin du village de Fouli, il avait eu l'idée de surprendre le camp turc pendant la nuit, mais il était arrivé trop tard pour y réussir. Le 16 avril au matin, il trouva toute l'armée en bataille. Quinze mille fantassins occupaient le village de Fouli, plus de douze mille cavaliers se déployaient dans la plaine. Kléber avait à peine trois mille fantassins en carré.

« Toute cette cavalerie s'ébranla et fondit sur nos

carrés. Jamais les Français n'avaient vu tant de cavaliers caracoler, charger et se mouvoir dans tous les sens. Ils conservèrent leur sang-froid accoutumé, et les recevant à bout portant par un feu terrible, ils en abattirent à chaque charge un nombre considérable. Bientôt ils eurent formé autour d'eux un rempart d'hommes et de chevaux et, abrités par cet horrible abatis, ils purent résister six heures de suite à toute la furie de leurs adversaires. Dans le moment, Bonaparte débouchait du mont Thabor avec la division Bon. Il vit la plaine couverte de feu et de fumée et la brave division Kléber résistant à l'abri d'une ligne de cadavres. Sur-le-champ, il partagea la division qu'il amenait en deux carrés; ces deux carrés s'avancèrent de manière à former un triangle équilatéral avec la division Kléber, et mirent ainsi l'ennemi au milieu d'eux. Ils marchèrent en silence, et sans donner aucun signe de leur approche, jusqu'à une certaine distance; puis, tout à coup, Bonaparte fit tirer un coup de canon, et se montra alors sur le champ de bataille. Un feu épouvantable partant aussitôt des trois extrémités de ce triangle, assaillit les Mameluks qui étaient au milieu, les fit tourbillonner sur eux-mêmes, et fuir en désordre dans toutes les directions. La division Kléber, redoublant d'ardeur à cette vue, s'élança dans le village de Fouli, l'enleva à la baïonnette et fit un grand carnage de l'ennemi. En un instant toute cette multitude s'écoula et la plaine ne fut plus couverte que de morts.

« Six mille Français avaient détruit cette armée

que les habitants disaient innombrable comme les étoiles du ciel et les sables de la mer. »

Telle fut la bataille du mont Thabor, livrée le 16 avril 1799. Bonaparte écrivant à Desaix quelques jours après, le 19 avril, lui dit : « Nous avons eu affaire, à la bataille du mont Thabor, à près de trente mille hommes. C'est à peu près un contre dix. Les janissaires de Damas se battaient au moins aussi bien que les Mameluks ; et les Arnautes, Maugrabins, Naplousiens sont, sans contredit, les meilleures troupes de l'Europe. »

L'armée de secours, battue et repoussée, restait le siége, qui traînait en longueur. La ville ne se rendait pas. Loin de là, le 7, un renfort de douze mille hommes était entré dans la place. On pressa l'assaut mais sans succès,

Le 10, on fit une nouvelle tentative, mais on ne put dépasser la brèche. Il y avait deux mois qu'on était devant Acre, quand enfin, le 20 mai, on résolut de lever le siége commencé le 20 mars.

Ce fut là un fait considérable. Bonaparte du moins le jugea ainsi : « Les plus petites circonstances, dit-il à ce sujet, conduisent les plus grands événements. Quelques contrariétés de détail ont empêché la prise de Saint-Jean-d'Acre. Cette place enlevée, l'armée française volait à Damas et à Alep ; elle eût été en un clin d'œil sur l'Euphrate ; les chrétiens de la Syrie, les Druses, les chrétiens de l'Arménie se fussent joints à elle ; les populations allaient être ébranlées. Nous aurions été bientôt renforcés de plus de six cent mille hommes ; j'aurais atteint Constantinople

et les Indes; j'aurais changé la face du monde! »

Forcé de lever le siége, Bonaparte rentra en Égypte.

L'armée était lasse, mal disposée. Elle murmurait. Les lieutenants du général en chef donnaient l'exemple et se plaignaient quand Bonaparte n'était pas là pour les entendre. Kléber seul lui résistait ouvertement. Son admiration pour le chef habile ne pouvait imposer silence à sa rude franchise. Il avait eu plus d'un démêlé avec lui.

Son humeur venait moins du découragement que de son indocilité accoutumée. La tradition populaire veut que les deux généraux aient été fort mal ensemble. Voici ce qui a donné lieu à cette croyance. Le général Bonaparte avait écrit à Kléber une lettre très-sévère et fort peu mesurée. La réponse datée du 7 septembre 1793, explique suffisamment les faits:

« Je reçois à l'instant, citoyen général, votre lettre du 15.

« Je devais m'attendre à votre improbation relativement aux cent mille livres affectées à la marine, et dont j'ai disposé, contre votre intention, pour faire face aux dépenses du service de la place, quoique je me trouvasse alors dans un moment difficile qui pouvait peut-être me justifier; mais j'étais bien loin de penser mériter aucun reproche sur l'administration des fonds. S'il est vrai, citoyen général, qu'Alexandrie ait coûté le double que le reste de l'armée, abstraction faite des réquisitions frappées ailleurs, et qui n'ont jamais eu lieu ici, abstraction faite de ce qui a sans cesse été payé au génie, à l'ar-

tillerie et à la marine, on a droit de conclure qu'il y a eu une dilapidation infâme. L'ordonnateur en chef doit en conséquence faire juger rigoureusement le commissaire de la place, et lui retirer, en attendant sa justification, toute sa confiance; ma conduite même doit être examinée, et je vous en fais la demande formelle.

« Vous avez oublié, citoyen général, lorsque vous avez écrit cette lettre, que vous teniez en main le burin de l'histoire, et que vous écriviez à Kléber. Je ne présume pourtant pas que vous ayez eu la moindre arrière-pensée : *On ne vous croirait pas.*

« J'attends, citoyen général, par le retour du courrier, l'ordre de cesser mes fonctions, non-seulement dans la place d'Alexandrie, mais encore dans l'armée, jusqu'à ce que vous soyez un peu mieux instruit de ce qui se passe et de ce qui s'est passé ici. Je ne suis point venu en Égypte pour faire fortune; j'ai su jusqu'ici la dédaigner partout; mais je ne laisserai jamais non plus planer sur moi aucun soupçon.

« KLÉBER. »

A cette lettre fort nette et un peu verte, fièrement écrite par un brave cœur justement blessé, Bonaparte ne répondit pas. Mais Kléber, ne voulant pas laisser tomber cette affaire, lui en écrivit une seconde, où il demandait son rappel, prétextant les soins qu'exigeait sa santé. Cette fois, Bonaparte crut devoir chercher à calmer sa juste susceptibilité par

des témoignages d'estime et d'affectueuse amitié ; il lui adressa, le 4 octobre 1798, les lignes suivantes, qui témoignent de l'importance qu'il attachait à ne point le blesser :

« Le général Caffarelli, citoyen général, m'a fait connaître votre désir.

« Je suis extrêmement fâché de votre indisposition. J'espère que l'air du Nil vous fera du bien, et, sortant des sables d'Alexandrie, vous trouverez peut-être notre Égypte moins mauvaise qu'on peut le croire... Croyez au désir que j'ai de vous voir promptement rétabli et au prix que j'attache à votre estime et à votre amitié. Je crains que nous ne soyons un peu brouillés ; vous seriez injuste si vous doutiez de la peine que j'en éprouverais. Sur le sol d'Égypte, les nuages, lorsqu'il y en a, passent dans six heures ; de mon côté, s'il y en avait eu, ils seraient passés dans trois. L'estime que j'ai pour vous est égale au moins à celle que vous m'avez quelquefois témoignée...

« Je vous salue et vous aime.

« BONAPARTE.

Marmont commandait à Alexandrie. On annonçait l'arrivée d'une seconde armée turque, envoyée par mer sur les vaisseaux anglais. Bonaparte avait recommandé de garder soigneusement Aboukir pour empêcher le débarquement. Ce poste important avait été surpris. En apprenant cette nouvelle, le général en chef quitta le Caire et accourut.

Le 24 juillet 1799, il rencontra l'ennemi et livra la célèbre bataille d'Aboukir, où la seconde armée turque fut entièrement détruite. C'est dans cette occasion que Kléber, arrivant à la fin de la journée, saisit Bonaparte au milieu du corps et lui dit : « Général, vous êtes grand comme le monde ! »

Ce devait être la dernière victoire du futur Premier consul en Égypte.

On n'avait pas de nouvelles d'Europe. Le général en chef faisait faire des croisières, prendre des vaisseaux marchands; il aurait tout donné pour savoir ce qui se passait en France. Il envoya même un parlementaire aux Anglais, espérant obtenir quelques renseignements. Sidney Smith, apprenant que Bonaparte ne savait rien, s'empressa de lui faire passer un paquet de journaux qui le mirent au fait de la situation. Il y vit nos désastres; Kléber, écrivant à Desaix, résume ainsi les impressions reçues alors :

« L'Italie perdue, l'armée navale sortie de la Méditerranée et bloquée dans le port de Brest; la flotte hollandaise au pouvoir des ennemis; les Anglais et les Russes dans la Hollande; Müller battu sur le Rhin; les frontières de l'Alsace livrées à la défense de ses habitants; la Vendée ressuscitée de ses cendres, et Mayence en feu; enfin le Corps législatif proposant de déclarer la patrie en danger et rejetant cette proposition, non pas parce que le danger n'existe pas réellement, mais parce que le décret qui pourrait le déclarer n'y apporterait aucun remède. » Cette lettre est du 3 janvier 1800, mais on n'avait pas de

nouvelles encore et c'était bien là ce que Bonaparte avait appris.

A la nouvelle de tous ces désastres, le général en chef résolut de s'embarquer secrètement et de tenter la traversée, au risque d'être pris en route par les flottes anglaises. Il ne fit part de son projet à personne, courut au Caire pour faire toutes ses dispositions; rédigea une longue instruction à Kléber, auquel il voulait laisser le commandement de l'armée, et repartit aussitôt après pour Alexandrie.

Le récit de ce départ, fait par M. Thiers, mérite d'être cité : « Bonaparte avait ordonné à l'amiral Ganteaume de faire sortir du port d'Alexandrie les frégates *la Muiron* et *la Carrère*, seuls bâtiments qui lui restassent depuis la destruction de la flotte, et de les mouiller dans la petite rade du Marabout. C'est là qu'il voulait s'embarquer, à deux lieues d'Alexandrie. Il emmenait avec lui les généraux Berthier, Lannes, Murat, Andréossy, Marmont et les deux savants de l'expédition qu'il chérissait le plus, Monge et Berthollet. Le 22 août (5 fructidor an VII), il se rendit au Marabout, et s'embarqua précipitamment, craignant toujours de voir apparaître l'escadre anglaise. Les chevaux qui avaient servi au trajet, ayant été abandonnés sur la plage, s'enfuirent au galop vers Alexandrie. La vue de ces chevaux tout sellés, et privés de leurs cavaliers, causa une sorte d'alarme; on crut qu'il était arrivé quelque accident à des officiers de la garnison, et on fit sortir du camp retranché un détachement de cavalerie. Bientôt un piqueur turc qui avait assisté à l'embarquement, expliqua ce

que c'était, et Menou, qui seul avait été initié au secret, annonça dans Alexandrie le départ du général Bonaparte, et la désignation qu'il avait faite du général Kléber pour lui succéder. Kléber avait reçu un rendez-vous à Rosette pour le 23 août; mais le général Bonaparte, pressé de s'embarquer, était parti sans l'attendre. D'ailleurs, en imposant à Kléber le pesant fardeau du commandement, il n'était pas fâché de lui donner un ordre absolu qui ne permît ni contestation ni refus.

On qualifia son départ des expressions les plus injurieuses. On ne s'expliquait pas le mouvement irrésistible de patriotisme et d'ambition qui, à la nouvelle des désastres de la république, l'avait entraîné à retourner en France. On ne voyait que l'abandon où il laissait la malheureuse armée qui avait eu assez de confiance en son génie pour le suivre. M. Thiers le défend de ce reproche de désertion qu'on lui a adressé, car il laissait une armée victorieuse, pour aller braver des dangers de tout genre et, le plus horrible de tous, celui d'aller porter des fers à Londres. « C'était, ajoute l'historien de la révolution, c'était une de ces témérités par lesquelles les grands ambitieux tentent le ciel et auxquelles ils doivent ensuite cette confiance immense qui tour à tour les élève et les précipite. »

Kléber tenait peu au commandement. Toute sa carrière le prouve. Ce n'était jamais qu'à son corps défendant qu'il avait accepté la direction suprême. Aussi ne trouvait-il dans cette situation nouvelle qui lui

était faite aucune compensation à l'ennui qu'il éprouvait de rester. Le général en chef était parti sans le consulter ; il lui avait laissé des ordres; il fallait obéir. Kléber obéit, mais il lui en voulut de ce départ précipité. La situation d'ailleurs lui paraissait des plus sombres. L'armée tout entière était mécontente, la position rendue difficile et, présentée comme plus difficile encore par les rapports mensongers de l'intendance, tout portait Kléber à accuser le général qui les abandonnait, l'armée et lui.

L'opinion générale était qu'on ne pouvait plus rester en Égypte et qu'il fallait à tout prix revenir en France. Les instructions du général Bonaparte d'ailleurs prévoyaient elles-mêmes cette éventualité, et il conseillait dans ses notes, de traiter avec l'ennemi pour l'évacuation de l'armée, si aucun secours n'était venu de France avant le printemps. L'armée n'avait plus d'autre désir que le retour. Quelques hommes, en petit nombre, pensaient seuls différemment. Menou, Desaix surtout soutenaient une opinion contraire et croyaient encore à la possibilité et à l'utilité de l'occupation. Malheureusement Desaix était absent. Il était occupé dans la haute Égypte à organiser le pays qu'il venait de conquérir par une série de brillants faits d'armes. C'était même ce qui avait empêché Bonaparte de l'emmener en France.

Kléber se trouva donc, à ses débuts, entouré de gens qui tous étaient contraires à la conquête. Il retourna au Caire et prit possession de son commandement. Son premier soin, en arrivant, fut de se faire rendre compte de l'état de la colonie. On lui présenta

là des chiffres faux, des états de situation fantastiques. Il eut le tort de tout accepter sans contrôle et crut tout perdu en voyant le peu de ressources dont il croyait pouvoir disposer. Il écrivit au Directoire et lui adressa un rapport. Ce rapport commençait par ces mots : « Le général en chef Bonaparte est parti pour la France, le 6 fructidor au matin, sans avoir prévenu personne. Il m'avait donné rendez-vous à Rosette le 7; je n'y ai trouvé que les dépêches. » Et il ajoutait : « Mon premier soin a été de prendre une connaissance exacte de la situation actuelle de l'armée. » Malheureusement rien n'était moins exact que ler renseignements qu'on lui avait donnés; aussi son mémoire est-il rempli d'erreurs et les choses y sont-elles présentées sous le jour le plus faux. C'était d'ailleurs une sorte de réquisitoire contre son prédécesseur. Il y montrait l'armée réduite à quinze mille hommes, à moitié nus, manquant de canons, de fusils, de projectiles. Il accusait un déficit considérable dans les finances et un arriéré de solde de quatre millions, sans compter l'argent dû aux fournisseurs qui s'élevait à sept ou huit millions. Il concluait enfin en disant qu'il ne restait qu'une seule ressource, prévue d'ailleurs par Bonaparte lui-même, celle de traiter avec la Porte.

Ces dépêches envoyées en double furent lues, les unes par Bonaparte, devenu premier Consul, les autres par les Anglais. On verra tout à l'heure quelle conséquence relativement heureuse ce dernier fait eut pour nos armes et pour la gloire de Kléber.

Pas une seule des allégations contenues dans le

rapport de Kléber, écrit sous l'inspiration de l'intendance, n'était exacte. En effet, les états joints au rapport portaient à vingt-huit mille cinq cents hommes cette armée, qu'on disait réduite à quinze mille combattants et, deux ans plus tard, quand elle rentra en France, elle en comptait encore vingt-deux mille. Les soldats étaient nus, cela était vrai, mais les magasins regorgeaient de drap, et, un mois après, les troupes étaient habillées à neuf. Les vivres étaient en abondance. Il restait onze mille sabres, quinze mille fusils, quatorze à quinze cents bouches à feu, trois millions de cartouches et deux cents projectiles. Enfin, la solde était au courant et il était dû plus de seize millions sur les impôts. Quant au projet de traité attribué à Bonaparte, il n'avait pas plus de fondement. Le général avait sans doute prévu le cas d'une évacuation possible, mais il l'avait subordonné à un concours de circonstances qui, alors du moins, ne s'étaient pas encore produites.— « Je vais en France, avait-il dit, soit comme particulier, soit comme homme public; j'obtiendrai qu'on vous envoie des secours. Mais, si au printemps prochain, vous n'avez reçu ni secours, ni instructions, si la peste avait détruit au delà de quinze cents hommes, indépendamment des pertes de la guerre, si une force considérable à laquelle vous seriez incapables de résister, vous pressait vivement, négociez avec le vizir; consentez même, s'il le faut, à l'évacuation, sauf une condition, celle du recours au gouvernement français; et, en attendant, continuez à occuper. Vous aurez ainsi gagné du temps, et il est impossible que,

dans l'intervalle, vous ne soyez pas secourus. »

On n'en était pas là, et cependant Kléber, découragé surtout par les criailleries de son entourage, songeait à traiter. Il avait fait revenir Desaix pour le charger des négociations. Celui-ci avait achevé la conquête de la haute Égypte en septembre 1799.

L'armée turque de son côté arrivait et déjà l'escadre anglaise avait conduit huit mille janissaires devant Damiette. Ceux-ci tentèrent un premier débarquement le 2 novembre. Le général Verdier les repoussa et leur fit un millier de prisonniers. Desaix, envoyé en toute hâte, trouva nos soldats victorieux. Mais les négociations étaient commencées déjà. Kléber avait fait des ouvertures au général qui commandait l'armée turque et sir Sidney Smith avait engagé le vizir à les accueillir.

Sir Sidney Smith commandait la flotte anglaise; il avait eu des pouvoirs diplomatiques, mais, depuis la nomination de lord Elgin comme ambassadeur anglais à Constantinople, il était réduit au rôle de chef militaire. Son intervention dans toute cette affaire, où il prit le titre de ministre plénipotentiaire qu'il n'avait pas, eut une influence fâcheuse qui laisse planer sur le gouvernement anglais des soupçons de mauvaise foi. Kléber voulait, en effet, que les Anglais intervinssent dans le traité pour garantir à nos troupes le libre passage par mer. Sidney Smith y consentit. C'était un grand point et qui servit de base aux négociations.

Des conférences s'ouvrirent le 22 décembre sur un des vaisseaux de la flotte anglaise. Desaix et Poussiel-

gue étaient chargés de débattre les clauses du traité. Poussielgue était pour l'évacuation ; Desaix au contraire aurait voulu qu'on persévérât. Ce dernier traînait les négociations en longueur, espérant toujours qu'il arriverait des secours ou au moins des ordres de France. Les instructions données par Kléber portaient qu'il fallait demander que l'armée pût se retirer avec les honneurs de la guerre ; c'est-à-dire avec armes et bagages ; qu'elle pût descendre sur tel point du continent qu'il lui plairait de choisir, afin d'apporter de suite son concours à nos armées d'Europe là où elle le jugerait le plus efficace et le plus utile. On devait exiger en outre que la Porte nous restituât sur-le-champ les îles Ioniennes, devenues propriété française depuis le traité de Campo-Formio. Enfin on devait déclarer annulé le traité passé entre la Porte, la Russie et l'Angleterre.

Ces propositions étaient inadmissibles. Desaix le sentait bien, mais il les défendait avec vigueur parce que son seul but était de gagner du temps. Seulement, l'armée turque en profitait de son côté pour gagner du terrain ; elle s'avançait toujours. Kléber exigea qu'elle s'arrêtât. Sidney Smith promit d'obtenir ce dernier point, et les négociations durent être reprises. Il avait été convenu qu'elles auraient lieu dans le camp des Turcs. Les choses en étaient là lorsqu'on apprit que le fort d'El-Arisch, une des clefs de l'Égypte, avaient été pris par trahison. Quand les plénipotentiaires français arrivèrent au camp des Turcs, Desaix, indigné de cette déloyauté, voulut rompre les négociations. Sidney Smith avait envoyé

des explications à Kléber. On attendit la réponse et l'on continua les pourparlers. Les Turcs voulaient que l'armée se rendit prisonnière, et cette fois encore Desaix voulut se retirer.

Enfin on s'arrêta à un compromis, il fut convenu que toute hostilité cesserait pendant trois mois ; que pendant ces trois mois les Turcs prépareraient des moyens de transport et que les Français quitteraient le haut Nil, le Caire et les provinces environnantes et concentreraient leurs troupes sur le point d'embarquement. Notre armée devait se retirer avec armes et bagages, c'est-à-dire avec les honneurs de la guerre. De plus, les forts de Katieh, Salahieh, Belbeïs, formant la frontière de l'Égypte du côté du désert de Syrie, devaient être remis dix jours après la ratification, le Caire après quarante jours. Enfin, point capital, sir Sidney Smith s'engageait, en son propre nom et au nom du commissaire russe, à fournir des passeports à l'armée afin qu'elle pût traverser les croisières anglaises.

Le traité signé, l'armée fit ses préparatifs de départ. Les Turcs s'avançaient et recevaient livraison des positions retranchées indiquées au traité. Les troupes françaises étaient rappelées de la haute Égypte.

C'est ce moment que le gouvernement anglais choisit pour envoyer de nouvelles instructions à sir Sidney Smith. Le cabinet de Londres, trompé par le rapport de Kléber au Directoire sur la véritable situation de notre armée, envoya l'ordre de n'accorder aucune capitulation à moins que nos troupes ne se

rendissent prisonnière de guerre. L'ordre parti de Londres, le 17 décembre, était parvenu à l'amiral Keith en janvier 1800 et, le 8, celui-ci l'avait transmis à sir Sidney Smith, qui le reçut le 20 février et s'empressa d'écrire à Kléber pour lui en donner communication.

Napoléon, parlant de ce fait, a dit plus tard : « Ce Sidney Smith est un brave officier. Il a déployé beaucoup d'habileté dans le traité pour l'évacuation de l'Égypte par les Français. Il a profité du mécontentement qui régnait parmi les troupes françaises, de se voir longtemps éloignées de France, et d'autres circonstances. Il donna aussi une grande preuve de sa loyauté en envoyant immédiatement à Kléber le refus de lord Keith de ratifier le traité, ce qui sauva l'armée française. S'il l'eût tenu secret pendant sept ou huit jours de plus, le Caire aurait été livré aux Turcs, et l'armée française nécessairement obligée de se rendre aux Anglais. »

A ce moment, en effet, la convention était déjà aux trois quarts exécutée, de notre côté du moins. Katieh, Salahieh, Belbeïs, Damiette, le fort de Lesbeh et toutes les positions de la rive droite du Nil avaient été rendues. Le haut Nil était évacué et Desaix lui-même était déjà parti pour la France. Quant au gros de l'armée, il était en route pour Alexandrie.

Kléber se réveilla, ce fut le réveil du lion! C'était assez de faiblesse, comme le dit M. Thiers, pour un grand caractère. On allait par une offre déshonorante le rappeler à lui-même et en faire ce qu'il était véritablement, un héros. Il fallait ou se rendre

prisonnier, ou se défendre dans une situation bien pire que celle qu'on avait déclarée insoutenable ; il fallait ou subir le déshonneur ou accepter une lutte désespérée. Kléber n'hésita pas et on va voir que, malgré une situation fort empirée, il sut faire ce qu'il avait jugé impossible quelques jours auparavant, et se donna ainsi à lui-même le plus noble des démentis.

Il rassembla toutes ses ressources, réunit toutes ses troupes et enjoignit au général turc d'avoir à s'arrèter immédiatement. Celui-ci lui répondit que la convention d'El-Arisch était signée, qu'il en poursuivait l'exécution et qu'il comptait continuer sa marche sur le Caire. Kléber reçut en même temps une dépêche de lord Keith, dans laquelle l'amiral anglais lui disait : « J'ai reçu des ordres positifs de S. M. Britannique de ne consentir à aucune capitulation avec l'armée que vous commandez, excepté dans le cas où elle mettrait bas les armes, et se rendrait prisonnière de guerre. »

Kléber fit mettre cette lettre à l'ordre de l'armée, n'y ajoutant d'autre commentaire que ces simples paroles :

« SOLDATS ! *on ne répond à de telles insolences que par des victoires* ; *préparez-vous à combattre.* »

L'armée allait combattre au milieu d'un pays devenu hostile. Elle avait devant elle quatre-vingt mille hommes de troupes régulières, derrière elle, le Caire et ses trois cent mille habitants, soulevés contre nous. Toutes les positions fortifiées avaient été rendues à nos ennemis. Kléber, ayant laissé deux mille hommes à la garde du Caire, débouchait de la ville

avec dix mille combattants. On était un contre huit : Un choc formidable et décisif allait avoir lieu. Les quelques lignes qui suivent, écrites par Kléber lui-même, nous font assister au début de la bataille :

« Dans la nuit du 28 au 29 ventôse, dit-il, je me rendis dans la plaine de la Koubeh, où se trouvait déjà une partie des troupes ; les autres arrivèrent successivement et se rangèrent en bataille. La clarté du ciel, toujours serein dans ces climats, suffisait pour que les mouvements s'exécutassent avec ordre ; mais elle était trop faible pour que l'ennemi pût les apercevoir. Je parcourus les rangs et je remarquai la confiance et la gaieté de nos soldats, présage ordinaire de la victoire. La ligne de bataille était composée de quatre carrés ; ceux de droite obéissaient au général Friant ; ceux de gauche au général Reynier.

« Vers trois heures du matin, j'ordonnai que l'armée se mit en marche. Le général Reynier commença l'attaque du village de Matarieh. Tandis que les grenadiers s'avançaient au pas de charge, malgré le feu de l'artillerie ennemie, on vit les janissaires sortir de leurs retranchements et courir sur la colonne de gauche, mais ils n'y rentrèrent plus. Les fossés, comblés de morts et de blessés, n'empêchent plus de franchir les retranchements ; une partie de leur infanterie se jette dans les maisons, on ne leur laisse pas le temps de s'y établir ; d'autres, essayant de sortir du village, tombent sous le feu de la division Friant. Aucun pillage ne retarda le mouvement des troupes ; l'armée comprenait la nécessité de poursuivre rapi-

dement le grand vizir jusqu'aux limites du désert, et cette pensée semblait animer tous les chefs et tous les soldats. »

Cet épisode de bataille est un des derniers documents écrits par Kléber. Voici maintenant le récit de M. Thiers :

« Le 20 mars 1800 (29 ventôse an VIII), avant la pointe du jour, l'armée française sortit du Caire, et se déploya dans les riches plaines qui bordent le Nil, ayant le fleuve à gauche, le désert à droite, et en face, mais au loin, les ruines de l'antique Héliopolis. La nuit, presque lumineuse dans ces climats, rendait les manœuvres faciles, sans toutefois les rendre distinctes pour l'ennemi. L'armée se forma en quatre carrés : deux à gauche sous le général Reynier, deux à droite sous le général Friant. Ils étaient composés de deux demi-brigades d'infanterie chacun, rangées sur plusieurs lignes ; aux angles et en dehors, se trouvaient des compagnies de grenadiers, adossées aux carrés eux-mêmes, leur servant de renfort pendant la marche ou les charges de cavalerie, et s'en détachant pour voler à l'attaque des positions défendues, quand l'ennemi voulait tenir quelque part. Au centre de la ligne de bataille, c'est-à-dire entre les deux carrés de gauche et les deux carrés de droite, la cavalerie était disposée en masse profonde, ayant l'artillerie légère sur ses ailes. A quelque distance en arrière et à gauche, un cinquième carré, moindre que les autres, était destiné à servir de réserve. On pouvait évaluer à un peu moins de dix mille hommes les troupes que Kléber venait de réunir dans cette plaine

d'Héliopolis. Elles étaient fermes et tranquilles.

« Le jour commençait à paraître. Kléber, qui depuis qu'il était général en chef, déployait, pour imposer aux Égyptiens, une sorte de luxe, était revêtu d'un riche uniforme; monté sur un cheval de grande taille, il vint montrer aux soldats cette noble figure qu'ils aimaient tant à voir, et dont la fière beauté les remplissait de confiance. « Mes amis, leur dit-il en « parcourant les rangs, vous ne possédez plus en « Égypte que le terrain que vous avez sous vos pieds. « Si vous reculez d'un seul pas, vous êtes perdus ! » Le plus grand enthousiasme accueillit partout sa présence et ses paroles, et dès que le jour fut fait, il donna l'ordre de marcher en avant.

« On n'apercevait encore qu'une partie de l'armée du vizir. Dans cette plaine du Nil qui s'étendait devant nous, se voyait le village d'El-Matarieh, que les Turcs avaient retranché. Il y avait là une avant-garde de cinq à six mille janissaires, très-bons soldats, escortés de quelques mille cavaliers. Un peu au delà, un autre rassemblement paraissait vouloir se glisser entre le fleuve et notre aile gauche, pour aller soulever le Caire sur nos derrières. En face, et beaucoup plus loin, les ruines d'Héliopolis, un bois de palmiers, de fortes ondulations de terrain, dérobaient aux yeux de nos soldats le gros de l'armée turque. On pouvait estimer à soixante-dix ou quatre-vingt mille hommes la réunion de toutes ces forces, tant le corps principal que le corps placé à El-Matarieh, et le détachement en marche pour pénétrer dans la ville du Caire.

« Kléber fit charger d'abord par un escadron de guides à cheval le détachement manœuvrant sur notre gauche pour s'introduire dans le Caire. Les guides s'élancèrent au galop sur cette troupe confuse. Les Turcs qui ne craignaient jamais la cavalerie, reçurent le choc et le rendirent à leur tour. Ils enveloppèrent complétement nos cavaliers et ils allaient même les tailler en pièces, lorsque Kléber envoya à leur secours le 22e régiment de chasseurs et le 14e de dragons, qui, fondant sur l'épais rassemblement au milieu duquel les guides étaient comme enveloppés, le dispersèrent à coup de sabre, et le mirent en fuite. Les Turcs s'éloignèrent alors à perte de vue.

« Cela fait, Kléber se hâta d'attaquer le village retranché d'El-Matarieh, avant que le gros de l'armée ennemie eut le temps d'accourir. Il confia ce soin au général Reynier, avec les deux carrés de gauche ; et lui-même, avec les deux carrés de droite, opérant un mouvement de conversion, prit position entre El-Matarieh et Héliopolis, afin d'empêcher l'armée turque de venir au secours de la position attaquée.

« Reynier, arrivé près d'El-Matarieh, détacha les compagnies de grenadiers qui doublaient les angles des carrés, et leur ordonna de charger le village. Ces compagnies s'avancèrent en formant deux petites colonnes. Les braves janissaires ne voulurent pas les attendre, et marchèrent à leur rencontre. Nos grenadiers, les recevant de pied ferme, firent sur eux une décharge de mousqueterie à bout portant,

en abattirent un grand nombre, puis les abordèrent baïonnette baissée. Tandis que la première colonne de grenadiers attaquaient de front les janissaires, la seconde les prenait en flanc, et achevait de les disperser. Puis les deux colonnes réunies se jetèrent dans El-Matarieh, sous une grêle de balles. Elles fondirent à coups de baïonnette sur les Turcs qui résistaient, et, après un grand carnage, elles demeurèrent maîtresses de la position. Les Turcs s'enfuirent dans la plaine, et, se joignant à ceux que les guides, les chasseurs et les dragons venaient de disperser tout à l'heure, coururent en désordre vers le Caire, sous la conduite de Nassif-Pacha, le lieutenant du grand vizir.

« Le village d'El-Matarieh, plein de dépouilles à la façon des Orientaux, offrait à nos soldats un ample butin. Mais on ne s'y arrêta pas. Soldats et généraux sentaient le besoin de n'être pas surpris au milieu d'un village par la masse des troupes turques. L'armée, reprenant peu à peu son ordre du matin, s'avança dans la plaine, toujours formée en plusieurs carrés, la cavalerie au centre. Elle dépassa les ruines d'Héliopolis, et aperçut au delà un nuage de poussière qui s'élevait à l'horizon, et s'avançait rapidement vers nous. A gauche se montrait le village de Seriaqous; à droite, dans un bois de palmiers, le village d'El-Merg, situé au bord d'un petit lac, dit le lac des Pèlerins. Une légère élévation de terrain courait de l'un à l'autre de ces villages. Tout à coup le nuage mobile de poussière s'arrêta, puis se dissipa sous un souffle de vent et laissa voir l'armée turque,

formant une longue ligne flottante de Seriaqous à El-Merg; placée sur l'élévation du terrain, elle dominait un peu le sol sur lequel nos troupes étaient déployées. Kléber alors donna l'ordre de se porter en avant. Reynier, avec les deux carrés de gauche, marcha vers Seriaqous; Friant, avec les deux carrés de droite, se dirigea sur El-Merg. L'ennemi avait répandu un bon nombre de tirailleurs en avant des palmiers qui entourent El-Merg. Mais un combat de tirailleurs ne pouvait guère lui réussir contre des soldats comme les nôtres. Friant envoya quelques compagnies d'infanterie légère, qui firent bientôt rentrer ces Turcs détachés dans la masse confuse de leur armée. Le grand vizir était là, dans un groupe de cavaliers, dont les armures brillantes reluisaient au soleil. Quelques obus dispersèrent ce groupe. L'ennemi voulut répondre par le déploiement de son artillerie; mais ses boulets, mal dirigés, passaient par-dessus la tête de nos soldats. Bientôt ses pièces furent démontées par les nôtres et mises hors de combat. On vit alors les mille drapeaux de l'armée turque s'agiter, et une partie de ses escadrons fondre du village d'El-Merg sur les carrés de la division Friant. Les profondes gerçures du sol, effet ordinaire d'un soleil ardent, sur une terre longtemps inondée, retardaient heureusement l'impétuosité des chevaux. Le général Friant, laissant arriver ces cavaliers turcs, ordonna tout à coup un feu de mitraille presque à bout portant, et les renversa par centaines. Ils se retirèrent en désordre.

« Ce n'était là que le prélude d'une attaque générale.

L'armée turque s'y préparait visiblement. Nos carrés attendaient de pied ferme, deux à droite, deux à gauche, la cavalerie au milieu, faisant face devant et derrière, et couverte par deux lignes d'artillerie. Au signal donné par le grand vizir, la masse de la cavalerie turque s'ébranle tout entière. Elle fond sur nos carrés, se répand sur leurs ailes, les tourne et enveloppe bientôt les quatre fronts de notre ordre de bataille. L'infanterie française, que les cris, le mouvement, le tumulte de la cavalerie turque ne trouble point, demeure calme, la baïonnette baissée, faisant un feu continu et bien dirigé. En vain ces mille groupes de cavaliers tourbillonnent autour d'elle; ils tombent sous la mitraille et les balles, arrivent rarement jusqu'à la baïonnette, expirent à ses pieds, ou se détournent et fuient pour ne plus reparaître.

« Après une longue et effroyable confusion, le ciel obscurci par la fumée et la poussière, s'éclaircit enfin; le sol se découvre, et nos troupes victorieuses aperçoivent devant elles une masse d'hommes et de chevaux morts ou mourants; et au loin, aussi loin que la vue peut s'étendre, des bandes de fuyards courant dans tous les sens.

« Le gros des Turcs se retirait, en effet, vers El-Kanqah, où ils avaient campé la nuit précédente, sur la route de la basse Egypte. Quelques groupes seulement allaient rejoindre les rassemblements, qui, le matin, s'étaient dirigés vers le Caire, à la suite de Nassif-Pacha.

« Kléber ne voulait laisser aucun répit à l'ennemi. Nos carrés, conservant leur ordre de bataille, traver-

sèrent la plaine d'un pas rapide, franchissant Seriaqous, El-Merg et s'avancèrent jusqu'à El-Kanqah, Nous y arrivâmes à la nuit ; l'ennemi, se voyant serré de près, se mit à fuir de nouveau en désordre, laissant à notre armée les vivres et les bagages dont elle avait grand besoin.

« Ainsi, dans cette plaine d'Héliopolis, dix mille soldats, par l'ascendant de la discipline et du courage tranquille, venaient de disperser soixante-dix à quatre-vingt mille ennemis. Mais, afin d'obtenir un résultat plus sérieux que celui de quelques mille morts ou blessés couchés sur la poussière, il fallait poursuivre les Turcs, les rejeter dans le désert et les y faire périr par la faim, la soif, et le sabre des Arabes. L'armée française était épuisée de fatigue.

« Kléber lui accorda un peu de repos, et ordonna la poursuite pour le lendemain. »

Nous comptions à peine deux ou trois cents morts. Mais le canon se faisait entendre du côté du Caire. Kléber comprit que le corps qui avait tourné sa gauche était allé seconder la révolte de la ville. Deux mille Mameluks et huit ou dix mille fantassins y étaient entrés en effet, et la garnison qui devait résister à toute cette masse ne se composait que de deux mille Français. Kléber y arriva le 27 mars. Les Turcs avaient commencé le massacre des habitants du quartier européen quand nos troupes se présentèrent. Il fallut faire un véritable siége. Après de nombreux pourparlers, on donna l'attaque le 3 et le 4 avril. Boulaq, l'un des faubourgs, fut détruit le 15 et la ville se rendit bientôt après.

Kléber fut doux et humain aux vaincus. Il pardonna à tous et se contenta de frapper des contributions de guerre sur les villes qui s'étaient soulevées. Grâce à ce système, tout rentra bientôt dans l'ordre et le général victorieux ne songeait plus qu'à organiser sa conquête, lorsque, le 14 juin 1800, il fut assassiné par un fanatique, nommé Suleiman.

Nous empruntons au baron Ernouf le récit de ce tragique événement : « Kléber faisait réparer par l'architecte Protain le palais du gouvernement, qui avait reçu de graves avaries pendant la dernière insurrection. En attendant, il habitait à Giseh, l'ancienne résidence de Mourad-Bey. Il avait dit à son chef d'état-major Damas, qui occupait au Caire une maison touchant à celle du quartier général, qu'il irait le 26 prairial (14 juin), lui demander à déjeuner. En effet, après avoir passé le matin la revue de la nouvelle légion grecque dans l'île de Raoudah, Kléber se rendit au Caire, où il alla d'abord visiter avec l'architecte les travaux du palais, qu'il examinait en connaisseur, ayant été lui-même du métier. Ils revinrent ensuite chez Damas, qui avait réuni à cette occasion plusieurs des membres de la commission des arts, et les principaux officiers présents au Caire. Jamais Kléber n'avait paru si joyeux, si confiant dans l'avenir, que pendant ce dernier repas. Lui et Damas avaient surtout égayé les convives en dessinant à eux deux une caricature qu'on se passa de main en main ; elle représentait l'évasion des députés des Cinq-Cents par les fenêtres de l'Orangerie de Saint-Cloud... »

Martin, dans son *Expédition d'Égypte*, raconte que : « le déjeuner se prolongeait; il semblait qu'on ne pouvait terminer ce repas, ni quitter cet aimable chef, qu'on allait dans quelques instants perdre pour toujours. Il était près de deux heures, quand Kléber se leva, et engagea Protain à venir avec lui donner encore un coup d'œil aux travaux. Il ne souffrit pas que personne se dérangeât, assurant qu'il allait revenir prendre le café. Il sortit, et l'on continua à causer gaiement. Une longue terrasse couverte, donnant sur la place d'Esbekieh reliait la maison de Damas avec celle du quartier général. Kléber et son compagnon suivaient tranquillement cette terrasse; leur allure était celle de gens qui, tout entiers à leur conversation, marchent avec lenteur et font des stations fréquentes.

« Ce fut en ce moment qu'un individu maigre et chétif, s'élança d'une citerne desséchée, bondit sur Kléber, et lui porta d'une main trop assurée un coup vers la région du cœur.

« Le général frappé à mort, s'affaissa sur le parapet de la terrasse. L'assassin avait bien choisi son heure : dans cette journée d'un été égyptien, la place, inondée d'une lumière aveuglante, aurait dû être absolument déserte. Pourtant, le dernier regard de Kléber se fixa sur un soldat qui se dirigeait vers la maison du quartier général.

« Il eut encore la force de crier : « A moi, je suis « blessé ! » Tandis que le soldat courait donner l'alarme, une lutte courte et inégale s'engageait entre l'assassin et le compagnon de Kléber, l'archi-

tecte Protain. Celui-ci qui n'avait qu'une canne légère, tomba bientôt à son tour sans connaissance, percé de six blessures. Il paraît qu'alors le meurtrier, avant de s'enfuir, revint encore sur Kléber, et lui porta trois nouveaux coups dont aucun n'eût été mortel. Mais le premier avait pénétré jusqu'au cœur. Cependant le soldat appelé par Kléber avait fait irruption, messager d'épouvante, dans la salle du banquet. On courut sur la terrasse, on releva les deux victimes ensanglantées : Kléber respirait encore dans ce moment, mais il mourut quelques minutes après, sans avoir repris connaissance ni proféré une parole... L'assassin fut pris, il se nommait Souleyman et s'était dévoué à ce qu'on appelait le *combat sacré*, par fanatisme religieux... Cet homme subit avec une fermeté stoïque l'atroce supplice du pal. Cette exécution eut lieu à la suite des obsèques de Kléber, célébrées avec une pompe royale, trois jours après sa mort. »

Kléber n'était plus. Ce fut un deuil public pour l'armée. Les Arabes eux-mêmes regrettèrent le chef qui avait été clément vis-à-vis d'eux. Vains regrets ! deuil inutile ! avec Kléber, l'Égypte était perdue pour la France.

Kléber avait près de six pieds ; ses regards étaient expressifs et ses manières aisées. C'était le plus bel homme de l'armée. Le portrait qu'en fait M. Thiers nous le montre bien tel qu'il était. « Sa grande taille, sa noble figure respirait toute la franchise de son âme, sa bravoure à la fois audacieuse et calme, son intelligence prompte et sûre, en faisait sur les champs

de bataille le plus imposant des capitaines. Son esprit était brillant, original, mais inculte. Il lisait sans cesse, et exclusivement, Plutarque et Quinte-Curce : il y cherchait l'aliment des grandes âmes, l'histoire des héros de l'antiquité. Il était capricieux, indocile et frondeur. On avait dit de lui qu'il ne voulait ni commander ni obéir, et c'était vrai. Il obéit sous le général Bonaparte, mais en murmurant ; il commanda quelquefois, mais sous le nom d'autrui, sous le général Jourdan par exemple, prenant par une sorte d'inspiration le commandement, au milieu du feu, l'exerçant en homme de guerre supérieur, et après la victoire, rentrant dans son rôle de lieutenant, qu'il préférait à tout autre... Kléber était intègre, désintéressé comme on l'était alors, car la conquête du monde n'avait pas encore corrompu les caractères. »

Nous donnerons ici comme pendant le portrait curieux qu'en a tracé l'empereur dans ses Mémoires dictés au général Bertrand :

« Kléber avait dans le caractère on ne sait quoi de nonchalant qui le rendait facilement dupe des intrigants. Il avait des favoris. Il aimait la gloire comme le chemin des jouissances. Il était homme d'esprit, de courage, savait la guerre, était capable de grandes choses, mais seulement lorsqu'il y était forcé par la nécessité des circonstances; alors les conseils de la nonchalance et des favoris n'étaient plus de saison. »

Et dans ses conversations, recueillies dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, par le comte de Las Cases, il a complété ce tableau :

« Kléber était un homme superbe, mais de manières brutales..... Il n'était que l'homme du moment..... Il était doué du plus grand talent; courage, conception, il avait tout; il ne lui manqua que de disposer plus longtemps de son champ de bataille. »

Revenant encore sur l'énergie de Kléber dans les moments graves, il ajoute ailleurs cette appréciation demeurée célèbre :

« Le vrai caractère perce toujours dans les grandes circonstances. Il ne faut pas s'y méprendre; il est des dormeurs dont le réveil est terrible. Kléber était d'habitude endormi; mais, dans l'occasion, et toujours au besoin, il avait le réveil du lion! »

Bernadotte, le soldat devenu roi, avait dit en parlant de lui : « Je suis l'élève de Kléber, Kléber a été mon maître. » Et le diplomate Alquier lui a rendu un témoignage qui mérite d'être cité, lorsqu'il a dit : « J'ai vu, observé, écouté souvent avec attention le général Kléber; c'était un homme qui avait six pieds en tout. »

Le corps de Kléber fut rapporté à Marseille après l'évacuation de l'Égypte et transféré ensuite dans sa ville natale.

Sur la grande place de Strasbourg, au milieu de la cité se dresse la statue du héros. Cette statue est en bronze. Le moment choisi par l'artiste pour le représenter est celui où il dit à son armée :

SOLDATS! ON NE RÉPOND A UNE TELLE INSOLENCE QUE PAR DES VICTOIRES; PRÉPAREZ-VOUS A COMBATTRE.

Au pied même de cette statue, à l'heure qu'il est, veille un soldat prussien. Pour peu que le barbare Teuton sache lire, il peut déchiffrer sur ce socle de granit les noms d'Héliopolis, de Mayence et d'Altenkirchen et, s'il lève les yeux, il croira sans doute voir s'animer ce bronze.

Ne semble-t-il pas, en effet, que le mot prononcé la veille de la grande bataille sur les bords du Nil, il va le redire aujourd'hui, là, près du Rhin? ne va-t-il pas sortir de la bouche du défenseur de Mayence, le mot terrible, le mot vainqueur? ne craignez-vous pas qu'il ne se réveille, le lion muselé par la mort, en se voyant gardé par un soldat étranger, et comme prisonnier de ceux-là même qu'il a combattus et vaincus jadis! Roi Guillaume, n'avez-vous pas peur que le héros ne sorte de sa tombe pour vous aller chercher, jusqu'au milieu de votre camp comme jadis, en 1793, il a cherché votre aïeul?

Kléber, debout sur son piédestal de granit, n'est-il pas là comme un appel constant à la revendication? ne semble-t-il pas dire aux Strasbourgeois garrottés ce qu'il a dit jadis à ses soldats d'Égypte :

PRÉPAREZ-VOUS A COMBATTRE!

DESAIX

1768-1800

« Vive Dieu! écrivait Henri IV à Marie de Médicis, le 3 septembre 1601, vive Dieu! vous n'auriez rien su mander qui me fût plus agréable que la nouvelle du plaisir de lectures qui vous a pris. Plutarque me sourit toujours d'une fraîche nouveauté; l'aimer, c'est m'aimer, car il a été l'instituteur de mon bas âge. Ma bonne mère, à qui je dois tout, et qui avait une affection si grande de veiller à mes bons déportements, et ne vouloir pas, se disait-elle, faire de son fils un illettré ignorant, me mit ce livre entre les mains, encore que je ne fusse à peine plus un enfant de mamelle. Il m'a été comme ma conscience, et m'a dicté à l'oreille beaucoup de bonnes honnêtetés et maximes excellentes pour ma conduite et pour le gouvernement de mes affaires. »

Henri IV avait raison; la lecture de Plutarque est fortifiante à l'esprit. Pour nos pères, elle était d'un usage universel et, pour nous encore, elle est utile et salutaire; mais pourquoi remonter si haut?

N'avons-nous pas d'autres et de plus récents exemples qui peuvent nous servir de modèle?

Plutarque, parlant de Marcellus qui fut cinq fois consul, a dit :

« S'il est des hommes à qui, pour parler avec Homère, la Divinité

A donné d'endurer des guerres redoutables
Depuis leurs premiers ans jusqu'à leurs derniers jours,

c'est aux Romains illustres de cette époque. Jeunes gens, ils luttèrent contre les Carthaginois, en Sicile; hommes faits, contre les Gaulois, pour défendre l'Italie; déjà vieux, ils combattirent de nouveau contre Annibal et les Carthaginois : n'ayant pas, comme tant d'autres, le congé auquel a droit la vieillesse, mais contraints de garder le commandement militaire, à cause de leur naissance et de leur valeur. »

Que dira-t-on donc de nos pères, de ceux-là qui luttèrent vingt-cinq ans, de 1790 à 1815, contre l'Europe entière?

A toutes les époques, on a dénigré son temps au profit du passé. C'est surtout en fait d'héroïsme et de courage que l'antiquité semble avoir une sorte de monople incontesté.

On nous a bercés, dès notre enfance, avec le récit de légendes où apparaissent pêle-mêle et sur le même rang, les hommes, les héros et les demi-dieux. Où commence l'histoire vraie, où finit la fable? Nous n'en savons rien; Hercule, Scévola, Horatius Coclès, les sénateurs romains mourant sur

leurs chaises curules pour sauver l'honneur de la république, les noms de César, de Pompée et tant d'autres, tout cela nous a fait de l'antiquité comme un peuple de héros, devant lequel nous nous sentons petits et mesquins !

Eh bien, c'est que nous connaissons mal notre histoire; car notre histoire à nous, celle que nous avons vécue, est plus féconde encore que l'histoire romaine en traits plus grands que nature. Il suffit de feuilleter nos annales, celles d'hier, celles d'aujourd'hui, pour y trouver en foule des exploits à mettre en parallèle avec les exploits les plus beaux et les plus vantés de la période antique, si même ils ne les surpassent pas.

Quelle époque, en effet, plus féconde en héros que celle des guerres de notre première république, où l'on voyait surgir côte à côte, et dans l'espace de quelques années, Kléber, Hoche, Marceau, Desaix, grands hommes dans toute l'acception du mot! grands par le courage et grands par le talent!

Qui donc, en feuilletant l'histoire mettre en parallèle avec Desaix, ce jeune capitaine, officier à quinze ans, général de division à vingt-six, mort dans un triomphe à trente-deux ans, vainqueur à Marengo!

Nous allons essayer de retracer en quelques pages cette existence si courte et si remplie, où l'on ne sait réellement qu'admirer le plus, du courage personnel, du talent, on peut dire du génie, ou de la modestie singulière du héros.

Caractère antique, Desaix alliait à une bravoure à toute épreuve une probité rigide, inflexible et un désintéressement complet. Aussi les Arabes, ce peuple primitif par certains côtés, qui apprécient tout par des images et des comparaisons, lui donnèrent-ils le surnom de *Sultan juste*.

Desaix appartenait à une ancienne famille de l'Auvergne. Les titres généalogiques de ses ancêtres ayant été détruits dans un incendie sous le règne de Louis XIV, il fallut qu'un arrêt du conseil d'État intervînt pour consacrer les droits des héritiers à la noblesse. Dans les anciens titres, le nom de cette famille est écrit : des Aix, Des Aix, Desaix, Dezaix, Deshayes, de Saix, de Zaix ; et le nom primitif paraît avoir été des Aix.

Son père, malgré son origine, n'avait qu'une fortune des plus modestes ; quant à sa mère, elle descendait des comtes de Beaufranchet. Elle était fort attachée aux anciennes traditions. Chaque génération, dit M. Martha Beker, dans une biographie fort intéressante de Kléber, chaque génération à Veygoux comptait des chevaliers des ordres du roi et l'ambition n'y connaissait d'autre mobile que la défense du trône et de la France. Aussi lorsque, pendant la Terreur, la dame Desaix de Veygoux et sa fille furent incarcérées comme ci-devant nobles, comme mère et sœur d'émigrés, Desaix devenu général de la république, écrivit des bords du Rhin : « Peut-on, ma bonne sœur, nous regarder comme des ennemis de la république, nous, il est vrai, d'une caste suspecte, mais nés presque sans fortune, sans droits

féodaux? Nous, élevés au milieu du peuple, avec lui, ayant pour amis, pour confidents d'enfance et de jeunesse, de bons agriculteurs; accoutumés à leurs vertus, partageant leurs fêtes et leurs peines, ne sommes-nous pas de leur nombre? »

Desaix se nommait Louis-Charles-Antoine Desaix de Veygoux et naquit à Saint-Hilaire-d'Ayat, près de Riom, le 17 août 1768, ainsi que le constate son acte de naissance inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Hilaire-d'Ayat.

« Le 17 août 1768, y est-il dit, est né et a été baptisé le lendemain Louis-Charles-Antoine des Aix, fils légitime de messire Gilbert-Antoine des Aix, chevalier, seigneur de Veygoux, et de dame Amable de Beaufranchet, son épouse, demeurant à Veygoux, paroisse de Charbonnière-les-Varennes, et accouchée au château d'Ayat, situé sur cette paroisse. A été parrain messire Louis-Charles-Antoine de Beaufranchet, représenté par messire Amable de Beaufranchet, son aïeul, et chevalier, seigneur d'Ayat; marraine dame Charlotte de Boucherol, épouse de messire Louis des Aix, chevalier de l'ordre royal militaire de Saint-Louis, demeurant à Rochegude, paroisse de Charbonnière-les-Vieilles, avec nous ont signé :

BEAUFRANCHET D'AYAT, DE BOUCHEROL DESAIX,
SIRMONT, GROSMARIAS, curé. »

Desaix avait une sœur et deux frères : Amable Desaix, né le 10 décembre 1759; Françoise-Antoi-

nette Desaix, née le 25 août 1764 et Louis-Amable Desaix, né le 7 juin 1773.

Le 18 octobre 1796, Desaix fut admis à l'école royale militaire d'Effiat, pour remplir une des places de gentilshommes fondées par le marquis d'Effiat. Cette place était vacante par la sortie de son frère Amable Des Aix de Veygoux. Il l'occupa durant sept ans. On voit, d'après une note se rapportant au second trimestre de l'année 1781, qu'il avait le *caractère boudeur et peu endurant*, et qu'il travaillait *sans réflexion et avec peu d'application*. On lui reprochait surtout d'être *léger, capricieux et distrait*.

Le 18 octobre, le comte de Crillon, colonel du régiment de Bretagne, le proposa pour un emploi de sous-lieutenant en 3e dans son régiment. Il dut produire à ce moment une attestation de Chérin, certifiant qu'il avait la noblesse requise pour être reçu dans les troupes du roi et, le 20 octobre, il fut nommé 3e sous-lieutenant en pied, sans appointements, dans la 1re compagnie du régiment d'infanterie de Bretagne.

Son père venait de mourir. A Grenoble, où il fut envoyé en garnison, il se trouva au milieu d'un corps d'officiers remarquable par la valeur des hommes qui le composaient. Tous ceux qui en faisaient partie avaient des idées philosophiques fort avancées et Desaix, le chevalier de Veygoux, comme on l'appelait alors, s'était laissé facilement gagner aux idées nouvelles. Il était d'ailleurs éloigné du foyer pater-

nel. Il entendait parler d'émancipation de l'esprit humain, de constitutions, de droits des peuples, idées qui toutes lui ouvraient des horizons nouveaux, mais sympathiques à son cœur et à ses aspirations. Quand il venait en congé passer quelque temps au sein de sa famille, on ne le reconnaissait plus, et plusieurs fois il se trouva en désaccord avec sa mère et son frère aîné sur les questions politiques que l'on agitait autour de lui.

C'est qu'en effet, alors déjà, les opinions nouvelles commençaient à se faire jour, et Desaix comme Kléber, comme Hoche, comme la plupart des généraux de la république, fut un ardent patriote et embrassa chaudement la cause de la révolution.

Son régiment ayant été envoyé à Strasbourg et lui-même ayant été attaché comme aide de camp à la personne du colonel Dumas, il accompagna ce dernier à Landau, où il retrouva son frère aîné. Celui-ci voulut lui persuader d'émigrer, mais il refusa énergiquement et resta seul des siens pour défendre la France contre l'étranger. Il rentra dans son ancien régiment devenu le 46e de ligne, et vint tenir garnison à Huningue, où il prêta serment à la constitution. Presque tous les militaires de sa famille, dit M. Martha Beker, avaient émigré; leur conduite unanime semblait condamner la sienne; sa mère lui témoignait de la froideur par ses lettres et ne lui épargnait pas les reproches.

Il n'en persista pas moins dans sa résolution.

Le 19 octobre 1791, il était en garnison à Huningue, officier au 46e régiment ci-devant de Bretagne,

6

lorsqu'il sollicita du ministre de la guerre un emploi de commissaire ordinaire des guerres de la nouvelle formation.

Il fut nommé, le 9 janvier 1792, en cette qualité à Clermont-Ferrand, et prêta serment devant le conseil municipal de cette ville.

C'est là, dans son pays natal, qu'il subit un des plus rudes assauts de sa vie.

Nous le verrons tout à l'heure lutter contre l'ennemi coalisé, mais alors il eut à lutter contre un adversaire bien autrement puissant, bien autrement fort, sa mère, qu'il aimait, et à laquelle pourtant il ne céda pas.

Cette page de sa vie, racontée par M. Martha Beker, mérite d'être citée : « Quand il parut à Veygoux, tout lui sembla changé, tout, jusqu'aux sentiments de sa mère. Elle avait conservé le culte de ses anciennes traditions, et son caractère austère souffrait du serment prêté par l'un de ses fils à un drapeau qu'elle ne regardait pas comme celui de la France. Desaix ne trouva plus ni frères, ni parents, ni amis ; tous ceux dont les bras auraient pu soulever une arme étaient partis pour la croisade qui devait relever le trône. Seul, il n'avait pas suivi le chemin que les gentilshommes désignaient comme celui de l'honneur, et il lui semblait lire le reproche sur tous les visages, surtout sur celui de sa mère. Madame Desaix envisageait avec douleur la marche des événements, voyait la fleur de lis surmontée du bonnet de la liberté, la personne royale conspuée, avilie... ses biens, à elle, menacés de séquestre et de confisca-

tion, parce qu'elle était mère d'émigrés, et tous ces coups ne faisaient qu'exalter sa fidélité chevaleresque. « J'avais cru, dit-elle au chevalier, lors de sa première entrevue, que vous auriez suivi vos frères. — Maman, répondit-il, pouvais-je me séparer de mon régiment, quand tous les officiers y sont demeurés ? — Votre refus d'émigrer, ajouta-t-elle, vous portera malheur, et fera rejaillir une honte éternelle sur votre famille. Il ne vous reste plus qu'à venir garder nos troupeaux, pendant que vos frères combattront pour la défense du trône. » Sa sœur cherchait en vain à atténuer l'amertume de ces paroles, qui blessaient et remuaient l'âme du jeune homme. Ses convictions furent un instant ébranlées ; peut-être allait-il céder... Mais il sut résister : « Je n'émigrerai à aucun prix, dit-il, je ne veux pas servir contre mon pays, je veux demeurer et avancer dans l'armée ; non, jamais je ne serai émigré. » Sa pensée était arrêtée ; d'ailleurs la guerre approchait, tout l'annonçait imminente ; et son caractère ardent, son âme enthousiaste ne pouvait se satisfaire que sur un vaste théâtre d'opérations militaires. »

En avril 1792, il demanda à être réintégré dans son régiment. Une note au ministre de la guerre, du 22 mai 1792, explique les motifs du jeune homme. « M. Desaix de Veygoux, y est-il dit, lieutenant au 46e régiment d'infanterie, a été nommé à une place de commissaire des guerres, le 20 décembre 1791 ; mais, n'ayant pas vingt-cinq ans accomplis, il n'a pu être reçu et a supporté sans fruit beaucoup de dépenses. Cet officier demande à être réintégré dans

son ancien emploi. » Cette proposition fut agréée.

Il avait rejoint l'armée du Rhin lorsque, le 11 mai 1792, le général Victor de Broglie, qui était alors à Strasbourg, demanda pour lui le brevet d'aide de camp, qui lui fut accordé avec le grade de capitaine, le 1er juin 1792.

Bientôt son nouveau chef, le général de Broglie, fut accusé d'avoir eu des intelligences avec l'ennemi et le jeune aide de camp fut compromis lui aussi. Il fut même suspendu de ses fonctions par les commissaires de l'Assemblée. Desaix crut alors qu'il était de son devoir de rejoindre son général, il se mit en route pour l'aller trouver à Bourbonne. C'est pendant ce voyage qu'il fut arrêté quoique muni d'un passeport parfaitement en règle.

Biron, général en chef de l'armée du Rhin, écrivit à ce sujet de Strasbourg, le 12 septembre 1792, au ministre de la guerre :

« M. de Végoul, aide de camp de M. Victor de Broglie, a trouvé moyen de se faire arrêter dans le département des Vosges, chargé de treize lettres pour un général, qui ont été ouvertes et me paraissent le compromettre extrêmement... Le département des Vosges a cru devoir tenir M. de Végoul en prison. »

Desaix fut conduit à Épinal, où il resta deux mois entiers avant qu'on lui rendit la liberté.

Cependant Biron avait reconnu son erreur, en ce qui concernait M. de Broglie et, dès le 14 septembre, il avait écrit au ministre :

« Les papiers de M. Victor de Broglie ont été examinés ; il ne s'y trouve que des affaires de service et

de correspondance, d'après lesquels il paraît qu'il n'a jamais pensé à émigrer. »

Desaix n'eut pas de peine à faire constater son innocence ; une fois libre, il s'empressa de rejoindre son régiment à Huningue et, cette même année, il partit pour Worms, assiégé par les Prussiens.

Nos affaires allaient mal ; bientôt il fallut battre en retraite jusque derrière les lignes de la Lauter. Custine, qui commandait l'armée, voulut tenter le sort des armes ; mais il fut battu le 17 mai entre Rilsheim et Rheinzabern. Les volontaires saisis de terreur panique, prirent la fuite, jetant leurs armes en tirant sur l'état-major de leur général. Seul, le 46e, maintenu par Desaix, sut résister et arrêter les Impériaux. Grâce à lui, la retraite put être effectuée sans encombre. Ce fait d'armes lui valut le grade d'adjudant général. Il se signala d'une manière particulière après l'évacuation des lignes de Wissembourg.

A Lauterbourg (1793), il fut atteint d'une balle qui lui perça les deux joues. Ses avant-gardes se repliaient en désordre : Desaix, qui ne pouvait plus parler, sut retenir ses troupes par l'énergie de ses gestes et sa fière contenance. Il ne quitta le champ de bataille pour se faire panser que lorsqu'il eut rallié tous ses soldats.

Quelque temps après, il se trouva chargé de la défense du camp de Northweiler ; pendant près d'un mois, il sut s'y maintenir avec succès, lorsqu'un jour il reçut l'ordre de quitter ce poste pour aller commander un dépôt à Haguenau. Desaix, qui se savait

suspect, obéit sans retard. Les murmures des troupes indignées firent révoquer cet ordre absurde, et Desaix, en arrivant à dix heures du soir à Haguenau, apprit qu'il pouvait reprendre son premier commandement devant l'ennemi. Il revint immédiatement sur ses pas sans même donner à ses chevaux le temps de souffler. « Mais déjà, comme il le dit lui-même, le canon se faisait entendre de toutes parts ; les ennemis attaquaient à la fois l'armée sur tous les points, depuis le Rhin jusqu'à Bitche. Quelque diligence que je pus faire, je ne pus arriver à mon poste qu'à midi. »

Desaix, sans se laisser intimider, s'apprête à prendre une vigoureuse offensive, quand il apprend que les lignes de la Lauter ont été forcées près de Wissembourg et qu'il faut songer à la retraite. Elle commença dans la nuit. C'est à sa présence d'esprit et à sa valeur que l'aile gauche, pressée de près par l'ennemi, dut son salut dans cette circonstance.

Le 21 octobre 1793, il fut nommé général de division et fut chargé du commandement de l'avant-garde de l'aile droite.

Il écrivit à ce propos à sa sœur :

« Je commande l'avant-garde ; c'est bien de l'ouvrage pour ton frère que tu crois bien jeune (25 ans) et pas très-expérimenté ; j'espère qu'avec un zèle sans borne, beaucoup de bravoure et la faveur de la fortune, je réussirai à faire triompher les armes de la république ; tu ne saurais croire combien j'en ai le désir. »

Vers cette même époque, il faillit être révoqué comme anti-patriote.

Les jacobins d'Auvergne l'accusaient en effet d'avoir quinze de ses parents dans le camp des émigrés : on lui reprochait également les regrets qu'il avait donnés à la mort de Custine.

Le 8 octobre, en effet, le comité de surveillance de Riom envoya au Comité de salut public le rapport que nous reproduisons :

« *Aux citoyens représentants du peuple français, membres du Comité de salut public, salut et fraternité.*

« Le comité a appris avec douleur que le citoyen Desaix de Veygoux, propriétaire dans une commune de ce district, lequel paraît et a toujours paru suspect aux patriotes du lieu de son domicile, a obtenu une telle confiance, qu'il vient d'être promu au grade d'adjudant de l'armée du Rhin. Le comité a pensé qu'il était de son devoir de vous instruire qu'il avait dix-sept parents émigrés, dont deux, ses frères; qu'il était très-lié avec un sieur Beaufranchet-Dayat, son cousin germain, qui vient d'être destitué du grade de chef de brigade, et général de division de la Vendée; que si Desaix ne s'est pas émigré lui-même, c'est Dayat qui l'en a empèché, lui qui cependant est devenu suspect, puisqu'il a été destitué ; que Desaix n'a pas au plus dix mille livres de fortune; qu'il serait dangereux qu'un homme qui, à raison de toute sa parenté émigrée ou suspecte, a, par cela même, l'intérêt le plus immédiat à la contre-révolution, qu'il serait dangereux qu'il ne se laissât séduire par l'or de Pitt ou de Cobourg.

« Citoyens, ces renseignements sont certains, et il a paru de la plus grande importance au comité de vous en donner connaissance ; il a aussi arrêté que copie de cette lettre serait adressée au citoyen Soubrany, représentant du peuple près l'armée de la Moselle et notre ami.

« Notre comité a été composé, le 27 du même mois passé, sous les yeux de Georges Couthon, représentant du peuple dans ce département. Il se propose, aussitôt que ses travaux seront un peu moins considérables, de vous rendre le compte le plus exacte de toutes ses opérations; et bientôt il satisfera à ce devoir que la loi lui impose et que son amour pour le bien public lui commande.

(*Suivent neuf signatures.*)

« Riom, 8 octobre 1793. L'an II de la République une et indivisible. »

Dès que Billaud-Varennes et Carnot eurent connaissance de cette dénonciation, Desaix fut suspendu (23 brumaire an II). Pichegru écrivit de suite à Bouchotte pour défendre celui qu'on attaquait ainsi : « C'est la division Desaix le lendemain de l'affaire de Berstheim, qui a le mieux fait ces deux jours; je m'y suis attaché de préférence pour le suivre et l'examiner, et je dois te dire qu'il s'est fort bien comporté. A moins que tu n'aies de fortes préventions contre lui, je t'engage à retirer la suspension. » Le 5 décembre, il écrivait encore : « Je suis toujours très-content du général Desaix, qui commande la droite;

je t'invite de nouveau à retirer sa suspension, à moins de fortes raisons contraires. » Rien n'y fit, l'ordre fut maintenu.

Mais au moment où il allait être arrêté, ses soldats se révoltèrent pour le garder, et l'ordre qui le concernait dut être rapporté.

C'est qu'aussi les troupes l'adoraient parce qu'il était bienveillant et doux et qu'il partageait toutes leurs privations. On raconte, à ce propos, qu'un jour il fit distribuer aux hôpitaux des provisions de bouche qu'on lui avait destinées et qui étaient plus recherchées que celles réservées aux soldats.

Au milieu de toutes ses préoccupations, il n'oubliait pas les siens. Le 11 novembre 1793, il écrit à sa sœur :

« C'est depuis longtemps, charmante petite sœur, que je n'ai reçu de tes nouvelles, j'en suis bien désolé; j'aime bien à savoir ce qui t'arrive; je désirerais, à toutes les minutes, apprendre que tu es gaie, que tu danses et que tu es contente; mais point du tout, malgré mon impatience, les courriers ne m'apportent rien, je m'en attriste. Je suis resté, il est vrai, quelques jours sans écrire à maman, mais je ne le pouvais dans la retraite que nous avons faite; le poste de l'armée s'était retiré fort loin, j'étais accablé d'ouvrage, je n'avais pas le temps d'écrire, ni le moyen d'envoyer des lettres. Je craignais bien que vous ne fussiez inquiètes de moi; je sais combien vous m'êtes toutes attachées, et combien vous désirez

qu'il ne m'arrive pas de malheurs. Je t'assure que vous avez bien tort de vous tourmenter si fort; je vais toujours très-bien; ma santé est bonne, ma blessure est entièrement guérie, je n'en attends plus que quelques autres, pourvu qu'elles soient glorieuses et utiles à mon pays. Que j'aurai de plaisir, charmante petite sœur, de te présenter mes cicatrices glorieuses, de te raconter mes souffrances et mon courage! tu me couvriras de tes baisers, de tes tendres caresses, et je serai dans l'enchantement; ce sera ma récompense la plus agréable.... Aime-moi bien, charmante petite sœur; tu sais que nous sommes destinés à passer notre vie ensemble, à en adoucir les maux; ainsi pense à moi et souvent.

« Quand la guerre terrible et effroyable qui ravage et dévaste, qui sépare les amis, sera enfin terminée, simple, ignoré, paisible, content d'avoir contribué à rétablir la paix et à repousser les cruels ennemis, les barbares étrangers qui veulent nous faire la loi, je viendrai près de toi et nous ne nous séparerons plus; nous adoucirons la vieillesse de la bonne maman, nous chercherons à la rendre heureuse; je soupire bien après ce moment.

« Je ne crois pas avoir le plaisir de t'embrasser cette année encore, l'hiver approche, et la campagne ne finit pas; elle est bien dure. Plains nos malheureux volontaires couchés à terre, dans la boue jusqu'aux genoux, et fatigués d'un service pénible et continuel. Plains-moi aussi, charmante sœur, je suis élevé à un grade difficile et pénible, que je n'ai accepté qu'avec le plus grand regret. Je suis général

de division, et commande l'avant-garde; c'est bien de l'ouvrage pour ton frère, que tu sais bien jeune encore et pas très-expérimenté. J'espère que la fortune m'aidera, qu'elle me sourira; et qu'avec un zèle sans borne, bien de la bravoure, je réussirai à faire triompher les armes de la république; tu ne saurais croire combien j'en ai le désir. Si la victoire me couronnait, j'en déposerais les couronnes entre les mains de maman, comme autrefois je lui donnais celles de lierre que me méritait mon assiduité au collége, je lui suis bien attaché, à cette bonne maman, je l'aime au delà de ce que l'on peut dire. Que je voudrais la savoir contente et heureuse!

« Je suis bien désolé de voir, au milieu de mes richesses, avec les riches appartements qu'on m'a donnés, que je ne puisse pas réunir une somme un peu considerable pour l'aider; elle ne m'a pas encore dit qu'elle en eut besoin.

« Je crains qu'elle me le cache; tu sais bien que tu as toujours été la confidente de mon cœur, que je n'ai jamais rien eu de caché pour toi. Eh bien! dis-moi, avez-vous besoin de quelque chose? Parle vite, je serai trop heureux de me priver pour vous offrir tout ce que je possède.

« Si je n'avais pas eu du malheur pour mes chevaux, j'aurais pu payer mes dettes, mais malheureusement ils sont hors de prix. Qu'il m'en faudrait beaucoup, et que j'en ai peu! Le joli cheval qui m'avait rendu des services réels, qui avait été blessé d'un coup de sabre, et que j'aimais beaucoup, est devenu aveugle; pour le remplacer, il faut deux

mille livres. Tu sais combien cela se trouve peu facilement; cependant mes économies me les procureront. Mais, je t'en conjure, dis si maman est à court d'argent; j'ai quelques assignats de mes économies, je lui en ferai parvenir. Si je la savais dans le besoin je serais au désespoir, je serais bien loin du bonheur. — Adieu, charmante petite sœur, aime-moi bien, pense à ton frère, etc.

« Signé : DESAIX. »

Et à quelque temps de là, le 24 mars 1793, il écrit encore à sa sœur :

« J'ai été extrêmement surpris, lui dit-il, de la demande étonnante que tu m'as faite de mon portrait; en vérité je n'y conçois rien. Où veux-tu que je songe à me faire peindre, placé dans un village entièrement dévasté, dans un pays désert? Ne rêvant que combats et victoires et courant tout le jour, puis-je penser à un portrait? Non, mon amie, j'en suis bien loin, et je te promets bien qu'il m'est de toute impossibilité de le faire.

« Il n'y a pas un homme capable de faire un portrait, excepté à Strasbourg, et j'en suis à trente lieues. Si tu veux une peinture, porte l'image de la liberté; les Français n'en doivent pas avoir d'autre. D'ailleurs, ma chère sœur, si j'avais la folie de me faire peindre, ce serait à présent fort inutile, vu que j'espère que d'ici à la fin de la guerre, où j'aurai le plaisir de te voir, ma figure sera très-embellie par les cicatrices honorables et glorieuses des coups que j'aurai reçus en défendant mon pays. Toi que j'ai vue toujours

raisonnable, où as-tu pu prendre une idée aussi bizarre que celle d'avoir ma figure? » Cette lettre est charmante et témoigne de la modestie du héros et du peu d'importance qu'il attachait à tout ce qui pouvait regarder sa propre personne. Elle nous montre aussi, une fois de plus, son attachement profond pour sa sœur.

Desaix prit une part active à la campagne d'Allemagne. Nos troupes s'étaient avancées dans le Palatinat; il commandait l'avant-garde et fut attaqué vigoureusement près de Schifferstadt par un corps autrichien. Philippe Lebas raconte, à ce sujet, qu'après trois heures d'un combat opiniâtre, nos bataillons commençaient à plier, lorsque le jeune héros se jeta devant eux avec sa réserve. Quelques officiers, lui demandant s'il n'avait pas ordonné la retraite : « Oui, répondit-il, mais c'est celle de l'ennemi. » A ces mots, dignes de l'antiquité, il marcha en avant avec ses soldats qui, ranimés par son exemple, le suivirent et culbutèrent les Autrichiens.

Tous les témoignages sont unanimes pour nous montrer Desaix comme un officier de premier mérite.

Le général Michaud écrit au ministre de la guerre, le 8 février 1794, de son quartier général de Kirweiller : « La lâcheté ordinaire de l'ennemi ne se dément pas plus que le courage des défenseurs de la liberté. Hier encore, le général Desaix, commandant la division de droite de l'avant-garde, était parti avec

soixante chasseurs à cheval du 8e régiment, pour découvrir sur Mutterstatt, Mondach et Oggersheim, et rencontra dans le premier village un fort détachement de hussards autrichiens qui escortaient un convoi de bœufs, chevaux, vivres et autres objets précieux. Desaix les attaqua avec son courage ordinaire, les mit en fuite et prit le convoi. Ce général, sûr de la bravoure des Français, poursuivit ces esclaves jusqu'à Oggersheim, poste fermé de murailles, d'un large fossé, de très-bonnes portes et gardé par cent hommes de cavalerie et par une compagnie d'infanterie. Il n'hésita pas un instant de charger vigoureusement cette troupe, qui s'enfuit à toutes jambes sans combattre et en se jetant précipitamment dans les marais. »

Le 11 mars de la même année, ce même général Michaud écrit encore au comité de salut public : « J'avais ordonné au général Desaix de porter, dans la nuit du 19 au 20, un gros détachement en avant de sa position, pour éclairer l'ennemi et voir s'il avait réellement des intentions hostiles, comme on me l'avait annoncé. Il a rempli mes intentions en allant attaquer le village de Monnerheim, cantonnement le plus près de Mayence et à un quart de lieue de cette ville. A minuit, il est arrivé sur ce village sans être aperçu. Nos intrépides chasseurs et dragons sont tombés sur les ennemis sans leur donner le temps de se reconnaître; ils ont tué, dissipé tout ce qui s'est présenté. »

Le représentant Beugemont écrit de son côté au président de la Convention, le 22 mars 1794 : « Je

viens de passer en revue tous les corps qui composent l'avant-garde de l'armée du Rhin, commandés par le général de division Desaix. Je me suis attaché à en connaître l'esprit, et c'est avec une vraie satisfaction que je rends compte à la Convention nationale de l'union fraternelle qui y règne. On remarque partout que l'esprit républicain y est porté au plus haut période; le soldat, l'officier, le général, confondus ensemble dans les plus courts intervalles de repos, se rassemblent et vivent dans la plus étroite intimité. La confiance la plus grande et la plus réciproque unit le soldat et l'officier aux généraux, et nous présage des succès. Les uns et les autres brûlent d'envie d'attaquer l'ennemi et d'anéantir les vils satellites des despotes coalisés contre notre sainte liberté... On les voit alliant le courage et l'humanité, secourir les pauvres et malheureux paysans de cette contrée, en partageant avec eux leurs vivres. »

Enfin, le 24 mai 1794, le général Michaud écrivait encore : « ... L'ennemi a attaqué sur tous les points. Le général Desaix, qui commandait la droite, a repoussé l'ennemi avec un courage digne d'éloges. La victoire est complète ; nous sommes restés maîtres du champ de bataille. »

Il défendit les hauteurs de Kayserslautern le 20 septembre 1794, et le 8 octobre il s'empara de Franckenthal; mais assailli le 12 par des troupes supérieures en nombre, il dut évacuer Francfort, qu'il reprit le 15 et où il sut se maintenir.

En 1795, nous le retrouvons à la tête de l'aile droite de l'armée de Sambre-et-Meuse, placée sous les ordres

de Jourdan. Il fut alors chargé de défendre le Haut-Rhin, et sut empêcher l'ennemi d'y pénétrer.

Malgré les succès qu'il avait obtenus, il était toujours resté le même homme, modeste et réservé. Après la destitution de Pichegru, le général Michaud, auquel on destinait le commandement des armées réunies de Rhin-et-Moselle, conduisait, au dire de Lebas, Desaix chez le député Leman : « Voilà, dit-il, l'homme qu'il nous faut pour général en chef; il est adoré du soldat. — Comment! répondit Desaix, c'est pour cela que tu m'as amené? A moi, le commandement de l'armée? à moi, qui suis le plus jeune des officiers! Citoyen représentant, tu n'écouteras pas une semblable proposition, tu ne commettras pas une pareille injustice à l'égard de vieux militaires qui ont beaucoup mieux que moi mérité de la patrie. » Et il sortit après avoir refusé formellement un poste que sa modestie lui faisait croire au-dessus de son mérite. Ce même général Michaud avait mis, au dire de M. Martha Becker, l'annotation suivante sur les états de service de Desaix : « Le génie militaire du général Desaix, les preuves fréquentes de courage qu'il a données pendant cette guerre, me le font juger très en état de commander une armée avec le plus grand succès. »

La campagne de 1795 était alors terminée; commencée sous d'heureux auspices, continuée par une série de victoires, elle avait moins bien fini. Les armées du Rhin avaient dû revenir en arrière; nous avions perdu

les lignes de Mayence, une partie du territoire du pied des Vosges. Mais la victoire de Loano et les travaux du général Hoche dans l'Ouest avaient rétabli le prestige de nos armes.

L'armée de Sambre-et-Meuse avait été obligée de battre en retraite. La trahison de Pichegru d'une part, un plan de campagne vicieux de l'autre, avait fait échouer l'invasion projetée de l'Allemagne.

Un armistice avait été conclu.

Mais tout présageait une reprise prochaine des hostilités.

L'Autriche, en effet, se préparait à la guerre avec ardeur. Ses derniers succès lui avaient fait concevoir des espérances exagérées. Clerfayt, son général victorieux, avait été remplacé par l'archiduc Charles. Wurmser commandait toujours l'armée du Haut-Rhin.

Le Directoire voulait porter les armées du Rhin en Allemagne. Il comptait bloquer Mayence, isoler l'Autriche, et nourrir ses troupes aux dépens de l'ennemi. Jourdan conserva le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse. Mais Pichegru fut remplacé par Moreau, rappelé de Hollande.

Ce n'est qu'au commencement de juin que les hostilités commencèrent. Les armées autrichiennes étaient formidables et de beaucoup supérieures aux nôtres par le nombre.

Carnot, qui dirigeait la campagne, avait donné l'ordre aux armées de Sambre-et-Meuse, commandée par Jourdan, et de Rhin-Moselle, commandée par Moreau, de marcher en avant parallèlement et de

façon à déborder les ailes des armées impériales. Comme le fait remarquer M. Thiers, ce plan avait un défaut capital, il divisait nos forces et permettait à l'ennemi de les battre en détail.

La lutte commença par une reconnaissance générale sur les avant-postes. Puis Kléber déboucha par Dusseldorf avec vingt-cinq mille hommes et battit les Autrichiens à Altenkirchen le 4 juin. Jourdan rejoignit Kléber sur la rive droite le 5, mais l'archiduc Charles accourut avec une grande partie de ses forces, et Jourdan, ayant rempli son but en attirant l'ennemi, se replia.

Desaix avait été appelé par Moreau à l'armée de Rhin-et-Moselle. Il fut chargé de commander le centre, fort d'environ trente-deux mille hommes. Au commencement de la campagne, son corps d'armée se trouvait au pied des Vosges.

L'armée devait effectuer son passage devant Strasbourg même. Moreau ordonna le 14 une attaque générale sur le camp retranché de Manheim. Cette attaque devait forcer le général Latour à concentrer ses forces sur Manheim et dégarnir les lignes du côté de Kelh. Desaix eut une part active dans cette attaque et s'y signala par des qualités de premier ordre. Elle réussit pleinement. Une partie des troupes fut ensuite dirigée sur Strasbourg et l'on trompa l'ennemi sur le but de cette concentration. Le 23 juin, vingt-huit mille hommes se trouvèrent réunis à Strasbourg sous les ordres de Desaix. Le 25, on ferma les portes de la ville, et, dans la nuit, les troupes s'acheminèrent vers le Rhin. Les bateaux jetèrent deux mille

six cents combattants dans la grande île; ceux-ci à peine débarqués culbutèrent à la baïonnette les troupes ennemies, de peur de donner l'alarme par le bruit des coups de feu. Nos soldats poursuivirent les fuyards sans leur donner le temps de couper les petits ponts et passèrent le fleuve à leur suite ; ils débouchèrent dans la plaine et marchèrent immédiatement sur Kehl, quoiqu'ils n'eussent ni artillerie ni cavalerie avec eux. Mais l'ardeur était telle dans nos rangs, que le fort fut abordé à la baïonnette et enlevé tout aussitôt. Le lendemain, un pont ayant pu être établi sur le fleuve, l'armée passa tout entière.

L'armée fut divisée en trois corps, la droite, commandée par Férino, le centre par Saint-Cyr et la gauche par Desaix.

Dans les premiers jours de juillet, l'attaque fut dirigée contre le général Latour avec les trente-six mille hommes de Desaix. Les Français enlevèrent la position de Gernsbach, sur le haut de la Murg, et pénétrèrent à Kuppenheim, vers le centre de la position ennemie; puis ils abordèrent Niederbuhl et Rastadt et se rendirent maître de la Murg sur tous les points.

Le 8 juillet 1796, Desaix écrivit de Rastadt à Marceau une lettre dans laquelle il résume les derniers événements :

« Je n'ai pas encore eu le moment de vous écrire, mon cher général, depuis notre passage du Rhin; je profite avec plaisir de celui que me donne le repos que nous faisons prendre aux troupes.

« Dans le nombre des affaires que nous eûmes

depuis notre arrivée sur la rive droite, celles de Reuchen et de Rastadt furent les plus décisives; dans la première, la cavalerie de l'ennemi fut mise en déroute par la nôtre dans toutes les charges qui eurent lieu et qui furent très-nombreuses; notre infanterie seconda merveilleusement notre cavalerie postée dans un pays des plus couverts; elle n'eut aucune charge à craindre et son feu fit les plus grands torts à l'ennemi. Nous lui prîmes, à cette affaire, plus de six cents chevaux et dix pièces d'artillerie légère. Deux de ses régiments de cuirassiers furent presque totalement détruits, et les hussards de Séelers et de Ferdinand éprouvèrent aussi une perte immense. Nous fîmes douze cents prisonniers.

« L'attaque de Rastadt commença par celle de l'avant-garde qui était à Steinbach; après l'avoir forcée, on se porta sur Baden. Pour y arriver, on eut plusieurs charges et petits combats. Enfin, l'ennemi repoussé avait pris position dans la plaine en avant de Rastadt sur la rive gauche de la Murg; il y avait placé une nombreuse artillerie pour nous empêcher de déboucher. La nôtre aussi, fort nombreuse, eut de la peine à se mettre en position, elle souffrit beaucoup. L'ennemi, menacé par notre droite et accablé par notre front, fut enfin obligé d'abandonner la plaine et de repasser la Murg. Nous le suivîmes dans Rastadt, et on lui prit deux pièces de canon; la droite lui en enleva une troisième et un caisson. Nous lui fîmes environ six cents prisonniers. L'armée ennemie s'est retirée dans la position d'Eslingen (Esslingen); son avant-garde est à deux lieues de la

Murg. Notre armée est en avant de cette rivière et nous nous disposons à une nouvelle attaque. Les premiers succès que l'armée de Sambre-et-Meuse vient d'obtenir par le passage de la Sieg me font espérer qu'elle sera bientôt sur Francfort; nous avons déjà attiré sur nous des forces qu'elle avait à combattre; nous ne laisserons pas l'ennemi tranquille d'un moment, et par nos mouvements, nous chercherons à attirer le plus possible l'attention et les forces de l'ennemi.

« Veuillez agréer, mon cher général, les sentiments d'estime et d'attachement que je vous ai voués. « DESAIX.

« J'aurais voulu vous donner le détail de tous nos combats, mais ils sont si nombreux que je ne pourrais tout dire. Voici le moment décisif; dans huit jours au plus, tout sera dit, et bientôt j'espère mettre ma main gauche dans votre droite.

« Ce qu'il y a de plus heureux dans nos affaires, c'est que nous avons entièrement séparé les ennemis, qui ne peuvent communiquer que par un détour immense. Saint-Cyr, par deux combats vifs à Kniebiss et Freudenstadt, où il a pris vingt-cinq caissons, deux pièces de canon, deux drapeaux, quatre cents hommes, a percé jusque dans le Wirtemberg; il va jusqu'au Necker par ses patrouilles, et jette la terreur dans toute l'Allemagne. Quel beau jour que celui où la fortune constante nous réunirait sur les bords du Necker. Puisse plaisir et succès nous arriver. « D. »

A ce moment, l'archiduc n'était pas encore de retour et Latour aurait pu être facilement anéanti; mais Moreau ne permit pas que l'on poursuivit l'ennemi.

Le 6 juillet, les choses avaient déjà changé de face : nos troupes étaient reposées sans doute, mais l'archiduc avait rejoint avec vingt-cinq mille hommes de plus, et le 9, quand Moreau se décida à l'attaque, il avait devant lui des forces considérables. Desaix commandait le centre; il prit et perdit successivement le village de Malsch et termina la journée en se portant sur les dernières hauteurs qui longent le pied des montagnes. La bataille semblait indécise; mais l'archiduc crut pourtant devoir se retirer pour ne pas compromettre dans une rencontre décisive et périlleuse la seule armée qui protégeât l'Autriche de ce côté.

Dès lors, le mouvement de nos armées se dessina nettement, suivant pas à pas dans leur retraite les forces de l'ennemi.

Jourdan passa le Rhin à Dusseldorf.

Moreau, de son côté, continua sa route; il livra un premier combat à Canstadt, pour le passage du Necker et déboucha dans la vallée du Danube, à la fin de juillet, après un mois de marche. Le 11 août, l'archiduc s'arrêta devant nos positions pour nous livrer un combat général.

Moreau était à Neresheim. L'attaque fut vive et énergique, mais la résistance ne fut pas moins sérieuse et l'archiduc fut repoussé avec perte. On coucha de part et d'autre sur le champ de bataille, et le

lendemain les Autrichiens reprirent leur mouvement de retraite.

L'archiduc, comprenant que la situation ne pouvait se modifier ainsi, eut une idée excellente : il changea brusquement son plan, laissant Latour avec trente-cinq mille hommes devant Moreau et marchant lui-même avec le reste de son armée au secours du général Wartensleben, qui se trouvait sur la Naab en face de Jourdan. Il voulait ainsi écraser ce dernier, qui n'avait guère que quarante-cinq mille hommes avec lui, sous l'effort de toutes ses forces réunies. C'est ce qui arriva en effet.

Moreau continua de s'avancer; Latour tenta de lui disputer le passage du Lech, mais il dut se retirer après avoir essuyé un échec à Friedberg. Le 1er septembre, nos troupes étaient arrivées à la hauteur de Munich. Mais, à ce moment même, Jourdan, refoulé par l'archiduc, battait en retraite depuis huit jours devant la poursuite d'un ennemi trop nombreux pour qu'il pût lui résister, et se retrouvait sur le Mein.

Moreau attendait des nouvelles. Toutes ses communications avec l'armée de Sambre-et-Meuse avaient été coupées. Sa gauche, sous les ordres de Desaix, avait à soutenir un combat des plus rudes contre la cavalerie de Latour, qui, réunie à celle de Nauendoff, déboucha à l'improviste par Langenbruk. M. Thiers dit à ce sujet que Desaix prit des dispositions si justes et si promptes, qu'il repoussa les nombreux escadrons ennemis, et les dispersa dans la plaine après leur avoir fait subir une perte considérable.

Tout l'effort de l'armée autrichienne, dit M. Martha

Becker, porta sur l'aile gauche commandée par Desaix. Le combat s'engagea le 1er septembre, dans les bois de Geisenfeld. Le général français soutint le choc des Impériaux, sans se laisser entamer, quoiqu'il demeurât réduit à ses propres forces, un vent contraire emportant le bruit de la canonnade loin du reste de l'armée. Il déjoua par son intrépidité, par l'habileté de ses manœuvres, toutes les tentatives de ses adversaires, attira la cavalerie ennemie dans une embuscade, mit quinze cents hommes hors de combat, et repoussa victorieusement cette agression redoutable. Voici en quels termes l'archiduc Charles rend compte de cette journée (dans sa relation de la campagne de 1796) : « Desaix prouva dans cette circonstance une grande énergie, un coup d'œil juste, une connaissance parfaite de l'emploi de chaque arme. Pris en flanc dans la marche par l'ennemi qui s'avançait dans la forêt de Geisenfeld, il fit front sur son flanc gauche, le resserra parce qu'il était le plus menacé, et forma dans une position presque inexpugnable son centre, que les Autrichiens pensaient le plus facilement aborder par le chemin de Geisenfeld. »

Moreau, toujours hésitant, se décida après une vingtaine de jours, à faire une pointe pour aller à la découverte. C'est alors qu'il fut informé de la retraite de Jourdan et résolut de regagner la France. Il se replia immédiatement (19 septembre). Le 2 octobre cependant, il s'arrêta encore aux environs du lac Fédersée, non loin de Biberach, battit Latour qui le suivait, lui fit cinq mille prisonniers et lui prit presque toute son artillerie. Desaix put revendiquer la plus

grande part dans cette victoire. Ce fut lui qui renversa l'aile droite des Autrichiens et qui la précipita dans les ravins de la Riss; des bataillons entiers furent contraints de remettre leurs armes. Puis il continua son mouvement et arriva dans la vallée du Rhin. Ses troupes avaient plutôt la contenance d'une armée victorieuse que celle d'une armée qui se replie devant l'ennemi.

Le 19 octobre enfin, il rencontra l'armée de l'archiduc sur les bords de l'Elbe, de Walkirch à Emmendingen. Là encore, il y eut un combat sanglant, puis Moreau passa le pont de Brisach et envoya Desaix porter secours au fort de Kehl. Celui-ci avait eu une grande part dans les succès de l'armée du Rhin pendant son mouvement offensif sur le Danube, et plus tard dans sa retraite. Son habileté, sa présence d'esprit, l'élan qu'il avait donné aux soldats décidèrent plus d'une fois de l'issue de ces combats sans nombre qui furent livrés pendant la durée de cette campagne. Chargé, comme nous l'avons déjà dit, du commandement de l'aile gauche, il était arrivé sur le Rhin sans avoir perdu un seul homme.

C'est avec ces troupes excellentes, et rendues meilleures encore s'il est possible par la confiance qu'elles avaient dans leur chef, que Desaix défendit le fort de Kehl. Trois mois durant, il tint l'archiduc en échec devant ce fort misérablement retranché, qu'il avait pris au commencement de la campagne en quelques heures. Il s'immortalisa là par son sang-froid, par les savantes dispositions qu'il sut prendre.

Kehl ne fut rendu que le 9 janvier 1797, après quarante jours de tranchée ouverte, et quand l'ennemi eut perdu quinze mille hommes et lancé vingt-cinq mille bombes pour réduire le fort en un monceau de ruines.

Ce qui prouve surtout l'habileté et la prudence de Desaix, c'est la capitulation qu'il sut obtenir. Il dicta lui-même ses conditions à l'ennemi : les Français devaient emporter, en évacuant la place, tout ce qu'ils pourraient transporter. Desaix sut mettre si bien à profit les vingt-quatre heures qu'il avait devant lui, qu'on ne laissa pas à l'ennemi une seule palissade et que tout, même les éclats de bombes et les bois des plates-formes, fut ramené sur la rive gauche. Les vainqueurs, dit Lebas, rentrés dans Kehl, cherchèrent des yeux les ouvrages de défense sans pouvoir les trouver, et l'aspect de ces ruines les remplit d'étonnement et leur inspira le plus grand respect pour le général français qui venait de défiler devant eux à la tête de la garnison, enseignes déployées et tambour battant. Cette défense écarta l'archiduc des champs de bataille de l'Italie et eut par cela même une importance capitale.

Le Directoire exécutif avait décidé qu'un nouveau passage du Rhin serait tenté l'année suivante (1797), et Desaix fut chargé de diriger les opérations de l'armée de Rhin-et-Moselle pendant la durée d'un voyage que Moreau fit à Paris.

Le 17 avril, quand le général en chef revint, tout

était prêt; et Desaix, qui avait reçu de Moreau l'autorisation de franchir le Rhin, tenta une des actions les plus hardies dont l'histoire fasse mention. M. Thiers raconte, en effet, à ce sujet qu'il avait choisi pour passer le fleuve un point fort au-dessous de Strasbourg. Dans la nuit du 19 au 20, il échoua d'abord avec ses troupes sur une île de gravier, puis il aborda, non sans peine, sur la rive opposée, et là, vingt-quatre heures durant, il se vit obligé de lutter contre toute l'armée autrichienne, exposé sans cesse à être jeté dans le Rhin, combattant dans les taillis, au milieu des marécages, et attendant toujours que le pont fût construit sur le fleuve. Grâce à cette résistance héroïque, le passage put s'effectuer. Les Autrichiens furent repoussés et poursuivis dans les montagnes Noires.

Ce passage merveilleux fut opéré en face de quatre-vingt mille hommes, couverts par des retranchements armés de cent pièces de canon. Mais aussi, pendant l'action, Desaix dut plusieurs fois payer de sa personne. On le vit se précipiter le sabre en main sur les premiers rangs de l'armée ennemie et entraîner les siens. Dans cette attaque furieuse, il reçut même à bout portant un coup de fusil qui lui traversa la cuisse. Les soldats voulaient massacrer le malheureux Hongrois qui avait frappé leur général, mais lui, les arrêtant, couvrit son adversaire en le déclarant son prisonnier. Il sauvait ainsi la vie, sur le champ de bataille même, à celui qui venait de tenter de lui ravir la sienne.

« Les deux passages du Rhin à Kehl et à Diersheim,

dit le chef de brigade Dedon, seront également célèbres dans l'histoire, quoiqu'ils diffèrent essentiellement entre eux, et que chacun soit caractérisé par des traits particuliers : l'un, prévu de longue main et préparé à loisir, est marqué au coin de la prudence ; l'autre, pour ainsi dire brusqué, l'est à celui de l'audace et du génie. »

Desaix put s'attribuer la plus grande part du succès. Pendant qu'il était retenu à Strasbourg par sa blessure, le général Matthieu Dumas disait en parlant de lui au Conseil des Anciens le 27 avril : « Desaix est blessé ! celui qui défendit Kehl si glorieusement et pendant si longtemps, voulut y rentrer par les mêmes barrières qu'il fut forcé d'abandonner à l'ennemi, et il se désespère de ce que, dit-il, la fortune ait trahi son courage. Quels généraux, quels soldats méritèrent jamais plus de reconnaissance, et quelles récompenses devrons-nous leur préparer ? »

Le 4 mai, le Directoire adressa la lettre suivante à Desaix :

« Le passage du Rhin que l'armée de Rhin-et-Moselle vient d'exécuter est l'une des plus éclatantes opérations de cette guerre. Après en avoir activé les préparatifs en l'absence du général en chef, vous avez été pendant l'action l'exemple du courage, et la république a remarqué avec un vif intérêt que les lauriers que vous y avez cueillis sont teints de votre sang. Au moment où les préliminaires de paix se négociaient aux portes de Vienne, vous avez, citoyen général, jeune encore, couronné votre glorieuse carrière par des services où brillent à la fois de grands

talents militaires, et où l'amour de la liberté a encore ajouté à leur éclat. »

M. Martha Becker raconte que, quand, après la suspension d'armes, les généraux autrichiens de Latour et de Rosenberg allèrent visiter l'arsenal et les monuments de Strasbourg, ils s'empressèrent de se rendre auprès du guerrier qu'ils avaient tant appris à redouter, et lui payèrent le tribut de leur estime.

Quant à lui, sur son lit de douleur, il ne songeait qu'à une chose : recommencer la lutte et remporter de nouvelles victoires. Trois jours après avoir été blessé, il écrivait à Moreau : « Ma blessure va bien, j'ai dormi tranquille; j'ai bien vivement souffert; à présent, c'est bien supportable. Il n'y a de cruel que le malheur de n'être pas avec vous, pour partager vos peines et bien travailler ces messieurs ; en grâce, pas un instant de relâche, qu'ils soient battus deux fois par jour.

Sa blessure, d'ailleurs, n'avait aucune gravité : « Sois sans inquiétude, écrivait-il à sa sœur ; les journaux ont dû te dire que je n'étais pas dangereusement blessé, et c'est la vérité. Je me rétablis bien ; je sors du lit depuis douze jours, et un ami m'a procuré un fauteuil très-agréable, où, ménageant bien ma jambe, je peux, sans me remuer, me transporter partout où la fantaisie me prend. J'ai beaucoup de visites, quelquefois de femmes très-aimables; j'ai mangé au moins cinquante pots de confiture, ainsi tu vois que je ne suis pas à plaindre. »

Pendant qu'il était ainsi retenu dans la chambre, les événements suivaient leur cours. La paix allait

être signée, et l'armée avait été arrêtée au milieu de ses succès par la nouvelle de la paix de Léoben. Desaix, plein de l'admiration la plus vive pour Bonaparte, n'en jugeait Moreau que plus sévèrement.

« Je suis persuadé, dit-il un jour à Gouvion Saint-Cyr, que Moreau ne fera jamais rien de grand, et que nous ne pouvons jouer auprès de lui qu'un rôle très-subalterne ; tandis que l'autre est fait pour jeter une gloire si immense, qu'il est impossible qu'il n'en rejaillisse pas sur ses lieutenants. »

A peine guéri, il se rendit en Italie (juillet 1797). Il voulait voir le général victorieux, dont les succès l'avaient ébloui et dont le nom grandissait tous les jours. Bonaparte répondit à ce témoignage par un ordre du jour ainsi conçu :

« Le général en chef avertit l'armée d'Italie que le général Desaix est arrivé de l'armée du Rhin, et qu'il va reconnaître les positions où les Français se sont immortalisés.

C'est de cette époque que date la liaison de ces deux hommes remarquables. Pendant le peu de temps qu'ils passèrent ensemble alors, ils eurent de longues conférences. On raconte à ce sujet qu'un jour Bonaparte ayant voulu confier à son nouvel ami le secret de la conspiration de Pichegru, celui-ci répondit :

« Mais nous le savions, sur le Rhin, il y a plus de trois mois. Un fourgon enlevé au général Klingen nous a livré toute la correspondance de Pichegru avec les ennemis de la république. Mais Moreau n'en

a-t-il donné aucune connaissance au Directoire? — Non. — Eh bien, c'est un crime; quand il s'agit de la perte de la patrie, le silence est une complicité. »

Le 26 octobre 1797, Desaix fut nommé chef d'état-major de l'armée d'Angleterre, dont Bonaparte devait prendre le commandement, et chargé provisoirement de la commander en attendant la venue de son chef. Celui-ci écrivit à ce sujet au Directoire : « Vous ne pouviez pas faire choix d'un officier plus distingué que le général Desaix. (Milan, 5 novembre 1797.) »

Desaix, lui aussi, écrivit aux Directoire : « Je vous remercie, dit-il dans sa lettre, de la confiance que vous voulez bien avoir en moi; je n'épargnerai rien pour la justifier, et vous pouvez compter sur mon zèle et mon activité; ils sont excités par la haine la plus prononcée, et nourrie dès l'enfance contre les perfides ennemis qui nous restent à combattre, et par le désir de voir encore mon nom près de celui du vainqueur de l'Italie! Il n'y a rien que je craigne d'entreprendre sous ses ordres; tous vos desseins sont grands et vastes. »

Mais bientôt l'expédition d'Égypte ayant été décrétée par le Directoire, il fut désigné pour être l'un des généraux de division de l'armée d'Orient.

L'expédition, composée de treize vaisseaux de ligne, partit de Toulon le 19 mai 1798.

Desaix contribua à la prise de Malte, enlevé pendant la route, le 10 juin.

Le 1er juillet, l'escadre arriva en vue des côtes

d'Égypte. On ne pouvait prendre pied devant Alexandrie même. Le débarquement eut lieu sur la plage voisine, dans une anse dite du Marabout. Quatre ou cinq mille hommes furent débarqués dans la soirée et dans la nuit; puis on marcha de suite sur la ville, où l'on arriva à la pointe du jour. L'attaque eut lieu immédiatement. Kléber y fut blessé. La place se rendit le jour même.

Bonaparte, qui commandait l'expédition, s'occupa d'organiser immédiatement la conquête. Il fit faire des travaux dans la ville, s'attacha la population par ses chefs, donna l'ordre à la flotte de se mettre à l'abri dans la rade d'Aboukir, ou, si elle ne pouvait y mouiller à cause du peu de fond et du tirant d'eau des navires, de gagner Corfou.

Ces premières mesures prises, le général en chef se mit en marche avec trente mille hommes, à travers le désert de Damahour, se dirigeant sur le Caire, Desaix conduisait l'avant-garde; le corps de bataille suivait à quelques lieues de distance. On s'ébranla le 6 juillet.

La nouvelle de l'arrivée de l'armée était parvenue en ville. Un bey partit le 5 au soir avec six cents Mameluks; il arriva le 10 à Damahour au moment où la division Desaix quittait les bivouacs. Les Français marchaient en colonne serrée par division; l'artillerie à la tête et à la queue, les bagages au centre entre les deux brigades. A la vue de l'ennemi, Desaix fit prendre les distances de peloton et continua sa marche, escarmouchant avec cette belle cavalerie qui côtoyait ses flancs. Enfin les Mameluks s'étant

décidés à charger, Desaix commanda : *Par peloton à droite et à gauche en bataille, feu de deux rangs!* Il serait difficile de peindre l'étonnement et le mécompte qu'éprouvèrent les Mameluks, quand ils virent la contenance de cette infanterie et l'épouvantable feu de mitraille et de mousqueterie qui leur portait la mort, si loin, dans toutes les directions. Quelques braves moururent sur les baïonnettes. Le gros de la troupe s'éloigna hors de la portée du canon. Desaix rompit alors son carré, continua sa marche, n'ayant perdu dans ce combat que quatre hommes. Ces détails, que nous trouvons dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, montrent la fière contenance de nos vieilles troupes, dans cette guerre nouvelle qu'il leur fallait entreprendre. C'est qu'en effet les conditions de la lutte allaient être changées. Nos soldats allaient avoir affaire surtout à de la cavalerie, et, il faut l'avouer, à une cavalerie incomparable. Napoléon a dit en parlant des Mamelucks que, dans les combats entre eux et la cavalerie française, toutes les fois que les détachements excédaient cent hommes, la supériorité de la discipline procurait la victoire aux Français, mais qu'au-dessous de ce nombre et individuellement les Mameluks l'emportaient.

Il est encore revenu sur cette idée, disant que : « Individuellement il n'est pas de cavalier supérieur ou peut-être égal au Mameluk; mais il ne peut agir, ajoute-t-il, en corps... Un Mameluk était plus fort qu'un Français, il était plus exercé et mieux monté. Cent Mameluks se battaient avec probabilité de succès contre cent cavaliers français; mais dans une ren-

contre de deux corps d'un nombre supérieur à deux cents chevaux, la probabilité était pour les Français! Les Mameluks se battent sans ordre. »

Cette opinion de Bonaparte, émise à trois reprises différentes et dans des termes si précis, prouve jusqu'à l'évidence la valeur réelle des troupes que nous allions avoir à combattre. Mais ce n'était pas là la seule difficulté que nous devions rencontrer ; la nouveauté du pays, la différence du climat, les privations sans nombre que devait nous imposer cette terre aride et brûlée, étaient autant d'ennemis d'un nouveau genre, inconnus à nos soldats, et partant redoutables.

Nous trouvons, en effet, dans M. Thiers, un tableau navrant de ces premières marches dans le désert : « Quand les soldats se virent engagés dans cette plaine sans bornes, avec un sable mouvant sous les pieds, un ciel brûlant sur la tête, point d'eau, point d'ombre, n'ayant pour reposer leurs yeux que les rares bouquets de palmiers, ne voyant que de légères troupes de cavaliers arabes, qui paraissaient et disparaissaient à l'horizon et quelquefois se cachaient derrière les dunes de sable pour égorger les traînards, ils furent remplis de tristesse... Cependant, après de cruelles souffrances, supportées d'abord avec humeur, puis avec gaieté et courage, on arriva sur les bords du Nil le 10 juillet 1798, après une marche de quatre jours. A la vue du Nil, de cette eau si désirée, les soldats s'y précipitèrent, et en se baignant dans les flots oublièrent toutes leurs fatigues. »

Mourad-Bey était parti le 7 du Caire avec trois mille Mameluks, deux mille janissaires à pied, et une flot-

tille composée d'une soixantaine de bâtiments. Il espérait arriver à temps à Damanour pour soutenir son avant-garde; mais arrivé trop tard, il se porta sur Chobrakhit, y construisit deux batteries et fit fortifier le village par des retranchements.

Le 12, à sept heures du soir, l'armée française campa au village de Minieh. Elle eut l'ordre de prendre les armes à une heure du matin, afin de ne pas donner le temps à l'ennemi d'achever ses retranchements. A huit heures, nos troupes étaient en présence de Mourad-Bey, qui avait sa droite appuyée au village de Chobrakhit.

L'armée se rangea en bataille. Desaix formait la droite. Il fit barricader un village qui se trouvait près de là, y laissa un bataillon et trois pièces de canon. Puis il rangea sa division en un seul carré de cent cinquante toises de front sur vingt-cinq de flanc. Les deux armées s'observèrent pendant plusieurs heures. Les Français attendaient leur flottille. Enfin les Turcs se décidèrent à charger, mais ils furent repoussés malgré des prodiges de valeur. La ligne française resta inébranlable. Elle s'attendait à une seconde charge, lorsque enfin parut la flottille. Il était une heure de l'après-midi. Une épouvantable canonnade s'engagea un quart d'heure après sur le Nil. Nos troupes firent alors un mouvement en avant et bientôt l'ennemi fut en déroute. Tel fut ce combat de Chobrakhit, livré le 13 juillet 1798, qui fut comme une sorte de lever de rideau, la petite pièce avant la grande. La toile allait se lever sur la grande tragédie : la bataille des Pyramides.

A Chobrakhit, l'ennemi avait échoué devant nos carrés, et Mourad-Bey, après avoir perdu deux ou trois mille de ses plus braves cavaliers, se retira pour gagner le sommet du Delta et aller nous attendre à la hauteur du Caire, à la tête de toutes ses forces. La perte des Français fut de trois à quatre cents hommes tués ou blessés, les trois quarts matelots. C'est en effet sur le Nil que nos troupes avaient été le plus menacées, et sans la marche en avant de notre infanterie, il est probable que la flottille française aurait été anéantie ; tandis qu'au contraire, grâce à ce mouvement, la plupart des vaisseaux turcs avaient été brûlés et que les autres étaient tombés en notre pouvoir.

On s'achemina vers le Caire, où devait se livrer la bataille décisive. Mourad-Bey y avait réuni environ dix mille Mameluks, suivis d'un nombre double de fellahs, dans un camp placé dans une longue plaine, en vue même de la ville et des pyramides de Giseh, les plus hautes de l'Égypte.

Le 21 juillet, l'armée arriva devant le Caire. Elle était partagée en cinq divisions. Desaix commandait la droite vers le désert. Chaque division était formée en carré, chaque carré sur six rangs. Derrière étaient les compagnies de grenadiers en pelotons, prêtes à renforcer les points d'attaque. L'artillerie était aux angles, les bagages et les généraux au centre. Ces carrés étaient mouvants. On sait quelle fut l'issue de cette mémorable journée. Desaix s'y couvrit de gloire, et l'armée française triomphante y remporta une de ces victoires qui font époque dans la vie d'un peuple.

Après la bataille des Pyramides, Bonaparte s'occupa surtout d'organiser le pays, laissant à d'autres le soin d'achever la conquête. Desaix reçut pour mission de faire, avec sa division, la conquête de la haute Égypte sur Mourad-Bey. Il partit, en effet, le 28 août, avec quatre ou cinq mille hommes de toutes armes, dont cinquante de cavalerie, montés sur d'excellents chevaux, et une flotille qui lui assurait la supériorité sur le Nil et les canaux; bon nombre de cavaliers ne furent montés que pendant la durée des opérations.

Le récit de la conquête de la haute Égypte se trouve dans les Mémoires de Napoléon, dictés au général Bertrand. Nous empruntons à ce document la plupart des détails qui vont suivre.

Si, le lendemain de la bataille des Pyramides, une division de l'armée française eût poursuivi Mourad-Bey, elle n'aurait éprouvé de résistance nulle part; elle se serait emparée en quinze jours de toute la haute Égypte; mais il fallait attendre que la cavalerie fût remontée et que les eaux du Nil fussent assez hautes pour que la navigation devînt praticable. Les ennemis profitèrent de ce moment de relâche, qui dura deux mois. Ils revinrent de leur consternation, reçurent des secours de diverses tribus, et, en septembre, Mourad-Bey avait une armée de terre et une flottille considérables.

L'expédition tentée par Desaix était à la fois une opération militaire importante et un voyage scientifique d'un grand intérêt. Pour la première fois, depuis la chute de l'empire romain, une nation civilisée et cultivant les sciences et les arts allait visiter,

8

mesurer, fouiller ces superbes ruines qui occupent depuis tant de siècles la curiosité du monde savant. Personne n'était plus propre à diriger une pareille opération que Desaix ; personne ne le désirait avec plus d'ardeur. Jeune, la guerre était sa passion ; insatiable de gloire, il connaissait toute celle qui était attachée à la conquête de ce berceau des arts et des sciences. Au seul nom de Thèbes, de Coptos, de Philœ, son cœur palpitait d'impatience.

Desaix a mis cinq mois à la conquête de la haute Égypte : septembre, octobre, novembre, décembre, janvier. Au 2 février, il était maître de Syène. Il employa cinq autres mois à réprimer les insurrections et affermir ses conquêtes. Sa campagne se divise en six opérations : la première comprend cent jours; l'événement militaire le plus important est la bataille de Sédiman ; la conquête de la province de Beni-Soueif et du Faïoum en a été le résultat. La deuxième comprend cinquante jours, de décembre et de janvier ; les combats de Saoaki et de Tatah sont les seuls événements militaires; il a fait la conquête des provinces de Minieh, de Siout et de Girgéh. La troisième comprend trente jours, de janvier et de février 1799 ; le combat de Stamboul est l'événement le plus important ; les Mameluks, chassés de la vallée, ayant tout perdu, se réfugièrent dans les oasis, dans le pays des Barâbas, au delà des cataractes, et dans les déserts de la Thébaïde ; le pavillon tricolore flotta sur toute l'Égypte. La quatrième comprend quarante jours, de février et mars 1799 ; Mourad-Bey, Elfi-Bey, Hassan-Bey, Massan d'Iambo, profitant de la marche de

l'armée en Syrie, rentrent dans la vallée, marchent sur le Caire, projettent de s'y réunir et de reconquérir d'un seul coup la haute et la basse Égypte; ils échouent dans leur entreprise; la destruction d'une partie de la flottille française de la haute Égypte, le combat de Coptos sont des faits d'armes importants. Dans la cinquième époque, les débris des schérifs d'Iambo, port d'Arabie sur la mer Rouge, près de Médine, infestent les provinces de Siout et de Girgéh; ils sont poursuivis. La sixième comprend mai et juin; la haute Égypte est complétement soumise; Mourad-Bey et Elfi-Bey, peu accompagnés, errent dans les déserts; le combat de Béni-Aden entraîne la perte de cette belle ville; Kosseir est occupé par le général Belliard. L'armée de Syrie rentre au Caire. Toute l'Égypte haute et basse est parfaitement tranquille.

Tel est le résumé des opérations de Desaix. Mais nous ne donnerions qu'une idée fort incomplète de ses qualités militaires et de son génie si nous nous contentions de ces indications, sorte de précis sec et incolore. Quelques détails sur ces faits feront connaître plus complétement les aptitudes singulières du héros dont nous avons entrepris de dessiner la figure.

Desaix arriva le 30 août 1798 à Beni-Soueif. Les Mameluks ne lui opposèrent aucune résistance. Ils se concentrèrent dans le Faïoum, au nombre de dix-huit mille hommes, avec une flottille de cent quatre-vingts bâtiments. Cette dernière était mouillée dans le canal de Joseph. Desaix pouvait marcher sur le

Faïoum, qui était à quatre lieues sur la droite et combattre Mourad-Bey; mais il pensa qu'en continuant de remonter le Nil, il arriverait à Darout-el-Cherif et qu'il pourrait enfermer la flottille dans le canal. Il devait alors, en descendant ce canal avec son armée et ses bâtiments, obtenir par une seule victoire le Faïoum et les richesses des beys entassées sur les navires. Mourad-Bey, en le voyant agir, devina son projet, fit remonter à sa flottille le canal Joseph et la fit entrer dans le Nil. Desaix en apprenant la détermination de l'ennemi, accourut, mais il arriva sur le canal quand déjà la flottille n'y était plus. Mourad-Bey, qui était resté dans le Faïoum, coupa les communications de l'armée avec le Caire. Desaix alors rétrograda et descendit à son tour dans le Faïoum. Après deux mois de fatigue et après avoir parcouru deux cents lieues de terrain, l'armée se trouvait aussi peu avancée que les premiers jours.

Alors Desaix marcha droit sur Mourad-Bey. Les deux armées se rencontrèrent. Celle des Mameluks couronnait toutes les hauteurs de Sédiman, au milieu du désert et à une lieue du canal Joseph. Elle comptait deux mille Mameluks, huit mille Arabes à cheval et quatre pièces de canon. Les Français avaient trois mille quatre cents hommes d'infanterie, six cents de cavalerie et huit pièces de canon; en tout quatre mille cinq cents hommes contre dix mille.

La bataille eut lieu le 7 octobre 1798, bataille acharnée, livrée aux restes désespérés de Mourad-Bey. Aucun des combats des Français en Égypte ne fut

aussi sanglant. Il fut ordonné comme tous ceux qui furent livrés dans ce pays.

Les fellahs étaient derrière les murs du village et les cavaliers dans la plaine. Desaix s'était formé en deux carrés et avait placé sur ses deux ailes deux autres petits carrés pour amortir le choc de la cavalerie ennemie. Pour la première fois, notre infanterie fut rompue, et l'un des petits carrés enfoncé. Mais, par un instinct subit et admirable, nos braves soldats se couchèrent aussitôt par terre, afin que les grands carrés pussent faire feu sans les atteindre. Les Mameluks, passant sur leur corps, chargèrent les grands carrés avec furie pendant plusieurs heures de suite et vinrent expirer en désespérés sur les baïonnettes. Suivant l'usage, les carrés s'ébranlèrent ensuite pour attaquer les retranchements et les emportèrent. Pendant ce mouvement, les Mameluks, décrivant un arc de cercle, vinrent égorger les blessés sur les derrières, mais on les chassa bientôt de ce champ de carnage et les soldats furieux en massacrèrent un nombre considérable. Jamais plus de morts n'avaient jonché le champ de bataille.

Nous étions vainqueurs, mais la perte avait été considérable ; quatre cents tués, blessés ou prisonniers : c'était un sur neuf. Les Mameluks perdirent cinq cents hommes d'élite, les Arabes en perdirent autant.

Desaix s'arrêta au village de Sédiman et prit une partie des bagages de l'ennemi. Le lendemain, il rétrograda sur le Faïoum. Peu de jours après, les habitants de cette province se soumirent, et le général

passa tout le mois d'octobre à organiser cette province.

Bonaparte, en apprenant le succès remporté par Desaix, lui écrivit une lettre qui se trouve reproduite dans sa correspondance, et dans laquelle il lui dit :

« J'ai lu, citoyen général, votre lettre et le détail de l'affaire brillante que vous avez engagée, avec le plus grand intérêt. J'attends à chaque moment de vos nouvelles pour connaître le parti définitif que les Mameluks ont pris... »

Et quelque temps après il lui écrivait encore :

« Défaites-vous le plus promptement possible de ces vilains Mameluks. »

Sur la fin d'octobre, on apprit la déclaration de guerre de la Porte à la France. Mourad-Bey en profita pour soulever de nouveau le Faïoum. Desaix marcha contre les insurgés. Mourad-Bey évitait toute rencontre, il gagna d'abord Siout; les Français le poursuivirent et arrivèrent le 20 décembre à Minieh.

Le 24, Desaix fit son entrée à Siout; le 29, dans Girgéh, capital du Saïd.

Mourad-Bey fuyait toujours, mais était parvenu à rassembler un grand nombre de troupes et à correspondre avec les Anglais qui lui faisaient passer des secours; il renouvela bientôt ses tentatives. Desaix, ne lui laissant ni trêve ni repos, le contraignit à prendre la fuite, le harcela constamment dans sa retraite. Il avait terminé sa course triomphale à l'île de Philé et redescendait vers Emeh.

Mourad revint encore avec de nouvelles forces,

mais nos soldats recommencèrent à le poursuivre et, après plusieurs combats heureux, ils achevèrent la conquête de la haute Égypte par la prise du fort de Kosseir. Desaix se retrouva maître du pays jusqu'aux cataractes.

Desaix, écrivant au général Matthieu Dumas, a résumé, en quelque sorte, sa campagne dans la haute Égypte :

« Je ne suis pas surpris que vous n'ayez pas tout ce qu'il vous faut pour comprendre notre pénible campagne de la haute Égypte. Les opérations du Delta et de la Syrie étaient dans l'ordre ordinaire : dans l'autre partie, elle ne ressemblait à rien de ce qui est connu. Ce n'était pas une guerre, c'était une chasse difficile, consistant à forcer avec la seule infanterie une cavalerie intrépide, ne combattant jamais qu'à sa fantaisie, ne pouvant qu'être surprise, mais jamais forcée de combattre. Recrutée à tout instant par ses nombreux partisans et par quelques-unes des tribus arabes, que déterminaient l'appât du butin et la facilité d'échapper au danger, cachée dans d'immenses déserts ou des fontaines et quelques pâturages lui permettaient de subsister à couvert de l'ennemi, il était presque impossible d'obtenir des succès décisifs. Ce n'est que par des marches continuelles, une grande activité, ce n'est qu'en créant des compagnies de dromadaires, que nous avons pu parvenir à détruire un ennemi toujours étonnant par sa constance. Souvent surpris, battu et rejeté hors du territoire de l'Égypte, l'horrible faim le ramenait aussitôt, trente ou quarante lieues au-dessous du

point où on l'attendait. Jamais une poursuite n'a été moindre de cinq cents lieues (*sic*), et nous en avons fait plus d'une. Cent fois, pendant la nuit, nous avons surpris Mourad-Bey et lui avons enlevé armes, chevaux et équipages; chaque fois, perdu dans l'immensité des déserts, il s'est réorganisé: il avait encore cent cavaliers des quatre mille Mameluks qui composaient sa troupe particulière à la bataille de Samhoud. Le récit de notre campagne ne serait que celui de notre excessive patience, de nos souffrances, mais non de nos combinaisons. »

Supprimez les derniers mots de cette lettre, que la modestie exagérée du général a pu seule dicter, tout est vrai dans ce récit.

Il s'occupa, la conquête assurée, de régulariser l'administration des contrées qu'il avait conquises. Il rétablit les anciennes relations commerciales et en fit naître de nouvelles. Son amour de la justice, sa clémence, la loyauté et la générosité de son caractère lui valurent le titre de *Sultan juste*, qui lui fut décerné par les Arabes. Il a toujours gardé de son séjour en Égypte une impression fort vive:

« J'ai vu bien des pays, écrivait-il à un ami, j'ai vu tous les endroits célèbres par les religions, la fable et l'histoire, l'Égypte, la Syrie, la Grèce, la Sicile et Rome. Que de monuments, que de ruines! J'ai acheté ce plaisir par des peines excessives, des fatigues prodigieuses, des inquiétudes sans nombre; mais j'ai revu la patrie, et tout s'est effacé! Les jouissances restent, elles sont délicieuses. »

Tandis que Desaix pacifiait la haute Égypte, c'est-

à-dire pendant l'hiver de 1798 à 1799, Bonaparte avait appris la déclaration de guerre de la Turquie et l'arrivée prochaine de deux armées ottomanes. Il avait fait son expédition de Syrie, commencé le siége de Saint-Jean-d'Acre et remporté la victoire du Mont-Thabor. Puis il avait dû lever le siége entrepris et revenir au Caire. Mais l'une des deux armées ennemies était détruite.

Bientôt après, la victoire d'Aboukir, 24 juillet 1799, dispersa la seconde armée annoncée et, dès lors, l'Égypte fut délivrée.

C'est à ce moment que Bonaparte apprit nos désastres d'Europe. Il résolut de partir et partit en effet le 22 août 1799, laissant à Kléber le commandement en chef.

Le départ de Bonaparte fut précipité; il lui fut impossible de revoir et d'emmener Desaix, que de nouvelles attaques de Mourad avaient retenu dans le Sayd. Il lui envoya un poignard enrichi de diamants que portait Mehemed-Pacha, fait prisonnier à la bataille d'Aboukir; sur un côté de la lame était écrit : *Bonaparte à Desaix, vainqueur de la haute Égypte;* et de l'autre : *Thèbes aux Cent-Portes. Sésostris-le-Grand.* Il y joignit une lettre dans laquelle il lui écrivait (14 août 1799), en parlant de la conquête : « Elle est due à vos bonnes dispositions et à votre constance dans les fatigues; recevez, je vous prie, cette arme comme une preuve de mon estime et de la bonne amitié que je vous ai vouée. »

Dans une autre lettre, en expliquant les motifs de son départ, il témoignait à Desaix le désir de le voir

« revenir en France où son dévouement et ses lumières lui seraient nécessaires. » En même temps, le général Bonaparte écrivait à Kléber : « L'intention du gouvernement est que le général Desaix parte pour l'Europe dans le courant de novembre, à moins d'événements majeurs. »

Napoléon avait en effet pour Desaix la plus haute estime.

« Le général Desaix, écrivait-il à Sainte-Hélène, était l'officier le plus capable de commander l'armée d'Orient ; mais il était plus utile en France. Kléber tenait le second rang, Régnier le troisième ; Napoléon pensa un moment à les emmener tous trois en France, en laissant le commandement au général Lanusse... et ailleurs il ajoute : Desaix était l'officier le plus distingué de l'armée, actif, éclairé, aimant la gloire pour elle-même, capable de combiner une opération et de la conduire dans les détails d'exécution. Il pouvait commander une armée comme une avant-garde. La nature lui avait assigné un rôle distingué, soit dans la guerre, soit dans l'état civil. Il eût su gouverner une province aussi bien que la conquérir et la défendre. »

Au mois de septembre, Kléber rappela Desaix au Caire ; il voulait se servir de lui dans les négociations qu'il allait tenter. Desaix laissa deux colonnes mobiles à la poursuite de Mourad-Bey, auquel il avait offert la paix à la condition de devenir le vassal de la France.

Nous avons raconté ailleurs (biographie de Kléber), les détails de ces négociations. Nous n'y reviendrons ici que pour faire ressortir la part qui appartient à Desaix dans toute cette affaire.

Au départ de Bonaparte, un grand étonnement d'abord, puis un grand découragement, s'était emparé des officiers et des soldats. Tous songeaient au retour. Kléber, mécontent d'avoir été abandonné, trompé par les rapports mensongers de l'intendance, et croyant, par suite, la situation tout à fait désespérée, avait fait des ouvertures au grand vizir.

Sur ces entrefaites, les Turcs, convoyés par l'amiral anglais sir Sidney Smith, avaient tenté un débarquement devant Damiette, le 1er novembre 1799. A cette nouvelle, Kléber avait envoyé Desaix avec trois mille hommes pour repousser cette nouvelle attaque; mais, en arrivant, celui-ci trouva le général Verdier victorieux et les janissaires en déroute.

Les négociations continuèrent.

Kléber désigna Desaix et l'administrateur Poussielgue pour entrer en pourparlers avec les Turcs. Ce dernier était l'avocat de l'évacuation. Desaix soutenait l'opinion contraire. Il aimait ce pays où il avait tant lutté, il en connaissait les ressources, il croyait à l'avenir de la conquête, à la colonisation possible et surtout à l'importance politique de l'occupation et aux immenses débouchés que la France devait trouver là pour son commerce et son industrie. Il appréciait le tort immense que notre présence devait faire aux Anglais. Aussi avait-il fait les plus grands efforts pour résister au torrent, pour raffermir le

cœur de ses compagnons d'armes et il ne s'était chargé de prendre part à la négociation que dans l'espoir de la faire traîner en longueur, de gagner du temps et de permettre à la mère patrie d'envoyer des secours ou tout au moins des ordres.

Kléber avait fait faire des ouvertures au vizir. Sir Sidney Smith avait engagé de son côté les Turcs à écouter les propositions qui leur étaient faites. Le général français voulait que les Anglais intervinssent au traité pour garantir à l'armée la libre circulation sur mer. Sidney, qui se donnait comme agent diplomatique et qui ne l'était plus depuis la nomination de lord Elgin comme ambassadeur à Constantinople, Sidney promit tout ce qu'on demandait et les négociations furent ouvertes.

Desaix et Poussielgue se rendirent sur *le Tigre*, vaisseau de l'amiral anglais, le 22 décembre 1799. Ils y furent admirablement accueillis par le chef de l'escadre, qui fit tout ce qu'il put pour amener Desaix à l'idée d'évacuer l'Égypte. Celui-ci s'en défendit avec chaleur et fit valoir les conditions que son chef l'avait chargé de demander. Ces conditions étaient inacceptables et n'en convenaient que mieux au jeune général, qui ne demandait qu'à gagner du temps. Leur exagération, en effet, rendait tout accord impossible.

Kléber demandait que l'armée, se retirant avec les honneurs de la guerre, avec armes et bagages, pût descendre sur tel point du continent qu'il lui plairait de choisir, afin d'apporter à la république française le secours de ses armes, là où ce secours pourrait lui être le plus utile. Il demandait que la Porte nous

restituât en même temps les Iles vénitiennes, devenues propriété française par le traité de Campo-Formio. Il exigeait enfin que le traité fait par les Turcs avec la Russie et l'Angleterre fût annulé.

Tandis que l'on discutait sur ces bases inacceptables, l'armée turque s'avançait toujours. Le fort d'El-Arisch, l'une des clefs de l'Égypte, fut pris par trahison. A ce moment, les pourparlers étaient interrompus parce qu'on était convenu de les continuer dans le camp même du grand vizir. Sidney Smith profita de l'absence des plénipotentiaires pour envoyer immédiatement des explications à Kléber sur l'affaire d'El-Arisch. Quand Desaix arriva et qu'il apprit ce qui s'était passé, il voulut rompre les négociations, mais les explications transmises déjà l'obligèrent de patienter.

Les Turcs, de leur côté, voulaient que l'armée se rendît prisonnière. Cette fois encore et sur cette prétention, Desaix voulut arrêter les pourparlers et se retirer. Cette fière contenance fit réfléchir l'ennemi. Il devint plus accommodant et l'on s'arrêta aux conditions suivantes : L'armée devait se retirer avec les honneurs de la guerre, et des saufs-conduits. Mais par contre, elle devait quitter l'Égypte et rendre les places qu'elle avait conquises.

Le projet de convention était arrêté ; il ne restait plus qu'à le signer. Mais Desaix ne pouvait se résoudre à couvrir de son nom cette transaction, qu'il regardait comme honteuse et impolitique. Il envoya son aide de camp au quartier général de Salahieh pour communiquer le traité à Kléber et lui déclarer

qu'il ne le signerait qu'après avoir reçu de sa part un ordre formel.

Kléber assembla un conseil de guerre. Davout seul résista et opina contre le traité, mais il signa le procès-verbal qui, à l'unanimité approuvait la convention. Puis il prit à part l'aide de camp de Desaix, et lui dit que si celui-ci voulait rompre la négociation, il trouverait de l'appui dans l'armée. Desaix, apprenant ce que Davout avait dit en lisant son nom au bas de la déclaration, s'écria :

« A qui voulez-vous que je me fie, lorsque celui même qui désapprouve la convention n'ose pas conformer sa signature à son opinion ? On veut que je désobéisse et on n'ose pas soutenir jusqu'au bout l'avis qu'on a ouvert. »

Desaix signa le 28 janvier.

Plus tard, il s'en excusa auprès de Bonaparte, et lui écrivit même d'Égypte pour se justifier de la part qu'il avait prise à cette capitulation. Le jour même de la bataille de Marengo, revenant sur ce fait, il lui dit :

« Le général en chef ne voulait plus demeurer en Égypte. Or le général en chef, à cette distance, n'est plus un seul homme dans l'armée ; il en est plus de la moitié. Je n'avais plus qu'à obéir, je l'ai fait. »

La chose faite, on commença à en sentir la gravité. Desaix revenu au camp, s'en exprimait avec douleur et ne dissimulait pas son profond chagrin d'avoir été choisi pour une pareille mission.

C'est à ce moment que le gouvernement anglais démasqua ses batteries et exigea que l'armée se ren-

dît prisonnière de guerre, alors qu'elle avait déjà remis la plus grande partie des places qui faisaient sa sûreté. Kléber se montra ce qu'il était, le lion au réveil terrible. Il sortit de sa torpeur, rougit de ses hésitations. « On ne répond, dit-il à ses soldats, à de telles insolences que par des victoires; préparez-vous à combattre. » Il combattit en effet et sa réponse fut une victoire éclatante, une des plus belles inscrites dans les fastes de la France : Héliopolis.

Desaix était parti pour l'Europe le 3 mars 1800. « Il s'était embarqué, dit M. de Barante, pour revenir en France, où il était d'autant plus empressé d'arriver qu'il venait d'apprendre le 18 brumaire et l'avénement du général Bonaparte au consulat. Il était monté avec Rapp et Savary, ses aides de camp et sa suite sur un bâtiment ragusain, frêté au nom d'une maison de commerce du Havre. Le capitaine anglais du *Thésée*, lui avait donné un sauf-conduit promis par Sidney Smith. Sa traversée fut difficile. Les vents étaient contraires, la mer mauvaise, et il fallait éviter les croisières napolitaines. On relâcha d'abord à Coron où le gouverneur turc accueillit avec hospitalité le général Desaix, qui avait aussi un sauf-conduit du grand vizir. Puis, forcé par la tempête de se réfugier à la côte de Sicile près d'Agrigente, il courut un danger plus menaçant que la tempête. Une population sauvage et fanatisée contre le nom français se précipita au rivage. Les passagers auraient été massacrés s'ils étaient descendus à terre; on tirait déjà des coups de fusil sur le navire.

« Devant les îles d'Hyères, au moment de toucher

la terre de France (le 31 mars 1800), une brume épaisse cache la vue d'une frégate anglaise ; le commissaire anglais qui, pour plus de précaution avait été donné comme escorte à Desaix, représenta vainement que le sauf-conduit avait été donné par l'ordre du commodore Sidney Smith, le capitaine de la frégate répondit que l'amiral Keith avait seul le pouvoir pour donner des passeports ; aucune réclamation, aucune allégation du droit des gens ne furent écoutées. Desaix demanda à être conduit à Livourne, où se trouvait l'amiral Keith. Il ne fut pas seulement admis à le voir. La réponse fut dure et discourtoise. Le général Desaix fut jeté pêle-mêle avec des soldats prisonniers de guerre, qui étaient entassés dans une prison. L'amiral, en raillerie de l'égalité française, lui fit dire que comme eux il aurait vingt sous par jour.— « J'ai traité, répondit-il, avec les Mamelouks, avec les Arabes du grand désert, avec les noirs du Darfour ; ils respectent la parole donnée et n'insultent pas leurs prisonniers. Je suis avec mes soldats et ne me plains de rien que du manque de foi. »

Enfin l'amiral Keith fit savoir que Sa Majesté britannique, à la considération de l'empereur de Russie et du Grand Seigneur, ses alliés, consentait à laisser exécuter les conditions du traité d'El-Arisch.

A ce moment Desaix fut échangé ; sa captivité avait duré trente jours, et pendant tout ce temps l'amiral Keith se conduisit à son égard non comme un soldat, mais comme un porte-clefs. Le 3 mai, Desaix débarqua à Toulon, d'où il écrivit au premier consul ces lignes qui le peignent tout entier.

« Ordonnez-moi de vous rejoindre, général ou soldat, peu m'importe, pourvu que je combatte à côté de vous. Un jour sans servir la patrie est un jour retranché de ma vie. »

Et, quelques jours après, il partit pour l'armée d'Italie sans avoir même pris le temps d'embrasser sa famille.

Le général Bonaparte avait trompé pendant trois mois la vigilance des Autrichiens. Il avait créé sous leurs yeux, et pourtant à leur insu, une armée formidable. Il avait traversé les hautes Alpes sans route frayée, et s'était montré tout à coup au milieu même de l'Italie stupéfaite. Profitant de la situation, il avait ensuite enveloppé son ennemi et lui avait livré une bataille décisive, qu'il perdit d'abord, mais qui fut regagnée le même jour et nous resta comme un triomphe de plus à ajouter à tant d'autres.

Nous ne raconterons pas en détail les préliminaires de cette journée où Desaix s'immortalisa. Nous dirons simplement que Bonaparte, au moment où l'on s'y attendait le moins, avait franchi le Saint-Bernard et paru sur les derrières de l'armée ennemie.

M. de Mélas, commandant de l'armée autrichienne, surpris ainsi à l'improviste, cherchait un passage pour opérer sa retraite.

Lannes, avec l'avant-garde de l'armée, venait de battre l'ennemi à Montebello.

Tout annonçait une action décisive.

Desaix accourut pour prendre sa part de gloire dans la grande lutte qui allait s'engager. Il devait y ga-

gner une double immortalité en perdant la vie et en décidant de la victoire.

Il avait écrit lettre sur lettre au Premier consul pour lui demander de servir dans l'armée d'Italie. Deux ou trois passages pris presque au hasard dans cette correspondance achèvent de peindre l'homme antique et vraiment grand qui, après une vie tout entière de gloire et de dévouement, allait la couronner dignement en s'ensevelissant lui-même dans un dernier triomphe.

A la veille de partir d'Égypte, il avait écrit à Bonaparte :

« Je suis toujours prêt à faire tout ce qui pourra vous convenir davantage. Bien servir mon pays et rester le moins possible sans rien faire, est tout ce que je désire... »

Et, quelques mois plus tard, à peine débarqué, il lui écrivait encore du lazaret de Toulon :

« Je vous prierai de me laisser le moins de temps possible sans rien faire ; je ne veux pas de repos, travailler à augmenter la gloire de la république est tout mon désir... Quelque grade que vous me donniez, je serai content. Vous savez que je ne tiens pas à avoir les premiers commandements, que je ne le désire pas; je serai avec le même plaisir volontaire ou général. Seulement je vous avouerai que, dans ce moment-ci, un peu fatigué, je ne voudrais pas entrer en campagne dans une armée hors d'état d'agir; mais, du reste, tout ce que vous voudrez me conviendra. Je désire bien connaître ma destination de suite, afin de pouvoir faire préparer tout ce qu'il me faut et de ne pas

perdre un instant pour entrer en campagne. Un jour qui n'est pas bien employé est un jour perdu. »

« Dans la journée du 11 (juin 1800), dit Napoléon dans ses Mémoires, Desaix, qui revenait d'Egypte et qui avait fait la quarantaine à Toulon, arriva au quartier général de Montebello avec ses aides de camp, Rapp et Savary. La nuit entière se passa en longues conférences entre le Premier consul et Desaix sur tout ce qui s'était passé en Egypte depuis que le Premier consul en était parti; sur les détails de la campagne de la haute Egypte, sur les négociations d'El-Arisch et la composition de la grande armée turque du grand vizir; enfin sur la bataille d'Héliopolis et la situation actuelle de l'armée française. Comment, dit le Premier consul, avez-vous pu, vous, Desaix, attacher votre nom à la capitulation d'El-Arisch? — Je l'ai fait, répondit Desaix; je le ferais encore, parce que le général en chef ne voulait plus rester en Egypte; et que, dans une armée éloignée et hors de l'influence du gouvernement, les dispositions du général en chef équivalent à celles des cinq sixièmes de l'armée. J'ai toujours eu le plus grand mépris pour l'armée du grand vizir, que j'ai observée de près. J'ai écrit à Kléber que je me faisais fort de la repousser avec ma seule division. Si vous m'aviez laissé le commandement de l'armée d'Egypte et que vous eussiez emmené Kléber, je vous aurais conservé cette belle province et vous n'eussiez jamais entendu parler de capitulation; mais enfin les choses ont bien tourné, et Kléber, à Héliopolis, a réparé les fautes qu'il avait faites depuis six mois. »

M. Thiers a raconté les détails de cette grande journée de Marengo, à laquelle Desaix eut une part si glorieuse.

Le 11 juin 1800, dit-il, on vit arriver au quartier général de Ceriola, l'un des officiers les plus distingués de cette époque, Desaix, qui égalait peut-être Moreau, Masséna, Kléber, Lannes, en talents militaires, mais qui, par les rares perfections de son caractère, les effaçait tous. Il quittait l'Egypte, où Kléber venait de commettre des fautes politiques que Desaix avait voulu en vain prévenir et dont il avait fui en Europe le pénible spectacle. Ces fautes, au surplus, avaient été glorieusement réparées depuis.

Desaix, arrêté près des côtes de France, s'était vu traité par les Anglais d'une manière odieuse. Il arrivait indigné et demandait à se venger les armes à la main. Il aimait le Premier consul avec une sorte de passion, et le Premier consul, touché de l'affection d'un si noble cœur, lui rendait la plus vive amitié qu'il ait ressentie de sa vie. Ils passèrent toute une nuit ensemble à se raconter les événements d'Egypte et de France, et le Premier consul lui donna sur-le-champ le commandement des deux divisions Mounier et Boudet réunies.

Le 13 au matin, l'armée s'était avancée dans l'immense plaine entre la Scrivia et la Bormida, laquelle ne s'appelle plus aujourd'hui que la plaine de Marengo.

Le 14 juin, la bataille engagée dès le matin, semblait perdue sur les dix heures, quand le Premier consul accourut. Il envoya l'ordre à Desaix de marcher en toute hâte à l'ennemi.

L'arrivée de la garde consulaire et des renforts amenés par Bonaparte maintient le combat, mais bientôt nos troupes reculent encore, la garde ellemême recule. Partout la plaine offre un vaste champ de carnage, où le feu des explosions s'ajoute à celui de l'artillerie, car Lannes fait sauter les caissons qu'il ne peut plus ramener.

La moitié du jour est écoulée; M. de Mélas croit enfin tenir la victoire. Ce vieillard, qui par le courage au moins, se montre digne de son adversaire dans cette journée mémorable, rentre dans Alexandrie, exténué de fatigue. Il laise le commandement à son chef d'état-major, M. Zach, et expédie à toute l'Europe des courriers pour annoncer sa victoire et la défaite du général Bonaparte. Zach forme l'armée autrichienne et marche sur San-Giuliano. Il est trois heures. La bataille peut être considérée comme perdue par les Français. Desaix cependant reste encore avec la division Boudet tout entière : arrivera-t-il à temps?

La veille, on ne savait pas où l'on rencontrerait l'ennemi; l'armée avait été disséminée et Desaix envoyé sur la route de Gênes. Quand Bonaparte sut au juste la position des Autrichiens, il rallia ce qu'il put de l'armée et livra bataille. Ses aides de camp avaient couru depuis le matin après Desaix; mais, longtemps avant d'être rejoint par eux, celui-ci, au premier coup de canon tiré dans la plaine de Marengo, s'était arrêté sur place. En entendant ce canon lointain, il en avait conclu que l'ennemi, qu'on l'envoyait chercher sur la route de Gênes, était à Marengo même.

Il avait aussitôt dépêcher Savary avec quelques centaines de chevaux sur Novi, pour voir ce qui s'y passait, et avec sa division s'était mis à attendre, ecoutant toujours le canon des Autrichiens et des Français, qui ne cessait de retentir dans la direction de la Bormida. Savary n'ayant rencontré personne dans la direction de Novi, Desaix s'était confirmé dans son heureuse conjecture, et sans plus différer, sans attendre des ordres qui pouvaient arriver trop tard, prenant tout sur lui, il avait marché sur Marengo, se faisant précéder par plusieurs aides de camp pour annoncer son arrivée au Premier consul. Il avait cheminé toute la journée, et à trois heures en effet, les têtes de colonne commençaient à se montrer à l'entrée de la plaine, aux environs de San-Giuliano. Lui-même, les devançant au galop, accourait auprès de la personne du Premier consul. Heureuse inspiration d'un lieutenant aussi intelligent que dévoué! heureuse fortune de la jeunesse! Si quinze ans plus tard, le Premier consul, aujourd'hui si bien secondé par ses généraux, avait trouvé un Desaix sur le champ de bataille de Waterloo, il eût conservé l'empire, et la France aurait gardé sa position dominatrice parmi les puissances de l'Europe.

Enfin Desaix est arrivé ; sa présence va changer la face des choses. On l'entoure, on lui raconte la journée. Les généraux se forment en cercle autour de lui et du Premier consul ; ils discutent vivement sur cette grave situation. La plupart sont d'avis de la retraite. Le Premier consul n'est pas de cette opinion. Il presse Desaix de dire la sienne. Desaix promène ses

regards sur ce champ de bataille dévasté, puis, tirant sa montre et regardant l'heure, il répond au général Bonaparte ces simples et nobles paroles :

« Oui, la bataille est perdue, mais il n'est que trois heures; il reste encore le temps d'en gagner une autre. »

Le général Bonaparte, charmé de l'avis de Desaix, se dispose à profiter des ressources que ce général amène et des avantages que lui assure la situation prise le matin; il est en effet dans la plaine à droite, tandis que l'ennemi est à gauche, en colonnes de marche sur la grande route, s'avançant sur San-Giuliano. Desaix, arrivant par ce village avec six mille hommes de troupes fraîches, et donnant de front sur les Autrichiens, peut les arrêter court pendant que le gros de l'armée ralliée se jettera dans leur flanc. Les dispositions sont faites en conséquence et sur-le-champ.

Les trois demi-brigades de Desaix sont formées en avant de San-Giuliano un peu à droite de la grande route. Une légère ondulation de terrain les cache à l'ennemi. A leur gauche, le général Victor... à leur droite Lannes, puis la garde consulaire... Kellermann et la cavalerie sont en arrière...

Les Autrichiens cheminaient sur la grande route en ordre de marche. On démasque alors douze pièces de canon; une épaisse mitraille tombe sur la tête de la colonne autrichienne surprise et ne s'attendant pas à une nouvelle résistance, car on croyait les Français décidément en retraite. Elle avait peine à se remettre de cette subite émotion, quand Desaix ébranle

la neuvième légère. « Allez avertir le Premier consul, dit-il à son aide de camp Savary, que je charge et que j'ai besoin d'être appuyé par la cavalerie. » Desaix, à cheval, marche lui-même à la tête de cette demi-brigade. Il franchit avec elle le léger pli de terrain qui le dérobait à la vue des Autrichiens, et se révèle brusquement à eux par une décharge de mousqueterie exécutée à bout portant.

Les Autrichiens répondent et Desaix tombe aussitôt percé d'une balle dans la poitrine.

« Cachez ma mort, dit-il au général Rondet, qui était son général de division, car cela pourrait ébranler les troupes. »

Inutile précaution de ce héros! On l'a vu tomber et ses soldats, comme ceux de Turenne, demandent à grands cris à venger leur chef. La neuvième légère, qui ce jour-là mérita le nom d'*incomparable*, qu'elle a porté jusqu'à la fin de nos guerres, la neuvième légère après avoir vomi ses feux, se range en colonne, et tombe sur la masse profonde des Autrichiens... La lutte s'étend des deux côtés de la grande route. Deux mille grenadiers de Lattermann déposent les armes. Le général Zach lui-même est obligé de remettre son épée... sur toute la ligne les Français ont repris l'offensive; ils marchent en avant, ivres de joie et d'enthousiasme, en voyant la victoire revenir à eux. La surprise, le découragement ont passé du côté des Autrichiens. C'est une déroute épouvantable. Le baron de Mélas qui, deux heures auparavant, avait laissé son armée victorieuse, était accouru au bruit de ce désastre et n'en pouvait croire ses yeux. Il était au désespoir. »

Telle fut cette sanglante bataille de Marengo.

Elle donna la paix à la république et un peu plus plus tard l'empire au Premier consul. Mélas s'était battu afin d'éviter une capitulation, Bonaparte jouait une partie décisive. Les Autrichiens perdirent huit mille hommes et quatre mille prisonniers. C'était près du tiers de leur armée, forte de trente-six à quarante mille hommes. Les Français eurent six mille tués ou blessés et on leur enleva un millier de prisonniers, ce qui représente une perte du quart sur vingt-huit mille soldats présents à la bataille. La plus grande perte était celle de Desaix. La France n'en avait pas fait une plus regrettable depuis dix ans de guerre. Aux yeux du Premier consul, cette perte fut assez grande pour diminuer chez lui la joie de la victoire. Son secrétaire, M. de Bourrienne, accourant pour le féliciter de ce miraculeux triomphe, lui dit : « Quelle belle journée ! — Oui, bien belle, répondit le Premier consul, si ce soir j'avais pu embrasser Desaix sur le champ de bataille. J'allais le faire ajouta-t-il, ministre de la guerre ; je l'aurais fait prince si j'avais pu. »

Jusqu'au dernier moment il avait fait abnégation de lui-même, et même en tombant il n'avait eu qu'une préoccupation : servir la patrie. Nous avons cité d'après M. Thiers ses dernières paroles : « Cachez ma mort, car elle pourrait ébranler les troupes. »

O'Meara raconte qu'ayant un jour demandé au captif de Sainte-Hélène s'il était vrai que Desaix, peu de temps avant sa mort, eût prononcé les paroles suivantes : « Dites au Premier consul que je regrette

de mourir avant d'avoir assez fait pour la postérité. » Napoléon répondit que cela était vrai, et accompagna cette assertion de grands éloges à la mémoire de Desaix.

On rapporte aussi le même mot avec une légère variante : « Allez dire au Premier consul que je meurs avec le regret de ne pas avoir assez fait pour vivre dans la postérité. » Le texte cité par O'Meara, dans sa modestie même, nous paraît plus dans le caractère de Desaix. Enfin, suivant une quatrième version, préoccupé de l'issue de la bataille, il aurait simplement dit ces mots : *N'en dites rien.*

Napoléon, dans ses Mémoires, parlant de la mort de Desaix, a dit : « Ce coup enleva à l'Empereur l'homme qu'il jugeait le plus digne de devenir son lieutenant. »

Le même jour, à la même heure, Kléber tombait au Caire sous le poignard d'un assassin.

Le cadavre de Desaix était gisant auprès de San-Giuliano, au milieu de ce vaste champ de carnage. Son aide de camp Savary, le cherchant au milieu des morts, le reconnut à son abondante chevelure. Il le recueillit avec un soin pieux, l'enveloppa dans le manteau d'un hussard et, le plaçant sur son cheval, le transporta au quartier général de Torre-di-Garofolo.

Savary, que Desaix avait nommé son exécuteur testamentaire, écrivit le 11 juillet 1800, à Mlle Desaix.

« Sa sœur était sa plus tendre amie ; il la vénérait et ne cessait de me répéter qu'il irait en Auvergne exprès pour la marier, qu'il lui donnerait la moitié

de son argent, et que le plus beau jour de sa vie serait celui où il verrait le sort de sa sœur déterminé d'une manière convenable à ses goûts et à sa naissance. La veille même de sa mort, il m'entretenait encore de ce projet et me répétait : Rappelez-vous bien ce que je vous ai dit en Égypte, que si je venais à mourir à la guerre, vous feriez deux portions égales de ma fortune : (soixante-seize mille livres), la première serait pour ma sœur, et la seconde pour ma mère. Que rien dans le monde ne vous fasse changer cette disposition ; vous manqueriez à ma mémoire. Il fut pensif toute cette journée, et attendait impatiemment le lendemain... Presque aussitôt que le général Desaix eut expiré, ajoute Savary un peu plus loin, il fut dépouillé selon le barbare usage de la guerre ; il ne lui est resté que sa chemise, lorsqu'il fut emporté, mais elle était tellement pleine de sang, que la putréfaction ne m'a pas permis de la conserver. Je voulus faire brûler son cœur, mais il était tellement déchiré par la balle meurtrière qu'il était corrompu au bout de douze heures. Je n'ai pu que faire couper la chevelure et conserver mon mouchoir tout teint de sang avec lequel on a essayé d'étancher sa blessure. »

Lucien Bonaparte, ministre de l'intérieur, écrivit à la mère du héros, le 26 juin 1800 :

« Madame,

« Nous avons vaincu à Marengo ; cette victoire est le présage de la paix du monde.

« J'ai l'honneur de vous adresser les arrêtés des

consuls de la République. Les voûtes du temple de Mars, à Paris, renfermeront avec orgueil les trophées que la République élève à votre fils... et le sommet du mont Saint-Bernard les montrera tout à la fois à la France victorieuse et à l'Italie délivrée.

« Je m'empresserai, Madame, de vous adresser la première médaille en l'honneur de Desaix ; en la posant sous la base du 14 juillet, la mère du héros sera associée à notre hommage.

« Recevez, Madame, l'assurance et le témoignage des sentiments qui remplissent nos âmes.

« Un siècle borne toujours la vie d'un homme, mais la gloire d'un homme peut dévorer des siècles.

« Le ministre de l'intérieur,

« Signé : LUCIEN BONAPARTE. »

P. S. Daignez recevoir la première marque de la sollicitude du gouvernement dans le secours que je suis chargé de vous transmettre et en son nom et au nom de la République.

L. B.

Un mois après, un arrêté des consuls lui attribuait une pension de trois mille livres.

Le Premier consul décida que le corps de Desaix serait embaumé :

« Je me rappellerai toute ma vie, dit Joseph Petit, grenadier à cheval de la garde consulaire, les impressions si pénibles que fit dans mon âme, lorsque je fus le lendemain de la bataille au quartier général, le spectacle de la voiture qui portait le corps de ce

général enveloppé d'un drap et couvert de son manteau. On le conduisit à Milan. J'avais beau me le figurer, comme quelques heures auparavant, commandant l'incomparable neuvième demi-brigade qui fit de si belles manœuvres sous le feu le plus terrible et dans les dangers les plus imminents, mes yeux mouillés de larmes étaient toujours ramenés sur un corps sanglant et inanimé. »

M. Thiers, faisant la part de chacun dans cette glorieuse journée, dit que quelques détracteurs ont voulu attribuer au général Kellermann le gain de la bataille de Marengo. « Pourquoi, ajoute-t-il, s'il faut dépouiller de cette gloire le général Bonaparte, ne pas l'attribuer à cette noble victime de la plus heureuse inspiration, à ce Desaix, qui, devinant avant de les avoir reçus, les ordres de son chef, vint lui apporter la victoire et sa vie. »

On ne peut mieux dire et nous aurions voulu finir sur ce mot, si nous n'avions cru devoir consacrer quelques lignes encore aux appréciations unanimes des contemporains sur le grand homme de guerre qui périt si malheureusement à trente-deux ans.

Le général Bonaparte paya la mort de Desaix des plus nobles regrets. Nous avons déjà cité la réponse qu'il fit à Bourrienne. Il ordonna des honneurs magnifiques pour l'homme qui venait de rendre à la France un si grand service. Il fit transporter sa dépouille au couvent du Grand Saint-Bernard. Un monument devait éterniser sa mémoire et les noms de tous les corps qui avaient combattu à Marengo.

« A tant de vertu et d'héroïsme, avait dit Bona-

parte, je veux décerner un hommage tel qu'aucun homme ne l'a reçu. Le tombeau de Desaix aura les Alpes pour piédestal, et pour gardiens les religieux du Saint-Bernard. »

Il signala, dans ses bulletins, la mort de Desaix comme une perte irréparable ; il adopta Rapp et Savary comme aides de camp.

Le Tribunat adressa aux consuls, le 22 juin 1800, un message conçu en ces termes : « L'armée s'est couverte d'une gloire nouvelle ; mais elle a perdu un de ses héros. La mort de Desaix est un deuil public, au sein des plus éclatants triomphes. »

L'Assemblée nationale, de son côté, décida, sur la proposition de Jean Debry, que, dans la séance du 5 juillet 1800, elle porterait le deuil de Desaix et des braves morts aux champs de Marengo. Au jour indiqué, les membres du Corps législatif, vêtus de deuil, se réunirent dans la salle tendue de noir, et sur l'un des murs de laquelle on avait mis l'inscription suivante :

AUX MANES DE DESAIX
AUX BRAVES MORTS AUX CHAMPS DE MARENGO.

Un sarcophage avait été placé dans l'enceinte, et le président prononça le panégyrique du grand capitaine.

« La nouvelle de cette mort prématurée, dit M. Martha Becker, avait causé en France une sensation profonde. Une souscription générale s'ouvrit sous le patronage de MM. La Rochefoucauld, de Pastoret et Delessert ; le produit devait être affecté à l'érection,

à Paris, d'un monument à Desaix, avec un caractère d'utilité publique, sur la place Dauphine, devenue place de Thionville... Clermont voulut aussi posséder les restes précieux de Desaix, Riom éleva un obélisque à sa mémoire..... Strasbourg, Marseille, d'autres cités témoignèrent de leur enthousiasme. Toutes les provinces, les assemblées scientifiques et littéraires s'associèrent à cet élan patriotique; François de Neufchâteau fut l'organe de l'Institut. »

Sa statue colossale en bronze décorait autrefois la place des Victoires à Paris ; mais elle a été renversée comme le monument qui s'élevait en son honneur dans les plaines de Marengo.

Aujourd'hui, il ne subsiste plus que deux monuments qui lui soient consacrés : un cénotaphe sur la route de Strasbourg à Kehl, dans la grande île du Rhin, et la fontaine de la place Dauphine, où l'on voit la France debout couronnant de lauriers le buste du héros.

Le statuaire Pizzy fut chargé de mouler le masque du général Desaix et d'exécuter son buste en marbre, et le peintre Appiani fit son portrait à l'huile.

Desaix, nous l'avons dit déjà, est mort à trente-deux ans. Il avait les traits réguliers, le regard mélancolique et toute sa personne était empreinte d'un charme irrésistible.

M. Martha Becker en a tracé le portrait suivant :

« Desaix avait une taille moyenne, le visage pâle, l'attitude pensive; ses yeux étaient noirs, ses traits prononcés; une longue et épaisse chevelure, signe de la vigueur de son corps, retombait sur ses épaules,

Une certaine timidité se manifestait habituellement dans sa démarche, et ne disparaissait qu'au moment de la bataille ; son regard doux et bienveillant s'animait alors d'un éclat inexprimable, présage certain de la victoire. Tout dans sa personne révélait quelque chose de noble, d'affectueux, de sympathique qui attirait dès l'abord et qui ne laissait jamais prise à l'envie. La représentation lui était importune ; son uniforme de drap bleu entr'ouvert sur la poitrine était d'une simplicité extrême, et son grade se distinguait à peine au léger cordon de laine et d'or qui en bordait les contours. Nul général n'obtint néanmoins de ses soldats une obéissance plus prompte et plus absolue. Sa fermeté leur était connue ; ils le savaient inflexible pour l'accomplissement du devoir, mais ils savaient aussi que sa sollicitude à leur égard n'avait point de bornes. Vivant au milieu d'eux, partageant leurs peines et leurs privations, veillant sur leur bien-être, ne prodiguant point leur sang dans les affaires inutiles, assurant le succès par la sagesse de ses combinaisons, il avait acquis sur leur esprit un ascendant qui ne lui a jamais fait défaut. Intrépide pendant l'action, jusqu'à la témérité, il marchait presque toujours le premier à l'avant-garde et le dernier dans les retraites. L'audace n'excluait pas cependant la prudence dans la conception de ses opérations : le sang-froid et la présence d'esprit ne l'abandonnèrent jamais, et on put lui appliquer ce mot du prince Eugène de Savoie, parlant du maréchal de Boufflers : « Sa présence valait dix mille hommes. »

Dans une autre partie de ses Mémoires, revenant

encore sur la grande figure de Desaix, Napoléon a dit que sa mort était la plus grande perte qu'il ait pu faire ; ajoutant que leur conformité d'éducation et de principes eût fait qu'ils se seraient toujours entendus : Desaix se serait contenté du second rang et fût toujours demeuré fidèle et dévoué. S'il n'eût été tué à Marengo, le Premier consul lui eût donné l'armée d'Allemagne au lieu de la continuer à Moreau.

« Du reste, une circonstance bien extraordinaire dans la destinée de ces deux lieutenants de Bonaparte, c'est que, le même jour et à la même heure où Kléber périssait assassiné au Caire, Desaix tombait à Marengo, d'un coup de canon. »

Cette dernière phrase est extraite des Mémoires de Napoléon, dictés par lui au général Bertrand pendant sa captivité. Le fait qui y est relaté est conforme à la tradition. M. Thiers, dans le récit de la bataille de Marengo, dit que Desaix tomba frappé d'une balle en pleine poitrine. Le fait en lui-même est de peu d'importance.

Enfin dans une autre partie de ses Mémoires, Napoléon dit encore :

« Desaix était l'officier le plus distingué de l'armée ; actif, éclairé, aimant la gloire pour elle-même. Il était d'une petite taille, d'un extérieur peu prévenant, mais capable à la fois de combiner une opération et de la conduire dans les détails de l'exécution. Il pouvait commander une armée comme une avant-garde. La nature lui avait assigné un rôle distingué, soit dans la guerre, soit dans l'état civil. Il eût su gouverner une province aussi bien que la conquérir...

Il était d'un caractère simple, actif, cultivé; son intelligence de la guerre, son application à ses devoirs, son désintéressement, en faisaient un modèle accompli de toutes les vertus guerrières; et tandis que Kléber, indocile, insoumis, ne pouvait supporter aucun commandement, Desaix était obéissant comme s'il n'avait pas su commander. Sous des dehors sauvages il cachait une âme vive et très-susceptible d'exaltation. Quoique élevé à la sévère école de l'armée du Rhin, il s'était enthousiasmé pour les campagnes d'Italie, et avait voulu voir de ses yeux les champs de bataille de Castiglione, d'Arcole et de Rivoli. Il parcourait ces champs, théâtre d'une immortelle gloire, lorsqu'il rencontra, sans le chercher, le général en chef de l'armée d'Italie, et se prit pour lui d'un attachement passionné. Quel plus bel hommage que l'amitié d'un tel homme! Le général Bonaparte en fut vivement touché. Il estimait Kléber pour ses grandes qualités militaires, mais ne plaçait personne ni pour les talents, ni pour le caractère à côté de Desaix. Il l'aimait d'ailleurs : entouré de compagnons d'armes qui ne lui avaient point encore pardonné son élévation tout en affectant pour lui une soumission empressé, il chérissait dans Desaix un dévouement pur, désintéressé, fondé sur une admiration profonde. Toutefois, gardant pour lui seul le secret de ses préférence, feignant d'ignorer les fautes de Kléber, il traita pareillement Kléber et Desaix, et voulut confondre dans les mêmes honneurs deux hommes que la fortune avait confondus dans une même destinée. »

M. Thiers, qu'on ne saurait trop citer quand il s'agit de cette époque glorieuse de notre passé, M. Thiers fait un portrait de Desaix :

« Kléber, a-t-il dit, était le plus bel homme de l'armée. Sa grande taille, sa noble figure, où respirait toute la fierté de son âme, sa bravoure à la fois audacieuse et calme, son intelligence prompte et sûre, en faisaient sur les champs de bataille le plus imposant des capitaines. Son esprit était brillant, original, mais inculte. Il lisait sans cesse, et exclusivement, Plutarque et Quinte-Curce ; il y cherchait l'aliment des grandes âmes, l'histoire des héros de l'antiquité. Il était capricieux, indocile et frondeur. On avait dit de lui qu'il ne voulait ni commander ni obéir, et c'était vrai. Il obéit sous le général Bonaparte, mais en murmurant ; il commanda quelquefois, mais sous le nom d'autrui, sous le général Jourdan, par exemple, prenant par une sorte d'inspiration le commandement au milieu du feu, l'exerçant en homme de guerre supérieur, et, après la victoire, rentrant dans son rôle de lieutenant, qu'il préférait à tout autre. Kléber... était intègre et désintéressé, comme on l'était alors ; car la conquête du monde n'avait pas encore corrompu les caractères.

« Desaix était presque tout le contraire. Simple, timide, même un peu gauche, la figure toujours cachée sous une ample chevelure, il n'avait point l'extérieur militaire. Mais, héroïque au feu, bon avec les soldats, modeste avec ses camarades, généreux avec les vaincus, il était adoré de l'armée et des peuples conquis par nos armes. »

A côté de ce portrait tracé par M. Thiers, nous en placerons un autre.

Napoléon, captif à Sainte-Hélène, a souvent tourné ses regards vers l'Égypte et s'est plus d'une fois souvenu de ses lieutenants d'alors; il a fait un parallèle curieux entre Kléber et Desaix :

« De tous les généraux que j'ai eus sous moi, dit-il dans ses Mémoires, Desaix et Kléber ont été ceux qui avaient le plus de talent. Desaix ne rêvait que la guerre et la gloire : les richesses et les plaisirs n'étaient rien pour lui; il ne leur accordait pas même une seule pensée. C'était un petit homme d'un air sombre, à peu près d'un pouce moins grand que moi, toujours vêtu avec négligence, quelquefois même déchiré, méprisant les jouisances et même les commodités de la vie. Plusieurs fois, lorsqu'il était en Égypte, je lui fis présent d'un équipage de campagne complet, mais il le perdait aussitôt. Enveloppé dans son manteau, Desaix se jetait sur un canon, et dormait aussi à son aise que s'il eût été couché sur l'édredon. La mollesse n'avait pour lui aucun charme. Droit et honnête dans tous ses procédés, les Arabes l'avaient surnommé le *Sultan juste.* »

Et ailleurs il ajoute : « Kléber était le talent de la nature; le talent de Desaix était celui de l'éducation et du travail. Le génie de Kléber ne jaillissait que par moment, quand il était réveillé par l'importance de l'occasion, et il s'endormait au sein de la mollesse et des plaisirs. »

Enfin, il termine en disant : « Le talent de Desaix était de tous les instants; il ne vivait, ne respirait

que l'ambition noble et la véritable gloire; c'était un caractère tout à fait antique. Il aimait la gloire pour elle-même, et la France par-dessus tout. »

Les soldats l'appelaient Épaminondas. Il vécut comme lui, dit Philippe Lebas, et devait mourir comme lui au sein d'une victoire. Passionné pour les beaux-arts et pour l'étude des chefs-d'œuvre de l'antiquité, il veillait souvent dans sa tente au milieu de ses livres.

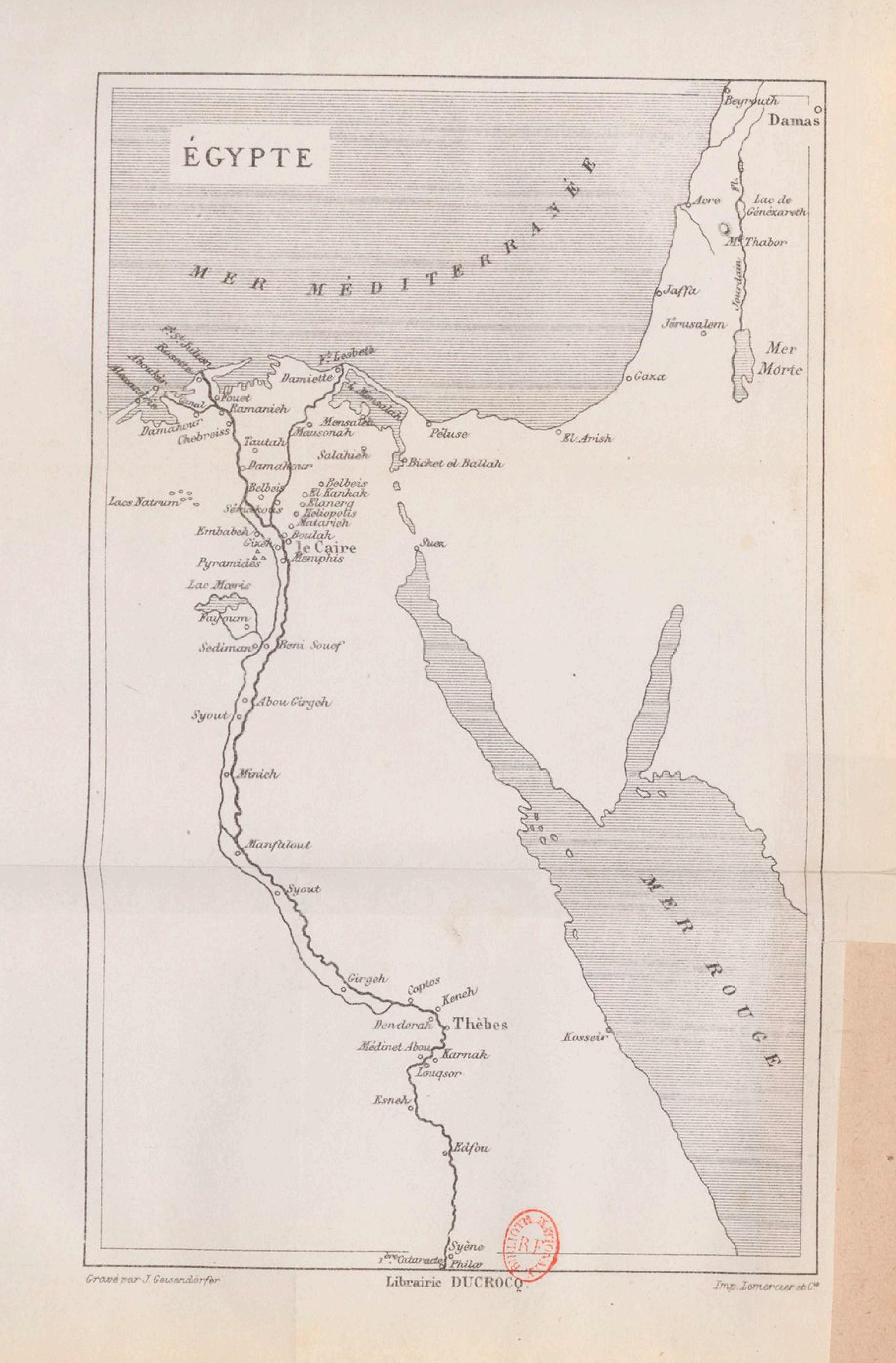
On cite de lui une foule de traits qui montrent une simplicité de goûts, une modestie et un désintéressement égaux à son courage. Un jour, il venait de traverser en conquérant les plus riches contrées de l'Allemagne; cependant il se trouvait sans argent et l'on fut obligé de payer son écot à Neuf-Brisach.

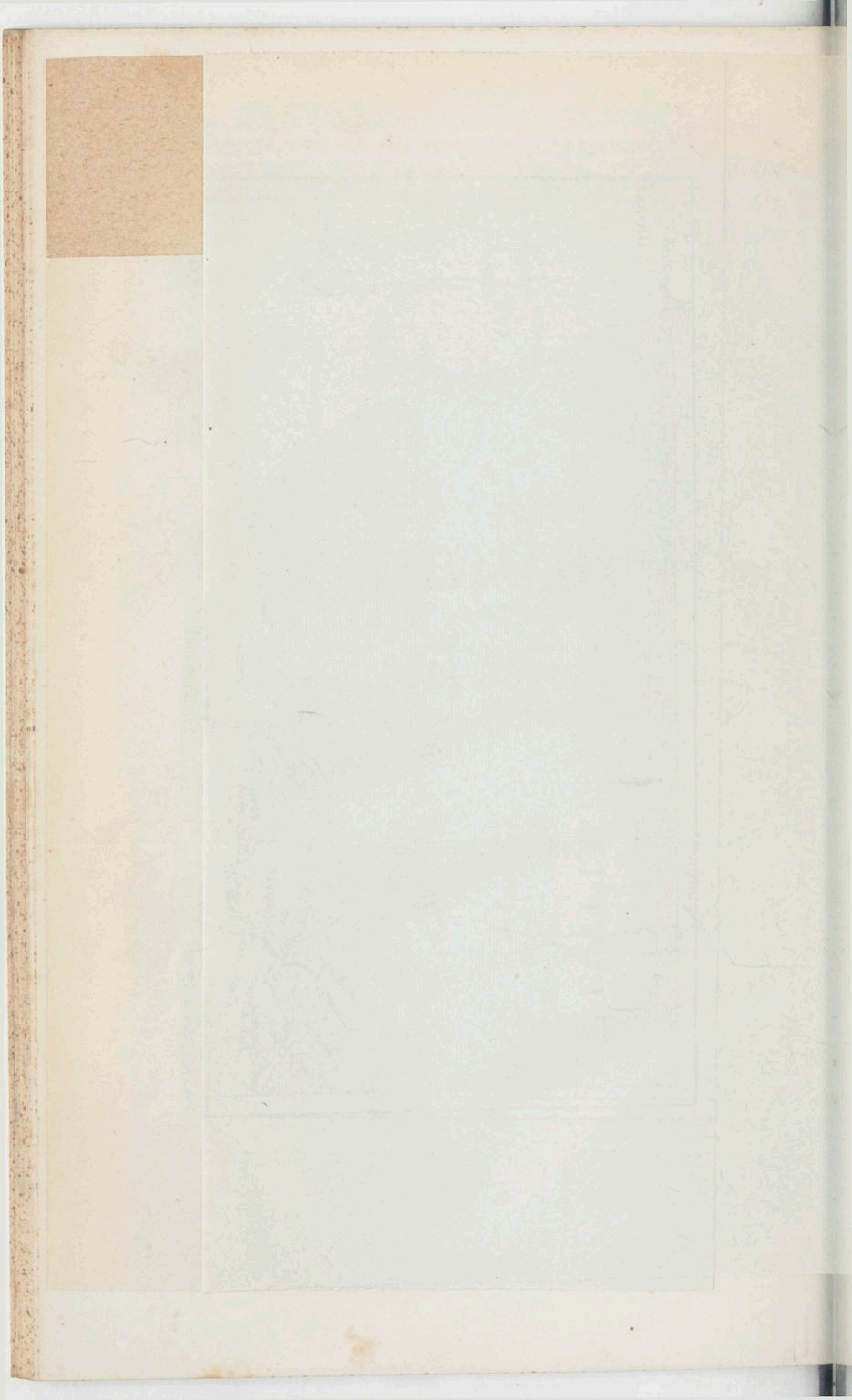
Après avoir signé plusieurs traités avec les princes de l'Empire, il refusa les présents que l'usage semblait lui permettre de recevoir : « Ce qui est permis aux autres, dit-il, ne l'est pas à un général. »

Son courage et son activité n'étaient pas moins grands que son désintéressement. Aussi sut-il inspirer une admiration réelle même à nos ennemis. Un prisonnier autrichien, qui l'avait vu assister à toutes les batailles, disait en parlant de lui : « Votre Desaix n'a donc jamais dormi? » Et un grenadier français s'écriait avec humeur en le voyant toujours le premier au feu : « Si cela continue, je me brûlerai la cervelle; cet homme est toujours devant moi. »

La vie de Desaix peut se résumer en deux mots :

le mot de Bonaparte : *Il aimait la gloire pour elle-même et la France par-dessus tout*, et par le mot de Desaix lui-même : *Un jour sans servir la patrie est un jour retranché de ma vie.*


ÉGYPTE
MER MÉDITERRANÉE
MER ROUGE
Beyrouth
Damas
Acre
Lac de Génézareth
Mt. Thabor
Jourdain
Jaffa
Jérusalem
Mer Morte
Gaza
El Arish
Péluse
Bicket el Ballah
Suez
Damiette
Rosette
Aboukir
Fouet
Ramanieh
Damahour
Chebreiss
Tautah
Mansourah
Salahieh
Belbeis
El Kankak
Heliopolis
Matarieh
Lacs Natrum
Embabeh
Gizeh
Boulak
le Caire
Memphis
Pyramides
Lac Mœris
Fayoum
Sediman
Beni Souef
Abou Girgeh
Syout
Minieh
Manfalout
Girgeh
Coptos
Keneh
Thèbes
Denderah
Médinet Abou
Karnak
Louqsor
Esneh
Edfou
Kosseir
Syène
Philæ
1ère Cataracte
Gravé par J. Geisendörfer
Librairie DUCROCQ.
Imp. Lemercier et Cie



HOCHE

1768-1798

« C'est une chose bien remarquable que le nombre de grands généraux qui ont surgi tout à coup dans la révolution : Pichegru, Kléber, Masséna, Marceau, Desaix, Hoche, etc., et presque tous de simples soldats; mais aussi, là semblent s'être épuisés les efforts de la nature, elle n'a rien produit depuis, je veux dire d'une telle force. C'est qu'à cette époque tout fut donné au concours de trente millions d'hommes, et la nature doit prendre ses droits ; tandis que plus tard on était rentré dans les bornes plus resserrées de l'ordre et de la société.

« Une autre chose non moins remarquable, c'est l'extrême jeunesse de plusieurs de ces généraux qui semblent sortir tout faits des mains de la nature. Leur caractère est à l'avenant... ils tiennent tout à fait de l'antique. »

Ces réflexions, extraites du *Mémorial de Sainte-Hélène*, sont profondément vraies. On s'étonne, en effet, quand on parcourt les pages consacrées à l'his-

toire de la révolution française, du nombre d'hommes qui se sont produits. On est surpris de voir tant d'individus qui, sortis des rangs inférieurs, ont fait de grandes choses et ont inscrit leurs noms à côté des noms les plus illustres des époques antiques, à un âge où, dans des temps plus calmes, ceux-là mêmes qui appartiennent aux classes aisées et qui, par conséquent, devraient arriver plus loin que d'autres ayant plus de moyens d'acquérir et d'apprendre, sont encore des écoliers.

C'est qu'en effet, à aucune époque, pareil concours n'a été ouvert; c'est que jamais, en aucun temps autre que celui-là, en aucun pays autre que le nôtre, toutes les forces vives d'une nation n'ont été sollicitées à la fois et appelées à donner tout ce qu'elles pouvaient produire. C'est la première fois que dans le monde on a vu pareil spectacle. Le résultat a été une sorte d'éblouissement.

Parmi les plus illustres, parmi les mieux doués, on peut citer le général Hoche, dont un orateur a pu dire sans exagération qu'il fut un grand citoyen, un capitaine d'élite, un homme d'État, un homme de guerre, un politique, un administrateur, une grande conscience et un héros.

Si, sorti des derniers rangs de la société, sans instruction première, il est arrivé au premier rang, c'est qu'à des aptitudes naturelles il joignait une volonté ferme, une énergie sans seconde et une persévérance indomptable. Il a fait son éducation lui-même, tout seul. Il est devenu l'un des premiers capitaines de son temps; il a été en même temps admi-

nistrateur et homme d'État, et l'on ne sait qu'admirer le plus en lui du général ou de l'organisateur, du profond politique ou de l'homme d'action. Quant à sa droiture et à son honnêteté, elles restent au-dessus de tout soupçon. Rare exemple donné au monde et qui mérite d'être mis sous les yeux de tous, afin que tous y trouvent un encouragement à bien faire et la preuve que l'on peut toujours, avec de la probité et une volonté ferme, sortir de la condition, si humble qu'elle soit, où le sort vous a primitivement placé.

Lazare Hoche naquit à Montreuil, l'un des faubourgs de Versailles, le 24 juin 1768. Il était fils d'un garde chenil de Louis XV. « J'ai vu, dit M. de Saint-Albin en parlant de son père, j'ai vu ce vieillard ; on croirait que c'est pour le peindre d'une parfaite ressemblance qu'Euripide a dit : *Grossier au dehors, sans nul ornement, mais homme de bien au souverain degré.*

Hoche entra d'abord, à quatorze ans, comme aide palefrenier, dans les écuries du roi, qu'il quitta deux ans plus tard pour s'enrôler. Au bout d'un mois, il passa du dépôt dans la compagnie *Colonelle*, dite des *gibernes blanches.* Il eut à cette époque, le projet de s'engager pour les Indes orientales. C'est à la suite d'une partie de plaisir faites avec des camarades que cette belle idée lui vint. Mais, par suite d'une supercherie, il se trouva engagé dans les gardes françaises. Il était alors âgé de vingt ans, et fut envoyé à Paris où il prit rang dans une des compagnies de grenadiers de la rue de Babylone.

Son éducation première avait été fort négligée, pour ne pas dire plus, son instruction était nulle. S'il ne savait rien, cela ne tenait point à sa paresse ou à son insouciance, mais bien à des causes indépendantes de lui. Sa mère était morte deux ans après sa naissance et il avait été recueilli par sa tante, marchande de légumes, brave et digne femme du reste, mais incapable de rien faire pour le développement de son intelligence. C'est au régiment des gardes françaises, dont il fit partie pendant quatre ans, qu'il commença réellement ses premières études. Dès son entrée au corps, il avait senti son insuffisance et compris qu'il lui manquait bien des choses. Il employa alors tout le temps dont il pouvait disposé à chercher les moyens de s'instruire. En 1786, à la caserne de Babylone, il brodait des gilets qu'il vendait aux habitués d'un café du pont Saint-Michel, ou tirait de l'eau pour les jardiniers de la banlieue. De ce qu'il gagnait pendant la semaine, dit M. Duchastellier, il faisait trois parts à la fin; la première consacrée à payer le remplaçant qui montait la garde; la deuxième à louer des livres, la troisième aux amusements qu'il prenait avec ses camarades.

En 1789, il était encore simple grenadier; au bout de très-peu de temps il devint caporal. Son aide de camp Privat, dit à ce sujet : « Il est nommé caporal et en cette qualité, il passe au dépôt pour l'instruction des recrues. Il est à remarquer que ce grade faillit lui échapper. Quelques officiers du régiment... piqués un jour de la joie que manifestaient les grenadiers sur la fermentation du peuple, s'adressèrent violem-

ment au jeune caporal et lui signifièrent que s'il refusait de nommer les principaux moteurs des cris de joie, il serait envoyé à l'Abbaye et dégradé.

« Vous pouvez m'envoyer où vous voudrez, messieurs, leur répondit Hoche, sans se déconcerter, mais je vous conseille de faire agrandir les cachots, car vous aurez plus d'un rieur à punir. »

Cette même année, 1789, Hoche parvint au grade de sergent. Il était adoré de ses camarades et de ses subordonnés pour lesquels il était excellent et qu'il défendait en toute circonstance.

M. de Saint-Albin raconte que dans une rixe entre bourgeois et militaires, un de ses amis avait été assassiné près de Paris : « Hoche se croirait coupable, dit-il, de dormir avant de l'avoir vengé. Il se porte à la tête de plusieurs de ses camarades, à la maison où la scène s'était passée. Il renverse les meubles, il fait un sac complet. Ce mouvement violent fut puni de trois mois de cachot. Il en sortit dans un état digne de pitié : sans chemise, sans habit, sans bas, pâle, défiguré; il arrive à la caserne; ses camarades le reçoivent avec des transports de joie; tous s'indignent contre la sévérité dont il vient d'être la victime; tous s'écrient qu'ils châtiront celui qui avait rapporté l'affaire. *Ce serait un mal de plus,* dit Hoche, avec une généreuse indifférence, *que voulez-vous, mes amis? Ne vous ai-je pas dit cent fois que l'espèce humaine valait bien peu de chose.*

Le citoyen Privat raconte la même anecdote avec quelques variantes;

« O vous, dit-il dans son style redondant et em-

poulé, ô vous! qui fûtes les témoins de ses vertus familières! vous ne perdrez pas le souvenir de ce jour, où, sorti comme d'un tombeau, Hoche revenait des cachots de l'Abbaye. Un ordre infâme, lancé sur le rapport d'un imbécille (*sic*), l'y retenait depuis trois mois; pâle, défiguré, dénué de tout, il arrive dans la caserne, il est accueilli avec les transports de l'attendrissement; ses nombreux camarades entourent et pressent le prisonnier, qui, plus fier de son innocence que de la liberté qu'on vient de lui rendre, ne fait entendre que ces paroles proférées avec l'accent de l'indifférence et de la générosité: « Que voulez-vous, mes amis? ne vous ai-je pas dit « cent fois que l'espèce humaine ne valait pas un..... « fètu? » Idée philosophique et profonde, ajoute Privat, qui prouve assez ce qu'un grand homme doit redouter et peut attendre dans le cours de sa vie glorieuse et dans l'exercice de son génie. »

Le coup de sabre, dit M. de Saint-Albin, dont il portait la cicatrice entre les yeux, était encore une suite de ce dévouement à l'amitié dont il était animé. Un caporal nommé *Serre*, délateur de profession, opprimait ses camarades et semblait ne devoir trouver personne qui osât lui résister. Hoche se charge lui seul de venger la querelle de tous. Il va se battre près des moulins de Montmartre: c'était le 28 décembre 1788; on était au fort d'un hiver rigoureux, il y avait de la neige jusqu'à la ceinture. Le caporal reçut un coup de sabre qui semblait mortel; il en revint au bout de six semaines, pour émigrer en 1790, après avoir été chassé du régiment. Hoche, étant

resté quinze jours à l'hôpital, reparut avec la belle cicatrice qui relevait encore l'air martial de sa figure.

En 1792, dit encore M. du Chatellier qui rapporte la même anecdote, autre duel. Les fédérés de Marseille étaient à Paris. On jouait *Charles IX*, de Chénier, au théâtre de la rue Richelieu. Troubles au parterre. Hoche commandait la compagnie de garde. Il arrête Legendre, doué d'une force herculéenne, qui renversait tout. Ce Legendre était membre du district, il fut relâché le lendemain et provoqua Hoche. Rendez-vous fut pris; Danton, l'un des témoins de Legendre dit : *Qu'allez-vous faire? Celui de vous deux qui égorgera l'autre croira-t-il qu'il a raison? Il n'aura commis qu'un crime. Je m'en déclare le vengeur. Tous les deux vous avez tort.... Et toi, Hoche, frémis de souiller ton épée du sang de ton frère... Un jour tu la tireras contre les ennemis de ta patrie.* Les deux adversaires s'embrassèrent et se quittèrent amis.

Lors de la dissolution des gardes françaises, à la fin d'août 1789, les compagnies se reformèrent dans les gardes nationales parisiennes, sous le commandement de Lafayette. Hoche entra dans le 104e régiment avec le grade d'adjudant sous-officier. Il venait de rendre un réel service à l'administration en apurant les comptes fort embrouillés et fort mal tenus de l'hôpital militaire des gardes françaises.

C'était alors un beau soldat, d'une allure martiale et de grande mine. Lorsque la population parisienne, dit M. Carnot, vint à Versailles pour amener la famille royale à Paris, Hoche marchait à l'avant-garde et l'on raconte qu'une dame de la reine, aper-

cevant le beau sergent-major, ne put s'empêcher de s'écrier : Voilà un jeune homme fait pour être général.

Hoche, dit M. Carnot, était un ami de la Révolution, mais non pas un ami du désordre. Lafayette déclare l'avoir vu s'opposer courageusement à la foule irritée qui voulait envahir les chambres de la reine.

On a dit qu'il avait assisté à la prise de la Bastille. M. du Chastellier prétend que le fai test inexact. D'après le marquis de Sainte-Fère, ancien officier aux gardes françaises, Hoche se trouvait ce jour-là à la grille de la caserne de la rue Verte, où, aidé des jeunes enfants du 6e bataillon des gardes, il s'efforçait de repousser les insurgés qui voulaient s'emparer de l'artillerie du régiment.

Peu de temps après (1792), il fut un jour remarqué par le ministre de la guerre, Servan, dans une manœuvre aux Champs-Élysées. Huit jours après, il reçut, sans s'y attendre, un brevet de lieutenant au régiment de Rouergue, en garnison à Thionville. Il avait alors huit ans de service.

Un hasard heureux venait de lui ouvrir cette carrière dans laquelle il devait s'illustrer rapidement.

Il partit de Paris le 24 juin 1792 avec son brevet de lieutenant pour rejoindre son corps. La guerre commençait. Il se distingua dès le début et attira par le courage et l'énergie qu'il déploya au siége de Thionville, l'attention du général Leveneur, qui se l'attacha comme aide de camp.

En mars 1793, Hoche fut envoyé à l'armée des

Ardennes. Les Autrichiens faisaient le siége de Maëstricht. Nos troupes devaient tenter de débloquer la place; elles ne purent y réussir et durent au contraire se replier devant l'effort d'un ennemi supérieur en nombre. Le général Leveneur commandait en l'absence de Dumouriez; il le chargea de protéger, dans cette journée désastreuse, l'évacuation des magasins et de l'artillerie sous le feu de l'ennemi. « Hoche exécuta cette opération, dit M. de Bonnechose, avec audace et bonheur. Grâce à lui, tout le matériel fut sauvé et les Autrichiens ne purent s'emparer d'un seul canon. Le général Leveneur donna de grands éloges au jeune capitaine qui avait si vaillamment et si heureusement exécuté ses ordres. »

Dumouriez, en apprenant l'échec subi par son armée devant Maëstricht, revint de Hollande en toute hâte. Il voulait à tout prix reprendre l'offensive, mais il ne fut pas plus heureux que son lieutenant et se fit battre le 18 mars à Neuwied. Là comme toujours, Hoche fit des prodiges de valeur, mais il fallut enfin battre en retraite pour ne pas se faire écraser complétement.

Quand Dumouriez trahit la France, le général Leveneur prit le commandement en chef de l'armée, en attendant l'arrivée de Custine, mais bientôt il fut arrêté comme suspect. Hoche qui l'aimait, ne put retenir un cri d'indignation : « Est-ce donc Pitt et Cobourg qui gouvernent la France, puisqu'on enlève à la république ses plus braves défenseurs? » Ces paroles furent répétées; il fut arrêté à son tour, et cité pour ce fait devant le tribunal révolutionnaire.

Il s'occupait alors de rédiger divers travaux sur les mesures à prendre et le plan à suivre pour la campagne de 1793. Il envoya son dernier mémoire à Couthon, membre du comité de salut public, accompagné de cette lettre :

« Ainsi que je vous l'ai promis, citoyen, je vous fais passer mon travail sur la défense de la frontière du Nord. Ce travail est sans doute le fruit d'un patriotisme plus ardent qu'éclairé, mais pourriez-vous croire qu'il est d'un jeune homme traduit devant le tribunal révolutionnaire? Quel que soit mon sort, que la patrie soit sauvée, et je demeure content. Mais, à chaque instant le danger augmente.... Vos généraux n'ont aucun plan ; il n'y a point aujourd'hui parmi eux un homme capable de sauver la frontière. Je vous demande donc d'être entendu, soit au comité, soit par les représentants près des armées. Qu'on me laisse travailler dans une chambre, les fers aux pieds, jusqu'à ce que les ennemis soient hors de France. Je suis sûr d'indiquer les moyens de les chasser avant six semaines. Ensuite, qu'on fasse de moi ce qu'on voudra... »

Cette lettre, écrite au moment même de son arrestation, prouve qu'il mettait la patrie au-dessus de tout. A une époque où le mot *arrêté* était presque synonyme de *condamné*, le jeune général, sans se préoccuper du sort qui l'attendait, ne voyait qu'une chose : l'ennemi en France ; ne songait qu'à une chose : le chasser.

Son mémoire étant tombé sous les yeux de Carnot, celui-ci ne put s'empêcher de dire, après l'avoir lu :

« Voilà un officier d'infanterie qui fera son chemin! »

Le 15 mai 1793, il fut élargi et envoyé à l'armée du Nord, et trois mois plus tard, le 23 août, quand Houchard reçut l'ordre de protéger Dunkerque, il y envoya le général Souham avec Hoche comme adjudant général, les chargeant tous deux de défendre la ville.

Dunkerque était assiégée par vingt mille Anglais, dix mille Autrichiens, en tout plus de trente mille hommes; il n'y avait pas plus de huit mille soldats dans les murs et encore étaient-ils démoralisés par un long siége. La ville était dans le plus déplorable état; les fortifications tombaient en ruines; la discipline n'existait plus. Personne ne croyait à une résistance possible. Hoche, lui, ne douta pas. Dès son arrivée, il s'occupa de réparer les brèches; il sut contenir les soldats, réorganiser tous les services et tenir en bride la population, qui ne songeait qu'à une capitulation: « La place sera brûlée, écrivait-il au comité de salut public, avant de se rendre; » et il l'eût fait comme il le disait.

Enfin le général Houchard arriva de l'armée du Nord au secours de la cité menacée. Après divers combats préliminaires, il rencontra l'ennemi en masse à Hondschoote et lui livra bataille le 8 septembre 1793. On ignorait dans la place ce qui se passait au dehors, mais Hoche, en entendant le canon, fit une sortie vigoureuse à la tête de la garnison de Dunkerque. Son intervention fut décisive, les assiégeants furent mis en déroute et levèrent le siége dès le lendemain. Le mouvement de Hoche, au point de vue militaire, dénotait une rare audace et

une grande entente des choses de la guerre. C'est à son initiative et à sa manière d'opérer qu'on dut le succès de la journée. Sa conduite héroïque pendant l'investissement, le coup d'éclat par lequel il l'avait terminé, attirèrent sur lui l'attention du gouvernement. Il s'était montré organisateur et soldat, deux précieuses qualités rarement réunies.

Le 12 septembre, Hoche écrivait : « Les ennemis ne sont plus devant Dunkerque ; veuillez bien m'employer où besoin sera, le repos est une peine pour moi. » Il venait, dit M. Carnot, de passer six semaines sans se déshabiller, et contraint, par l'excès de la fatigue, de garder le lit pendant deux jours, il les occupa à la rédaction d'un projet de descente en Angleterre. « Depuis le commencement de la campagne, dit-il à un membre du comité de salut public, je n'ai cessé de croire que c'était chez eux qu'il fallait aller combattre les Anglais. »

« Mon père, il est vrai, répondit-il à ses accusateurs, n'ayant point de fortune, fut forcé d'accepter une place de palefrenier, après avoir usé sa jeunesse au service de son pays, et il se trouve si riche aujourd'hui que je jouis du doux plaisir de le nourrir dans sa vieillesse, des appointements que je reçois pour mes services. Mon père, qu'un lâche ose injurier, a soixante-huit ans, est grenadier dans la section de Paris, sur laquelle il réside. Pauvre et honnête homme, il est encore capable de terrasser l'efféminé qui prétend l'outrager. »

Les représentants du peuple, Trulard et Berlier, témoins des services qu'il avait rendus, lui deman-

dèrent l'état de ses pertes pour l'en faire indemniser. Il leur en donna un bien au-dessous de ses besoins. Il fut même jugé si modeste, que l'on crut devoir le doubler pour que l'indemnité fût réelle. Rare exemple de cette abnégation, qui était en quelque sorte le trait distinctif du caractère du jeune général. C'est ce qui a permis à M. Carnot de dire en parlant de lui : « Quand je cherche parmi les vertus de Hoche celle qu'il serait la plus opportune de mettre en lumière, au profit de notre éducation morale, je suis presque humilié de dire que c'est le désintéressement... »

« Vous auriez deux cent mille livres de plus, lui dit un jour un de ses amis, si vous ne donniez pas ainsi tout ce que vous possédez au tiers et au quart. — J'aurais un million de moins, lui répondit Hoche. — Où est ce million ? — Dans la bourse de mes amis, répliqua-t-il, si j'avais, au moment même, besoin d'y puiser. »

Ce trait ne rappelle-t-il pas Duguesclin distribuant sans compter le prix de sa propre rançon pour racheter de plus pauvres que lui, et disant que ses amis payeraient pour lui, et qu'à défaut de ses amis, qu'à défaut des rois de France et d'Espagne, il n'y avait fileuse en France qui ne filât pour le racheter.

Et quand on citait à Hoche des traits d'ingratitude, il répondait : *Serai-je injuste envers les bons à cause des méchants ? Non.*

Le Comité de salut public le nomma général de brigade, et, en cette qualité, il organisa le camp retranché de Rosendal et la prolongation des lignes de Furnes jusqu'à la mer, sous lesquelles il abrite

Dunkerque, garantissant ainsi cette place importante contre de nouvelles incursions.

Carnot le proposa pour le commandement des armées réunies de la Moselle et du Rhin. Il fut nommé commandant en chef de ces deux corps, le 26 octobre 1793. Il avait alors vingt-cinq ans, et se trouvait avoir conquis le plus haut grade de la hiérarchie militaire, à l'âge où d'ordinaire on débute à peine dans la vie.

En Alsace, où il se rendit aussitôt, il arriva dans un pays nouveau pour lui, au milieu d'habitants dont il ignorait les mœurs et les coutumes, on peut même dire le langage, car on y parlait à peine le français. La campagne de 1795 avait été partout glorieuse pour nos armes ; sur le Rhin seul, nous avions essuyé des revers. Les lignes de Wissembourg avaient été forcées le 15 octobre. Les armées de l'Autriche et de la Prusse, fortes de plus de cent mille hommes, les occupaient et tenaient Landau bloqué. L'ennemi avait donc pour lui le prestige du succès, et de plus il avait de son côté une bonne partie de la population. Les prêtres et la noblesse avaient une influence considérable, et les idées nouvelles n'avaient pu encore pénétrer dans un pays qui parlait un autre idiome, et que les gens instruits avaient intérêt à tenir éloigné de toute idée de réforme. La plupart des grandes familles d'Alsace avaient suivi l'armée ennemie, et l'on ne parlait de rien moins que de rendre Strasbourg. Il est facile de voir, par ce rapide exposé, que la situation était loin d'être brillante.

Le Comité de salut public, comprenant le danger,

prit les mesures nécessaires pour le conjurer. Il envoya Saint-Just et Lebas comme commissaires extraordinaires et Hoche comme général.

Celui-ci tâta le terrain dès son arrivée, se rendit compte de la situation, et, une fois éclairé, résolut d'en finir d'un seul coup. Il voulait débuter par un éclat, prendre le taureau par les cornes et débloquer Landau; puis, la ville une fois libre, rejeter l'ennemi hors de l'Alsace. Il marcha en avant avec les trente mille hommes dont il pouvait disposer. Son ordre du jour, cité par Rousselin, mérite d'être reproduit; il est simple et concis comme il convient à un homme d'action parlant à des soldats dont il est sûr : « Français ! de toutes parts nos armées sont triomphantes : nous sommes les derniers à vaincre, mais nous vaincrons. »

Son but, nous l'avons déjà dit, était la délivrance de Landau et la reprise des lignes de Wissembourg. Brunswick, le général ennemi, après une tentative infructueuse sur Bitche, s'était retiré vers Kaiserslautern, au centre même du massif des Vosges. Hoche alla l'y chercher. On se battit trois jours durant, les 26, 27 et 28 novembre 1793. Malheureusement l'audace du général et la fermeté des soldats ne suffirent pas pour nous donner la victoire. Les routes étaient presque impraticables, mal connues de nos officiers, les corps de troupes arrivaient au feu les uns après les autres; bref, il fallut se replier avec des pertes considérables.

« Hoche quoique malheureux, dit M. Thiers en parlant de ces événements, n'en avait pas moins

déployé une audace et une résolution qui frappèrent les représentants de l'armée. Le Comité de salut public qui, depuis l'entrée de Carnot, était assez éclairé pour être juste, et qui n'était sévère qu'envers le défaut de zèle, lui écrivit les lettres les plus encourageantes et pour la première fois donna des éloges à un général battu. »

« Un revers, lui dit-il, n'est pas un crime quand on a tout fait pour mériter la victoire ; notre confiance te reste, rallie tes forces, marche, balaye les hordes royalistes. »

Cet échec, loin de le décourager, lui donna au contraire plus d'énergie encore. Il répondit à la lettre de Carnot, par une série de victoires et par la reprise des lignes de Wissembourg. Ici, comme à Dunkerque, quand il sortit au bruit du canon et décida la victoire par son intervention, il eut une idée d'homme de guerre. Il rallia ses troupes sans retard et les porta de suite en avant pour faire sa jonction avec l'armée du Rhin et écraser Wurmser, qui était resté en Alsace.

Hoche cacha son plan, trompa l'ennemi et se jeta résolûment à travers les Vosges. Il dirigea douze mille hommes sur Wœrdt pour prendre l'ennemi en flanc et tourner son extrême droite, tandis que l'armée du Rhin avec Pichegru lui tiendrait tête de front et dirigerait tous ses efforts contre le centre et la gauche. Il se mit lui-même en marche, suivant pas à pas son avant-garde. M. de Bonnechose rapporte que deux redoutes formidables, établies à Reischoffen et à Freischwiller, défendant le passage, vomissaient la

mort sur l'armée républicaine. Hoche, sous le feu de leurs canons, imagina de mettre ceux-ci à l'encan : « Camarades, s'écria-t-il gaîment, à six cents livres la pièce ! — Adjugé ! » répondirent ses braves. Les redoutes furent enlevées au pas de charge ; nos soldats tuèrent les canonniers sur leurs pièces et s'emparèrent des batteries. Le défilé fut franchi.

Le 22 décembre, Hoche arriva à Wœrdt, et accabla la droite de Wurmser, auquel il fit un grand nombre de prisonniers. Les Autrichiens durent reculer sur la Lauter. Les représentants donnèrent alors à Hoche le commandement des deux armées réunies du Rhin-et-Moselle. Pichegru fut placé sous ses ordres. Il y eut bien quelques tiraillements ; Saint-Just notamment s'opposait à la mesure, mais il dut céder et en garda rancune au jeune général.

A peine investi du pouvoir suprême, Hoche résolut de reprendre Wissembourg. La veille même de la bataille, il écrivit au général Leveneur quelques lignes où il se peint bien tel qu'il est, enthousiaste et convaincu :

« Les voilà revenus les transports que nous avons vus éclater autrefois en présence de l'ennemi ! Le découragement et l'épouvante ont fui loin de nous ; je ne suis entouré que de braves gens marchant à l'ennemi sans rompre d'une semelle. Auprès des feux allumés sur toute la ligne, j'ai surpris, dans tous les groupes, la témérité et l'audace qui annoncent la victoire. Pas un murmure contre ce vent si froid qui souffle avec violence, pas un regret pour ces tentes qu'un des premiers j'ai fait supprimer. Il en est peu

qui se piquent d'imiter le vainqueur de Rocroi et qu'il faudra réveiller pour la bataille; mais l'air est glacial, et j'aime mieux les conduire à l'ennemi, irrités par l'insomnie, que reposés par un sommeil toujours fatal à l'entraînement avec cette température. Reconnu par le plus grand nombre, j'ai partout été salué de ce cri : *Landau sera libre!* Oui, mon général, Landau sera libre... Les jours de douleur et de honte sont passés. Avec des soldats si bien préparés, une autorité aujourd'hui sans entraves et l'appui des représentants, je dois vaincre ou mourir. C'est une alternative que j'ai acceptée. Oui, général, si cette lettre n'est que l'annonce trop présomptueuse d'un succès que je crois infaillible, elle vous porte mes derniers adieux. Je suis à la veille du plus beau ou du dernier de mes jours...»

Il y a là, dans cette lettre, écrite à la veille même d'une action décisive, un souffle puissant et énergique qui indique un grand cœur, mais il y a aussi une émotion vraie qui accuse une âme délicate. On y voit l'homme qui aime le soldat et compatit à son sort, mais qui croit en son œuvre, et qui se sent une conviction suffisante pour faire, sans regrets et sans phrases, le sacrifice de sa vie.

Le 26 décembre 1793, les deux armées se rencontrèrent au pied de la montagne du Geisberg. Les nôtres chargèrent avec ardeur au cri de : *Landau ou la mort!* Desaix commandait la droite de l'armée du Rhin et marcha sur Luxembourg, qu'il emporta; Wurmser fut refoulé sur toute la ligne et repoussé, l'épée dans les reins, jusqu'à Wissembourg.

Sans l'arrivée de Brunswick, qui accourut pendant l'action, la ville même eût été prise à l'instant de haute lutte, et la retraite des Autrichiens eût été singulièrement compromise; l'intervention de Brunswick, la fermeté de ses troupes permirent à l'ennemi de se retirer sans trop de désordre pendant la nuit; le lendemain, l'armée française réoccupait les lignes de Wissembourg. Grâce à cette victoire, Landau fut débloqué, et Hoche, poursuivant l'ennemi sur son propre territoire, fut bientôt maître de Geumersheim, de Spire et de Worms, où il trouva d'immenses magasins remplis d'approvisionnements de toute espèce.

Nous reproduisons ici une lettre de Hoche relative à ce glorieux fait d'armes.

« Au quartier général de l'armée de la Moselle, l'an II de la République française une et indivisible.

« Le citoyen Hoche, commandant l'armée de la Moselle à P... (Privat), son camarade et son ami.

« Encore que je n'écrive jamais pour mon particulier, je dois céder à ton amitié.

« J'ai reçu ton adresse à nos braves b...; elle leur a fait plaisir ainsi qu'à moi.

« Tu me demandes des détails, mon cher ami, pour te donner ceux de l'armée, il faudrait que je t'écrive un volume; et tu le sais, je ne puis disposer de mon temps comme je le désirerais.

« Peut-être as-tu connaissance des faits par les journaux et les récits.

« Encore que des intrigants aient voulu m'enlever

le fruit de mes travaux, je n'en servirai pas moins la république.

« Le 2 nivôse (22 décembre 1793), après avoir mis le plus grand ordre dans l'armée, et pourvu à la sûreté de la Meurthe, la Moselle et la Sarre, par des travaux considérables (personne dans la confidence); je me transporte à la tête de trois divisions de l'armée de la Moselle en Alsace, où nos affaires allaient assez mal, et le lendemain de mon arrivée, sans perdre de temps, j'attaque les ennemis perchés sur des hauteurs considérables et retranchés jusqu'aux dents; redoutes et lignes sont enlevées, seize pièces prises, et cinq cents prisonniers faits. Je poursuis, au pas de charge, les ennemis jusqu'à Wœrdt, derrière lequel ils se rallient.

« Décidé à finir la journée comme elle avait été commencée, après avoir laissé respirer les troupes un moment, je fais attaquer de nouveau; les ennemis, ayant reçu du renfort et occupant une position avantageuse, font bonne contenance; l'avant-garde passe un ravin et là commence le plus terrible, le plus opiniâtre combat; enfin, rien ne résiste à la valeur française; les ennemis fuient de nouveau et nous laissent maîtres de leurs canons, caissons, sacs et fusils, etc.

« Cette journée fit évacuer le poste important de Leibach, qu'aucunes forces humaines n'eussent peut-être pu emporter; nous poursuivîmes les ennemis; mais enfin faut-il manger.

« Les b... se sauvent à toutes jambes jusqu'à Sultz, et là se rallient en force; ils nous attendent sur un

superbe plateau et mettent entre eux et nous un marais.

« J'arrive en présence le 3, à midi; recommençons, recommençons, la carmagnole s'échauffe; les tambours battent; et enfin, après un peu plus de trois quarts d'heure, à demi-portée, les baïonnettes se croisent; il fallait céder au nombre et déjà notre droite s'ébranlait lorsque le dieu de la victoire, me démasquant deux bataillons auxquels le matin j'avais donné l'ordre de me suivre, et qui, au bruit du canon, sortirent d'un bois tout essouflés, me commanda la manœuvre qui me restait à faire.

« L'ennemi avançait en bon ordre; nos républicains tenaient encore; mes deux bataillons prenant Wurmser et ses esclaves en flanc, en firent telle déconfiture, que généraux et soldats se sauvent encore et vont se rallier sur les hauteurs de Wissembourg.

« Je te l'avouerai, mon cher ami, n'étant point en force, et voyant venir lentement à mon secours, je n'étais point encouragé. Enfin arrivèrent les représentants Lacoste et Baudot, qui me forcèrent de prendre le commandement des deux armées, dont je me souciais peu; mais la voix de la patrie triompha; j'acceptai le 5, à midi.

« Il n'y avait point de temps à perdre; l'ennemi devait nous attaquer le 6, à dix heures, en grande force; déjà il faisait ses dispositions; et le soir même, il nous canonna fortement.

« Pendant le jour et la nuit, j'expédiai les ordres, afin de rassembler, pour le lendemain 6, au moins trente-cinq mille hommes des deux armées, dans la

plaine en avant des lignes de Wissembourg et de faire marcher trois autres divisions de l'armée de la Moselle sur Kaiserslautern, Koussel et dans les gorges de Ham et d'Anweiller, et deux de celle du Rhin sur Lauterbourg.

« Je ne sais, mon cher P..., à quelle heure on partit, mais chacun arriva à l'heure et au lieu marqué. L'ennemi, nous faisant face, commença à nous canonner ; je dois te dire qu'il fut un peu déconcerté de se voir attaquer lorsqu'il croyait nous surprendre.

« L'armée en ordre avançait toujours, et toujours l'ennemi manœuvrait et reculait. Enfin, nous le repoussâmes jusqu'au camp de Geitsberg, hauteur considérable sur laquelle il plaça sept batteries, qui nous vomissaient dix fois par minute la mort et ses attirails.

« Au bas du Geitsberg sont une infinité de ravins, haies et fossés. Exposés au plus grand feu, il fallait passer... *La charge, amis, vengeons la République!* Ils nous avaient éprouvés, ils n'attendirent point, mais se retirèrent en désordre, laissant en notre puissance canons et équipages.

« Le lendemain, Lauterbourg fut emporté ; nous y prîmes treize pièces de canon, et partout des magasins immenses d'armes et de fourrages.

« Depuis ce jour il ne se passa que quelques petites affaires. Landau est libre, et nous sommes en avant de Worms. « HOCHE. »

Cet éclatant succès ne valut que des déboires au jeune général. Carnot lui en voulait de n'avoir pas

suivi ses plans et d'avoir agi d'après ses propres inspirations. Saint-Just aussi lui en voulait, il avait soutenu Pichegru quand il s'était agi de placer sous un même chef les deux armées du Rhin et de la Moselle; Lebas et Saint-Just ne pouvaient pardonner à Hoche la préférence qui lui avait été donnée sur leur candidat pour le commandement des deux armées réunies. Robespierre, ombrageux et méfiant, n'aimait pas les généraux victorieux et chéris du soldat : il les regardait comme des hommes dangereux, parce qu'ils étaient puissants; il était jaloux de cette popularité acquise aux armées. De toutes ces inimitiés réunies il résulta pour le vainqueur de Wissembourg toute une série de vexations et d'embarras. On lui suscitait mille tracasseries ; on le laissait sans instructions et l'on blâmait chacune de ses actions et de ses démarches. Bientôt il se sentit mal à l'aise au milieu de toutes ces embûches dressées devant ses pas. Une lettre écrite alors à l'un de ses amis nous montre quel était l'état de son âme : « Les cartes que tu m'annonces me serviront-elles? Je l'ignore, mon ami ; abreuvé de dégoûts, ce n'est plus l'homme que tu as connu qui t'écrit; c'est un malheureux qui se fuit lui-même et qui ne peut trouver nulle part le repos... Je désire qu'une démission que je vais présenter incessamment soit acceptée sans aigreur, comme elle sera donnée. Ardent ami de la révolution, j'ai cru qu'elle changerait les mœurs. Hélas! l'intrigue est toujours l'intrigue, et malheur à qui n'a pas de protecteurs! Tiré des rangs par je ne sais qui, ni pourquoi, j'y rentrerai comme j'en suis sorti,

sans plaisir ni peine... » On sent tout ce qu'il y a d'amertume, de découragement et de dégoût dans ces lignes. Il faut que sa grande âme ait bien souffert pour qu'il en soit arrivé là.

On a voulu justifier la conduite du comité de salut public contre Hoche, en disant que l'expédition si brillamment dirigée par lui, bien qu'elle eût été couronnée de succès, avait fait manquer un plan qui avait reçu l'approbation du comité et qui aurait amené des résultats bien plus importants. Saint-Just et Lebas avaient calculé une attaque qui devait entraîner la ruine des Autrichiens. Menacé aux deux ailes, d'un côté par Pichegru à la tête de l'armée du Rhin, de l'autre par Hoche à la tête de l'armée de la Moselle, Wurmser eût été forcé en effet de mettre bas les armes. Tout était prêt pour cette tentative; Hoche allait recevoir l'ordre de marcher quand on apprit son initiative aventureuse. Le succès qu'il obtint, ajoute Lebas, qui expose cette théorie, fut de beaucoup inférieur à celui que l'on était en droit d'attendre d'un mouvement combiné, et, dans tous les cas, la victoire ne pouvait l'absoudre.

Hoche voulait pénétrer encore plus avant dans le Palatinat; le comité de salut public lui intima l'ordre de ne pas dépasser les lignes comprises entre le fort de Bitche et Longwy. Cet ordre l'irrita profondément.

C'est à cette époque, 11 mars 1794, qu'il se maria, cherchant dans les joies de la famille un adoucissement aux déboires de la vie publique.

Deux récits différents, dit M. de Chatellier, ont

défrayé les biographes de Hoche sur la manière dont son mariage avec Mlle Adélaïde Déchaux fut conclu. Quelques-uns le font s'éprendre au spectacle de la beauté de Mlle Déchaux, qu'il fut de suite demander à son père. D'autres, comme le docteur Bégin, de Metz, racontent d'une manière beaucoup plus vraisemblable, que ce fut à un bal, à Thionville, donné par Hoche lui-même, que le général fit la connaissance de sa femme qu'il remarqua pour sa beauté et sa modestie. Elle n'avait que quinze ans, et Debelle, colonel d'artillerie, s'étant épris de Justine Déchaux, sœur d'Adélaïde, il arriva que les deux amis, Hoche et Debelle, épousèrent le même jour, 11 mars 1794, les deux filles du citoyen Déchaux, qui se trouvait être un des fournisseurs de l'armée.

Le Comité de salut public, voulant l'éloigner d'une armée dont il était l'idole et au sein de laquelle on n'eût jamais osé le faire arrêter, le nomma commandant de l'armée d'Italie. On colora cette mesure en la lui présentant comme une faveur accordée à son mérite. On fit valoir bien haut l'importance de ce nouveau poste. Il obéit aussitôt, mais, avant de prendre congé de ses compagnons de la Moselle, il crut devoir leur adresser ses adieux dans un ordre du jour d'où nous extrayons les lignes suivantes :

« Le service de la République, notre mère commune, m'appelle ailleurs. Continuez à bien mériter d'elle, comme vous l'avez fait jusqu'à ce jour. Le nom du nouveau chef que vous avez (Jourdan), a déjà frappé votre oreille. Avec lui, vous ne pouvez, braves ca-

marades, manquer de vaincre les tyrans coalisés contre notre sainte liberté. »

Il partit pour Nice ; mais, à peine arrivé, il fut arrêté sur un ordre signé Carnot et Collot-d'Herbois.

Voici cet ordre :

« Le Comité de salut public arrête que l'expédition d'Oneille, qui devait être faite par le général Hoche, sera confiée au citoyen Guillaume Petit, général à l'armée des Alpes, auquel il a été donné des ordres à cet effet. Les représentants du peuple près l'armée d'Italie feront mettre sans délai le général Hoche en état d'arrestation et l'enverront à Paris sous bonne et sûre garde. »

Signé : CARNOT, COLLOT-D'HERBOIS.

M. Bergogniou, qui cite cette pièce, dit qu'elle est entièrement écrite de la main de Carnot, et qu'un seul mot, l'*enverront*, est écrit par Collot-d'Herbois, et placé au-dessus du mot l'*envoie* rayé.

Mermet, son aide de camp, raconte ainsi son arrestation :

« N'ayant encore pris aucun repos et n'ayant même pas tiré ses bottes, Hoche, en arrivant à Nice, avait fait déployer devant lui la carte de la haute Italie et l'étudiait depuis plus d'une heure, disant que c'était de l'autre côté des Alpes que devait se trouver le véritable champ de bataille où l'Autriche serait vaincue.

« Une table où était servi un frugal repas : des olives, du pain et de l'eau, était devant lui, et ses

aides de camp le pressaient de s'y mettre, quand un vieux général, nommé Dumerbion, que le Comité était parvenu à mettre dans ses intérêts, se présenta. Hoche, qui ne le connaissait pas, l'invitait à prendre part à son repas, quand celui-ci remit un ordre d'arrestation, signé Carnot et Collot-d'Herbois. On peut juger quelle fut la surprise de Hoche et de ses officiers.

« Pardon, général, lui répondit le vainqueur de « Wissembourg, j'ignorais que vous fussiez un gen« darme. J'allais me coucher et j'ai besoin de re« pos. Je ne pourrai vous suivre que demain. »

« Andréossy assure qu'il fut impossible d'apercevoir sur la figure de Hoche la moindre trace d'émotion pendant la lecture de l'arrêté que lui signifiait le général Dumerbion et que celui-ci, ayant pris le parti de se retirer en laissant une garde à la porte de Hoche, les officiers de l'armée d'Italie présents à Nice, et venus pour se mettre aux ordres du jeune général, s'empressèrent, malgré tout le danger qu'il pouvait y avoir, de lui prodiguer les témoignages de l'admiration la plus empressée pour ses éclatants services à l'armée du Nord.

« Il écrivit d'Orange à son beau-père : « Tu as appris, par ma lettre d'hier à Adélaïde, que j'allais à Paris, mandé par le Comité de salut public. J'ignore absolument les motifs de cette espèce d'arrestation. Quels qu'ils soient, n'ayant absolument rien à me reprocher, ma conscience est parfaitement tranquille. »

Il arriva à Paris le 12 avril 1794, et fut en-

fermé d'abord aux Carmes, puis à la Conciergerie.

La Conciergerie était alors l'antichambre de l'échafaud ; on n'en sortait guère que pour aller à la mort. Hoche, malgré cette menace suspendue sur sa tête, continua là ses travaux. Dans un mémoire, écrit pour sa justification, nous trouvons cette belle page, qui fait bien ressortir le côté humain de son caractère :

« Sauf le bon plaisir du Comité, y dit-il, ma mémoire ne peut me fournir d'autre motif de mon arrestation que mon refus de conférer avec les représentants quand j'ai cru qu'il était urgent d'agir. Est-ce là de l'insubordination ? Quoi qu'il puisse m'en coûter, je resterai convaincu du mot d'Eugène : que tout général qui tient conseil de guerre n'a point envie d'entreprendre. En présence de l'occasion qu'il fallait saisir, je n'ai jamais craint d'engager ma responsabilité. J'ai toujours pensé que le plus terrible, c'est d'avoir à rendre compte un jour à l'Être suprême du sang humain qu'on aura répandu sans nécessité et, je dois le dire, celle-là, mais celle-là seule, m'a toujours fait trembler. »

Peut-on voir rien de plus attendrissant que ce général habitué à la guerre, aux combats, qui a vu autour de lui tomber des milliers d'hommes, fauchés par le fer et le feu, et qui a peur du sang répandu sans nécessité ?

Hoche avait raison : la cause de sa disgrâce, la cause vraie, la seule vraie, c'est qu'il ne savait prendre conseil que de lui-même, et qu'il dédaignait les plans du comité. C'est pour cela qu'il était en prison, lui qui, dans une expédition de quelques jours,

avait débloqué Landau, pris Geumersheim, Spire et Worms, et nous avait rendu les lignes de Wissembourg.

Et maintenant il attendait la mort, voyant chaque jour de nouvelles victimes, ses compagnons de captivité, le quitter pour aller faire le dernier voyage.

Le 9 thermidor éclata. Robespierre, Saint-Just et Couthon furent arrêtés; les portes de la Conciergerie s'ouvrirent, et Hoche fut élargi. On était alors en août 1793. « Je suis libre, écrit-il à sa femme, rendons grâce au ciel; je vais te rejoindre à pied. »

« J'ai vu souvent la mort, dit-il à Berlier, en sortant de prison, et ne l'ai point crainte; mais l'idée de mourir du supplice des traîtres n'est pas supportable pour l'homme qui a constamment servi son pays de toutes les facultés de son âme. » Et à une autre personne, qui, lui parlant de son passé, cherchait à l'exciter contre ses persécuteurs, il répondit à la même époque : « Monsieur, est-ce que vous n'avez pas de patrie? »

A sa sortie de prison, il fut nommé général en chef de l'armée des côtes de Cherbourg et appelé à commander en Bretagne. Au moment de partir pour son nouveau poste, il se souvint encore de cette armée de la Moselle qu'il avait dû quitter si brusquement pour aller se faire arrêter à Nice. Il écrivit au représentant Lacoste :

« Quoi donc, tu prends les villes en aussi peu de temps que j'en mettrais à les regarder. Continue : Maëstricht est là; faites tomber ses remparts, que l'aigle autrichien repasse et la Meuse et le Rhin, je

chanterai vos succès, condamné que je suis à rester oisif ou à peu près. Je te prie d'embrasser Jourdan et sa brave armée. Je désire que l'on s'y souvienne encore qu'autrefois j'y servais aussi. Bonjour à tous vos braves frères. »

Des troubles partiels, dit M. Mignet, avaient eu lieu à diverses reprises dans la Vendée. En 1792, le marquis de la Rouarie avait préparé un soulèvement général, qui n'avait pas réussi à cause de sa propre arrestation, mais tout était encore disposé pour une insurrection, lorsqu'on exécuta le recrutement de trois cent mille hommes. Cette levée en devint le signal. Les réquisitionnaires battirent la gendarmerie à Saint-Florent, et prirent d'abord pour chefs, sur divers points, le voiturier Cathelineau, l'officier de marine Charette et le garde-chasse Stofflet. Avec des secours en armes et en argent fournis par l'Angleterre, l'insurrection gagna en peu de temps tout le pays; neuf cents communes se soulevèrent au son du tocsin; et alors les chefs nobles, Bonchamps, Lescure, la Rochejaquelain, d'Elbée, Talmont, se joignirent aux autres.

Telle était la situation quand Hoche arriva à l'armée de Cherbourg.

En Alsace, il avait rencontré des populations igno-

rantes et hostiles, mais il n'avait eu à combattre en réalité que des étrangers; en Vendée, il allait trouver devant lui des populations non moins hostiles et non moins ignorantes, mais c'était des Français qu'il allait combattre, car les populations étaient soulevées et en armes.

Napoléon, dans ses Mémoires, a tracé un tableau saisissant de cette guerre. Il a prouvé qu'au début, elle n'était point anglaise, mais bien toute populaire : « elle était, dit-il, le mouvement spontané d'une population nombreuse, composée d'hommes simples et ignorants, qui, séparés de toute civilisation et du reste de la France par le défaut de grandes communications et surtout par les circonstances des localités impénétrables de leur pays, ne connaissaient d'autre loi que le respect à la religion, à la royauté, à la noblesse. Les avantages de la liberté, la suppression de la féodalité, ceux résultant des décrets de l'Assemblée nationale, ne flattèrent point leurs passions; ils ne virent dans la loi nouvelle que des attaques à la religion de leurs pères et à l'ancienne monarchie, à laquelle ils devaient leur affranchissement. Du moment où ils comprirent le danger de l'autel et du trône, ils se levèrent en masse. Cette insurrection fut spontanée comme le mouvement qui porte à défendre son patrimoine. La conspiration de La Rouarie est l'ouvrage des nobles du Poitou et de la Bretagne; elle avait pour but le rétablissement de l'autel, du trône et de la noblesse. La religion et les paysans seraient les auxiliaires et les instruments; son champ de bataille, les cinq provinces de l'ouest : la Normandie, la Bre-

tagne, le Maine, l'Anjou et le Poitou. Dès 1791, les prêtres non assermentés préparèrent les éléments de la Vendée. En 1792, les mandements des évêques émigrés réfugiés à Londres ; ceux de leurs grands vicaires résidant dans les diocèses; les prédications des curés et des missionnaires se refusant au serment de fidélité à la constitution civile du clergé; mais bien plus encore la haine générale contre les prêtres intrus, avaient exalté les imaginations populaires, particulièrement dans la Vendée et dans les Deux-Sèvres, A la mort de La Rouarie, des conjurés effrayés de la possibilité de la découverte de leur complot, précipitèrent leurs opérations dans la Vendée ; l'explosion fut terrible; elle eut des succès, parce qu'elle était imprévue. La noblesse s'empara de l'élan des paysans, et ces malheureux devinrent les instruments de la féodalité et de la politique anglaise. De là découlèrent tous les maux qui ont affligé cette belle partie du territoire français. La Vendée a constamment présenté deux aspects : les villes, les bourgs en communications faciles depuis longues années avec les autres villes de l'intérieur, manifestèrent dès le principe des opinions favorables à la révolution; les campagnes, au contraire, livrées aux croyances héréditaires, restèrent, à toutes les époques, dévouées aux idées monarchiques. Un rapport du député Gallois à la Convention, relatif à des pièces enlevées par la garde nationale de Cholet, démontre à l'évidence que l'esprit des paysans vendéens avait été de longue main disposé à l'insurrection; qu'il existait une scission complète entre les campagnes et les villes, et que

dans celles-ci même la scission était manifeste entre les propriétaires de biens-fonds, les marchands et les ouvriers.

« La guerre de la Vendée se divise en trois époques; elle a été soutenue par deux armées distinctes : l'une, l'armée catholique; l'autre, l'armée des chouans...

« Dans les six premiers mois de la Vendée, du 10 mars au 17 octobre, on n'y voit qu'une domination, celle du sacerdoce : la Vendée n'était point encore anglaise.

« Cependant la Vendée a été soumise, dès les premiers moments, à une influence indirecte de l'étranger. Hérault de Séchelles, Bazire, Chabot l'ont favorisée par les mesures qu'ils ont fait décréter; ils étaient vendus aux intrigues des puissances alliées, ils ont payé de leur tête leur trahison à la cause de la liberté.

« C'est vers la fin de 1793 que commença la guerre de la chouannerie, que l'histoire flétrira à jamais du nom de brigandage, si l'on peut appeler guerre ce qui était un crime d'un côté et juste répression de l'autre. La révolte des gladiateurs, du temps des Romains, a mérité une place dans l'histoire, parce qu'ils eurent un grand homme à leur tête, et qu'ils combattaient pour le plus précieux de tous les biens, pour la liberté individuelle. C'est peut-être, dans l'ordre social, le seul privilége où la nature et la loi se rencontrent au même degré.

« Réduit à ses seules forces depuis le passage de la Loire par la grande armée vendéenne, Charette ne

pouvait plus risquer de tenir la campagne dans la basse Vendée ; d'ailleurs la journée de Savenay venait de mettre fin à toute coopération entre les deux armées, et avait donné aux troupes républicaines trop d'avantage pour que la petite armée de Charette pût leur résister. Il dispersa donc ses soldats et ses officiers en partisans, et, par la connaissance qu'ils avaient des localités de ce pays difficile, ils interceptaient les communications, s'embusquaient pour attaquer les convois, surprenaient les détachements, et, n'agissant presque jamais que la nuit, ils fatiguaient, sans pouvoir être atteints, la marche régulière des colonnes envoyées contre eux. Se trouvait-il pressé par une attaque imprévue, Charette n'avait plus d'autre commandement que le cri de : *Sauve qui peut !* Il disparaissait lui-même, seul ou avec quelques cavaliers, et tous se ralliaient à plusieurs lieues en arrière, à un point convenu. Jamais ils ne perdaient de vue les républicains ; ils avaient pour espions tous les paysans, et tombaient à l'improviste soit sur les détachements, soit dans la nuit, au milieu des bivouacs. Ils massacraient impitoyablement tout ce qui se trouvait sous leurs coups. Charette avait ainsi organisé les moyens de se maintenir dans la province, malgré la supériorité des forces républicaines.

« Les chouans se recrutaient bien plus promptement encore que ne l'avaient fait les armées catholiques et royales, parce que c'était une association d'intérêts individuels, plutôt qu'une union politique. Dès ce moment la cause de la royauté n'exista plus ;

le nom du roi et celui de Dieu furent profanés par ces partisans d'une nouvelle espèce, pour qui la religion et la monarchie n'étaient plus qu'un prétexte de destruction et de rapine. Les paysans aimaient ce genre de guerre, où ils trouvaient leur profit sans courir de dangers réels; ils le préféraient surtout à la discipline, aux fatigues d'une guerre régulière, qui avait fini par les éloigner de leur pays, et qui exposait chaque jour la fortune et la vie de leurs familles; aussi la chouannerie s'étendit rapidement dans le Morbihan, dans le pays Nantais et dans la basse Normandie; elle forma, par le nombre de ses soldats, de véritables armées, dont les subdivisions inaperçues avaient des points de ralliement et d'appui. »

L'insurrection de la Vendée avait fait la tache d'huile. Elle avait gagné l'Anjou, le Maine et une grande partie de la Bretagne. D'abord victorieuse, elle avait battu Biron, Rossignol et Canclaux. Mais Kléber, étant intervenu avec les Mayençais, les Vendéens furent battus à Cholet d'abord, puis à Savenay et l'insurrection fut une première fois contenue.

Malheureusement le système de terreur et les vengeances exercées par Thureau ranimèrent la guerre.

En décembre 1794, un décret d'amnistie fut rendu : il portait que tous les rebelles, sans distinction de grade, qui poseraient les armes dans l'intervalle d'un mois ne seraient pas poursuivis. Le général Canclaux reprit le commandement de l'armée dite de l'Ouest, qui comprenait la Vendée, et Hoche, qui avait déjà le commandement de l'armée des côtes de Brest,

reçut en outre celui de l'armée des côtes de Cherbourg.

En prenant le commandement, il dit aux officiers généraux placés sous ses ordres :

« La tâche que je me suis imposée volontairement est grande; mais il me serait impossible de la bien remplir, si je n'étais aidé de vos conseils, de vos talents et de votre expérience. J'en ferai toujours mon objet principal et vous voudrez bien, je vous prie, me faire connaître vos vues et être assurés que tout ce qui sera pour le bien de la République, présenté par vous, sera mis à exécution.

« Veillez à ce que les lois soient suivies scrupuleusement. Accueillez avec bonté les plaintes du soldat. Cette classe respectable est la plus pure de l'armée; faites-y droit, et, dans tous les cas, punissez sévèrement les coupables, de quelque grade qu'ils soient (octobre 93, brumaire an II). »

Il aurait voulu laisser ce commandement à Aubert du Bayet; il écrivit même dans ce sens au Comité de salut public, le 11 novembre 1794 (an III) :

« Je dois désabuser les membres du nouveau Comité de salut public, dont je n'ai pas l'honneur d'être connu, sur l'éloge qu'on peut leur avoir fait de mes prétendus talents. Je le dois, pour répondre à la nouvelle marque de confiance qu'ils viennent de m'accorder.

« Autrefois, par la quantité et la qualité des troupes qui me furent confiées, j'ai pu obtenir quelques succès sur les ennemis de la République. Mais le courage et le bonheur des soldats (je le déclare) ont

plus contribué que mes lumières aux victoires de l'armée que je commandais et leurs suites ont prouvé mon peu d'expérience.

« Mes malheurs intéressent en ma faveur. Des personnes qui me connaissent peu les ont exagérés, et au moment où je me disposais à aller réparer ma santé très-altérée, l'on m'a ordonné d'aller prendre le commandement de l'armée des côtes de Cherbourg. J'obéis. »

En effet, il se rend immédiatement à son poste et va prendre le commandement de l'armée de l'Ouest.

« Après l'honneur de servir la République, dit-il dans une proclamation aux troupes, datée de brumaire an III, celui de commander l'armée des côtes de Brest est, sans doute le plus grand auquel je pouvais aspirer. Obtenir votre confiance par ma conduite et mériter votre estime, seront toujours les devoirs chers à mon cœur.

« En acceptant nos grades, citoyens, nous avons contracté de grandes obligations envers la patrie. Vous sentez bien, comme moi que, pour la bien servir, il ne suffit pas de détruire ou de désabuser et de ramener à l'obéissance des lois ses enfants rebelles ; mais il faut encore discipliner les troupes qui la servent, les faire chérir des habitants effrayés des campagnes par la pratique des vertus républicaines et les faire respecter par l'autorité des principes.

« J'ai donc lieu d'espérer que, l'exemple des chefs influant sur l'esprit des soldats, l'on n'entendra jamais parler qu'un individu de cette armée s'est porté au plus léger excès envers un de ses concitoyens. »

Son premier soin fut de s'occuper de l'organisation de ses troupes ; il écrivait à son ami Lagastine :

« Je façonne une petite armée de vingt-deux mille hommes qui, dans quelque temps, en vaudra une autre. Je ne puis ni ne veux me comparer avec vous qui êtes grand. Couvrez-moi de vos ailes et jetez sur un pauvre garde de côtes un regard amical (de temps à autre). Je te prie de marquer aux personnes qui t'ont témoigné de l'intérêt pour moi, combien je suis reconnaissant. Si je ne craignais de distraire Jourdan, je lui écrirais deux mots bien courts ; mais l'écolier peut-il entretenir le maître ? J'attends l'occasion favorable. Continuez, mes braves et anciens amis, à soutenir votre nom ; lorsque la postérité, peut-être plus instruite des faits incroyables, fouillera votre correspondance, une lettre de moi s'y trouvera, et votre liaison me fera échapper au naufrage de l'oubli. »

C'est le contraire qui a eu lieu, le nom de Lagastine s'est trouvé là par hasard dans un fragment de lettre de Hoche et le grand nom du pacificateur de la Vendée a sauvé de l'oubli le nom obscur de celui qu'il a honoré de son amitié.

Le 17 brumaire an III (7 novembre 1794), il écrivait encore au représentant Lacoste au sujet de l'armée qu'il avait organisée :

« ... L'armée de la Moselle est une grande fille que j'aimais comme ma maîtresse. Celle-ci est une enfant chérie que j'élève pour en faire hommage à la patrie.

« Oui, mon cher Lacoste, j'ai été bien remplacé. Je

ne puis me plaindre de mes malheurs, puisque j'ai appris à connaître quel ami j'avais en toi, toi mon libérateur. Un jour nous serons rassemblés : je désire que ce soit encore au champ d'honneur. »

Sa grande préoccupation, on pourrait presque dire l'unique préoccupation de son esprit, était la discipline.

Tantôt il écrit qu'il est surpris de ne pas trouver dans quelques soldats la vigilance, la fermeté, la rudesse même qui caractérisent les républicains; mais qu'il espère que les chefs de corps, officiers et anciens soldats, apprendront le service à ceux qui l'ignorent.

Tantôt s'adressant aux grenadiers, il leur dit : « C'est avec douleur que le général voit quelques grenadiers qui se rendent indignes de ce beau nom. Les grenadiers doivent se distinguer des autres par toutes les vertus républicaines. Ils doivent être le modèle de la bravoure et de l'intrépidité. C'est principalement dans ce corps redoutable que l'impétuosité guerrière, caractère distinctif du républicain, doit briller avec plus d'éclat. (Ordre du 3 octobre 1793.) »

Ailleurs encore il écrivait (ordre du 16 septembre 1793), qu'il regarderait « comme traîtres à la patrie toutes les personnes qui commettraient des pillages, et également celles qui les conseilleraient, » et il ordonnait, en conséquence, « aux officiers et particuliers, aux sous-officiers, volontaires et soldats, d'exercer la police la plus vigilante et d'arrêter comme voleur tout homme levant des contributions,

pillant les églises, les villages, les fermes et autres maisons publiques ou particulières, et de conduire immédiatement les pillards à Dunkerque, où, traduits à la commission militaire, ils recevraient leur juste châtiment.

Le 16 nivôse an III (4 janvier 1795), il écrit aux représentants Lacoste et Baudot : « Je fais contribuer partout où je passe, par le moyen des commissaires des guerres. Je les stimule en voltigeant sans cesse d'une aile à l'autre. Sans l'affreux pillage qui se commet, j'aurais fait rentrer du Palatinat trente millions dans les caisses de la République, mais tel changeur ou autre qui se fait donner six cents livres par jour, les voie assurément à la République. »

Sévère envers le soldat, lui demandant beaucoup, exigeant de lui la probité d'abord, de la conduite et une ardeur infatigable, il l'aimait aussi et savait être indulgent, affectueux et bon pour lui.

« Mon cher général, écrivait-il le 17 novembre 1794 (27 brumaire an III), au général Krieg, si les soldats étaient des philosophes, ils ne se battraient pas. Tu ne veux pas qu'ils soient ivrognes, ni moi non plus. Mais, examine quelles peuvent être les jouissances d'un homme campé et ce qui peut le dédommager des nuits blanches qu'il passe ! — Corrigeons partout les ivrognes, surtout lorsque l'ivresse les fait manquer à leurs devoirs. Il est un moyen d'y parvenir, c'est de donner à nos enfants une éducation nerveuse et dont les principes feraient détester l'ivrognerie, les jeux de hasard, la lâcheté et les autres misères de la vie humaine. Hélas! s'il est dans la

nature de l'homme d'être bon et vertueux, il faut avouer que nos institutions, dites sociales, et que je regarde comme destructives de l'espèce, l'ont fait bien dégénérer.... Mais où diable vais-je me fourrer; je parle presque comme un rhéteur. »

En brumaire an III, il écrit encore : « L'esprit du soldat est généralement bon, il aime à bien servir; mais il veut être commandé et encouragé. Loin de nous ces hommes qui le regardent ou qui le traitent comme un vil mercenaire. La classe des simples fusiliers est la plus pure et la plus estimable de l'armée. Ne devons-nous pas l'aimer, la considérer et proportionner nos attentions à ses besoins? Qui ne sait qu'il est tel grenadier doué d'un plus grand sens que son général. »

Il rend les officiers en quelque sorte responsables de leurs hommes auxquels ils doivent donner l'exemple :

Il écrit de Rennes le 26 février 1795 (8 ventôse an III), à un de ses lieutenants qui doit diriger une colonne mobile : « Rappelle-toi sans cesse, citoyen, pendant le cours de ton honorable mission, que ta conduite doit être celle d'un patriote éclairé, d'un homme vertueux, d'un officier républicain et français. Tu restes responsable de celle des hommes qui te sont confiés. Habitue-les à la fatigue, au feu, à la victoire et surtout à respecter l'innocent habitant des campagnes, opprimé par des hordes de cannibales. Habitue les républicains que tu commandes à respecter les propriétés et à être sobres; que jamais on ne puisse te reprocher un acte arbitraire, une vexa-

tion. Je ne te parlerai point de bravoure. Cette vertu et l'amour de ton pays doivent seuls t'animer. Evite les pourparlers avec les ennemis. Tu ne dois que les combattre. S'ils veulent parler d'accommodement, envoie-les au général commandant la division. Cependant sois toujours bon, humain et prêt à recevoir l'homme égaré qui, abjurant son erreur, viendrait se jeter dans tes bras. Inspire aux habitants égarés la confiance nécessaire pour vivre en bonne intelligence avec les troupes. Fais aimer la République et respecter ses armes. »

Ces citations prouvent jusqu'à l'évidence quel homme était ce général qui, quoique soldat comme pas un, n'avait qu'une préoccupation, non le succès brillant par le canon, mais la victoire morale par la persuasion.

Il adorait le soldat : « La condition du soldat, disait-il, est si différente de celle du général ; le général ne fait rien qui n'ait un but, une récompense ; ses moindres actions sont toujours aperçues par la renommée qui se hâte de les publier. Le soldat, au contraire, lors même qu'il meurt au champ d'honneur, ne triomphe que dans l'obscurité. »

Cette belle idée rendue avec tant de mélancolie, lui inspire une grande pitié et une grande indulgence pour ces déshérités qui meurent inconnus au milieu même des éclatants triomphes qu'ils ont assurés.

Cette même pitié, nous l'avons vu, il l'avait pour l'habitant, pour le paysan sur les terres duquel on se bat et qui souffre de ces luttes auxquelles il assiste sans y prendre part. Malgré ces sentiments d'huma-

nité, malgré cette bienveillance presque universelle, il fut plus d'une fois en butte aux attaques de fanatiques aveugles. Un jour, à Rennes, un ouvrier de l'arsenal tira un coup de feu sur lui, il se contenta de lui dire : « Malheureux, as-tu des enfants. » Et fit donner secrètement trois ou quatre louis à la femme de ce misérable.

A ce moment, le découragement commençait à s'emparer des rebelles, surtout des populations de la Vendée. Divisées, épuisées, elles n'étaient pas éloignées de la paix. Les forces de Stofflet, Sapinaud et Charette étaient singulièrement réduites; les paysans ne marchaient plus que contraints et forcés. Non-seulement les trois chefs n'avaient presque plus de combattants sous leurs ordres, mais encore ils n'étaient point unis.

« En Bretagne, dit M. Thiers, l'énergie était moins relâchée. La chouannerie était moins une guerre fatigante qu'un brigandage lucratif qui ne fatiguait nullement ceux qui s'y livraient. Mais Puisaye, qui commandait, était parti pour Londres. Un certain Desottaux, se disant baron de Cormatin, le remplaçait. Ce dernier avait été tour à tour chaud révolutionnaire, officier de Bouillé, puis chevalier du poignard, et enfin il avait émigré, cherchant partout un rôle. Il était incapable de diriger l'action. Aussi les chefs s'impatientaient et se décourageaient. La présence d'un général comme Hoche était peu propre à les encourager; de sorte que la Bretagne, moins épuisée que la Vendée, était tout aussi disposée à recevoir une paix adroitement offerte.

« Hoche, habitué à la grande guerre, doué de qualités supérieures pour la faire, se voyait avec désespoir condamné à une guerre civile, sans générosité, sans combinaisons, sans gloire. Il avait d'abord demandé son remplacement; mais il s'était résigné bientôt à servir son pays dans un poste désagréable et trop obscur pour ses talents. Il allait être récompensé de cette résignation, en trouvant, sur le théâtre même qu'il brûlait de quitter, l'occasion de déployer les qualités d'un homme d'État autant que celles d'un général. Son armée était entièrement affaiblie par les renforts envoyés à Canclaux (dans la Vendée); il avait à peine quarante mille hommes mal organisés pour garder un pays coupé, montagneux, boisé, et plus de deux cent cinquante lieues de côtes depuis Cherbourg jusqu'à Brest. On lui promit douze mille hommes tirés du Nord. Il demandait surtout des soldats habitués à la discipline; il se mit aussitôt à corriger les siens des habitudes contractées dans la guerre civile : « Il faut, disait-il, ne mettre en tête « de nos colonnes que des hommes disciplinés, qui « puissent se montrer aussi vaillants que modérés et « être des médiateurs autant que des soldats. »

Il fractionna ses troupes en une série de petits camps; recommandant à ses soldats de se répandre par troupes de quarante à cinquante et de chercher à connaître le terrain et le pays. Il voulait surtout les habituer à cette guerre de surprise, sorte d'affût où les chouans avaient jusque-là joué le rôle de chasseurs; il les engageait à parler avec les paysans, à se lier avec eux et à les rassurer, afin de s'attirer peu à

peu leur amitié et même leur concours. « Ne perdons jamais de vue, écrivait-il à ses officiers, que la politique doit avoir beaucoup de part dans cette guerre. Employons tour à tour l'humanité, la vertu, la probité, la force, la ruse et toujours la dignité qui convient à des républicains. »

Il a exposé lui-même son plan de pacification dans les lignes suivantes : « Il faut des prêtres à ces paysans, laissons-les-leur, puisqu'ils en veulent. Beaucoup ont souffert et soupirent après leur retour à la vie agricole ; qu'on leur donne quelque secours pour réparer leurs fermes. Quant à ceux qui ont pris l'habitude de la guerre, les rejeter dans leur pays est impossible ; ils le troubleraient de leur oisiveté et de leur inquiétude. Il faut en former des légions et les enrôler dans les armées de la république. Ils feront d'excellents soldats d'avant-garde ; et leur haine de la coalition, qui ne les a pas secourus, nous garantit leur fidélité. D'ailleurs, que leur importe la cause? il leur faut la guerre. Souvenez-vous, ajoute-t-il des bandes de du Guesclin allant détrôner Pierre le Cruel, et du régiment levé par Villars dans les Cévennes. »

Ses vues politiques dans cette guerre prouvent jusqu'à l'évidence que c'était un observateur sagace et un véritable homme d'État. Les maximes qu'il a émises le démontrent :

« Il faut, disait-il, continuer de traiter avec les chefs des chouans ; leur bonne foi est fort douteuse, mais il faut en avoir avec eux. On gagnera ainsi par la confiance ceux qui ne demandent qu'à être rassu-

rés. Il faudra gagner par des grades ceux qui sont ambitieux; par de l'argent, ceux qui ont des besoins; on les divisera ainsi entre eux et l'on chargera de la police ceux dont on sera sûr, en leur confiant des gardes territoriales, dont on vient de souffrir l'institution. Du reste, il faudra distribuer vingt-cinq mille hommes en plusieurs camps pour surveiller tout le pays; placer autour des côtes un service de chaloupes canonnières qui seront dans un mouvement continuel; faire transporter les arsenaux, les armes et les munitions, des villes ouvertes dans les forts et les places défendues. Quant aux habitants, il faudra se servir auprès d'eux des prêtres, et donner quelques secours aux plus indigents. Si l'on parvient à répandre la confiance par le moyen des prêtres, la chouannerie tombera sur-le-champ. »

« Répandez, écrivait-il encore à ses officiers, répandez la loi salutaire que la Convention vient de rendre sur la liberté des cultes; prêchez vous-mêmes la tolérance religieuse. Les prêtres, certains qu'on ne les troublera plus dans l'exercice de leur ministère, deviendront vos amis, ne fût-ce que pour être tranquilles. Leur caractère les porte à la paix; voyez-les, dites-leur que la continuation de la guerre les exposera de nouveau à être chagrinés, non par les républicains, qui respectent les opinions religieuses, mais par les chouans, qui ne reconnaissent ni Dieu ni loi, et veulent dominer et piller sans cesse. Il en est parmi eux de pauvres, et en général il sont très-intéressés; ne négligez pas de leur offrir quelques secours, mais sans ostentation, et avec toute la dé-

licatesse dont vous êtes capables. Par eux, vous connaîtrez toutes les manœuvres de leur parti, et vous obtiendrez qu'ils retiennent leurs paysans dans leurs campagnes et les empêchent de se battre. Vous sentez qu'il faut, pour parvenir à ce but, la douceur, l'aménité, la franchise. Engagez quelques officiers et soldats à assister respectueusement à quelques-unes de leurs cérémonies, mais en ayant soin de ne jamais les troubler. La patrie attend de vous le plus grand dévouement; tous les moyens sont bons pour la servir lorsqu'ils s'accordent avec les lois, l'honneur et la dignité républicaine. » Il engageait également ses officiers à ne rien prendre dans le pays pour la nourriture des armées.

Grâce à sa manière d'agir, à sa mansuétude, il mérita le nom de *Pacificateur*, et cette époque de sa vie est peut-être la plus glorieuse.

Il commandait sans contrôle en Vendée et y exerçait une véritable dictature; mais il se souvint toujours qu'il y a un droit supérieur à celui que vous confère la loi, et ce droit, c'est celui de l'humanité. Un de ses lieutenants s'étant avisé, dans une proclamation, d'employer le mot de gouvernement militaire, Hoche s'émut de ce terme et lui écrivit aussitôt :

« Sachez que nous, les fils aînés de la République, nous abhorrons le gouvernement militaire; il est le gouvernement des esclaves. »

M. Carnot, qui a pu lire la correspondance de Hoche pendant son séjour dans la Vendée avec le membre du Directoire, chargé des affaires de la

guerre, dit qu'elle exhale les sentiments les plus élevés, les plus généreux, les plus humains. Loin de poursuivre l'extermination des coupables de guerre civile, qui d'ailleurs étaient des Français aussi, il ne songeait qu'à épargner le sang ; il favorisa même quelquefois l'évasion des chefs Vendéens, persuadé qu'en leur absence, il lui serait facile de ramener à la raison une malheureuse population égarée par l'ignorance.

Dans toute cette guerre de la Vendée, il est surtout préoccupé du côté humain de sa mission en face de compatriotes égarés.

Il écrit au Comité de salut public :

« Je pars avec la ferme résolution de faire le bien. — Je crois le faire en accueillant, conformément à l'arrêté du Comité de salut public, les malheureux que la superstition ou la crainte des châtiments ont armés contre la République, lorsqu'ils sont repentants de bonne foi... Mais, ne croyez pas que je sollicite la grâce des ennemis de mon pays; s'ils se soumettent aux lois, s'ils reviennent de leur erreur, je les recevrai, conformément aux instructions dont je suis porteur. Armés, je les poursuivrai la nuit et le jour. »

Dans une lettre au général Varin, l'un de ses plus dévoués coopérateurs, il établit une distinction entre ce qui est du domaine moral et ce qui est de la politique : « Le peuple qui pardonne, lui dit-il, ne transige pas : il est de la morale et de la politique d'accorder la liberté de conscience à tout être pensant. Une religion quelconque tient quelquefois lieu à

l'homme le moins instruit des affections les plus chères. Elle peut être pour lui la récompense de ses travaux et le frein de ses passions. Il n'en est pas ainsi des opinions politiques ; nul, dans la République, ne peut en énoncer une qui ne tende au royalisme. »

Ailleurs encore, il recommande l'humanité à l'égard des vaincus :

« N'oublie jamais, écrit-il le 10 novembre 1794, au capitaine Morisset, commandant le camp de Poilley, n'oublie jamais, citoyen, que ce sont des Français que tu vas arrêter, et que tu ne dois les traiter en ennemis que lorsqu'ils t'y contraignent par leur rébellion. J'attends que tu mettes dans cette expédition toute la décence et l'humanité qui caractérisent les républicains. »

Les décrets de la Convention, l'élargissement des suspects, les mesures modérées prises par Hoche, la liberté accordée aux cultes, toutes ces causes réunies engagèrent un grand nombre de rebelles à profiter de l'amnistie.

Charette, ne pouvant plus guère lutter, demanda une entrevue à Canclaux et aux représentants. Cormatin de son côté entra en négociation ; il vit Hoche et demanda une trêve provisoire et la permission de visiter les chefs chouans pour les engager à la paix.

Ses propositions furent acceptées. Les pourparlers traînèrent jusqu'en février 1795 ; et, le 17, un arrangement fut signé entre Charette, Sapinau, Cormatin et les représentants.

En Bretagne, on avait suivi la même marche qu'en Vendée, et Cormatin avait visité le pays, accompagné des représentants. Malgré la trêve, beaucoup d'actes de brigandage avaient été commis par les chouans. « Ceux-ci, dit M. Thiers, n'étant pour la plupart que des bandits, sans attachement à aucune cause, se souciaient fort peu des vues politiques qui engageaient leurs chefs à signer une suspension d'armes, ne prenaient aucun soin de l'observer et ne songeaient qu'à butiner. »

« Hoche, ajoute M. Thiers, courant de cantonnements en cantonnements, à des distances de quatre-vingts lieues, n'ayant jamais un moment de repos, placé entre les représentants qui voulaient la guerre et ceux qui voulaient la paix, entre les jacobins des villes, qui l'accusaient de faiblesse et de trahison, et les royalistes, qui l'accusaient de barbarie, Hoche était abreuvé de dégoûts, sans se refroidir néanmoins de son zèle. « Vous me souhaitez encore une campa-« gne des Vosges ? écrivait-il à un de ses amis ; com-« ment voulez-vous faire une pareille campagne « contre des chouans, et presque sans armée ? » Ce jeune capitaine voyait ses talents consumés dans une guerre ingrate, tandis que des généraux, tous inférieurs à lui, s'immortalisaient en Hollande, sur le Rhin, à la tête des plus belles armées de la république. Cependant, il continuait sa tâche avec ardeur et une profonde connaissance des hommes et de la situation. On a vu qu'il avait donné déjà les conseils les plus sages ; par exemple, d'indemniser les paysans et d'enrôler ceux que la guerre avait faits soldats. »

Il se préoccupait aussi de l'attitude de l'Angleterre. Il aurait voulu qu'on s'emparât de Jersey et de Guernesey, et il songeait alors déjà à faire une descente en Irlande pour établir une chouannerie dans le pays même de l'ennemi.

Sa politique réussit pleinement. On se réunit le 20 avril 1795 pour signer la paix, et les chouans déclarèrent reconnaître la République et se soumettre à ses lois.

Cette première pacification de la Vendée n'était qu'apparente. Hoche l'avait bien compris, mais il avait compris aussi que cette sorte de relâche donnée au parti aurait pour premier effet d'habituer le paysan au repos, de calmer son ardeur et de lui faire acceper les lois de la république en les lui faisant mieux connaître.

Les chefs continuaient sourdement leurs menées. Hoche les surveillait, il se préparait à reprendre la lutte qu'il sentait imminente et voulait la reprendre avec le plus de chances de succès possible. Il avait formé des colonnes mobiles et les avait distribuées dans le pays pour assurer la tranquillité et pouvoir les porter rapidement sur le point menacé au moment même où quelque soulèvement viendrait à éclater. Enfin il obtint la preuve de la trahison de Cormatin dans une dépêche qui fut interceptée. Il le fit arrêter immédiatement. Les chefs chouans se plaignirent; Hoche fit imprimer les lettres de Cormatin. Les hostilités commencèrent aussitôt. Le succès de nos armes termina promptement cette première levée de boucliers, mais de grands préparatifs se fai-

saient à Londres et tout annonçait qu'une nouvelle lutte, plus sérieuse et plus meurtrière, allait avoir lieu.

Le 27 juin 1795, une troupe d'émigrés commandés par d'Hervilly et Puisaye débarqua au village de Carnac dans la baie de Quiberon. La presqu'île qui porte ce nom est jointe à la terre par une langue de sable, étroite, longue d'une lieue et nommée *la Falaise.* Le fort Penthièvre est placé entre la presqu'île et la falaise. Il était alors occupé par sept cents hommes.

Hoche écrivit au Comité de salut public :

« Je vous préviens, sous le secret, que les Anglais débarquent dans l'anse de Quiberon... » et à quelques jours de là, il ajoute : « Il a dû débarquer de huit à dix mille émigrés, sous la protection de l'escadre anglaise. Tous les chouans du Morbihan sont réunis. Mon dessein est de n'avoir point d'affaires particulières : elles aguerriraient les chouans ; mais bien une action générale, dans laquelle vos troupes déploieront leur valeur accoutumée. Je saisirai cette nouvelle occasion de prouver mon attachement à la République. »

Bientôt, il écrit encore : « Les anglo-émigrés-chouans sont, comme des rats, enfermés dans Quiberon, où l'armée les tient bloqués. L'instant est arrivé où les rebelles seront anéantis. »

L'expédition, à peine débarquée, se grossit de quatre à cinq mille paysans accourus sous la direction des principaux chefs insurgés; bientôt cette foule s'éleva à plus de dix mille hommes. Le fort Penthièvre fut enlevé le 3 juillet ; les soldats qui devaient

13.

le défendre manquaient de pain depuis trois jours; ils étaient menacés d'un assaut de vive force et foudroyés par le feu des vaisseaux anglais qui avaient amené les émigrés.

Hoche, aussitôt ces nouvelles reçues, écrivit au Comité de salut public : « Du calme, de l'activité, des vivres dont nous manquons, et les douze mille hommes que vous m'avez promis depuis si longtemps. » Puis, sans perdre un instant, il enveloppa la Bretagne et fit attaquer tous les postes avancés des chouans, qui furent rapidement culbutés. Le 7 juillet, une attaque générale eut lieu sur toute la ligne et les chouans durent se réfugier dans la presqu'île. Le 16, Puisaye tenta une sortie et d'Hervilly fut tué. L'armée des chouans fut refoulée tout entière sur la falaise et elle perdit ses canons. Il eût été facile de déloger de sa retraite la troupe ennemie, mais les chaloupes canonnières, en balayant la falaise de leurs feux, rendaient toute attaque à fond dangereuse et inutile. Le fort fut pris le 20 juillet par surprise; quelques soldats s'y introduisirent de nuit en escaladant les rochers et ouvrirent les portes au reste de l'armée.

« Les valeureuses troupes que je commande, écrit Hoche à ce sujet, ont, à deux heures du matin, emporté d'assaut le fort Penthièvre et le camp retranché de la presqu'île, dont elles se sont emparées sans faire *halte*. N'ayant d'autre alternative que de se jeter à la mer ou d'être passée au fil de la baïonnette, la *noble* armée a mis bas les armes. Donnez avis de cette opération aux amis de la patrie. »

Dès lors, les émigrés, acculés et sentant l'inutilité de toute résistance, se rendirent. Aucune capitulation, même verbale, ne fut consentie par Hoche. Le nouveau Comité de salut public avait dit que *le sol natal dévorerait tous les traîtres*. Il décida, sur le rapport de Tallien, que les prisonniers seraient traduits devant une commission militaire et que tous ceux qui appartenaient à l'émigration et avaient pris volontairement les armes seraient fusillés. Hoche ne voulut pas présider à cette sanglante hécatombe : il chargea un de ses lieutenants d'exécuter les ordres du Directoire et partit pour Saint-Malo. Les soldats, émus eux-mêmes de pitié pour leurs adversaires de la veille, en firent échapper beaucoup, mais le plus grand nombre fut exécuté.

Il était évident que cette tentative n'était qu'un prélude, que d'autres devaient suivre et qu'il fallait se tenir sur ses gardes. Au mois de décembre suivant, le Directoire réunit les trois armées de l'Ouest, celle de Cherbourg, celle de Brest et celle de l'Ouest proprement dite en une seule, qui prit le nom d'armée de l'Océan. Elle s'élevait à quarante-quatre mille hommes. Hoche en reçut le commandement suprême ; il venait à peine de l'organiser lorsqu'une nouvelle flottille anglaise parut en vue des côtes. Elle portait deux mille hommes d'infanterie et cinq cents cavaliers. On s'attendait chaque jour à la voir aborder, mais après avoir louvoyé près d'un mois sans oser prendre terre, elle repartit enfin le 15 novembre sans avoir rien tenté. Charette avait compté sur le débarquement ; il avait commencé les hostili-

tés et, se trouvant abandonné, il était dans une situation difficile. Il comprit bientôt que tout espoir était perdu pour lui, et résolut du moins de vendre chèrement sa vie. Il livra successivement plusieurs combats pour percer la ligne de Hoche, mais ce fut en vain et il se vit ramené dans le Marais. La Bretagne était désorganisée. Hoche, militaire et politique habile, comprit que, plus que jamais, ce n'était plus par les armes qu'il fallait songer à vaincre un ennemi en quelque sorte insaisissable. Il ordonna donc de cesser les poursuites et forma un plan nouveau de pacification.

Ce plan a été exposé dans son ensemble par M. Thiers avec une merveilleuse lucidité :

« L'habitant de la Vendée était paysan et soldat tout à la fois. Au milieu des horreurs de la guerre civile, il n'avait pas cessé de cultiver ses champs et de soigner ses bestiaux. Son fusil était à ses côtés, caché sous la terre ou sous la paille. Au premier signal de ses chefs, il accourait, attaquait les républicains, puis disparaissait à travers les bois, retournait à ses champs, cachait de nouveau son fusil, et les républicains ne trouvaient qu'un paysan sans armes, dans lequel ils ne pouvaient nullement reconnaître un soldat ennemi. De cette manière, les Vendéens se battaient, se nourrissaient et restaient presque insaisissables. Tandis qu'ils avaient toujours les moyens de nuire et de se recruter, les armées républicaines, qu'une administration ruinée ne pouvait plus nourrir, manquaient de tout et se trouvaient dans le plus horrible dénûment.

« On ne pouvait faire sentir la guerre aux Vendéens que par des dévastations, moyen qu'on avait essayé pendant la Terreur, mais qui n'avait excité que des haines furieuses sans faire cesser la guerre civile.

« Hoche, sans détruire le pays, imagina un moyen ingénieux de le réduire, en lui enlevant ses armes, et en prenant une partie de ses subsistances pour l'usage de l'armée républicaine. D'abord il persista dans l'établissement de quelques camps retranchés, dont les uns, situés sur la Sèvre, séparaient Charette de Stofflet, tandis que les autres couvraient Nantes, la côte et les sables. Il forma ensuite une ligne circulaire qui s'appuyait à la Sèvre et à la Loire, et qui tendait à envelopper progressivement tout le pays. Cette ligne était composée de postes assez forts, liés entre eux par des patrouilles, de manière qu'il ne restait pas un intervalle libre, à travers lequel pût passer un ennemi un peu nombreux. Ces postes étaient chargés d'occuper chaque bourg et chaque village, et de désarmer les habitants. Pour y parvenir, ils devaient s'emparer des bestiaux, qui ordinairement paissaient en commun, et des grains entassés dans les granges; ils devaient aussi arrêter les habitants les plus notables, et ne restituer les bestiaux, les grains, ni élargir les habitants pris en otage, que lorsque les paysans auraient volontairement déposé leurs armes. Or comme les Vendéens tenaient à leurs bestiaux et à leurs grains beaucoup plus qu'aux Bourbons et à Charette, il était certain qu'ils rendraient leurs armes. Pour ne pas être induits en erreur par les paysans, qui pourraient bien donner

quelques mauvais fusils et garder les autres, les officiers chargés du désarmement devaient se faire livrer les registres d'enrôlement tenus dans chaque paroisse, et exiger autant de fusils que d'enrôlés. A défaut de ces registres, il leur était recommandé de faire le calcul de la population, et d'exiger un nombre de fusils égal au quart de la population. Après avoir reçu les armes, on devait rendre fidèlement les bestiaux et les grains, sauf une partie prélevée à titre d'impôt, et déposée dans des magasins formés sur les derrières de cette ligne. Hoche avait ordonné de traiter les habitants avec une extrême douceur, de mettre une scrupuleuse exactitude à leur rendre et leurs bestiaux et leurs grains, et surtout leurs otages. Il avait particulièrement recommandé aux officiers de s'entretenir avec eux, de les bien traiter, de les envoyer même quelquefois à son quartier général, de leur faire quelques présents en grains ou en différents objets. Il avait prescrit aussi les plus grands égards pour les curés. Les Vendéens, disait-il, n'ont qu'un sentiment véritable, c'est l'attachement pour leurs prêtres. Ces derniers ne veulent que protection et repos; qu'on leur assure ces deux choses, qu'on y ajoute même quelques bienfaits, et les affections du pays nous seront rendues.

« Cette ligne, qui appelait le désarmement, devait envelopper la basse Vendée circulairement, s'avancer peu à peu, et finir par l'embrasser tout entière. En s'avançant, elle laissait derrière elle le pays désarmé, ramené, réconcilié même avec la République. De plus, elle le protégeait contre un retour des chefs

insurgés, qui, ordinairement, punissaient par des dévastations la soumission à la République et la remise des armes. Deux colonnes mobiles la précédaient pour combattre ces chefs, et les saisir s'il était possible; et bientôt, en les serrant toujours davantage, elle devait les renfermer et les prendre inévitablement. La plus grande surveillance était recommandée à tous les commandants de poste, pour se lier toujours par des patrouilles, et empêcher que les bandes armées ne pussent percer la ligne et revenir porter la guerre sur ses derrières. Quelque grande que fût la surveillance, il pouvait arriver cependant que Charette et quelques-uns des siens trompassent la vigilance des postes et franchissent les lignes de désarmement; mais, dans ce cas même, qui était possible, il ne pouvait passer qu'avec quelques individus, et ils allaient se retrouver dans des campagnes désarmées, rendues au repos et à la sécurité, calmées par de bons traitements et intimidées d'ailleurs par ce vaste réseau de troupes qui embrassait le pays. Le cas d'une révolte sur les derrières était prévu. Hoche avait ordonné qu'une des colonnes mobiles se reporterait aussitôt dans la commune insurgée, et que, pour la punir de n'avoir pas rendu toutes les armes et d'en avoir encore fait usage, on lui enlèverait ses bestiaux et ses grains, et qu'on saisirait les principaux de ses habitants. L'effet de ces châtiments était assuré, et, dispensés avec justice, ils devaient inspirer non pas la haine, mais une salutaire crainte.

« Le projet de Hoche fut aussitôt mis à exécution...

C'était surtout par la sagesse de l'exécution qu'un plan de cette nature pouvait réussir. Hoche dirigeait les officiers par des instructions pleines de sens et de clarté, et se multipliait pour suffire à tous les détails. Ce n'était plus seulement une guerre, c'était une grande opération politique, qui exigeait autant de prudence que de vigueur. Bientôt les habitants commencèrent à rendre leurs armes et à se réconcilier avec les troupes républicaines. Hoche puisait dans les magasins de l'armée pour accorder quelques secours aux indigents ; il voyait lui-même les habitants retenus comme otages, les faisait garder quelques jours, et les renvoyait satisfaits. Aux uns il donnait des cocardes, à d'autres des bonnets de police, et quelquefois même des grains à ceux qui en manquaient pour ensemencer leurs champs. Il était en correspondance avec les curés, qui avaient une grande confiance en lui et qui l'avertissaient de tous les secrets du pays. Il commençait ainsi à s'acquérir une grande influence morale, véritable puissance avec laquelle il fallait terminer une guerre pareille. Pendant ce temps, les magasins formés sur les derrières de la ligne de désarmement se remplissaient de grains, de grands troupeaux de bestiaux se formaient et l'armée commençait à vivre dans l'abondance, par ce moyen si simple de l'impôt et des amendes en nature. »

Le Directoire, auquel ce plan fut soumis, l'approuva complétement et donna à son auteur des marques non équivoques de sa satisfaction. Il était attaqué de mille manières. Les royalistes et les patriotes l'ac-

cusaient à l'envi, les uns de trop de modération, les autres de cruauté exagérée. On le dénonçait sans cesse au Directoire, qui, loin de vouloir entendre à toutes ces réclamations, lui témoigna plusieurs fois publiquement en quelle estime il tenait son caractère et sa personne. Il lui fit un don national de deux magnifiques chevaux dont, par parenthèse, il avait grand besoin, car il manquait souvent même du nécessaire, quoiqu'il fût à la tête d'une armée de cent mille hommes et qu'il disposât du revenu de plusieurs provinces.

Ses appointements, payés en papier, se réduisaient à rien. Il n'avait ni chevaux, ni selles, ni brides et demandait l'autorisation de prendre, en les payant, six selles, six brides, des fers de cheval, quelques bouteilles de rhum et quelques pains de sucre dans les magasins abandonnés à Quiberon par les Anglais. « Admirable exemple, dit M. Thiers, de délicatesse, que nos généraux républicains donnèrent souvent, et qui allait devenir tous les jours plus rare, à mesure que nos invasions allaient s'étendre et que nos mœurs guerrières allaient se corrompre par l'effet des conquêtes et des mœurs de cour! »

Cette corruption, Hoche sut y résister, car plusieurs fois on tenta de l'acheter : « Il m'a été dernièrement envoyé, écrit-il au Directoire, une femme célèbre dans ce pays d'intrigue et de contre-révolution, à l'effet de me demander la mise en liberté d'un prêtre. Bientôt la conversation s'engagea sur les affaires du temps; elle se loua beaucoup de leur état et de la tranquillité dont ces départements jouissent.

Seulement, me dit-elle, ces messieurs craignent le retour de la Terreur (car terreur est le cheval de bataille). Oh! général, si vous saviez comme vous êtes aimé, comme vous seriez plus aimé encore, si l'on savait que vous n'êtes pas terroriste! Dites-moi donc, général, si la Terreur revenait, que feriez-vous? — Pourquoi? — C'est que nos messieurs voudraient la combattre sous vos ordres. — Fort bien; mais en cas de réussite, où irions-nous? — Où nous irions, général? Tenez, on sait positivement que le retour à la monarchie est impossible : on conserverait la constitution actuelle... ; mais on dit que vous êtes de la faction d'Orléans? — Moi, madame, je suis son plus grand ennemi. — Eh bien! général, on ne demanderait qu'un président perpétuel du Directoire. — En vérité, madame! et ce serait le roi de Vérone, qu'en dites-vous? — Bon général! »

« Qu'en dites-vous, à votre tour, citoyens Directeurs? J'ai conclu de ce simple dialogue qu'il n'était pas difficile aux royalistes de fomenter une insurrection contre vous et le Corps législatif, et que peut-être alors demanderait-on à marcher sous les bannières républicaines pour réélire plus aisément un roi. »

La pacification complète de la Vendée ne dépendait plus que de la prise de Charette. Celui-ci s'était caché dans les bois avec quelques rares partisans, une centaine d'hommes au plus. Réduit aux abois, il fit demander la permission de se retirer en Angleterre. Un arrêté du Directoire accordait cette faveur aux chefs qui faisaient leur soumission. Hoche y

consentit. Mais Charette n'avait jamais songé sérieusement à ce projet, il avait voulu simplement gagner du temps et respirer un peu en suspendant la poursuite. Le Directoire, de son côté, eût été désolé de voir échapper un chef aussi dangereux; il écrivit à Hoche de ne point accorder l'autorisation demandée. Charette avait déjà repris les hostilités quand cet ordre parvint au général en chef. Il avait déclaré que tous ces pourparlers n'étaient qu'une feinte, qu'il ne voulait ni pitié ni pardon, et s'était jeté de nouveau dans les bois. Traqué comme une bête fauve, dénoncé par les paysans, abandonné par les siens, il fut pris le 22 mars 1796. Il se défendit comme un lion et tomba frappé de plusieurs coups de sabre. Jugé à Nantes, il eut une conduite fort digne, ne renia aucun de ses actes et au contraire en revendiqua fièrement et courageusement la responsabilité tout entière. Il fut exécuté le 29 mars.

La mort de Charette terminait la guerre civile en Vendée. A partir de ce moment, Hoche porta tous ses efforts en Bretagne; fidèle à son plan, il l'embrassa d'un vaste cordon de la Loire à Granville. Les chouans réfoulés de village en village furent enfin acculés à la mer. Bientôt tout le pays fut soumis. « Le travail qui lui restait à faire, dit M. Thiers, ne consistait plus qu'en des soins d'administration et de police; il lui fallait quelques mois encore d'un gouvernement doux et habile pour calmer les haines et rétablir la paix. Malgré les cris furieux de tous les partis, Hoche était craint, chéri, respecté dans la contrée, et les royalistes commençaient à pardonner à une ré-

publique si dignement représentée. Le clergé surtout, dont on avait su capter la confiance, lui était entièrement dévoué, et le tenait exactement instruit de ce qu'il avait intérêt à connaître. Tout présageait la paix et la fin d'horribles calamités. »

Le gouvernement fit déclarer par un décret solennel que l'armée de l'Océan et son chef avaient bien mérité de la patrie.

Le 28 messidor an IV (15 juillet 1796), Carnot, président du Directoire, annonça par un messsage au Corps législatif la fin de la guerre civile :

« Il est impossible, dit-il, de vous faire connaître par le détail combien est grande la reconnaissance que la patrie doit à l'armée des côtes de l'Océan et au brave général dont elle a si bien secondé les talents. »

« On a décrété aujourd'hui que nous avions bien mérité de la patrie, » écrit le général vainqueur à un de ses officiers, et à sa femme il dit : « La paix est faite, et ton mari vainqueur se porte bien. Aie bien soin de notre petit enfant, je t'embrasse. » Cet enfant revient toujours dans sa pensée même au moment des plus grandes préoccupations ; déjà pendant la guerre même il avait écrit à sa femme : « J'exige que mon enfant n'ait pas de maillot. Il ne faut pas qu'il soit serré dans des langes comme dans un étau. Ni lisière, ni bourrelet. Laisse-le marcher sur les pieds et sur les mains, sur une couverture, en hiver dans la chambre, en été dans le jardin. »

Nos armes, cependant, en 1796, dit M. du Chatellier, étaient triomphantes sur presque toutes les

frontières de la France. Mais à l'intérieur le pays était cruellement agité par de nombreuses factions qui se cachaient derrière des opinions et des intérêts très-respectables, mais très-difficiles à concilier.

Chacun de ces partis avait des projets peu rassurants pour la consolidation du système républicain. Ils avaient tous eu leurs jours d'espérance ou de succès, mais aussi leurs jours de défaites.

Les hommes énergiques de la Convention et des comités, qui s'étaient un moment prévalus de leurs efforts pour repousser l'invasion étrangère, avaient vu leurs chefs, justement détestés, monter à leur tour sur les échafauds...

Par un jeu calculé du parti contraire à ces excès, il était alors arrivé que Hoche, l'une des victimes de la Terreur et l'homme de France qui, saisi d'un commandement suprême dans les provinces insurgées, s'était montré le plus résolûment hostile aux moyens de cet affreux régime, fut un instant désigné comme le partisan des idées et des mesures qui auraient pu ramener les mêmes malheurs et les mêmes désastres. On le voit, dans trois ou quatre de ses lettres, obligé de rappeler qu'il a passé par les prisons de la Terreur, et qu'à plusieurs reprises les vaincus du 9 thermidor ont cherché à l'atteindre pour se débarrasser de lui.

On sait, en effet, que plusieurs projets d'empoisonnement furent tentés à son égard, et que, rentrant un soir chez lui, il fut au moment de tomber sous le coup de feu d'un assassin dont il demanda lui-même la grâce. Mais si les uns le traitaient de

terroriste, d'autres l'accusaient d'être partisan des d'Orléans, et il répondait à ceux qui l'avisaient des dangers qu'il pouvait courir qu'ils eussent à ne pas se préoccuper de son salut, parce que la diplomatie étrangère devait avoir beaucoup d'autres choses à faire que de s'occuper de sa personne.

Hoche avait connu Bonaparte dès vendémiaire et les premiers mois de l'an IV. En effet, il s'était lié avec Mme de Beauharnais dans les prisons de la Terreur, et, ainsi que le prouve une lettre de lui au général Beauharnais, cette liaison l'amena à faire entrer dans son état-major le jeune Beauharnais quand il alla prendre le commandement de l'armée de Cherbourg.

Les succès remportés en Italie par le jeune général qui venait de se révéler avaient excité chez Hoche une telle admiration qu'il lui écrivit du fond de la Vendée :

AU GÉNÉRAL BONAPARTE.

12 floréal an IV (1er mai 1796).

« Honneur aux héros de Millésimo ! Honneur au brave chef qui les commande ! Le Directoire a transmis à l'armée que j'ai l'honneur de commander, l'éclatante victoire que celle d'Italie a remporté sur les ennemis de la République. Acceptez, mon cher général, le témoignage de la joie vive et pure que vos éclatants succès ont produit en nos cœurs. Vous continuerez, brave général, à nous causer de sem-

blables sensations et, en mon nom particulier, je m'applaudis de vous avoir connu. Salut et amitié. »

C'est vers cette même époque (juillet 1796) que se place un épisode qui montre ce qu'il y avait de vraie grandeur et de générosité dans le caractère du jeune général. On attaquait alors avec violence tous nos officiers; Bonaparte notamment était l'objet des accusations les plus vives et les moins mesurées. On le disait indocile, on annonçait hautement sa prochaine destitution; on allait même jusqu'à prétendre que Hoche était chargé de l'arrêter. Celui-ci, saisi d'indignation, écrivit alors au ministre de la police une lettre qui lui fait trop d'honneur pour que nous ne la reproduisions pas ici :

12 thermidor an IV (30 juillet 1796).

« Citoyen ministre, des hommes qui, cachés ou ignorés pendant les premières années de la fondation de la République, n'y pensent aujourd'hui que pour chercher les moyens de la détruire, et n'en parlent que pour calomnier ses plus fermes appuis, répandent depuis quelques jours les bruits les plus injurieux aux armées et à l'un des officiers généraux qui les commandent. Ne leur est-il donc plus suffisant, pour parvenir à leur but, de correspondre ouvertement avec la horde conspiratrice résidant à Hambourg? faut-il que, pour obtenir la protection des maîtres qu'ils veulent donner à la France, ils avilissent les chefs des armées? Pensent-ils que

ceux-ci, aussi faibles qu'au temps passé, se laisseront injurier sans oser répondre, et accuser sans se défendre? Pourquoi Bonaparte se trouve-t-il donc l'objet des fureurs de ces messieurs? est-ce parce qu'il a battu leurs amis et eux-mêmes en vendémiaire? est-ce parce qu'il dissout les armées des rois, et qu'il fournit à la République les moyens de terminer glorieusement cette honorable guerre? Ah! brave jeune homme, quel est le militaire républicain qui ne brûle du désir de t'imiter! Courage, Bonaparte! conduis à Naples, à Vienne, nos armées victorieuses; réponds à tes ennemis personnels en humiliant les rois, en donnant à nos armes un lustre nouveau. Laisse-nous le soin de ta gloire et compte sur notre reconnaissance; compte aussi que, fidèles à la constitution, nous la défendrons contre les attaques de l'ennemi de l'intérieur. Comme toi, nous marchions contre les royalistes en vendémiaire. L'éloignement seul a empêché tes frères d'armes de toutes les armées de partager tes travaux.

« J'ai ri de pitié en voyant un homme, qui d'ailleurs a beaucoup d'esprit, annoncer des inquiétudes qu'il n'a pas sur les pouvoirs accordés aux généraux français. Vous les connaissez à peu près tous, citoyen ministre. Quel est donc celui qui, en admettant même qu'il ait assez de pouvoir sur son armée pour la faire marcher sur le gouvernement; quel est celui, dis-je, qui jamais entreprendrait de le faire, sans être sur-le-champ accablé par ses compagnons? A peine les généraux se connaissent-ils, à peine correspondent-ils ensemble! Leur nombre doit rassurer

sur les desseins que l'on prête gratuitement à l'un d'eux. Ignore-t-on ce que peuvent sur les hommes l'envie, l'ambition, la haine, je puis ajouter, je pense, l'amour de la patrie et l'honneur? Rassurez-vous donc, républicains modernes.

« Quelques journalistes ont poussé l'absurdité au point de me faire aller en Italie pour arrêter un homme que j'estime, et dont le gouvernement a le plus à se louer. On peut assurer qu'au temps où nous vivons, peu d'officiers généraux se chargeraient de remplir les fonctions de gendarmes, bien que beaucoup soient disposés à combattre les factions et les factieux.

« Depuis mon séjour à Paris, j'ai vu des hommes de toutes les opinions : j'ai pu apprécier quelques-uns à leur juste valeur. Il en est qui pensent que le gouvernement ne peut marcher sans eux : ils crient pour avoir des places. D'autres, quoique personne ne s'occupe d'eux, croient qu'on a juré leur perte : ils crient pour se rendre intéressants. J'avais vu des émigrés, plus Français que royaliste, pleurer de joie au récit de nos victoires ; j'ai vu des Parisiens les révoquer en doute. Il m'a semblé qu'un parti audacieux, mais sans moyens, voulait renverser le gouvernement actuel, pour y substituer l'anarchie ; qu'un second, plus dangereux, plus adroit, et qui compte des amis partout, tendait au bouleversement de la république, pour rendre à la France la constitution boiteuse de 1791, et une guerre civile de trente années ; qu'un troisième enfin, s'il sait mépriser les deux autres et prendre sur eux l'empire

que lui donnent les lois, les vaincra, parce qu'il est composé de républicains vrais, laborieux et probes, dont les moyens sont les talents et les vertus, parce qu'il compte au nombre de ses partisans tous les bons citoyens, et les armées, qui n'auront sans doute pas vaincu depuis cinq ans pour laisser asservir la patrie. »

Cette lettre imposa silence à la malveillance.

L'Angleterre, notre constante ennemie, commençait à craindre à son tour. La Vendée et la Bretagne pacifiées laissaient disponible une armée de près de cent mille hommes qui pouvait être tournée contre elle. L'Espagne était sur le point de lui déclarer la guerre; elle le savait et redoutait l'appoint que sa marine allait nous donner.

Hoche, le premier, proposa au gouvernement d'exécuter un projet dès longtemps rêvé par lui. Il voulait tenter une expédition en Irlande; il voulait rendre à l'Angleterre le mal qu'elle nous avait fait : porter la guerre civile sur son propre territoire, organiser et soutenir une chouannerie irlandaise. « Je crois que le Directoire, écrivait-il, pourrait penser à une expédition sérieuse sur les côtes d'Angleterre. »

Les finances anglaises étaient alors dans un état déplorable.

Le projet du jeune général fut accueilli, et une es-

cadre fut réunie dans le port de Brest. Hoche y envoya ses meilleurs soldats. On fit courir le bruit d'une expédition lointaine à Saint-Domingue ou à Lisbonne.

L'Angleterre ne fut pas dupe de ces rumeurs; elle savait à quoi s'en tenir, et n'était pas rassurée. Le peuple voulait la paix, mais l'aristocratie n'admettait pas qu'on pût traiter avec la République. Pitt, le premier ministre, était un trop profond politique pour s'arrêter à des considérations de ce genre; il aurait bien voulu pouvoir négocier, mais à une condition : la restitution des Pays-Bas. Cette clause ne pouvait être acceptée : la France, en effet, avait pris un engagement d'honneur vis-à-vis de cette contrée et ne pouvait l'abandonner. Des pourparlers furent entamés ; lord Malmesbury vint même à Paris dans ce but, le 23 octobre 1796, mais le Directoire, ne pouvant accepter les conditions proposées, crut devoir publier les notes échangées, afin de dégager sa responsabilité et de bien déclarer qu'il ne voulait pas la guerre quand même, mais qu'il ne pouvait pas non plus faire la paix sur ces bases inadmissibles. On ne put s'entendre, et, le 20 décembre, l'ambassade anglaise dut quitter Paris.

En Irlande, on attendait l'arrivée de nos troupes avec impatience et un soulèvement général était imminent. Des agents avaient même été envoyés à Paris. Hoche continuait ses préparatifs; il songeait déjà à fonder, de l'autre côté de la Manche, une nouvelle république voisine et rivale de l'aristocratique Angleterre. Une alliance offensive et défensive avec

l'Espagne avait été conclue à Saint-Ildefonse. Grâce au concours de cette alliée nouvelle, nous pouvions mettre en ligne une flotte formidable et lutter avec avantage contre toutes les forces navales de l'ennemi. On pouvait donc mener à bien l'expédition d'Irlande et susciter de terribles complications aux Indes.

L'amiral Truguet, ministre de la marine, aurait voulu que l'escadre, après avoir déposé Hoche et son armée en Irlande, allât prendre à l'île de France les bataillons de noirs qu'on y organisait pour les porter aux Indes au secours de Tippo-Saïb. Ce projet fut abandonné. En décembre 1796, l'escadre fut prête pour le transport des troupes. Elle se composait de quinze vaisseaux de haut bord, de vingt frégates et d'un grand nombre de bâtiments de transport. Elle portait vingt-deux mille hommes et devait débarquer dans la baie de Bantry. On appareilla le 16 décembre et on échappa aux croisières anglaises; mais, dans la nuit du 26 au 27, une tempête dispersa les navires. Deux jours après, tous avaient rallié et manœuvraient en vue des côtes ennemies, sauf un seul, la frégate la *Fraternité*, celui-là même qui portait l'âme de l'expédition, le général Hoche; quand enfin il arriva devant la baie, le reste de la flottille avait repris la mer et cinglait vers les côtes de France. Il revint à Rochefort.

Telle fut la malheureuse issue de cette entreprise qui avait terrifié l'Angleterre. Le Directoire comprit qu'il fallait remettre à plus tard toute tentative de ce genre et fit diriger vers le Rhin la plus grande partie des troupes devenues disponibles dans l'Ouest.

Jourdan avait demandé sa retraite. On offrit le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse, la plus belle qu'ait jamais eue la République, à Hoche comme une récompense justement méritée des services éclatants qu'il venait de rendre à la France. Les troupes qu'il amenait de Bretagne portèrent à quatre-vingt mille hommes le corps d'armée qu'il allait diriger. Il employa les premiers mois de l'année 1797 à organiser ses légions. Il rêvait de créer dans les provinces situées entre la Meuse et le Rhin une république Cisrhénane qui, par son alliance avec la France, aurait pu lui être d'un grand secours.

Napoléon, dans ses Mémoires, indique clairement cette situation :

« Hoche, dit-il, venait d'être promu au commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse; c'était un homme plein de talent, de bravoure et d'ambition. Il avait sous ses ordres une armée superbe, qu'il

avouait être de quatre-vingt mille hommes sous les armes; il se sentait la force de bien la mener; il trépignait d'impatience à toutes les nouvelles qu'il recevait des victoires d'Italie... »

Quand ses troupes furent en état d'entrer en campagne, le jeune général n'eut plus qu'un désir, commencer les hostilités. Mais le Directoire le laissa dans une déplorable inactivité et ce ne fut qu'en avril qu'il lui fut permis d'agir. L'ordre donné, le 18 avril, il passa le Rhin au pont de Neuwied, tandis que Championnet, avec l'aile droite, s'avançait par Dusseldorf et marchait sur Uckerath et Altenkirchen. Hoche attaqua les Autrichiens à Heddersdorf, les battit, leur fit plusieurs milliers de prisonniers, leur prit des canons, des drapeaux et les jeta sur le Mein. Puis, il marcha sans désemparer sur Francfort où il arriva le 22 avril, poursuivant devant lui le général Kray, auquel il cherchait à couper la retraite.

Il allait l'envelopper et terminer la campagne après cinq victoires successives (Neuwied, Uckerath, Altenkirchen, Dierdorf et Heddersdorf) par une action victorieuse et décisive, quand il fut brusquement arrêté à Giessen, sur les bords de la Nidda, par l'avis de la signature des préliminaires de Leoben. A ce moment même, il manœuvrait pour enlever d'un seul coup l'armée ennemie. C'était la seconde fois qu'il se voyait privé des résultats qu'il devait attendre de ses efforts. Néanmoins, il ne s'en plaignit pas et ne montra aucune aigreur; loin de là, il écrivit au Directoire : « Après avoir fait trente-cinq lieues en

quatre jours et triomphé dans trois batailles et cinq combats, l'armée de Sambre-et-Meuse a accueilli la nouvelle de la paix avec la plus vive émotion. »

La paix avec l'Autriche une fois signée, la France n'avait plus devant elle qu'un adversaire : l'Angleterre. Hoche, pas plus que le Directoire, n'avaient renoncé à leur projet en Irlande ; c'était là une formidable machine de guerre. Quarante mille hommes occupaient les environs de Brest ; l'escadre armée l'année précédente était là ; elle pouvait mettre à la voile d'un instant à l'autre. La Hollande et l'Espagne, nos alliées, tenaient leurs vaisseaux à notre disposition pour nous appuyer. On pouvait donc agir, et agir vite, avec toutes les chances imaginables de succès.

Hoche voulait acheminer sur Brest vingt mille hommes de ses meilleures troupes de l'armée de Sambre-et-Meuse. L'Angleterre, comme on le voit, était sérieusement menacée. Elle n'avait plus d'allié et ne pouvait compter sur le concours de personne; la France, au contraire, disposait de ressources immenses. Pitt, le premier ministre, comprit le péril. Le crédit de son pays était ébranlé; il ne restait qu'une seule ressource, négocier et traiter si la chose était possible; c'est ce qu'il voulut tenter. Une ambassade fut envoyée à Lille et des pourparlers eurent lieu; Hoche n'en continua pas moins ses préparatifs.

La république triomphante au dehors était malheureusement loin d'être unie au dedans. Les cinq directeurs étaient divisés. Barras, Rewbell et la Réveillière-Lepeaux étaient seuls dévoués au système

de gouvernement existant. Ils comprenaient qu'une conspiration antirépublicaine se nouait autour d'eux, et cherchaient les moyens de conjurer ce péril. Ils reconnaissaient bien qu'il était impossible de dénoncer Pichegru et ses complices et de demander aux Cinq-Cents leur mise en accusation. En effet, la majorité de ce corps était hostile au Directoire et les armées seules pouvaient lui offrir un appui.

De tous les généraux disposant de corps d'armées nombreux, Hoche seul offrait toutes les garanties désirables. Bonaparte avait bien offert son concours au Directoire et l'on aurait pu compter sur lui pour un coup d'éclat; mais, alors déjà, son ambition paraissait redoutable. Moreau, placé à la tête de l'armée du Rhin, était plus froid, mais il semblait pencher vers la faction royaliste, et l'on ne pouvait pas avoir confiance en lui. Sa conduite ambiguë, alors que, sûr de la preuve de la trahison de Pichegru, il n'avait pas dénoncé le coupable, dénotait tout au moins une faiblesse répréhensible et dangereuse.

L'armée de Sambre-et-Meuse, l'armée brave par excellence, était toute républicaine. « Son général devenu en une campagne, de sergent, général en chef, aimait, ainsi que le dit M. Thiers, la république comme sa bienfaitrice et sa mère. Dans les cachots du Comité de salut public, ses sentiments ne s'étaient point attiédis ; dans la Vendée, ils s'étaient renforcés en luttant avec les royalistes. En vendémiaire, il était tout prêt à voler au secours de la Convention; il avait déjà mis vingt mille hommes en mouvement, lorsque la vigueur de Bonaparte, dans la journée du 13,

le dispensa de marcher plus avant. Ayant dans sa capacité politique une raison de se mêler des affaires que Moreau n'avait pas, ne jalousant pas Bonaparte, mais impatient de l'atteindre dans la carrière de la gloire, il était dévoué de cœur à la république, et prêt à la servir de toutes les manières, sur le champ de bataille ou au milieu des orages politiques. A une prudence consommée, il joignait une ardeur et une impatience de caractère extraordinaires. Prompt à se jeter dans les événements, il offrit son bras et sa vie au Directoire. »

C'était bien l'homme qu'il fallait, le seul qu'on pût employer efficacement et sans danger. Il avait un nom; illustré par ses récentes victoires de Wissembourg et de Neuwied et par ses succès en Bretagne et en Vendée, on le savait soldat et homme d'État, propre aux affaires de la politique et aux exploits de la guerre. Il était d'ailleurs apprécié et estimé par les républicains, auxquels il ne portait aucun ombrage; enfin, raison déterminante, son armée était la plus rapprochée de Paris.

Sondé par Barras, Hoche n'hésita pas. Il devait envoyer vingt mille hommes à Brest; il résolut de les faire stationner en route aux abords de Paris. Il fit plus, il avait plus de deux millions dans la caisse des pays qu'il administrait; il les tint à la disposition du Directoire. Ses troupes, mises en mouvement, leur avant-garde vint jusqu'à la Ferté-Alais, à onze lieues de Paris. Elles avaient franchi, sans le savoir, le rayon constitutionnel que les armées ne pouvaient dépasser sans enfreindre les lois.

Cette concentration de troupes donna l'éveil, d'autant plus que Hoche fut nommé en même temps ministre de la guere. Il n'avait pas l'âge voulu et dut refuser ce poste, mais cet ensemble de mesures effraya le conseil des Cinq-Cents, qui protesta. Les Directeurs, n'étant pas encore prêts, donnèrent des explications, disant que les troupes étaient en effet destinées à l'expédition d'Irlande, qu'il avait fallu leur faire traverser la France; que c'était par erreur qu'elles avaient franchi la limite légale, et que déjà, elles avaient reçu l'ordre de rétrograder.

Hoche retourna sur-le-champ à son quartier général de Wetzlar. Il était très-compromis par cette fausse manœuvre, due tout entière au zèle immodéré de Barras, qui l'avait fait marcher sans prévenir ses collègues et alors que l'entreprise n'était pas encore mûre. Barras aurait voulu agir seul. Hoche avait réuni ses troupes entre Reims et Sedan, et malgré l'orage suscité contre lui par sa première démarche, il était prêt à recommencer l'aventure. Il n'hésita même pas à envoyer cinquante mille francs au Directoire, qui se trouvait sans argent. Ces cinquante mille francs, c'était la dot de sa femme. Il y avait là, on n'en saurait douter, une conviction sincère et un dévouement absolu. Les Directeurs ne crurent pas pouvoir tenter une seconde fois leur coup d'Etat avec le même homme. Ils en chargèrent Augereau. Dans la nuit du 17 au 18 fructidor (4 septembre 1797), Augereau fit environner le palais du Corps législatif par les troupes de la garnison. Les portes furent livrées, Pichegru fut arrêté ainsi que Barthélemy et

un grand nombre de députés. Carnot s'était sauvé. Le Directoire, en cette circonstance, ne fit que prévenir la faction royaliste, qui, s'il ne s'était pas hâté de l'empêcher d'agir, l'aurait balayé lui-même. Carnot, dans ses Mémoires, a raconté cet épisode de la vie de Hoche. Comme il y parle longuement du héros qui nous occupe, nous citerons ce passage écrit par un homme qui ne l'aimait pas.

« L'instant de crise approchait (le 18 fructidor); j'aurais pu, en me jetant soit dans l'une soit dans l'autre des factions, mettre les chances de mon côté. J'ai préféré m'exposer à une perte presque certaine par leur choc, et je ne saurais me repentir de ce que j'ai fait.

« Lorsque les triumvirs firent cerner Paris avec une colonne de l'armée de Sambre-et-Meuse, Hoche vint me voir. J'avais sauvé Hoche avec beaucoup de peine du temps de Robespierre. Je l'avais fait mettre en liberté immédiatement après le 9 thermidor et j'avais réuni les trois armées de l'Ouest en une seule, pour lui en donner le commandement, parce que je ne voyais que lui qui pût terminer la guerre de la Vendée et des chouans. Il savait cela, et il paraissait se reprocher son injustice envers moi, et sa faiblesse pour le parti dans lequel il se laissait entraîner. Il me donna à entendre qu'il y était retenu comme malgré lui par des femmes : il est certain qu'elles ont joué un rôle très-actif dans la révolution de fructidor. Je reprochai à Hoche cette marche de troupes, qui n'avait été approuvée en aucune manière par le Directoire. « Mais, me dit-il, je ne puis pas faire l'expé-

dition d'Irlande sans troupes.—Vous savez, lui dis-je, général, qu'il y a encore quarante-trois mille hommes sur les côtes; et que signifie encore cette quantité de troupes à cheval que vous amenez avec vous? — Ce sont, me dit-il, des régiments que j'ai formés moi-même, et qui me sont extrêmement attachés. »

« C'était un homme de grands moyens que Hoche, et qui ne pouvait manquer d'être très-dangereux en prenant un parti quelconque dans les affaires politiques. Je crois que sa haine ancienne contre Pichegru aura pu contribuer à le décider. Il affectait un grand mépris pour ce dernier, sous le rapport des talents militaires. Leur rivalité avait commencé à la levée du siége de Landau, où Pichegru, protégé par Saint-Just, alors représentant du peuple près de l'armée du Rhin, avait pourtant cédé le commandement en chef des armées réunies à Hoche, soutenu par Lacoste et Baudot, représentants du peuple près de l'armée de la Moselle.

« Au commencement de la guerre, Hoche étant encore peu connu, envoya au Comité de salut public un mémoire sur les moyens de pénétrer en Belgique. Quand j'eus lu ce mémoire, je dis, par forme de conversation, au Comité : « Voilà un sergent d'infanterie qui fera du chemin. » Mes collègues me demandèrent de qui je parlais : « Amusez-vous, leur dis-je, à parcourir ce mémoire; sans être militaires, il vous intéressera. » Robespierre le prit; quand il l'eut achevé, il dit : « Voilà un homme excessivement dangereux.» Je crois que c'est de ce moment qu'il résolut de le faire périr. »

Cette appréciation du chef de l'armée de Sambre-et-Meuse par Carnot est intéressante. Elle montre bien quelle était la valeur de cet homme, dont un adversaire même était obligé de dire : *C'était un homme de grands moyens*, et qui ne trouve d'autre manière d'atténuer cet éloge qu'en ajoutant : *Il ne pouvait manquer de devenir très-dangereux en prenant un parti dans les affaires politiques.*

L'avis de Carnot, on le voit par l'affirmation de Carnot lui-même, était aussi l'avis de Robespierre.

Hoche, comme nous l'avons dit, était retourné à son quartier général de Wetzlar. Il attendait avec impatience les nouvelles qui devaient lui annoncer l'issue de la lutte engagée. Il y allait pour lui de la vie, si le Directoire avait succombé. Il était prêt à passer en Allemagne au premier avis du triomphe des Cinq-Cents. Les événements survenus le 18 fructidor le rassurèrent pleinement. Le Directoire, voulant le récompenser du concours qu'il lui avait prêté, réunit les deux armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, en une seule sous le nom d'armée d'Allemagne et lui en confia le commandement.

Cette fois encore, comme en l'an II, il réunit les généraux placés sous ses ordres et leur dit : « Mes amis, c'est à vous de décider si j'accepterai cet immense commandement; promettez-moi de me continuer vos conseils et vos lumières; mes forces sans les vôtres ne suffiraient point à porter ce fardeau. »

Malheusement cette belle armée, la plus belle de la république, le jeune général ne devait plus la conduire à la victoire. Il était frappé à mort. Depuis quelque

temps, une toux sèche et fréquente, des convulsions nerveuses alarmaient ses amis et les médecins. Un mal inconnu le consumait.

Lombard, de Langres, dit à ce sujet dans ses Mémoires : « Assez longtemps avant qu'il mourût, il me parut affecté d'une toux convulsive bien forte, et bien terrible. Je montais en même temps que lui, et derrière lui, l'escalier du Luxembourg, qui conduisait à la salle d'audience du Directoire. A la moitié des degrés, il lui prit une quinte si violente, qu'il fut obligé de s'appuyer sur la rampe, et que de deux militaires dont il était accompagné, l'un le soutint par le corps, et l'autre lui serra la tête comme on fait aux enfants qui ont la coqueluche. Cette crise, dont je restai spectateur, fut au moins de sept à huit minutes, et quand elle fut passée, sa faiblesse fut si grande, qu'il ne monta le reste des degrés qu'à grand'-peine et soutenu des deux militaires. »

Malgré le triste état de sa santé, il s'occupait activement de la réorganisation de son armée, sans perdre de vue pour cela l'expédition d'Irlande, qui lui tenait à cœur, et qu'il espérait faire un jour. Bientôt ses forces le trahirent, il commença à souffrir de violentes douleurs, et fut obligé d'appeler son médecin : « Donnez-moi un remède pour la fatigue, lui dit-il, mais que ce remède ne soit pas le repos. »

Le mal fit des progrès rapides. Depuis huit jours il crachait le sang. Il se sentait singulièrement oppressé et on l'entendit même se plaindre une fois, disant : « Ai-je donc sur les épaules la robe de Nessus ? » Le 15 septembre au soir, il fut prit d'un accès

plus violent que les précédents; il perdit la voix et s'évanouit; le 17, il dut prendre le lit et mourut le lendemain au milieu d'atroces souffrances.

M. Du Chatellier raconte ainsi ses derniers moments :

« Malade et repris, depuis quelque temps des douleurs auxquelles il paraît avoir été sujet dès le commencement de sa carrière, Hoche s'était rendu à Francfort, accompagné de sa femme et de sa fille encore enfant, pour y prendre quelque repos. Le mal était grave et faisait des progrès rapides. — Plusieurs fois son médecin et son ami, le citoyen Poussielgue, l'avait vivement engagé à se livrer à un repos absolu pour subir un traitement regardé comme indispensable ; mais, doué d'une forte constitution, il était vivement entraîné par l'incessante ardeur qui le portait irrésistiblement vers la gloire des armes et tout ce qui lui paraissait de nature à consolider la République.

« Hoche ne put se résigner au repos qui lui était demandé. C'eût été pour lui, désarmer en face de l'ennemi, et rien ne le prouve mieux que ses lettres et ses derniers entretiens.

« Pressé par ses amis et son médecin qui l'engagent à se rendre à Metz avec sa famille, il leur répond : « Que l'armée est son élément, son tourment ; qu'il est sûr de devenir malade, s'il s'éloigne de son quartier général; qu'il ne pourrait vivre à Metz, dans une inquiétude fatigante et qu'il se connaissait assez pour savoir d'avance qu'il serait obligé d'envoyer de là deux ou trois courriers par jour, pour obtenir

les renseignements nécessaires à son existence; que la République le suivrait à deux mille lieues. »

Quelques jours auparavant, plaisantant avec son médecin qui insistait pour le repos, sans que le malade aperçut le danger ou se l'avouât : — « Donnez-moi un remède contre la fatigue, et tout sera dit : — Vous me conseillez des soins et du repos.—Des soins, je ne puis en prendre à cause de mon rhume; et du repos, je ne puis m'y soumettre, car j'ai encore cent cinquante lieues à faire. » Vienne et l'Autriche restaient toujours son objectif, quoiqu'il se trouvât momentanément arrêté sur les bords du Rhin, par les préliminaire de Léoben qui traînaient en longueur.

Après le 18 fructidor, il resta à Metz, et quelques jours après il mourut après une crise spasmodique qui fit croire à beaucoup de personnes qu'il avait été empoisonné.

Jusqu'à sa dernière heure il ne fut préoccupé que d'une chose, le bien du pays, et sa grandeur au dehors. Se sentant mourir, il fit encore quelques dernières dispositions : « Le Directoire, dit-il, a donné un cheval à Privat (l'un de ses aides de camps) ; on lui donnera ma montre à répétition. » Puis revenant sur la situation de l'armée, il désigna au gouvernement les postes où les talents différents pouvaient le mieux servir la République.

Privat, son aide de camp, a publié sous le titre de notes historiques sur la vie morale, politique et militaire du général Hoche, une brochure curieuse par son style boursoufflé et amphatique. Nous en reproduisons les dernières pages relatives à la mort du héros :

« Mais je retrouve mon héros à Wetzlar. Il était de retour d'un voyage qu'il venait de faire à Paris... Quel est ce changement, cette altération progressive qu'on remarque dans tous ses traits ? Par quelle subite indisposition, la vigueur du plus robuste tempérament se trouve-t-elle tout à coup affaiblie et s'atténua-t-elle de jour en jour. Pourquoi cette suffocation profonde, cette interception inconcevable de l'air, qu'il ne respire qu'avec les plus grands efforts ? Pourquoi cette oppression, cette faiblesse extrême ? L'homme qui s'anéantit par une succession de peines et de travaux, en porte d'avance longtemps les signes, les symptômes caractéristiques ; il s'abstient malgré lui de toutes fatigues capables d'aggraver son mal, il y aurait du délire, dans cette situation, à désavouer son impuissance et à persévérer dans l'abus de quelque reste de facultés.

« Le brave, le trop malheureux Hoche qui n'a pas voulu pénétrer dans la cause du mal qui le possède est bien loin de croire aux suites qu'il doit entraîner... L'état du malade va toujours croissant; un appartement isolé, une retraite absolue, vont le séparer du nombre de ses amis. Sa jeune épouse, son intéressante fille; ses aides de camp vont lui suffire et entourer son lit. Et quel est celui d'entre eux, grand homme, qui n'eût acheté ta vie au prix de tous les sacrifices. Les soins les plus tendres, le zèle le plus pur eurent-ils jamais d'objet plus intéressant, de mobile plus sacré, que le sentiment que tu inspirais dans ces instants pénibles.

« Il avait éprouvé déjà deux crises terribles, aux-

quelles il avait résisté : les secours de l'art en avaient tempéré la violence, et le malade rassuré, paraissait encore, à huit heures du soir, et la veille de sa mort, du calme le plus satisfaisant. Tous les moments que sa suffocation lui permettait de donner à l'essor de son imagination, au jeu de son esprit, étaient consacrés au souvenir de quelques traits d'histoire et de quelques aventures agréables. Il invitait à chanter, et chanta lui-même, pendant le jour devant son médecin, ces paroles de la *Précaution inutile :*

Votre savoir, mon camarade...

« Son état semblait ne rien laisser à désirer ; tous les fronts rayonnaient de l'espérance ; on allait voir le vainqueur de Neuwied ; l'armée de Sambre-et-Meuse allait retrouver un protecteur, un père, et ses amis un ami fidèle, invariable.

« Lorsque cet homme recommandable et souffrant, courbé sous les derniers assauts d'une convulsion sans exemple et sans remède, ne laisse dans l'espace de quatre heures et dans les bras de son frère éploré que les restes inanimés, que le lugubre souvenir de la vie la plus glorieuse, que n'ai-je dit, d'un siècle de vertus et de générosité !... »

Quel mal inconnu avait fait périr le héros de la Vendée? Cette question, bien des fois posée, a été résolue de bien des manières, suivant que la personne qui la discutait appartenait à l'un des partis existant alors.

Lombard, de Langres, cite un mot de Carnot dans

lequel celui-ci dit que si Bonaparte avait succombé, on l'aurait accusé, lui, Carnot, rival secret du héros de l'Italie, d'avoir préparé sa défaite : « Mon procès, ajoute Carnot, aurait été bientôt terminé; et, du reste, on aurait fait à Bonaparte des obsèques tout aussi magnifiques que celles qu'on a faites à Hoche.»

« Ces paroles, ajoute Lombard, donnent à entendre que les jours de Hoche furent abrégés, et même qu'ils le furent par les triumvirs, Barras, La Réveillère et Rewbel, auteurs de la révolution de fructidor. Mais il ne faut pas perdre de vue que Carnot, une des victimes de cette révolution, fait passer dans sa plume le fiel de son cœur. Toutefois, il est vrai de dire que la rumeur publique accuse hautement ce triumvirat d'avoir empoisonné Hoche, parce que ce général n'avait pas entièrement adopté ses idées sur les journées de fructidor et les proscriptions qui devaient en être la suite. Je fus avec le tribunal de cassation, dont j'étais membre, aux obsèques que le Directoire fit faire au Champ-de-Mars au général Hoche, et, tout près des directeurs, à côté desquels notre place était assignée, on entendait dire hautement : *Voilà les assassins qui assistent aux funérailles de leur victime.* — Chose certaine, Hoche avait d'abord été mandé secrètement à Paris par le triumvirat, pour coopérer à la journée de fructidor; c'est lui aussi qui fit approcher de Paris les troupes qui devaient appuyer et appuyèrent le mouvement; mais ensuite, le commandement de ces troupes lui fut ôté et donné à Augereau, sur le dévouement duquel on comptait davantage, et qui, dans cette occasion, ne démentit

point l'opinion que les triumvirs avaient de lui. »

On a vu plus haut ce qu'il y a de vrai dans ces assertions et le motif réel de l'abstention de Hoche au moment décisif. Il était compromis par ses premières démarches, et l'éveil étant donné, sa présence à Paris, la veille du mouvement, aurait été certainement un danger qui aurait pu compromettre l'issue de l'entreprise.

MM. Chardon et de Landine, dans leur Dictionnaire historique, prétendent que Hoche fut si affecté de la perte de son crédit auprès du Directoire, que le *chagrin* qu'il en eut le conduisit au tombeau. Cette opinion n'est que naïve.

On a également accusé Bonaparte d'être l'auteur de sa mort. Il dédaigna d'abord ce bruit et ne protesta pas ; mais plus tard, à Sainte-Hélène, revenant sur cette époque de sa vie, il s'en est défendu en disant : « Hoche périt subitement avec des circonstances singulières, qui donnèrent lieu à beaucoup de conjectures ; et comme il existait un parti avec lequel tous les crimes me revenaient de droit, l'on essaya de répandre que je l'avais fait empoisonner. Il fut un temps où rien de mauvais ne pouvait arriver que je n'en fusse l'auteur : ainsi, de Paris je faisais assassiner Kléber en Égypte ; à Marengo, je brûlais la cervelle à Desaix... Tel est l'empire des bruits, quelque absurdes qu'ils soient, qu'il est probable que tout cela avait été cru du vulgaire, et qu'une bonne partie le croit peut-être encore. Heureusement qu'il n'en est pas ainsi de l'histoire ; elle raisonne. »

Ce qui est certain, c'est que le bruit d'un empoi-

sonnement courut dans le public, et cela avec une persistance singulière. L'autopsie fit constater la présence de taches noires sur l'estomac et dans les intestins. La Faculté n'osa pas se déclarer d'une manière absolue, mais elle parut du moins partager l'opinion commune.

M. de Saint-Albin dit ce qui suit :

« Quelle cause peut indiquer ce passage extrait littéralement du procès-verbal de l'ouverture de son corps, faite le quatrième jour complémentaire, en présence d'une réunion de médecins et de chirurgiens les plus expérimentés ? « L'estomac et les intestins ont été ouverts dans toute leur longueur : le premier a présenté de larges taches noires au centre, et moins chargées de cette couleur à la circonférence, mouchetées par placards, avec des séparations entre elles et les mouchetures correspondantes à la tache extérieure, beaucoup plus rapprochées et presque confondues. » Si l'on demande, ajoute M. de Saint-Albin, pourquoi la Faculté de médecine de Paris (qu'on ne peut soupçonner d'ignorance) a-t-elle hésité à se prononcer?... Si l'on consulte la séance publique de la même Faculté de médecine, du mois de novembre 1778, on sera frappé des réflexions que fait le docteur Salins, sur les effets du poison, relativement à l'ouverture du corps du jeune Lamotte. La conformité des phénomènes observés à des distances si éloignées est singulière. Or, on sait que chaque poison produit un effet différent et des phénomènes qui lui sont propres ; et j'interroge l'homme de l'art, pour savoir si les lésions qui se rencontrent ici ne

sont pas les résultats connus du sublimé... »

Le Directoire ne pouvait être sérieusement accusé d'un tel crime. Aucun des directeurs n'en était capable; aucun n'y avait un intérêt suffisant. Ce qui pourrait paraître plus probable, c'est le bruit d'un empoisonnement antérieur dans l'Ouest. D'après cette version, dans son dernier séjour en Bretagne, il aurait été empoisonné dans un repas offert par les royalistes; son médecin se rappela même une altération subite survenue dans l'état de sa santé à cette époque.

L'armée fut dans la consternation en apprenant la terrible nouvelle. Elle adorait son chef. Tous les républicains partagèrent la désolation de l'armée, car tous avaient confiance dans le jeune général qui avait donné des gages assurés de son dévouement à l'ordre de choses établi : « Possédant une réunion de qualités militaires et civiles qui deviennent souvent dangereuses à la liberté, ainsi que le dit M. Thiers, nourrissant même une grande ambition, il n'avait pas cette coupable audace d'esprit qui peut porter un capitaine illustre à ambitionner plus que la qualité de citoyen; il était républicain sincère, et égalait Jourdan en patriotisme et en probité. La liberté pouvait applaudir sans crainte à ses succès et lui souhaiter des victoires. »

On décida qu'il serait enterré à Pétersberg, dans le camp retranché de Coblentz, à côté du général Marceau. Le convoi funèbre partit de Wetzlar le 21 septembre. M. de Bonnechose raconte à ce sujet que « le convoi fut reçu avec honneur à Brauenfels

par le prince souverain, qui l'attendait sur la place publique à la tête de sa maison. Lorsqu'il passa au pied des remparts fameux de la citadelle d'Ehrenbreitstein, gardée par les Autrichiens, il fut salué par toutes les batteries de la place et par le feu de la garnison, rangée en bataille sur les glacis. Le gouverneur sortit des portes pour le recevoir et conduisit le corps jusqu'aux bords du Rhin, entre une double haie formée par les soldats de France et d'Autriche. Le convoi traversa ensuite Coblentz, puis se dirigea enfin vers les hauteurs de Pétersberg, où une partie de l'armée était sous les armes pour le recevoir. Là un simple monument renfermait les restes de Marceau. Cette tombe modeste, pour laquelle Hoche avait souscrit de ses deniers quelques jours avant sa mort, réunit les deux héros. »

M. de Saint-Albin rend compte de ces funérailles.

« Un coup de canon, tiré de demi-heure en demi-heure, fut la première expression du regret général.

« Le soir du quatrième jour complémentaire, le cercueil fut exposé sur un lit de parade, éclairé de deux lampes sépulcrales, son sabre et son épée liés en sautoir avec son écharpe, recouverts d'un crêpe, et enlacés d'une couronne de lauriers, furent déposés sur le cercueil et surmontés d'une couronne de chêne. La garde de cette dépouille mortelle, confiée à un officier de son état-major, relevé d'heure en heure, à la compagnie de grenadiers et aux guides, qui depuis trois ans ne l'avaient pas quitté.

« Le 5, à midi, le convoi funèbre partit de Wetzlar pour se rendre à Coblentz, escorté d'une petite avant-

garde de hussards ; de six pièces d'artillerie, avec leurs canonniers, une compagnie de grenadiers, une musique militaire.

« Le char était accompagné de deux aides de camp du général et de deux adjudants généraux à cheval aux quatre coins, et suivis chacun d'un guide à cheval, portant une torche allumée. La compagnie de grenadiers attachée à son quartier général marchait en file de chaque côté l'arme basse. Ensuite les officiers généraux et l'état-major de l'armée, un détachement des guides, une musique militaire, deux compagnies de grenadiers ; la marche était fermée par un escadron de dragons.

« L'enlèvement du corps, annoncé par douze coups de canon, et plusieurs décharges de mousqueterie, le convoi se mit en marche, au bruit des cloches, au son d'une musique lugubre, mêlée des accents douloureux de ceux qui l'accompagnaient, et des habitants de Wetzlar, accourus en foule.

« A chaque village, l'approche du cortége était annoncée par six coups de canon ; les troupes cantonnées prenaient les armes, et les habitants sonnaient leurs cloches, seuls honneurs qu'ils pussent rendre.

« Avant d'entrer à Braunsfeld, le prince régnant envoya un officier prévenir qu'il se disposait à rendre au général les honneurs militaires ; il fit répondre aux coups de canon qui annonçaient l'approche du cortége, par toute son artillerie : à la tête de ses troupes sous les armes et entouré de tous les officiers de sa maison, il attendait le cercueil dans la place, et le salua à plusieurs reprises.

« A l'entrée de la ville de Weilbourg, les magistrats et les principaux bourgeois vinrent, en grand deuil, recevoir le corps et le suivirent jusqu'à l'endroit où il fut déposé jusqu'à la nuit. La ville, éclairée par les lampes funèbres, fut traversée au milieu de la garnison bordant la haie, et au son de toutes les cloches.

« Le gouverneur autrichien de la forteresse d'Ehrenbreitstein fit prendre les armes aux troupes de sa garnison, en disposa une partie en haie sur la droite de la route (la gauche était occupée par des troupes républicaines), depuis ses avant-postes jusqu'aux bords du Rhin; dans la ville de Tal, le reste de la garnison était sous les armes sur les glacis de la forteresse. Le gouverneur et les officiers de son état-major vinrent recevoir le corps aux avant-postes, le suivirent jusqu'aux bords du Rhin, au milieu de cette double haie d'Autrichiens et de Français, et au bruit du canon de la forteresse; ils ne le quittèrent qu'au moment où il s'éloigna du rivage pour passer à Coblentz.

« Le convoi fut reçu sur la rive opposée, au bruit des décharges multipliées de l'artillerie des forts et des chaloupes canonnières, et de toute la mousqueterie des troupes réunies en grand nombre. Trente officiers généraux, portant des torches, accompagnèrent à pied le cercueil; on remarquait autour six enseignes à la romaine, surmontées de couronnes de chênes et de lauriers. On y lisait en français et en allemand les inscriptions suivantes :

GÉNÉRAL EN CHEF A 24 ANS, AN I DE LA RÉPUBLIQUE.
IL DÉBLOQUA LANDAU, AN II.
IL PACIFIA LA VENDÉE, AN III-IV.
IL VAINQUIT A NEUWIED, AN V.
IL CHASSA LES FRIPONS DE L'ARMÉE, AN V.

« Deux de ses aides de camp marchaient immédiatement après, et étaient suivis à quelque distance par tous les officiers généraux.

« On traversa lentement Coblentz, et l'on arriva au fort de Pétersberg au milieu d'un feu continuel d'artillerie et de mousqueterie, auquel les Autrichiens répondirent régulièrement. Là fut déposé le corps de Hoche, dans la même place où l'avait été celui de Marceau. Trois jours avant sa mort, il avait contribué de 1200 livres pour la translation des cendres de Marceau qu'il venait rejoindre aujourd'hui.

« Quatre cyprès et les enseignes furent plantés autour de la fosse, au fond de laquelle il semblait encore menacer l'ennemi. Lefèvre et Championnet parlèrent sur la tombe.

« Au moment où l'on allait se séparer, un grenadier, sortant du rang, s'approcha de la fosse et présentant son arme, il y jeta une couronne de laurier en disant : « Hoche, c'est au nom de l'armée que je te donne cette couronne. »

Voici l'allocution de Lefèvre :

DISCOURS FUNÈBRE DE LEFÈVRE SUR LA TOMBE DE HOCHE.

« Mes chers camarades,

« La mort qui ne nous a jamais paru redoutable, se montre à nos yeux d'une manière terrible; elle anéantit, d'un seul coup, la jeunesse, les talents et les vertus.

« Mes chers camarades, Hoche n'est plus! la Parque meurtrière a terminé ses jours, et dans un instant il ne vous restera plus de lui que le souvenir de ses vertus et le tableau de ses exploits. Consacrons-le à lui rendre ce témoignage de notre profonde affliction. Que la foudre guerrière qui a éclairé ses nombreux triomphes apprenne à l'univers que l'humanité a perdu un ami, la victoire un de ses enfants, la patrie un de ses défenseurs, la République un appui; nous tous... un ami sincère. »

Championet dit à son tour : « Il est mort, ce jeune guerrier dans lequel la liberté se plaisait à voir l'un de ses plus fermes appuis; ni sa jeunesse, ni sa gloire, ni l'amour que nous lui portions, n'ont pu le préserver du coup fatal. Vertus, génie, talents, l'impitoyable mort a tout dévoré. Que dis-je! le grand homme ne meurt point; s'il entre dans la tombe, c'est pour y commencer son immortalité. Appuyé sur de nombreux triomphes, le nom de Hoche passera à la postérité la plus reculée; il dispersera sa

gloire en cent lieux divers ; les plaines de Wissembourg, les murs de Landau, les rochers de Quiberon, les rives du Rhin, sont les monuments éternels qui attesteront aux siècles la grandeur de son courage et la profondeur de ses conceptions.

« ... Conciliateur habile, autant que général consommé, il éteignit cette horrible guerre qu'avait allumée le fanatisme, qu'alimentait l'or de nos ennemis, et qui désola si longtemps nos plus belles contrées ; il sut rendre à la patrie des milliers d'enfants égarés, ramena le bonheur dans les lieux d'où il paraissait exilé pour toujours, et mérita par là le nom si doux de pacificateur.

« Hoche avait consacré son existence à la cause de la liberté.... »

Le Directoire, de son côté, lui fit préparer des obsèques magnifiques. Elles eurent lieu, ainsi que nous l'avons vu dans le récit de Lombard, au Champ-de-Mars. Là, le 1er octobre, en présence de tous les corps de l'État et au milieu d'un concours immense de peuple, on célébra une cérémonie en son honneur. Le vieux père du héros conduisait le deuil et toutes les troupes présentes suivirent le convoi. Daunou prononça son oraison funèbre.

Depuis la Révolution de juillet 1830, la ville de Versailles a fait élever sa statue en bronze, sur une de ses places, à laquelle elle a donné son nom. Sur l'un des côtés du piédestal on avait mis autrefois l'inscription suivante : « Il a vécu trop peu pour la France ; s'il avait vécu davantage, son patriotisme promettait

de ne rien coûter à la liberté du pays. » En 1872, on a organisé un banquet annuel en son honneur.

« Lazare Hoche, dit Privat, joignait à la connaissance profonde de sa profession le coup d'œil sûr, la pénétration vive et le sang-froid le plus rare. Tous les talents militaires que Folard exige dans un chef lui appartenaient ; mais son patriotisme toujours brûlant, toujours désintéressé, l'amour du travail et de l'étude, une grandeur d'âme, un stoïcisme, une philantropie (*sic*) à toute épreuve le mettaient au nombre des citoyens les plus estimables. L'excellence de son cœur et sa générosité ont laissé des traces qui ne s'effaceront jamais.

« Son humeur brusque, dans le moment où son imagination était d'un accès pénible, imprimait sur son front un air de dureté qui n'était ni dans son caractère ni dans son cœur ; mais il savait réparer promptement l'aigreur qu'elle avait produite.

« Hâte-toi, écrivait-il un jour au général de division Delille, qui, à la suite d'un petit débat, s'était retiré froidement à Neuwied, hâte-toi de me venir embrasser, mon bon ami ; ou, pour me punir de mes torts envers toi, j'irai me jeter à tes pieds. »

« Son abord froid l'a souvent fait soupçonner de peu d'enjouement, de peu d'amabilité ; mais ce n'est pas au sein de ses réflexions et du travail qu'il fallait le voir pour en juger. C'est dans la société de ses amis, au milieu d'un cercle agréable, au spectacle, c'est là que les jeux de l'esprit et les fines réparties avaient leur tour et faisaient disparaître le voile sombre qu'on avait remarqué. »

Napoléon lui-même a déclaré, dans ses Mémoires, que Hoche a été « une des plus belles réputations militaires de la Révolution... Il avait de l'indépendance de caractère, de la popularité et des vues élevées pour le bonheur de la France. »

Ce qui est certain, c'est que sa vie doit lui valoir une page spéciale dans notre histoire. Il a illustré la France, et la France lui doit une reconnaissance éternelle pour le beau nom qu'il a laissé et qui lui fait honneur.

De cette vie, si courte et pourtant si glorieuse et si bien remplie, il ressort cet enseignement pour tous : c'est qu'avec de la persévérance, on arrive à tout. Sans doute, Hoche avait de grandes aptitudes, des qualités natives extraordinaires. Mais il naît dans une écurie ; il n'a d'autre maître, au début de sa vie, qu'une pauvre fruitière ; il entre au service ne sachant rien, à peine lire, pas du tout écrire. Il apprend seul, non pas seulement ce que tout le monde sait, mais il se fait une instruction solide et variée. Il devient un *homme*, et, dans les circonstances extraordinaires où il se trouve placé, il est, l'heure venue, assez fort pour devenir, en une campagne, de simple soldat général, et pour mourir à vingt-neuf ans, laissant son nom attaché à dix victoires éclatantes, à la pacification de toute une province. On se demande, s'il eût vécu, ce qu'il serait devenu et où il aurait conduit la France. Lui mort, il nous reste le souvenir pur d'un héros comme l'antiquité n'en a pas su produire.

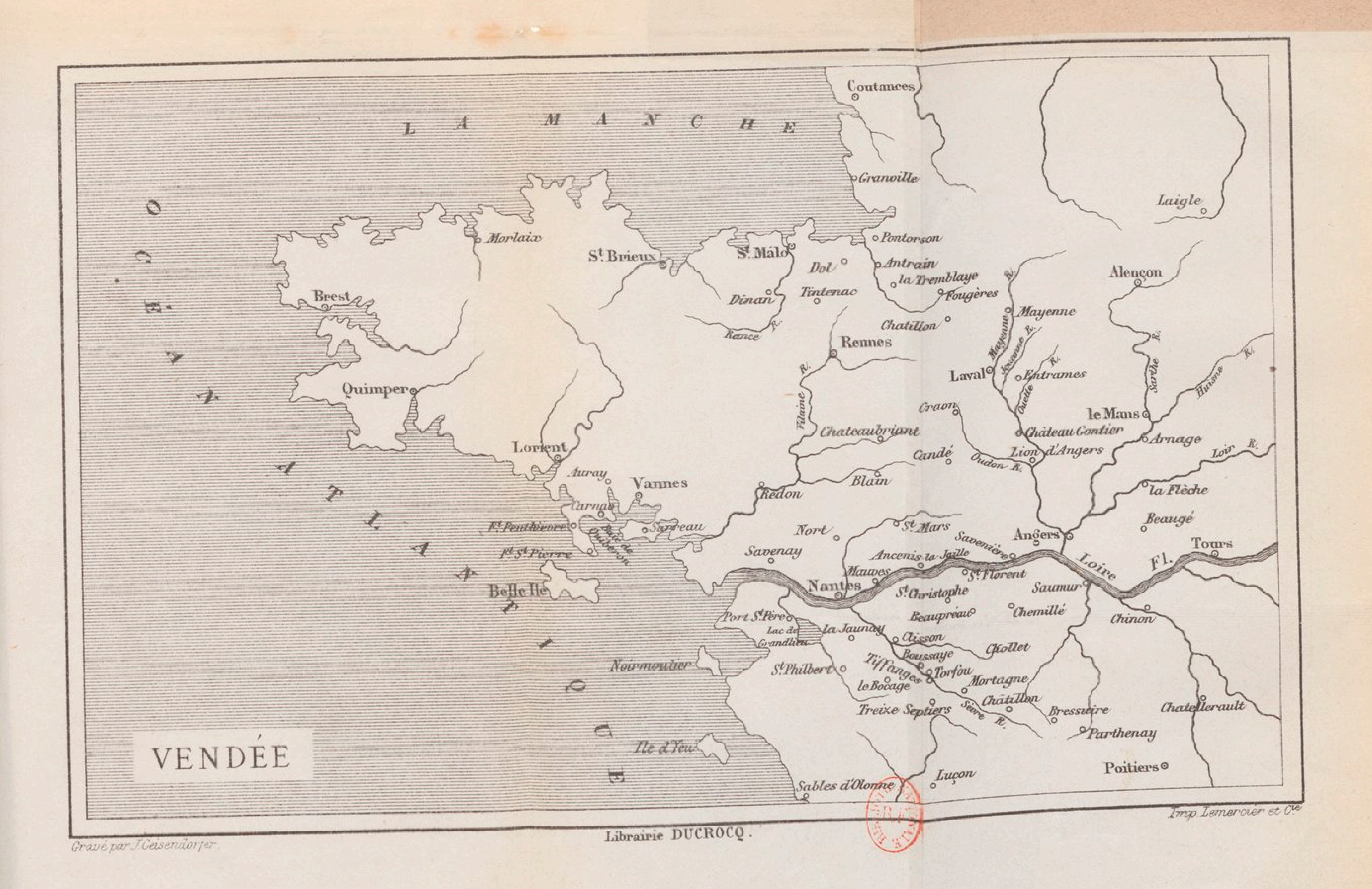
« Ainsi finit, dit M. Thiers, une des plus belles et

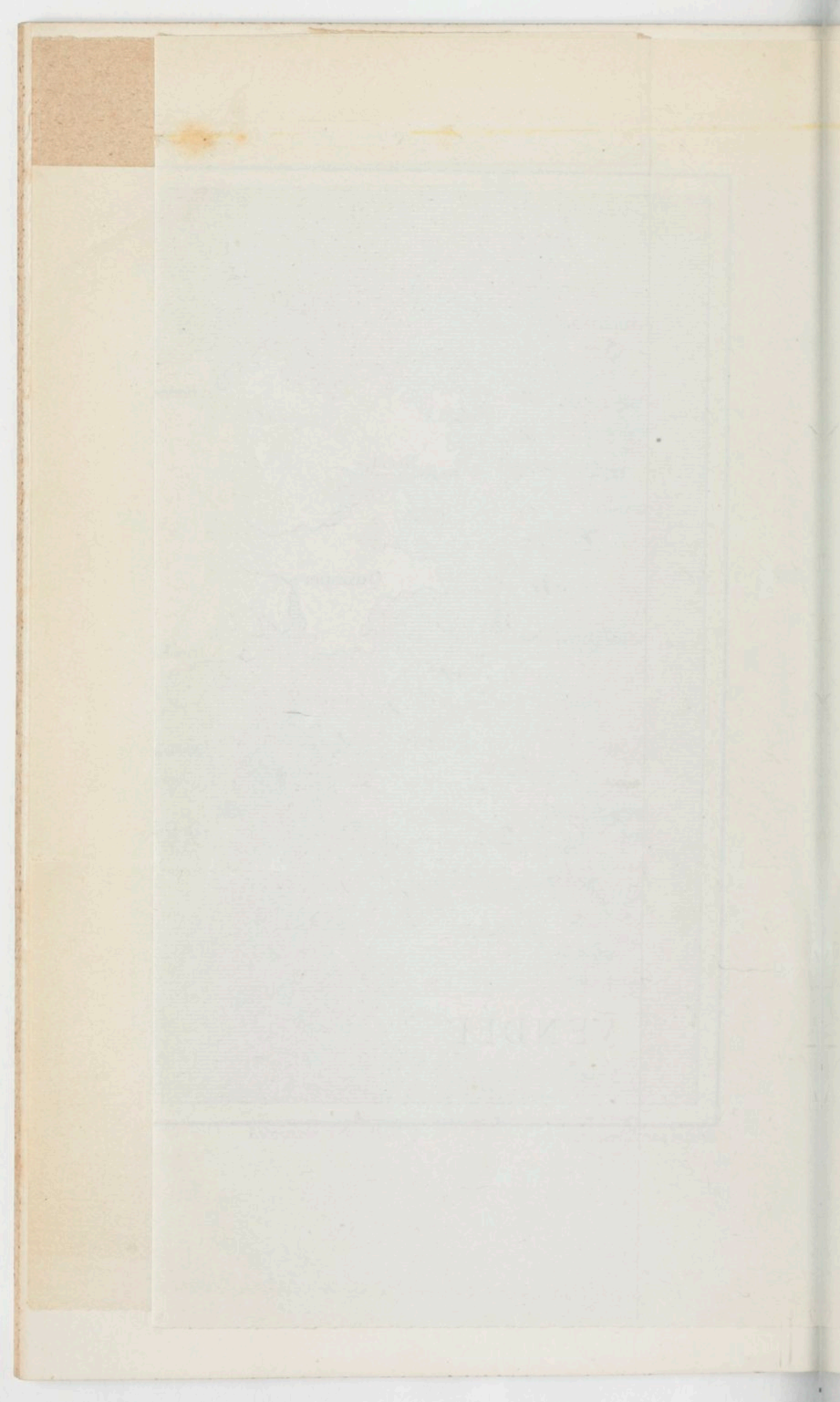
des plus intéressantes vies de la Révolution. Hoche avait vingt-neuf ans. Soldat aux gardes françaises, il avait fait son éducation en quelques mois. Au courage physique du soldat il joignait un caractère énergique, une intelligence supérieure, une grande connaissance des hommes, l'entente des événements politiques, et enfin le mobile tout-puissant des passions. Les siennes étaient ardentes, et furent peut-être la seule cause de sa mort. Une circonstance particulière ajoutait à l'intérêt qu'inspiraient toutes ses qualités : toujours il avait vu sa fortune interrompue par des accidents imprévus : vainqueur à Wissembourg et prêt à entrer dans la plus belle carrière, il fut tout à coup jeté dans les cachots. Sorti de prison pour aller se consumer en Vendée, il y remplit le plus beau rôle politique, et à l'instant où il allait exécuter un grand projet sur l'Irlande, une tempête et des mésintelligences l'arrêtèrent encore; transporté à l'armée de Sambre-et-Meuse, il y remporta une belle victoire, et vit sa marche suspendue par les préliminaires de Léoben; enfin, tandis qu'à la tête de l'armée d'Allemagne, et avec les dispositions de l'Europe, il avait encore un avenir immense, il fut frappé tout à coup au milieu de sa carrière et enlevé par une maladie de quarante-huit heures. Du reste, si un beau souvenir dédommage de la perte de la vie, il ne pouvait être mieux dédommagé de perdre sitôt la sienne. Des victoires, une grande pacification, l'universalité des talents, une probité sans tache, l'idée répandue, chez tous les républicains, qu'il aurait lutté seul contre le vainqueur de Rivoli et des Pyramides,

que son ambition serait restée républicaine et eût été un obstacle invincible pour la grande ambition qui prétendait au trône; en un mot, des hauts faits, de nobles conjectures et vingt-neuf ans, voilà de quoi se compose sa mémoire. Certes, elle est assez belle! Ne le plaignons pas d'être mort jeune; il vaudra toujours mieux, pour la gloire de Hoche, Kléber, Desaix, de n'être pas devenus maréchaux. Ils ont eu l'honneur de mourir citoyens et libres, sans être réduits, comme Moreau, à chercher un aide dans les armées de l'étranger. »

MARCEAU

1769-1796


LA MANCHE
OCÉAN ATLANTIQUE
VENDÉE
Coutances
Granville
Laigle
Morlaix
St Brieux
St Malo
Pontorson
Antrain
Dol
la Tremblaye
Fougères
Brest
Dinan
Tintenac
Alençon
Mayenne
Rance R.
Chatillon
Rennes
Laval
Mayenne R.
Jouanne R.
Entrames
Quimper
Vilaine R.
Sarthe R.
Huisne R.
Craon
Oudre R.
le Mans
Lorient
Chateaubriant
Château Gontier
Arnage
Auray
Candé
Lion d'Angers
Vannes
Oudon R.
Loir R.
Blain
Redon
la Flèche
Carnac
Beaugé
Ft Penthièvre
Sarzeau
Nort
St Mars
Baie de Quiberon
Savenière
Angers
Ft St Pierre
Savenay
Ancenis la Jaille
Tours
Mauves
St Florent
Loire Fl.
Belle Ile
Nantes
St Christophe
Saumur
Port St Père
Beaupréau
Chemillé
Chinon
Lac de Grandlieu
La Jaunay
Clisson
Chollet
Noirmoutier
Boussaye
St Philbert
Tiffanges
Torfou
Mortagne
le Bocage
Châtillon
Sèvre R.
Bressuire
Chatellerault
Treize Septiers
Parthenay
Ile d'Yeu
Poitiers
Luçon
Sables d'Olonne
Gravé par J. Geisendorfer.
Librairie DUCROCQ.
Imp. Lemercier et Cie



« Près de Coblentz, sur un terrain qui s'élève en pente douce, est une pyramide modeste et simple qui couronne le sommet de la verdoyante colline. Sous la base de cette pyramide sont ensevelies les cendres d'un héros qui fut notre ennemi ! Mais que ceci ne nous arrête pas : honneur à Marceau ! Sur sa tombe prématurée, des larmes, des larmes abondantes ont coulé de la paupière de rudes soldats qui déploraient son destin et pourtant lui portaient envie. Car celui-là est mort pour la France ; il est tombé en combattant pour défendre ses droits.

« Elle fut courte, vaillante et glorieuse sa jeune carrière. Deux armées le pleurèrent : ses amis et ses ennemis prirent le deuil. L'étranger, arrêté dans ce lieu, peut prier sans scrupule pour le glorieux repos de son âme intrépide ; car il fut le champion de la liberté et il a été du petit nombre de ceux qui n'ont pas dépassé la mission de rigueur qu'elle impose à

ceux qu'elle arme de son glaive; il a gardé le témoignage de son âme; aussi les hommes ont pleuré sur lui. »

C'est ainsi que lord Byron juge Marceau dans *Childe Harold*.

François-Séverin Marceau des Graviers est né à Chartres, le 1er mars 1769, sur l'ancienne paroisse Saint-Saturnin.

Sa jeunesse ne fut point heureuse. Il ne trouva pas dans sa famille cette chaude affection qui entoure en général nos premières années, amortit le choc de la vie et nous permet de grandir et de nous fortifier contre la douleur avant de nous trouver isolés et seuls. Sa mère ne l'aimait pas, et son père, procureur au baillage de Chartres, homme faible, craignant, sans doute, le caractère ombrageux de sa femme et voulant conserver son calme et la paix dans son ménage, ne lui témoignait aucune sympathie. Il grandit ainsi sans connaître les joies de la famille et ne trouva un peu de cette affection si nécessaire au premier âge qu'auprès d'une sœur, fille de son père et née d'un premier lit. Celle-ci avait épousé un avoué de la ville, nommé Champion, et les seuls instants relativement calmes de sa première jeunesse furent les années qu'il passa comme clerc d'avoué dans l'étude de son beau-frère. Le jeune Marceau se destinait au barreau, mais cette vie sédentaire et recluse ne lui convenait pas. Un jour, le dégoût le prit, il disparut sans prévenir personne. Il avait alors seize ans (2 décembre 1785). On apprit bientôt qu'il s'était engagé dans le régiment

d'Angoulême infanterie, qui devint plus tard le 34e de l'armée.

Le 14 juillet 1789, il était en permission à Paris.

Le peuple se portait en foule à la Bastille, cette prison séculaire que l'on voulait détruire. Il se mêla au combat et assista à la prise de la redoutable citadelle. Un décret rendu à la suite de cet événement, le 30 avril 1790, ayant libéré du service militaire les soldats qui y avaient pris part, Marceau, rayé des contrôles, se trouva rendu à la vie civile.

Il revint à Chartres où il retrouva sa sœur toujours bonne pour lui et qui toute sa vie lui servit de mère. Cette sœur s'appelait Émira Marceau. Elle avait épousé en premières noces, comme nous l'avons déjà vu, un avoué nommé de Champion de Cerel, et plus tard, ayant divorcé, elle se remaria avec Louis Sergent, graveur, qui siégea à la Convention. Émira Marceau mourut à Nice le 6 mai 1834.

Sergent a consacré plusieurs publications au souvenir de son beau-frère. Il nous dit en parlant de lui : « Marceau fut dès sa plus tendre enfance repoussé par sa mère, quoiqu'il fut son premier né ; son père, trop faible, ne le protégea pas ; sa sœur Émira l'éleva avec la tendresse qu'elle eût accordé à un de ses enfants. » C'est ce qui explique comment il s'était décidé à quitter brusquement sa ville natale.

Ces déboires de sa première enfance, cette absence d'affection maternelle, ont réagi sur toute sa vie et lui ont donné une sorte de mélancolie attristée qui perce continuellement dans ses lettres.

A seize ans, il écrivait à sa sœur : « Je suis étran-

ger aux Desgraviers (ses parents n'étaient connus que sous ce nom dans la ville); pas un de leurs cœurs ne s'est ouvert pour moi; vous seule m'avez serré dans vos bras. Je ne veux plus porter leur nom; je prendrai dans la société celui de leur père, le nom de Marceau; je leur laisse celui qu'ils portent. Ne vous séparez pas d'avec moi, de votre fils, ma bonne sœur, car je vous dois tout, comme à une mère tendre; promettez-moi que vous n'adopterez comme moi que le nom de Marceau. Il n'y a que nous deux qui soient (*sic*) unis d'amour. »

Cependant, plus tard, il regretta sa conduite, et, dans une lettre écrite le 13 mars 1792, il écrivit à M. Constantin Maugars, au sujet du frère de ce dernier : « Je vais le préparer à recevoir avec soumission tous les ordres de ton père. Je crains de ne pouvoir réussir... je prévois avec peine qu'il aura des passions qui pourraient fort bien lui causer des malheurs. J'ai pleuré en le voyant et je me suis rappelé avec peine les moments où comme lui, j'ai abandonné ce que je devais le plus respecter. Hélas! comme j'aurais été heureux, si, comme lui, j'avais trouvé des amis qui, par leurs soins, m'eussent mis en état de réparer mes torts. »

Et le 19 juillet, il écrit encore à sa mère :

« Maman, s'il est des circonstances faites pour affliger une âme sensible, c'est sans doute celle où, après avoir cédé à l'impulsion de son cœur, en s'efforçant de consoler une mère, un fils se voit oublié et reste au milieu de ses parents comme un être

isolé. Je ne me plaindrais pas de cette manière d'agir à mon égard si, content du premier devoir que m'imposaient les circonstances, je n'avais envie de vous prouver que, par l'oubli que je vous priais de faire de mes fautes, je ne demandais qu'à être regardé par vous comme un de vos fils, et comme celui même qui, par sa conduite présente et future, méritera à tous égards votre tendresse. Je vous prie de ne point me laisser plus longtemps dans l'incertitude de votre indifférence ou de votre amitié, et de vouloir bien m'imposer encore d'autres obligations. C'est dans ces sentiments que je ne cesserai d'être avec respect,

« Votre très-humble et affectionné fils,

MARCEAU.

« Que mes frères et sœurs reçoivent l'assurance de mon amitié. »

Montmédy-Haut, le 18 juillet 1792, l'an IV de la République.

A Madame Marceau Desgraviers, rue du Chapelet, à Chartres, département d'Eure-et-Loir.

Mais déjà la France, profondément remuée, s'agitait de toute part. Dans toutes les provinces, les volontaires s'enrôlaient pour défendre le sol qu'on sentait menacé. Rentré dans son pays, il fut nommé capitaine dans le 2e bataillon des volontaires d'Eure-et-Loir (12 juillet 1792), et composa vers cette époque un *Traité des évolutions militaires,* qu'il présenta au ministre de la guerre.

Il se fit remarquer pendant la campagne de 1792, qu'il fit sous les ordres de La Fayette.

Son caractère était triste, on le voit; il avait de funèbres pressentiments et semblait prévoir dès cette époque que sa carrière n'aurait qu'une durée assez courte.

A M. Constantin Maugars.

Ce 4 Mai 1792. — L'An IV de la République.

« Demain, nous partons; dans quatre jours nous serons à Montmédy, distant de près d'une demi-lieue de l'ennemi, et dans huit jours j'espère pouvoir te donner des nouvelles certaines de notre destination pour le reste de la campagne, je n'entends pas parler de la destination qui peut nous être réservée dans l'autre monde, mais bien de la place que nous occuperons dans l'armée et des principales opérations qui y seront agitées, et enfin du parti qu'on aura pris. Aussi pressé pour cette fois que tu l'es ordinairement toutes les fois que tu m'écris, le nombre d'affaires dont je suis surchargé me force de ne pas t'en dire long; mais, dussé-je manquer l'heure de la poste, il faut que je te gronde d'avoir été si longtemps sans m'écrire; je croyais que tu m'avais oublié.... »

Il était à Verdun quand le roi de Prusse assiégea cette place le 31 août 1792.

« Dumouriez, dit M. Giguet, espérait sauver Verdun, mais quelques bombes lancées pendant dix-sept

heures suffirent pour épouvanter les habitants. Un conseil civil et militaire s'assembla ; il fut unanime pour voter la capitulation.

Tout le monde voulait capituler. Seul, Beaurepaire, qui commandait la place, aurait voulu lutter encore. Mais en voyant l'unanimité de son entourage, ce brave soldat craignit de se tromper. Il eut peur de s'illusionner sur la situation, et ne voulant ni prêter les mains à ce qu'il regardait comme une lâcheté, ni prendre la responsabilité de prolonger une résistance peut-être inutile, en s'opposant à ce qui, après tout, pouvait être une nécessité, Beaurepaire se tua. Marceau seul partageait l'opinion de son chef; lui aussi aurait voulu qu'on combattit encore; lui aussi ne voulait pas se rendre. Il était indigné de voir tous les officiers unanimes sur ce point; mais il était le plus jeune des officiers présents, il était seul de son avis, et non-seulement il dut subir la décision de la majorité, mais encore, suivant l'usage, il dut aller régler lui-même la capitulation avec l'ennemi. Quand on lui eut enlevé le bandeau qui lui couvrait les yeux et qu'il se vit en présence du roi de Prusse, il ne put retenir ses larmes, larmes de honte et de rage qui prouvaient combien il sentait profondément l'humiliation à laquelle il était réduit. Il avait fait son devoir, il l'avait fait jusqu'au bout, et c'était lui qui devait, dernière humiliation, parlementer avec le vainqueur; aussi, quand le lendemain un représentant du peuple lui demanda ce qu'il voulait qu'on lui rendit, il ne trouva qu'un mot à répondre : « Un sabre, un sabre, pour venger ma défaite! »

La garnison, composée de trois mille six cents hommes, sortit, le 1er septembre 1792, avec les honneurs de la guerre, et rallia Dillon au camp devant Sainte-Menehould.

Nous reproduisons ici une lettre que Marceau écrivit à M. Maugars, quelques jours après la capitulation :

« Je t'avais écrit de Verdun ; c'était le jour de notre arrivée et le jour de l'investissement de cette place. Ma lettre aura sans doute été interceptée ; je n'en suis pas fâché. Je t'annonçais que tes compatriotes, et je n'en exceptais aucun, avaient du cœur et de l'honneur, et j'aurais aujourd'hui à démentir ce que je te disais. Ce n'est point pour t'apprendre le siége et la prise de cette place, les journaux t'en auront instruit ; peut-être as-tu porté un jugement sur les défenseurs de cette place, et peut-être déjà tu les as taxés de lâcheté. Attends, pour les juger, que tu sois parfaitement instruit. Ils seraient encore dignes de ton estime s'ils avaient su conserver, après leur sortie de cette place, autant de vertus et autant de courage qu'ils en ont montré pendant le temps du siége, qui n'a été que de trois jours et un jour de suspension d'armes.

« Les habitants de cette exécrable ville sont les seuls coupables et partagent avec eux toute l'indignation que la France doit vouer à ces lâches. Tous les aristocrates et modérés, dans le conseil défensif, ont voté pour la reddition d'une place qui n'était pas tenable, mais dans laquelle il fallait rester deux jours de plus. Le bataillon d'Eure-et-Loir, qui, pen-

dant la durée de l'attaque, a donné des preuves de courage, vient de se déshonorer en montrant à toute la France combien elle peut faire de fond sur ces volontaires. Trois cents lâches viennent de quitter leur drapeau, soit par envie de retourner dans leurs foyers, ou par crainte. Je ne puis attribuer leur démarche qu'au dernier de ces cas, puisque le bataillon, en sortant de Verdun avec armes et bagages, a de suite été employé à l'armée et placé, pour faire le service de chasseurs, à l'avant-garde; mais ce reste, mal discipliné dans l'insurrection même, permet peu de grandes espérances.

« Oh! mon ami! combien il en coûte à mon cœur d'être obligé de te parler ainsi de mes concitoyens; qu'il m'en coûte d'être obligé de t'avouer que je regrette d'avoir été jugé digne de les commander. Combien est malheureux celui qui, par état, est obligé de souffrir sans pouvoir apporter de remède à ses maux. Je suis dans ce cas, forcé de servir par état. J'ai à souffrir de voir l'indiscipline régner dans notre armée. Ami de la liberté, et par conséquent ami de l'ordre, je ne peux voir sans douleur qu'il soit troublé par ceux-là mêmes qui, par raison, devraient n'avoir besoin que de l'exemple. Je rougis d'avoir à t'avouer que nos troupes sont ici plus craintes que les ennemis; il est à souhaiter que cela ne dure pas longtemps, sans quoi la France est à deux doigts de sa perte, et elle se trouvera abandonnée par les officiers et soldats qui aiment et veulent le bien. Je serai de ce nombre; obligé de rester ici par besoin, je préfère la misère à l'ignominie, et j'aime mieux en-

tendre dire : M. fut vertueux et il ne fut pas un lâche. Travailler pour vivre sera pour moi plus supportable que de voir le désordre et le pillage dans les possessions de vertueux citoyens, sans pouvoir l'empêcher. Je préfère l'honneur à la richesse et la pauvreté à l'infamie. Tu me connais; tu sais comme je pense; ainsi, tu peux voir, par cet aperçu, que, loin de renchérir sur le fait, je ne le trace que faiblement. Dans ma dernière, je te faisais part de la détresse de ton frère; un cheval qu'il a perdu l'a mis dans la position la plus cruelle. La prise de Verdun, dans laquelle il lui a été pris une partie de ses effets, ne fait qu'ajouter à son malheur. Je suis moi-même la victime la plus lésée de cette prise, puisqu'on m'a pris, avec mon manteau, toutes mes épargnes qui se montaient à plus de 400 fr.; et, par conséquent, je suis hors d'état de venir à son secours. Tâche, mon ami, de lui être utile; il le mérite, je t'assure.

« Adieu, aime-moi toujours comme je t'aime, et crois à la sincérité de mes sentiments. Écris-moi à Sainte-Menehould, poste réstante; comme nous sommes dans le bois, j'enverrai quelqu'un chercher tes lettres. « M. D. (Marceau Desgraviers). »

« Mille choses à tout ce que tu me connais d'amis. Respects à ton papa et à ta maman.

« C'est moi qui ai été au camp du roi de Prusse et qui ai réglé les articles de la capitulation.

« *A Monsieur, monsieur Maugars (Constantin), chez son père, avoué, rue du Grand-Cerf, à Chartres, département d'Eure-et-Loire.* »

Quelques jours après, le canon tonnait à Valmy, et les Prussiens quittaient honteusement notre territoire.

Verdun repris, on arrêta tous les officiers qui avaient assité à la capitulation. Tous furent guillotinés; mais Marceau, qui d'abord avait été arrêté avec les autres, reçut ensuite des félicitations publiques, et fut nommé adjudant-major le 1er décembre 1792, et lieutenant-colonel le 25 mars 1793.

Bientôt il suivit le général Westermann en Vendée. Il était alors lieutenant-colonel et ne se doutait guère que, sur ce théâtre, il commanderait un jour en chef.

Westermann était un officier de cavalerie, audacieux, plein de courage et très-ardent; mais il ne brillait pas par la prudence et l'habileté. Aussitôt arrivé, il se mit en opposition avec Rossignol, le général en chef sous les ordres duquel il était placé. Rossignol n'entendait rien aux choses de la guerre. C'était un patriote exalté, mais sans intelligence; il en voulut à Westermann de sa manière d'agir à son égard et prit en haine tous ses officiers. Le représentant Bourbotte, qui soutenait Rossignol, voulut même envoyer Marceau au tribunal révolutionnaire. C'était alors une terrible chose que de passer devant le terrible tribunal, car il était bien rare qu'il ne vous trouvât pas coupable alors que le fait même d'être suspect était déjà un crime. Sergent, l'ancien avoué de Chartres, le beau-frère de Marceau, était devenu membre de la commune et de l'Assemblée. En apprenant le danger qu'il courait, il intervint

auprès de Bourbotte et parvint à sauver Marceau.

Celui-ci n'était pas homme à oublier un service, même indirectement rendu. Bourbotte l'avait accusé ; mais ce même Bourbotte avait ensuite arrêté les poursuites et il se le rappela en le trouvant, un jour de combat, lors de l'attaque de Saumur par les Vendéens, le 9 juin 1793, démonté et sur le point d'être pris. Un représentant du peuple eût été une riche capture. L'ennemi le pressait de toute part. Déjà le malheureux se voyait prisonnier, quand un cavalier se dévoua pour le sauver. Ce cavalier descend de son cheval et le lui donne : ce cavalier, c'est Marceau. Bourbotte eut de la mémoire aussi ; à partir de ce moment, il fut tout dévoué à celui qu'il avait d'abord poursuivi et, dans plus d'une occasion, il trouva moyen de lui prouver sa reconnaissance.

Le 15 juin, il fut nommé chef de bataillon-adjudant-général pour être employé à l'armée des côtes de La Rochelle. La guerre de la Vendée traînait en longueur. On voulait en finir. « Un plan bien conçu, dit M. Thiers, devait balayer tout le pays vendéen du 14 au 16 septembre, sous la marche des forces répupublicaines se concentrant et bloquant l'ennemi entre Mortagne, Bressuire, Argenton, Vihiers et Chemillé. Mais les Vendéens prévinrent l'attaque ; tandis que Charette assiégeait le camp de Naudières, vers Nantes, ils attaquèrent la division de Luçon (dont Marceau était adjudant général), qui s'était avancée jusqu'à Chantonnay ; Marceau y perdit deux chevaux, comme le prouve la lettre ci-dessous, adressée à M. Daubigné.

« Je te prie, mon cher camarade, en te rappelant la promesse que tu me fis l'autre jour, ainsi que celle du ministre Bouchotte, me donner l'autorisation de prendre deux chevaux en remplacement de ceux qui m'ont été tués et pris à l'affaire du 5 septembre (vieux style), devant Chantonnay, et pour lesquels j'ai réclamé une indemnité suivant l'état qui est entre tes mains. Tu distrairas le prix demandé pour ces deux chevaux de la somme totale. Je compte sur ta bonne volonté à cet égard. Je pourrais les prendre à Versailles; on m'a assuré qu'il y en avait de convenables.

« Salut et fraternité.

« MARCEAU. »

Les deux affaires du camp de Naudières et de Chantonnay avaient eu lieu simultanément le 5 septembre 1793. Celle de Charette sur les Naudières fut repoussée; mais l'attaque sur Chantonnay, imprévue et bien dirigée, jeta les républicains dans le plus grand désordre. Le jeune et brave Marceau fit des prodiges pour éviter un désastre; mais sa division, après avoir perdu ses bagages et son artillerie, se retira pêle-mêle à Luçon. Il y perdit deux chevaux (voir sa lettre).

Dans cette triste affaire, nos troupes enveloppées de toutes parts furent écharpées. Malgré son audace, et un courage qu'on peut appeler de la témérité, malgré l'héroïsme avec lequel il combattit ce jour-là, Marceau échappa au massacre sans avoir été atteint, quoiqu'il n'eût pas ménagé sa personne.

A ce moment, les Mayençais arrivaient en Vendée. Nous avons raconté ailleurs, dans la biographie de Kléber, les premières opérations de ces vieilles troupes. Kléber, qui les commandait, s'était dirigé sur Mortagne. Quand il arriva devant cette ville, l'ennemi l'avait évacuée. Il ne s'arrêta pas un instant, et marcha directement sur Cholet. En route, le canon se fit entendre. C'était la division de Luçon encore aux prises avec les Vendéens. Bard et Marceau qui la commandaient, avaient été attaqués très-vigoureusement en avant du château de la Tremblaye. Nos troupes avaient en face d'elles les soldats de Lescure, les meilleurs de la Vendée. Dès le commencement de l'action, les chefs des deux partis, Bard et Lescure, furent mis hors de combat, et Marceau dut prendre le commandement. La lutte fut terrible ; attaqué de front et par le flanc, le jeune général dut déployer, pour se maintenir, un courage surhumain. Mais, vers la fin du jour, Kléber, que ce canon entendu dans le lointain avait inquiété, lui ayant envoyé du renfort, il repoussa l'ennemi et resta maître du champ de bataille.

A la suite de ce combat victorieux, Marceau fit sa jonction avec les Mayençais, sur les hauteurs qui précèdent Cholet. Tous les chefs vendéens étaient réunis dans cette ville. C'était en quelque sorte la capitale de l'insurrection.

Kléber, voyant les forces vendéennes concentrées, pensa que le moment était arrivé de livrer une action décisive. Pendant toute la nuit, il surveilla les faits et gestes de l'ennemi et fit recommander à tous

la plus extrême prudence. Il craignait une surprise de nuit dans un pays mal connu.

Marceau, sachant Kléber si près de lui, et brûlant du désir de voir l'homme pour lequel il avait une admiration des plus vives, accourut tout poudreux encore du combat qu'il venait de livrer, l'âme ouverte et la main tendue. Kléber le reçut au plus mal : « Vous n'auriez pas dû quitter votre poste, lui dit-il, retournez-y; nous aurons plus tard le temps de faire connaissance. » Marceau fut blessé de cet accueil. Là où il avait cru trouver une sympathie, un cœur chaud, il n'avait rencontré qu'une réception sévère et un blâme.

Le lendemain, au plus fort de l'action, ces deux hommes se rencontrèrent de nouveau; cette fois ce fut Kléber qui vint à Marceau, et ce fut lui qui lui tendit la main. Marceau oublia tout, la réception de la veille, les paroles amères qui lui avaient été dites, pour ne voir que le héros qui venait à sa rencontre. Depuis, leur amitié ne se démentit plus, et cette poignée de mains échangée sur un champ de bataille, sous le feu de l'ennemi, fut le gage d'une sorte d'alliance que la mort seule a rompue.

Comme nous l'avons déjà dit, l'ennemi s'était retiré dans Cholet. Cette ville était la capitale de l'insurrection vendéenne ; il voulait la couvrir à tout prix.

L'armée républicaine était arrivée dans la nuit du 14 au 15 octobre 1793. Avant la nuit qui précéda la bataille, Marceau fit mettre à l'ordre du jour de la division la proclamation suivante :

« Soldats de la liberté, il faut que demain les royalistes soient tous exterminés; le salut de la patrie l'exige ; l'impatience du peuple français le commande ; votre courage doit l'accomplir. »

Les Vendéens attaquèrent nos lignes au point du jour. La bataille fut terrible. Nos troupes, rudement menées, faiblirent d'abord sur presque toute la ligne. Les Mayençais et la division de Luçon, seuls tinrent bon jusqu'à la fin et ne se laissèrent pas entamer. C'est à eux qu'est due la victoire. Marceau défendait le centre. L'ennemi l'avait attaqué plusieurs fois déjà, et les troupes, électrisées par son exemple, avaient toujours résisté. Une dernière fois, les Vendéens s'avancent ; Marceau les attend, il donne l'ordre à ses troupes de les laisser approcher, et quand ils sont à portée des baïonnettes, il ordonna d'ouvrir les rangs. A ce moment, les canons placés derrière les rangs de l'infanterie sont démasqués. La mitraille pleut à portée de pistolet, et les Vendéens terrifiés se sauvent en désordre. Marceau les poursuit et la victoire est à nous.

Les colonnes de Mayence et de Luçon, les seules qui aient sérieusement donné dans cette affaire, ne comptaient pas ensemble plus de treize mille hommes, et ces treize mille hommes en avaient battu plus de quarante mille. « De part et d'autre, dit M. Thiers, on avait déployé la plus grande valeur ; mais la régularité et la discipline décidèrent l'avantage en faveur des républicains. Marceau, Beaupuy, Merlin, qui pointait lui-même les pièces, avaient fait preuve du plus grand héroïsme. Kléber avait montré

son coup d'œil et sa vigueur accoutumés sur les champs de bataille. Le combat avait duré de deux à six heures. »

Kléber, en parlant de son attitude pendant cette glorieuse bataille, a dit : « Le centre, formé de la colonne de Luçon, aux ordres de Marceau, était parfaitement couvert, et ce jeune et brave guerrier avait déjà fait voir la veille (au château de Tremblaye) ce qu'il valait et ce qu'il pouvait faire... Toute la gloire de cette journée, ajoute-t-il, appartient à l'armée de Mayence et à la colonne de Luçon. »

Il a raconté ailleurs le glorieux fait d'armes de Marceau, mitraillant à bout portant un ennemi qui se croit déjà maître de la situation. Nous en avons dit un mot tout à l'heure ; voici le récit de Kléber : « Tout à coup la canonnade redouble au centre ; je m'y transporte avec Damas. Les rebelles, ralliés sur ce point, revenaient à la charge. Marceau les voit, et, sans s'émouvoir, il fait avancer son artillerie, qu'il a soin de masquer. La *horde fanatique* n'est plus qu'à une demi-portée de fusil, ne se doutant point du stratagème ; à l'instant la mitraille renverse des files entières. Les rebelles étonnés s'arrêtent, s'ébranlent ; Marceau poursuit à son tour ; je me réunis à lui avec les bataillons que j'établis par échelons, pour favoriser notre retraite en cas d'événement. »

Quelques jours après, le 19 octobre, Marceau écrivait de Beaupréau à son ami Sevret :

« Nous venons d'essuyer deux combats terribles, qui ont été longtemps soutenus avec énergie de part et d'autre ; la victoire a été balancée, mais nous avons

enfin forcé les ennemis à prendre la fuite. L'ennemi a repassé la Loire. »

Et le 1er novembre, il offrait à Constantin Mégars d'être son aide de camp.

« Comme il paraît que, malgré le mauvais état de ma santé, je finirai cette campagne et assisterai encore à quelques combats, je te prie de me faire savoir, dans le plus bref délai, si tu es disposé à venir me joindre et à me servir comme mon aide de camp.

« Je ne te parlerai point des avantages que tu pourrais retirer, comme militaire, de cette place; ils sont trop au-dessous de ceux qu'éprouvera mon cœur pour qu'ils puissent être mis en parallèle. Ainsi, si tu m'aimes, tu viendras, ou au moins tu me donneras de bonnes raisons. J'attends ta réponse avec impatience. Je serais charmé que tu te trouvasses à la première bataille. J'espère qu'il n'y a pas loin d'ici à ce temps, et que nous nous vengerons du dernier échec. Adieu, je t'aime; écris-moi de suite, car je suis pressé.

« Ton ami et frère,

« Le général de brigade,

« MARCEAU. »

Après Cholet, l'armée républicaine marcha sur Château-Gonthier et Laval. Léchelle, qui commandait en chef et qui n'entendait rien aux choses de la guerre, exigea, malgré l'avis contraire de tous les officiers, que l'armée marchât à découvert et en masse.

Les Mayençais se battirent, comme toujours, avec

une vigueur remarquable; mais Léchelle, placé à l'arrière-garde, prit peur et s'enfuit avec les troupes de réserve, qui ne se battirent pas. La déroute alors devint générale. Beaupuy, Kléber, Marceau et les représentants eux-mêmes firent des efforts désespérés pour arrêter dans leur fuite les soldats affolés. Marceau surtout fut héroïque ; mais tout fut inutile, et la déroute fut complète.

A la suite de ce désastre, le mot n'est pas trop fort, Kléber concentra l'armée à Angers. Il fallait la réorganiser complétement. Marceau reçut alors le commandement de l'avant-garde ; c'était le poste qui convenait le mieux à son esprit d'initiative et à son courage aventureux.

Le 10 novembre 1793, Kléber fut nommé général de division. Kléber avait proposé de bloquer les Vendéens en fortifiant Antrain, Pontorson et Dinan, et en les enfermant entre la mer et ces trois points fortifiés. Le plan fut approuvé, et tout fait supposer que s'il avait été suivi, le succès en aurait justifié la sagesse.

On devait s'établir solidement à Antrain, et partir de là pour inquiéter l'ennemi par des attaques multiples et imprévues. On devait arriver par ce système à lui couper les vivres. Malheureusement ce plan, dès le début, dut être abandonné par la précipitation de certains chefs, plus braves et plus audacieux que prudents.

Westermann était en observation du côté de Pontorson. Cet esprit audacieux, croyant déjà tenir l'ennemi, fait prévenir que les Vendéens sont à bout de

ressources, que le moindre effort doit les abattre et qu'il suffit pour les réduire de diriger sur Dol une attaque qu'il se charge de faire réussir en partant de Pontorson, pourvu qu'on l'appuie du côté d'Antrain. Les représentants accueillent cette idée; ils voient déjà les rebelles anéantis, et ordonnent à Marceau de marcher en avant pour soutenir Westermann. En même temps, on prévient ce dernier qu'il peut agir.

Westermann ne se fait pas répéter l'ordre deux fois; il part aussitôt et arrive devant Dol, qu'il attaque en arrivant, sans s'inquiéter de savoir si ceux qui doivent combiner leur mouvement avec le sien ont pu rejoindre et sont en position de le soutenir. Ceci se passait dans la nuit du 19 au 20 novembre. Les Vendéens avaient été prévenus par leurs espions du mouvement projeté. Ils étaient sur leurs gardes et attendaient nos troupes. Celles-ci firent vaillamment leur devoir et faillirent même enlever la position. Mais les munitions leur ayant manqué, elles durent se replier.

Marceau, à ce moment, était encore loin; quand il arriva du côté d'Antrain, le combat était terminé sur la route de Pontorson, et il se trouva en présence du gros de l'ennemi qui, ayant repoussé Westermann, put se concentrer contre lui. Si Westermann avait attendu les renforts promis, et s'il avait combiné son attaque avec celle de Marceau, nul doute que l'ennemi n'eût été culbuté et que nous n'ayons eu un beau succès de plus à enregistrer. Mais, comme toujours, son ardeur l'avait entraîné; il avait donné trop

tôt et en pure perte. Marceau avait assez d'hommes avec lui pour appuyer l'opération sur Dol; mais, réduit à ses seules ressources, l'infériorité de sa colonne ne lui permettait pas de lutter avec quelque chance de succès contre la masse relativement considérable des Vendéens. Il le savait, mais il avait des ordres ; il voulait les exécuter, et le nombre des ennemis à combattre ne pouvait l'effrayer. Il reçut le choc des rebelles sans faiblir et, grâce à son sang-froid et à l'habileté de ses manœuvres, il put paralyser en partie l'effort des Vendéens. Il s'avança même sous leur feu et les fit reculer. L'ennemi, voyant les nôtres gagner du terrain, alors qu'il avait cru les écraser dans sa première attaque, prit peur et s'enfuit en désordre. Malheureusement, un brouillard très-épais masqua cette déroute, et Marceau ne put pas se rendre compte du résultat qu'il avait obtenu. En voyant que l'ennemi s'affaiblissait devant lui, il craignit un piége et n'osa pas profiter de son succès comme il aurait pu le faire et comme il l'eût fait certainement, s'il en avait connu toute l'étendue et la portée. Les Vendéens s'apercevant à leur tour qu'ils n'étaient pas poursuivis, se rallièrent en arrière de la ville; mais ils n'osèrent pas reprendre l'offensive, et l'avantage de la journée nous resta.

Les représentants avaient d'abord ordonné une nouvelle attaque pour le lendemain; puis, sur les instances de Kléber, ils avaient révoqué cet ordre imprudent. Mais cette sage détermination avait été prise trop tard : Westermann avait attaqué dès l'aube et pour la seconde fois s'était fait mettre en déroute.

Alors, pour la seconde fois aussi et comme la veille, la colonne de Marceau eut sur les bras toute l'armée vendéenne, qui l'attaqua de front avec un rare acharnement. Débarrassée de Westermann, elle s'avançait en masse sur Antrain. Le succès du jour précédent menaçait d'être chèrement payé et de dégénérer cette fois en défaite. Marceau vit bien le danger, mais il ne faiblit pas et ne songea qu'à faire vaillamment son devoir et à lutter jusqu'au bout même sans espoir. La lutte se prolongeait, furieuse de la part des Vendéens, héroïque de la part des nôtres; la brigade de Luçon combattait pour la gloire et non pour le succès ; elle avait la conscience de remplir un devoir et elle le remplissait en conscience, sans s'illusionner sur l'issue finale d'une lutte trop inégale. Tout à coup une division des nôtres arrive à son secours. Tout n'est pas perdu, loin de là. La victoire est assurée. Müller, qui amène ces nouvelles troupes, prend le commandement. Mais, hélas! il a bu, ses officiers sont pris de vin, et dès lors il n'y a plus que désordre et confusion dans nos rangs. Tout à l'heure, une poignée d'hommes résistait et tenait ferme, maintenant une foule recule et se disperse. Marceau est partout; il veut retenir ceux qui fuient, diriger ceux qui tiennent encore; mais que faire? il est impuissant et se sent débordé. Il fait prévenir Kléber. Le héros de Mayence accourt, mais il ne peut faire mieux ni plus que n'a fait Marceau. Rallier les troupes et les reformer sous le feu de l'ennemi, il n'y faut pas penser. La situation semble des plus critiques, elle va le devenir davantage encore.

Les Vendéens, en effet, ont trouvé moyen de tourner nos positions et ils prennent alors les nôtres par le flanc. Nos soldats épouvantés par cette attaque inattendue prennent la fuite. C'est une panique, un sauve-qui-peut général, et la déroute eût été plus complète encore sans Marceau, qui défendit le pont d'Antrain avec quelques hommes de cœur qu'il put arrêter et grouper autour de lui. Il tint là en échec les forces de l'ennemi et lutta longtemps pour permettre aux nôtres de se mettre à l'abri ; mais à la fin, le nombre l'accablant, le passage fut forcé. Seulement, grâce à ce temps d'arrêt, on avait pu reformer les fuyards, et les rebelles n'osèrent poursuivre leur succès. La journée était finie.

L'incapacité de Rossignol, qui avait ordonné toutes ces attaques précipitées, malgré les avis des généraux, était trop évidente pour qu'il fût possible de lui maintenir le commandement effectif. Les représentants lui conservèrent son titre de général en chef, mais nommèrent trois généraux commandant l'un les troupes, un autre l'artillerie et le troisième la cavalerie. Kléber fit nommer Marceau au commandement des troupes.

« Je me sentis alors, dit Kléber, allégé d'un grand fardeau. J'étais certain qu'il n'entreprendrait rien sans s'être concerté avec moi. Marceau était jeune, actif, plein d'intelligence, d'audace. Plus froid que lui, j'étais là pour le contenir. Nous prîmes l'engagement de ne point nous quitter jusqu'à ce que nous eussions ramené la victoire sous nos drapeaux. »

Angers avait reçu quelques renforts et l'armée

était allée à Châteaubriant, où elle arriva le 30. Cantonnée là, elle attendait des ordres. Les représentants et Rossignol devaient suivre à deux jours de marche. On ne pouvait rien faire sans l'aveu du général en chef. Trois fois on l'avait prévenu; on lui dit le danger qui menaçait la ville et les représentant enfermés dans son sein; on lui avait demandé s'il fallait marcher en avant; le 2 décembre, Marceau lui avait encore envoyé un aide de camp pour le presser d'agir. Chaque fois, Rossignol avait répondu : « J'arrive, » et Rossignol n'arrivait pas. Il avait fallu l'attendre néanmoins. Quand enfin il parut, le 3 dans la journée, il se mit dans une grande colère. Les représentants qui l'accompagnaient étaient surtout frappés du péril que couraient leurs collègues. Ils demandèrent compte aux généraux de l'inaction de l'armée et s'étonnèrent qu'elle ne fût pas déjà devant Angers. « Rossignol, dit Kléber, rejeta la faute sur Marceau; il le fit appeler, la scène fut très-vive... Enfin, après avoir crié beaucoup, Prieur lui dit : « Au surplus, nous savons que c'est « moins ta faute que celle de Kléber, qui t'a con« seillé; dès demain nous établirons un tribunal « pour le faire guillotiner! » Guillotiner Kléber! qui donc l'eût remplacé? Les représentants euxmêmes comprirent que Rossignol, tout patriote qu'il fût, n'aurait pas pu mener nos soldats à la victoire. A minuit, l'armée se mit en marche, et le lendemain soir elle entra dans Angers, dont la garnison avait déjà repoussé l'ennemi avant l'arrivée de nos troupes.

A la suite de cette scène, et sur le rapport sans doute des représentants, le commandement fut retiré à Rossignol et donné à Turreau. Celui-ci était encore occupé dans les Pyrénées, et Marceau fut nommé général de division et chargé de la direction provisoire de l'armée. A sa nomination était jointe une lettre révoquant un certain nombre de généraux et lui enjoignant de suspendre Kléber, mais en l'autorisant à ne pas exécuter de suite cette mesure et même à se servir encore de lui s'il le jugeait convenable.

Marceau alla trouver Kléber et lui communiqua ses ordres et ses instructions ; il ne voulait accepter qu'à la condition expresse que Kléber consentirait à diriger de fait toutes les opérations : « En acceptant le titre, lui dit-il, je prends les dégoûts et la responsabilité pour moi, et je ne demande que le commandement de l'avant-garde au moment du danger. Je te laisserai à toi le commandement véritable, et les moyens de sauver l'armée. — Sois tranquille, répondit Kléber, nous nous battrons et nous nous ferons guillotiner ensemble. »

Les Vendéens furent rejetés en Bretagne. Ils entrèrent au Mans.

Quelques jours après nous étions devant cette ville. Westermann, avec l'avant-garde, y arriva le 12 décembre 1793. Suivant sa coutume, il attaqua de suite. Son audace lui réussit d'abord, et l'ennemi, effrayé, se débanda dès le premier choc. Mais bientôt, revenu de sa terreur panique, il se rallia et fit tête. Westermann repoussé dut alors se replier sur

Marceau. Les Vendéens, le voyant reculer et se croyant déjà victorieux, furent surpris de trouver devant eux Marceau lui-même à la tête de sa division, qui, les attaquant vigoureusement, les rejeta sur la ville. Satisfait de ce premier succès et craignant de le compromettre par une précipitation hors de raison, celui-ci voulait attendre Kléber et le gros de l'armée. Mais Westermann, toujours le même, Westermann, qui ne sait pas attendre, veut pousser en avant. Marceau se laissa séduire. Lui-même d'ailleurs n'était que trop porté à tenter des coups d'audace. Il suivit la cavalerie. Après un premier choc, les Vendéens furent repoussés, et les nôtres les poursuivant l'épée dans les reins entrèrent derrière eux dans la ville au bruit du tocsin. L'alarme était partout. Le combat fut acharné; on se battit dans toutes les rues, luttant de maison en maison. Vers minuit, les nôtres étaient parvenus jusqu'à la grande place. La nuit étaient obscure. On ne savait pas où l'on allait; une trêve tacite s'établit. Mais il était évident que cette trêve ne tarderait pas à être rompue. Dès l'aube, les hostilités devaient reprendre, et Marceau, se sentant engagé presque seul dans une ville ennemie, comprenait enfin qu'il avait fait une grave imprudence. Il fit immédiatement prévenir Kléber. Celui-ci était au bivouac quand il reçut le message de Marceau. Ses soldats venaient de faire dix lieues, ils n'en pouvaient plus : « Marceau a fait une faute, dit Kléber; il n'est pas mauvais qu'il la sente, mais courons le tirer de là ! » On reprend les sacs, on part, on marche tout le reste de la nuit

et l'on arrive au point du jour. Il était temps. Le combat reprenait de plus belle.

« Dans une charge de cavalerie, dit Robert (aîné), Marceau et La Rochejaquelein se trouvèrent en présence. Ils se reconnurent à leurs panaches; mais animés d'une haute estime l'un pour l'autre, ils baissèrent spontanément leurs épées. Ils avaient encore, ajoute-t-il, toute la blancheur de leur âme. »

A sept heures, les nôtres entraient au Mans et l'ennemi écrasé s'enfuyait de toutes parts. Ce fut alors une véritable boucherie; on tuait pour tuer et le sang coulait à flots. Les plus braves luttaient encore, on les chargeait à la baïonnette. On n'arrête pas la bête fauve quand elle sent la chair fraîche; les soldats étaient ivres de poudre, ivres de sang, et la tuerie fut épouvantable. « Jamais déroute, dit M. Thiers, n'avait été aussi meurtrière. Une foule considérable de femmes, laissées en arrière, furent faites prisonnières.

M. de Châteaubriand, dans son histoire de la Vendée, a reconnu lui-même les efforts faits par les bleus pour arrêter le massacre.

« La probité historique, dit-il, oblige de dire qu'il y eut dans la Vendée des chefs républicains pleins d'honneur et d'humanité. Non-seulement ces chefs ne se souillèrent point par les forfaits que nous tirons à regret de l'oubli, mais ils s'y opposèrent de tout leur pouvoir. »

Kléber et Marceau cherchèrent en vain à s'interposer. Leurs efforts échouèrent contre cette fureur de massacre. Tout ce qu'ils purent faire, ce fut de

sauver quelques victimes isolées. De ce nombre fut une jeune fille qui s'appelait mademoiselle Desmesliers. « Jamais, dit Kléber, je n'avais vu une femme plus jolie et sous tous les rapports plus intéressante. Elle avait à peine dix-huit ans. » Son père, ses frères, sa famille avaient disparu. Elle voulait mourir. Marceau lui persuada que peut-être ils vivaient encore, qu'on les chercherait, qu'on les trouverait et qu'on les ramènerait. Elle fut conduite à Laval, dans la seule voiture que possédât l'état-major.

Marceau, poursuivant l'ennemi, ne s'arrêta qu'un jour dans cette ville, mais il alla avec Kléber voir sa protégée. Quelque temps après, ils étaient tous deux à Savenay, et la jeune fille, privée de ses défenseurs, fut arrêtée par le comité de Laval. On lui fit son procès et elle fut exécutée. On commença même une instruction contre les deux généraux, les accusant d'avoir voulu sauver des rebelles. L'accusation était grave et aurait pu avoir des conséquences funestes pour eux. Mais Bourbotte, auquel Marceau avait sauvé la vie à Saumur, Bourbotte était à Laval. Il eut connaissance de l'affaire et confisqua le dossier.

Mortier-Dupare, député au Conseil des Cinq-Cents, après avoir parlé de la prise du Mans (séance du 14 thermidor an VI-1er août 1798), ajoute : « Là, s'offrit au sensible Marceau une nouvelle occasion de signaler son humanité bienfaisante ; car le sort avait décidé de faire briller dans ce jeune homme les plus belles qualités du cœur unies aux vertus guerrières. Une jeune Vendéenne avait été entraînée par sa

mère à la suite de l'armée rebelle qu'accompagnaient des milliers de femmes fanatisées. Poursuivie par les vainqueurs, elle vole à Marceau, demi-morte de frayeur, et tombe à ses pieds en s'écriant : O Marceau ! sauvez-moi ! Le nouveau Scipion fait relever la suppliante, la rassure et la fait conduire dans un asile ami de l'humanité. Dans ces temps malheureux où l'on transformait si souvent les vertus en crime, Marceau fut encore accusé pour avoir dérobé une jeune fille à la mort. Le supplice allait être le prix de sa pitié secourable, lorsque celui qui l'avait fait arrêter dans la Vendée répara dignement son erreur en prenant sa défense. Il déclara que si Marceau montait à l'échafaud, il y monterait avec lui. L'ascendant de la vertu triompha de la bonté des cœurs, Marceau fut acquitté. » (*Moniteur* du 20 thermidor an VI.)

L'adjudant général Savary rapporte également, dans ses Mémoires, que peu de jours après la prise du Mans, prêt à quitter cette ville pour rejoindre la colonne sur la route de Laval, Marceau rencontra une jeune personne conduite par deux grenadiers ; il l'interrogea : elle dit être de Montfaucon et s'appeler Mlle Desmesliers (*sic*) ; sa raison paraissait quelque peu égarée. Il l'invita à suivre la colonne et elle monta dans le cabriolet de Marceau. Ce général n'eut connaissance de ce fait que dans la soirée de ce jour. Mlle Desmesliers fut conduite à Laval, dans une maison dans laquelle on la croyait en sûreté ; Marceau la visita. Le lendemain de son départ, les habitants furent obligés de déclarer les étrangers

qui restaient dans la ville. Mlle Desmesliers fut ainsi connue, elle périt. Les généraux qui l'avaient accueillie, ajoute Savary, eussent été compromis sans l'intervention de Bourbotte.

Kléber, dans ses Mémoires, parle également de Mlle Desmesliers : « On ne vit jamais, dit-il, de femme plus jolie, ni mieux faite, et sous tous les rapports plus intéressante ; elle avait à peine dix-huit ans et se disait de Montfaucon. »

Sergent, dans ses notices sur Marceau, résume cet incident :

« Ce qu'il y a de vrai, c'est qu'à la bataille du Mans, une jeune fille prit part au combat. Poursuivie par des soldats, elle fut rencontrée par Marceau, qui la fit conduire au quartier général par l'adjudant-général Savary. Par ses soins, elle fut confiée à un respectable curé de campagne. Il ne la revit plus... ; elle mourut sur l'échafaud, lui léguant une petite montre de peu de valeur. Marceau la pleura longtemps après, regrettant de n'avoir pu lui sauver la vie. »

Marceau rend compte des opérations intérieures dans une série de lettres que nous reproduisons ici :

AU GÉNÉRAL COMMAIRE, COMMANDANT A SAUMUR.

14 décembre 1793.

« L'ennemi battu, chassé et mis en déroute au Mans, fuit si rapidement, que, malgré toute la diligence possible, il est déjà à dix lieues de nous ; notre cavalerie le poursuit ; il n'a fait que traverser la ville de Laval.

On m'annonce qu'il se porte sur Château-Gontier et qu'il doit y coucher cette nuit. On dit aussi qu'il a dessein d'aller à Ancenis, pour tenter encore une fois le passage de la Loire.

« En tous cas, mon cher camarade, il est à propos de donner promptement l'ordre à Boucret de marcher sur la rive gauche de la Loire, de manière à suivre les mouvements de l'ennemi et à s'opposer à ses projets, soit sur Saumur, Angers, Ancenis et même Nantes.

« Demain, de grand matin, nous nous remettrons en route à la poursuite des Vendéens, et nous tâcherons de les rejoindre. Je te prie de faire passer de suite cet avis à Angers et à Nantes par un courrier extraordinaire. Il est à propos de retirer le faible dépôt de Baugé et de le faire filer sur Saumur. »

Le 15 décembre, il écrit au ministre de la guerre :

« Tu as vu, dans ma dernière lettre, la colonne de Cherbourg commandée par Tilly, non-seulement arrêter un ennemi presque victorieux, mais encore le mettre à son tour en désordre et le forcer à une retraite si précipitée, qu'elle traversa avec lui le pont du Mans, entra dans le faubourg et pénétra presque dans la ville. Arrivée à un retranchement pratiqué dans une rue, elle y trouva une vigoureuse résistance. Ne consultant que son courage, elle fondit si impétueusement sur les rebelles, qu'elle leur enleva quatre pièces de canon. Entièrement déconcertés, ils ne virent plus de ressource qu'en se jetant dans

les maisons et en tirant des fenêtres. Leur feu fut si bien soutenu qu'il nous arrêta tout court. La prudence ne permettant pas d'exposer des hommes gratuitement, je me contentai de faire braquer leurs canons contre eux, et je leur envoyai, le reste de la nuit, trois caissons de gargousses qu'ils avaient laissés en notre pouvoir. Je me déterminai d'autant plus volontiers à ne pas pousser plus loin, que la première division, commandée par Kléber, se trouvait encore éloignée de moi; elle fit ce jour-là dix lieues. En apprenant le combat, elle oublia ses fatigues, et, redoublant la marche, elle arriva une heure avant le jour.

« La colonne de Tilly, qui n'avait cessé de se battre avec une opiniâtreté égale à celle des Vendéens, se trouvait fatiguée; j'en fis relever les postes par la première division. Le jour commençait à peine à poindre que l'avant-garde de cette division me fit demander la permission de charger à la baïonnette. Je la lui accordai. Un morne silence, interrompu par des cris de triomphe, m'annonça le succès de cette mesure. Cette audace, vraiment républicaine, déconcerta l'ennemi qui, évacuant les maisons en foule, ne songea plus qu'à chercher son salut dans la fuite, nous abandonnant ses bagages et jetant ses fusils. Il prit la route de Laval. Nos soldats en firent une boucherie épouvantable dans la ville, et le poursuivirent sur la route avec un si grand acharnement, que bientôt ce ne fut plus quelques fuyards, mais toute l'arrière-garde qu'ils attaquèrent.

« Je venais de donner ordre à Westermann de

monter à cheval avec toute la cavalerie. La promptitude avec laquelle il exécuta cet ordre ne laissa pas à l'ennemi le temps d'aller plus loin ; il le joignit et, le chargeant avec intrépidité, il jeta parmi les Vendéens une terreur si forte, qu'ils ne songèrent plus à lui opposer aucune résistance. L'infanterie légère suivait de près la cavalerie. Quelque harassées que fussent nos troupes, elles firent encore huit lieues à la poursuite de l'ennemi. Sept caisses de canon et neuf caissons restèrent en notre pouvoir ; les paysans du pays n'ont fait aucune grâce aux fuyards, qui se sont écartés de la route. »

Le 16 décembre, il écrit encore au ministre de la guerre :

« Tu auras une idée de la frayeur des Vendéens quand tu sauras qu'ils ont mis moins d'un jour à se rendre du Mans à Laval, d'où ils sont partis en désordre. — Westermann, qui les suit toujours, leur a pris quatre pièces de canon et trois caissons. Quoique nous fassions des marches forcées, ils ont gagné sur nous près de deux jours ; ils ne sont pas loin, dans cet instant, des rives de la Loire ; — j'espère que ce fleuve sera leur tombeau. Je suis presque sûr qu'ils font travailler à des radeaux pour passer sur la rive gauche ; mais j'aime à croire que les troupes qui défendent cette rive leur opposeront une barrière insurmontable ; je les fais renforcer par d'excellents bataillons. Je m'attends à un combat près d'Ancenis ; je crois même que l'ennemi aux abois viendra me

l'offrir pour protéger son travail ; je me dispose à le bien recevoir ; compte, dans tous les cas, que je ferai tout mon possible pour justifier ta confiance et faire triompher la cause de la liberté et de l'égalité.

« Je n'ai encore reçu aucune nouvelle de la division de Duquesnoy, quoique je lui aie envoyé successivement deux courriers. Sa jonction aurait assuré nos succès ; cependant, je combattrai l'ennemi sans lui, et j'espère remporter la victoire.

« Je lui donne l'ordre de se diriger sur Laval, afin de se rapprocher de moi et d'être en mesure dans tous les cas. »

Le 19 décembre, nouvelle lettre au ministre de la guerre :

« La rapidité de la marche de l'ennemi, son désespoir et le dessein qu'il avait de passer dans la Vendée, annonçaient qu'il tenterait le passage de la Loire ; c'est, en effet, ce qu'il a essayé, en profitant du temps que lui avait donné sur nous sa fuite précipitée pour construire des radeaux, et, à l'aide d'une petite nacelle, traverser la rivière. L'activité que nous avons mise à sa poursuite et la résistance qui défendait la rive gauche de la Loire ont fait échouer ses projets. Il a craint d'être attaqué dans Ancenis, et, jugeant qu'il ne pouvait, sans danger, rester dans un poste où certes nous aurions achevé de l'exterminer, il a pris la fuite et s'est retiré sur Nort et environs, où il est aujourd'hui.

« Notre armée, partie de Châteaubriant pour l'attaquer dans Ancenis, a été forcée de rétrograder;

tant pour couvrir Rennes que pour l'atteindre plus promptement.

« Cette masse énorme est aujourd'hui diminuée et se fond tous les jours ; les paysans des différentes communes, profitant de la terreur dont les Vendéens sont frappés, désarment et arrêtent tout ce qui ne suit pas le gros de la troupe fanatique. La désertion se met dans l'armée ; plus de trois cents, tant hommes que femmes, sont partis pour se rendre à Nantes ; encore une victoire, et c'en est fait des rebelles. »

Malgré leurs succès précédents, malgré la grande victoire qu'ils venaient de remporter, les deux généraux étaient toujours suspects. On leur en voulait surtout de cette popularité que les victoires passées avaient attachée à leurs noms et de cette espèce de culte que les soldats leur avaient voué. Le commandement même, comme nous l'avons dit, avait été enlevé à Marceau, et Turreau en avait été investi. Mais Turreau était absent ; il était dans le Midi, et Marceau avait continué à diriger provisoirement les mouvements de l'armée. Quand ce nouveau général arriva, il ne parut à l'armée que le 14 décembre, il écrivit une lettre fort vive, presque impertinente, à celui qu'il devait remplacer, témoignant de son mécontentement de ce qu'il n'eût pas cru devoir le consulter sur les opérations. Or, il n'avait prévenu personne de son arrivée. On était à la veille d'une bataille. Marceau lui répondit fièrement : « Je suis devant Savenay ; demain, de grand matin, j'attaquerai

l'ennemi, qui sera détruit; si tu veux être témoin de la fin de la guerre, accours promptement. »

Turreau ne jugea pas à propos de profiter de l'avis et ne tint pas à être témoin de la fin de la guerre. On arriva devant Savenay sans avoir vu le nouveau général, qui était resté à Nantes.

Nous avons raconté, dans la biographie de Kléber, et d'après le récit du général lui-même, cette grande journée du 23 décembre, qui fut une victoire. Nous n'en dirons rien ici, mais on nous permettra de raconter un des épisodes de cette action où Marceau montra bien l'esprit d'initiative et le rare courage qui le caractérisaient.

Les Vendéens étaient battus. Ils fuyaient. Le plus grand nombre avait gagné la ville, où les nôtres les avaient poursuivis et où les plus courageux se défendaient et résistaient encore. Kléber et Marceau appuyaient la poursuite. Ils arrivaient de côtés différents et se rencontrèrent dans la grande rue. Autour d'eux, les coups de feu se succédaient sans relâche; on se fusillait presque à bout portant. Il aurait fallu quelques chevaux pour balayer la rue, mais la cavalerie manquait. Kléber et Marceau confondent leurs escortes, les enlèvent et chargent à leur tête. La bataille est finie; la grande armée vendéenne est détruite et la grande guerre de la Vendée terminée.

Marceau rend compte au ministre de la guerre de cette journée dans deux lettres datées, l'une du 23 décembre, l'autre du 28 décembre 1793.

AU MINISTRE DE LA GUERRE.

Du champ de bataille, près Montoire,
23 décembre 1793.

« Tu as vu par ma dernière lettre que l'ennemi semblait, par sa marche sur Nort, vouloir se porter sur Renneson dans le Morbihan. Il s'est enfin décidé et il est entré dans Blain, où il n'a trouvé aucune espèce de résistance. La rupture des ponts et quelques retranchements qu'il fit sur la route de Nort à Blain semblaient annoncer le dessein de se maintenir dans ce poste avantageux par sa position et par un vieux château assez fort.

« Westermann avec sa cavalerie, soutenue par un petit corps d'infanterie légère, en harcelant continuellement l'armée vendéenne sur ses derrières, lui donna le change en l'attaquant sans cesse, et lui fit croire que toute l'armée la poursuivait dans cette direction. Une petite affaire, dans laquelle les soldats de cette avant-garde, après avoir montré le plus grand courage, en passant à la nage la rivière qui les empêchait de joindre l'ennemi, furent repoussés, le confirma dans son opinion.

« Le génie de la liberté voulut sans doute que nous éprouvassions ce léger échec, pour me donner le temps d'arriver devant Blain par la route de traverse. Les mauvais chemins retardèrent ma marche, je ne pus arriver qu'à la nuit tombante. Je fus obligé

de faire bivouaquer la troupe et de différer jusqu'au lendemain. L'ennemi était en bataille sur les hauteurs ; il se contenta de nous lâcher quelques coups de canon.

« Le jour paraissant, je chargeai Kléber de l'attaquer, et au moment où l'on se déployait, je fus instruit par mes éclaireurs que l'ennemi, profitant de l'obscurité, avait évacué Blain et se portait sur Savenay ; je pris le parti de le poursuivre sans lui donner le temps de se reconnaître. Notre cavalerie l'attira deux fois sur Savenay. A la nouvelle que Westermann était aux prises, Kléber part avec une pièce d'artillerie légère et deux à trois cents grenadiers. Il débusque l'ennemi qui s'était emparé des routes de Savenay et de Vannes à Nantes. A peine est-il arrivé à la portée du fusil que, sans permettre une seule décharge, il les conduit la baïonnette en avant. L'impétuosité de cette attaque fit replier l'ennemi, qui fut forcé de nous abandonner une pièce de huit qu'il avait en position sur la grande route de Savenay.

« L'avant-garde arrivant voulut avoir la satisfaction de contribuer à la gloire de cette journée. La pluie horrible dont elle avait été inondée la nuit dernière, étant au bivouac, fit qu'elle me demanda la permission d'entrer dans Savenay. Je crus devoir me rendre à cette demande et profiter de cette bonne volonté, dont je pouvais tirer le plus grand avantage. L'affaire devint plus sérieuse que je ne le croyais, et la résistance qu'opposa l'ennemi dans un bois qui lui était favorable, fut cause que je fis arrêter l'avant-garde

et la fis bivouaquer à demi-portée du canon de l'ennemi, qui ne cessa de tirer toute la nuit ; mes avant-postes étaient à peine à portée de fusil de lui.

« Le corps de l'armée, arrivant successivement dans la nuit, je fis mes dispositions d'attaque pour le lendemain à la pointe du jour.

« L'ennemi avait pris notre prudence pour faiblesse, ce qui fit que, non-seulement il nous attendit, mais même qu'il nous attaqua à la pointe du jour; nous étions déjà à cheval. L'impétuosité de son attaque aurait pu avoir des suites fâcheuses sans la prévoyance des chefs. Kléber, qui avait si bien commencé la veille, dirigea avec tant de précision les forces qui étaient à sa disposition, que l'ennemi fut arrêté tout court et repoussé de la manière la plus vigoureuse.

« Les divisions aux ordres des généraux Canuel sur la gauche et Tilly sur la droite, achevèrent de déconcerter la horde catholique. Tous les soldats, dédaignant les cartouches, chargèrent à la baïonnette : la déroute de l'ennemi devint complète. J'entrai dans Savenay à la tête du centre de l'armée ; cinq caisses d'artillerie et un caisson y étaient abandonnés. A quelques pas de là, je rencontrai Kléber ; alors nous chargeâmes ensemble, et n'ayant à notre portée aucune cavalerie, nous en formâmes une de tout ce qui nous environnait. Les généraux et leurs états-majors se joignirent à nous. La Loire à gauche, des marais à droite, ôtaient à l'ennemi les moyens de s'échapper au loin. Nous ne trouvâmes plus de résistance sur notre route. M. de Langrenière,

retiré avec sa troupe dans des maisons sur la gauche de la route, voulut opposer quelque résistance, mais voyant qu'elle devenait inutile, il se rendit à l'invitation d'un officier d'état-major. La cavalerie emmenait avec elle une pièce d'artillerie volante, bientôt elle fut à nous. Deux cents cavaliers se sauvèrent dans les marais; leur infanterie est désormais réduite à rien.

« La guerre de la Vendée est enfin terminée sur la rive droite de la Loire; un petit séjour dans ces cantons fera disparaître les fantassins qui auraient pu s'évader à la faveur des bois.

« Il me serait bien difficile de détailler les belles actions dont cette journée fut témoin; mais je ne puis m'empêcher de te parler des généraux qui, par leur bravoure et leurs talents, ont accéléré le terme de cette guerre. Kléber a donné, dans cette occasion, des preuves d'un courage et d'un talent supérieurs; Westermann, Canuel, Tilly, Dembarrère, Savary et tous les officiers généraux et supérieurs se sont montrés vrais républicains.

« Les soldats de toutes armes ont aussi montré qu'ils sont dignes de la cause qu'ils défendent. Il n'est point d'exemple, j'ose le dire, d'une patience aussi soutenue et d'un courage aussi héroïque. Depuis trois jours, ils étaient mouillés jusqu'aux os, ils avaient bivouaqué deux nuits, la plupart sans feu: point de murmures. Les cris de : vive la République! étaient un sûr garant de ce qu'on devait attendre d'eux. Il m'est bien doux de pouvoir rendre justice à mes braves camarades.

« On peut regarder cette bataille comme la plus mémorable et la plus sanglante qui ait eu lieu depuis le commencement de la guerre de Vendée. Le nombre des républicains que nous regrettons n'excède pas celui de trente, je te l'assure, nous avons plus de deux cent cinquante blessés, dont deux officiers.»

AU MINISTRE DE LA GUERRE.

Nantes, 28 décembre 1793.

Je t'ai dit la vérité en t'annonçant que la horde des rebelles était détruite sur la rive droite de la Loire. Cette masse énorme a disparu. Le petit nombre de ceux qui avaient pu échapper au fer des républicains, soit en se cachant, soit par la fuite, sont venus implorer la clémence des représentants, ou ont péri dans les bois que nos troupes ont parcourus en les poursuivant. Aujourd'hui il n'est plus question que de deux à trois cents cavaliers qui se sont échappés à travers les marais, et qui, d'après les rapports que je reçois, paraissent se diriger vers Ancenis, en menaçant encore les citoyens qu'ils rencontrent sur leur route. Pour achever de purger le pays de ce faible reste et empêcher qu'il ne se forme de nouveaux rassemblements, j'ai senti qu'il était nécessaire de faire faire un mouvement à l'armée et d'établir des cantonnements momentanés. Je recommande en même temps la plus grande activité pour protéger le pays et le mettre à l'abri des rebelles. J'ai cru qu'il fallait occuper toutes les routes qui

pouvaient servir à établir les différentes communications, protéger et défendre les rives de la Loire, et former une barrière impénétrable entre ce qu'on appelle la grande et la petite Vendée. Je te parle ici de la petite Vendée, autrement nommée le pays des chouans, du côté de la Guerche, Vitré-la-Gravelle, etc. Il paraît, d'après l'aveu de ceux que j'ai pu interroger, et surtout d'après la déclaration du ci-devant chevalier de Langrenière, un des chefs pris entre Savenay et Montoire, que le projet de la horde fanatisée de la Vendée était de s'établir dans le pays des chouans, et que nous aurons encore à détruire ces ennemis pour assurer la tranquillité de la République.

C'est d'après ce nouveau système de combinaison que je fais occuper jusqu'à nouvel ordre, par une brigade, les portes de Blain (Loire-Inférieure), Legavre et Bout-de-Bois; par une autre brigade, les portes de Nozay, Derval et Guéméné; et, par une troisième, les portes de Nort, Joué et les Touches. Pendant ce temps-là, la cavalerie, aux ordres du général Decaen, réunie à l'avant-garde légère, a ordre de poursuivre ensuite les rebelles partout où ils se porteront.

La division du général Tilly ne fait point partie des troupes cantonnées; elle partira demain d'ici pour se réunir au général Haxo, qui a demandé 4,000 hommes pour le seconder dans son expédition sur Noirmoutiers.

Je te préviens que l'armée est épuisée de fatigue, qu'elle a besoin de repos; qu'elle manque d'une in-

finité de choses nécessaires; que ses bataillons sont réduits les uns au quart, les autres à la sixième partie de ce qu'ils devraient être; qu'il est indispensable de réorganiser cette armée en entier, en complétant ses cadres de nouvelles levées. Je te préviens en même temps que l'esprit de nos troupes est excellent, et qu'avec un noyau d'environ 10,000 hommes, qui composent toutes nos troupes dans ce moment sur la rive droite de la Loire, en y comprenant la division de Tilly, on peut facilement et en peu de temps former une armée de 30,000 hommes. J'attends le général en chef, qui doit donner le mouvement à l'armée, établir les dispositions à prendre et ordonner les mesures ultérieures.

La ville de Nantes fit, le 24 décembre, une ovation aux deux généraux, et la Convention décréta que l'armée de l'Ouest avait bien mérité de la patrie.

Le danger passé et les généraux revenus à Nantes, Turreau écrivit au ministre de la guerre pour se plaindre de Marceau. Celui-ci, l'ayant rencontré, lui demanda de lui rendre raison de sa lettre et le provoqua en duel. Turreau répondit qu'il ne pouvait pas se battre avec un inférieur placé sous ses ordres. « Il fallait, lui dit Marceau, venir te faire reconnaître devant l'ennemi; un brave se serait empressé de nous rejoindre; tus es resté ignoré dans les jours de danger, et jusqu'à ce que tu m'aies demandé de te remettre le service, nous sommes égaux. »

Turreau, furieux, l'envoya à Châteaubriant. Là, l'ennui le prit; n'ayant rien à faire, se sentant inutile, il tomba malade et demanda son congé.

En quittant Châteaubriant, Marceau s'était d'abord rendu à Rennes. Il était malade et resta quelque temps chez le comte Leprêtre de Châteaugiron, dont le fils était un de ses aides de camp. C'est là qu'il fit la connaissance de Mlle Agathe Leprêtre, qui fut sa fiancée et qui est morte après avoir épousé le marquis Dodun, premier secrétaire d'ambassade à la cour de Vienne.

De Rennes, Marceau gagna Paris. Au commencement de l'année 1794 (15 avril), il fut envoyé à l'armée des Ardennes, où il retrouva Kléber et fut chargé du commandement de l'avant-garde.

Au mois de mai, il fut placé en observation devant Charleroi.

Ici encore nous renverrons à la biographie de Kléber pour l'ensemble des opérations de l'armée. Nous nous contenterons de mentionner la part spéciale que Marceau prit à la plupart des actions engagées sur ce point.

Trois fois, nos troupes avaient tenté le passage de la Sambre, trois fois elles avaient dû revenir sur leurs pas. Si l'on avait eu la patience d'attendre l'arrivée de Jourdan, qui devait amener avec lui quarante-cinq mille hommes de renfort, on eût été assuré du succès; mais Saint-Just ne voulait pas attendre.

Enfin Jourdan parut; grâce au troupes nouvelles qui l'accompagnaient, on put organiser l'armée de Sambre-et-Meuse, qui se trouva forte de soixante-six mille hommes, et l'on tenta un nouveau passage de la rivière le 12 juin. Le siége de Charleroi, qu'on avait dû interrompre, put être repris.

Le 16, Jourdan prit l'offensive. Le combat s'engagea bientôt sur toute la ligne. Marceau commandait l'aile gauche et s'appuyait sur la Sambre; il fut attaqué par Beaulieu et soutint avec fermeté le choc de l'ennemi. Cependant, le sort des armes ne nous fut pas favorable; l'armée ne put tenir; elle fut refoulée et dut repasser la rivière.

Le 18, nos troupes revinrent à la charge. La Sambre fut encore une fois franchie, et le siége de Charleroi fut repris de nouveau. L'armée se retrouva dans les mêmes positions qu'elle avait occupées le 16. Charleroi se rendit le 26; en huit jours, on avait éteint son feu. Ce fait, ignoré de l'ennemi, eut les plus heureuses conséquences pour nous.

Le prince de Cobourg ayant appris que, contrairement à ses prévisions, nos troupes avaient repris l'offensive et s'étaient portées en avant, accourut en toute hâte à la tête de quatre-vingt mille hommes. Il

trouva devant lui toute l'armée de Sambre-et-Meuse qui l'attendait et qui brûlait de combattre, alors qu'il la croyait dégoûtée de toute entreprise nouvelle par son revers du 16.

Le 27 juin 1794, la grande bataille commença. Engagée sur toute la ligne dès le début, elle s'annonçait mal pour nous. Pendant douze heures consécutives, l'ennemi nous tint en échec.

Les deux divisions des Ardennes, commandées par Marceau, et composées presque entièrement de recrues, avaient été repoussées de leurs positions et rejetées dans les bois. Là, les soldats, nullement habitués au feu et démoralisés dès le début, s'étaient dispersés, et, abandonnant leurs corps, avaient gagné isolément et en toute hâte les ponts de la Sambre. Marceau avait tout fait pour les arrêter et les ramener au feu; mais la panique était telle, que sa voix fut impuissante à les retenir. On ne l'écoutait pas, on fuyait et on le laissait seul. Marceau voulait mourir. Beaulieu s'avance, Beaulieu qui a des soldats avec lui, des soldats aguerris et qui ne songent pas à se débander; Marceau ne veut pas reculer, il ne reculera pas. Le héros n'a que son état-major avec lui; eh bien! il se fera tuer avec son état-major.

Cependant, il y a mieux à faire que de s'offrir ainsi en victime héroïque mais inutile. Le village de Lambusart est à deux pas. Lambusart est important, indispensable pour soutenir notre extrême droite. Marceau s'y jette avec quelques compagnies qu'il a pu rallier. Il n'a pas grand espoir d'y tenir longtemps avec le peu de monde dont il dispose; mais il tiendra

tant qu'il pourra, et l'ennemi, s'il y entre, ne trouvera plus que son cadavre. Beaulieu s'étonne de cette résistance qu'il rencontre. Lefèvre voit le danger et fait soutenir la troupe héroïque qui lutte en désespérée. Ce point devient alors le centre même de la bataille. Beaulieu y dirige toutes les troupes dont il peut disposer, et Jourdan, de son côté, y envoie le reste de sa réserve. Une lutte héroïque s'engage autour de ce village, changé en citadelle. Le feu devient meurtrier, le canon tonne sans discontinuer et la mitraille fait rage. Le feu prend aux guérets qui couvrent encore les champs, les baraques brûlent à leur tour; l'on ne se voit plus, on combat au milieu d'un incendie, dans une mer de flammes; la fumée vous aveugle, mais on tire au hasard, on lutte toujours, et ce combat de géant menace de s'éterniser. A ce moment, Marceau reparaît; le voilà qui charge de nouveau. Enfin, les Autrichiens cèdent et se retirent. Nous restons maîtres de Lambusart. Le combat a été rétabli sur tous les points. La victoire est à nous; elle a été chaudement disputée et chèrement achetée. Il est sept heures, et l'on se bat depuis le point du jour.

Cette journée, à laquelle Marceau prit une si grande part, s'appelle FLEURUS dans l'histoire.

L'armée devait passer la Meuse. Le 18 septembre 1794, Jourdan avait chargé Kléber d'attirer l'ennemi sur la gauche pour dégager le point où le passage devait s'effectuer. Scherer, pendant ce temps, avait traversé la rivière et franchi l'Ourthe. Il arriva devant l'Ayvaille, qui coule dans un lit profond, encaissé entre deux rives escarpées. Marceau donna l'exemple aux soldats ; il entra dans l'eau et passa l'Ayvaille sous le feu même de l'ennemi, escaladant la colline opposée, d'où il chassa Latour et les forces qu'il commandait.

Les Autrichiens, reculant toujours, s'étaient arrêtés derrière la Roër. Le 2 octobre, nouvelle bataille. Marceau attaqua Dueren et enleva la ville, puis il poursuivit l'ennemi qu'il venait d'en chasser. Mais bientôt, arrêté par le feu d'une artillerie écrasante, il dut revenir sur ses pas et regagner Dueren, où il attendit de pied ferme l'infanterie lancée contre lui. A peine celle-ci se fut-elle avancée qu'il la chargea

vigoureusement avec la cavalerie. Par trois fois, il repoussa de la sorte l'attaque dirigée contre lui et donna le temps à des renforts de venir le soutenir. Les Autrichiens, lassés, durent battre en retraite. Tout indiquait que le combat n'était que l'avant-propos d'une autre action plus décisive. Nos troupes se préparaient à reprendre la lutte, que tout annonçait devoir être sérieuse le lendemain. Le jour parut : Clairfayt, qu'on avait combattu la veille, était parti dans la nuit. Nos troupes passèrent l'Ourthe et entrèrent à Cologne. Nous étions sur le Rhin.

Jourdan chargea Marceau de remonter le fleuve avec la droite et de gagner Coblentz. Là, le jeune général rencontra l'ennemi retranché derrière des ouvrages avancés, construits sur les hauteurs en avant de la ville. Sans donner aux Autrichiens le temps de se reconnaître, il lança ses troupes et les jeta sur les retranchements, qui furent promptement enlevés et, maître de ce premier obstacle, il vit fuir devant lui l'ennemi qu'il venait de combattre.

Coblentz alors nous ouvrit ses portes (23 octobre 1794). Jourdan, en apprenant la prise de cette ville, écrivit à Kléber : « Marceau a rempli sa tâche, mon cher camarade, il a pris Coblentz. »

Le 29 octobre, Marceau écrit de Coblentz à Hippolyte Leprêtre, son aide de camp :

« Je ne reçois qu'aujourd'hui votre lettre et en veux bien à la poste qui m'a privé du plaisir de vous savoir plus tôt libre; demeurez persuadé, mon cher Hippolyte, qu'un seul instant je n'ai pu vous croire coupable. Votre détention et ses causes ont toujours

été une énigme que, malgré mes instances, personne n'a voulu m'expliquer. En travaillant autant qu'il a été en moi à vous rendre la liberté, j'ai suivi particulièrement l'impulsion de mon cœur; je redoublerais, s'il était possible, de tendresse pour ma sœur, depuis que je sais qu'elle a pu contribuer à votre satisfaction et à votre liberté.

« Je vous envoie un ordre de me rejoindre; je laisse l'époque à laquelle vous devez venir me joindre en blanc; vous le remplirez. Si je n'ai pu vous procurer le titre d'aide de camp, c'est que la loi ne m'en permet plus que deux. Maugars et Noizet, comme vous le savez, ont fait cette campagne auprès de moi, et sont portés sur l'état comme l'étant. Vous êtes persuadé, mon cher Hippolyte, de trouver auprès de moi une place de frère et d'ami si elle vous convient; je vous l'offre de bien bon cœur. L'agréer serait contribuer à ma félicité. J'attendrai votre réponse avec autant d'impatience que vous m'inspirez d'intérêt.

« Je crois que, peut-être, je pourrai aller cet hiver à Paris; s'il en était ainsi, vous pourriez m'attendre quinze jours, et trois semaines suffiront pour que j'en eus la certitude.

« Assurez, je vous prie, votre estimable famille de mon respect.

« Mes chevaux se portent à merveille et n'ont été montés par personne pendant la campagne. »

Le 15 novembre 1794, il écrit de Bonn à Cochon, l'un des administrateurs du district de Chartres, une lettre dans laquelle il décline l'honneur de servir de

thème à une histoire que son compatriote voulait écrire sur lui :

« Si je suis fâché de ne pouvoir répondre à ton désir en ne te fournissant pas matière à histoire, reçois mes remercîments que l'amitié offre à ton attention et l'assurance du plaisir que m'a procuré ta lettre. Ainsi donc, mon cher camarade, renonce à ton projet d'écrire, et cherche quelque objet plus digne, non par les vertus, car j'ai la prétention de les exercer comme un autre, mais bien par la diversité et l'abondance des matières qu'il te pourrait produire. Pour moi, né avec de faibles moyens, j'ai par un travail opiniâtre forcé la fortune à me devenir un peu propice ; une âme ardente, un patriotisme pur, et beaucoup de bonheur à la guerre, m'ont placé où je suis, et je t'assure que soutenu là par mon faible mérite, il ne me reste pas assez de temps pour m'occuper d'autre chose que de mon métier, et encore ai-je souvent la peine de me trouver au-dessous de mes fonctions. A la paix, si j'y arrive, nous pourrons alors nous livrer au plaisir d'être réunis à quelque travail, soit dans le genre que tu désires, soit dans tel autre. En attendant, je t'embrasse et t'engage à être plus prompt à écrire cette fois que tu ne l'as été à remplir ta promesse.

« Mille choses à tous les amis.

« Je t'embrasse,

« MARCEAU. »

Le Comité de salut public avait donné pour instructions à Jourdan et à Pichegru de passer le Rhin.

L'armée de Sambre-et-Meuse devait effectuer son passage; mais faute d'équipage de ponts, elle ne pouvait franchir le fleuve et Clairfayt arrivait. Jourdan bloquait Mayence sur la rive droite, et avait échelonné ses troupes sur le Mein. Son armée souffrait les plus grandes privations et n'avait que des vivres insuffisants, à peine d'habits et pas de chaussures du tout. L'ennemi passa le Rhin au-dessus de Francfort et notre gauche se trouva tournée par ce mouvement inattendu. Clairfayt, en effet, avait dû traverser un pays neutre pour l'exécuter. Force fut alors à l'armée française de se retirer et de lever le blocus de Mayence. Jourdan décida qu'on se rallierait derrière la Lahn. Il rappela Marceau, qui était chargé de la garde du pont de Neuwied et qui en même temps bloquait Ehrenbreitstein, en face de Coblentz. (Juin 95.)

Lord Byron, dans les notes de *Childe-Harold*, parle de ce siége :

« Ehrenbreitstein, dit-il à ce sujet, c'est-à-dire « la large pierre de l'honneur, » était l'une des plus fortes citadelles de l'Europe ; les Français la démantelèrent et la firent sauter à la trève de Léoben. Elle ne pouvait être prise que par famine ou par trahison. Elle se rendit à la famine secondée par une surprise. Quand on a vu les fortifications de Gibraltar et de Malte, celles d'Ehrenbreitstein n'ont rien qui puisse étonner. Mais la position est importante. Le général Marceau l'assiégea inutilement pendant quelque temps. Dans une chambre où j'ai couché, on m'a montré la fenêtre à laquelle Marceau s'était placé

pour observer les progrès du siége à la clarté de la lune, lorsqu'un boulet vint frapper immédiatement au-dessous. »

La lettre suivante adressée par Marceau, le 13 septembre 1795, au général Hardy, indique quelle confiance il avait dans les soldats placés sous ses ordres.

« L'armée est en position sur la Lahn ; j'y commande deux divisions ; nous nous attendons à une bataille : nous la recevrons, bien déterminés à vaincre ou à faire payer cher à l'ennemi la victoire. Fais de même si tu es attaqué ; avec les troupes que tu commandes, on ne doit jamais craindre l'ennemi. Remonte un peu leur moral et rappelle-leur les actions qui les ont illustrées ; dis-leur enfin qu'elles sont de ma division, qu'elle ne fut et ne doit jamais être malheureuse. »

Le mouvement rétrograde de Jourdan était dû à l'inertie volontaire de Pichegru, qui aurait dû soutenir son collègue et qui restait immobile dans ses positions. Il conduisit la gauche à Dusseldorf, et chargea Kléber de ramener la droite à Coblentz. Celui-ci devait repasser le pont de bateaux établi à Neuwied, et Marceau, qui fermait la marche, avait reçu l'ordre d'incendier, en se retirant, toutes les embarcations qui se trouvaient sur la Lahn et sur le Rhin et qui avaient servi au blocus d'Ehrenbreitstein. Malheureusement, l'officier du génie, capitaine Souhait, chargé d'exécuter cet ordre, soit qu'il eût pris sur lui de mettre le feu aux barques au lieu de les couler, soit qu'ayant été chargé de les brûler, il eût

mal calculé son temps et la vitesse du fleuve, laissa descendre à la dérive ces embarcations enflammées, et, le 18 octobre, quand Kléber arriva sur les hauteurs qui avoisinent le fleuve, il vit brûler le pont qu'il comptait passer avec ses troupes. Les barques incendiées avaient descendu le courant et étaient venues s'échouer sur le pont de Neuwied, auquel elles avaient mis le feu. Il était rompu et les bateaux mêmes qui le composaient étaient hors de service. Toute retraite était dès lors coupée à l'armée, et les vingt-cinq mille hommes de Kléber, si les Autrichiens les avaient attaqués, auraient été forcés de se rendre. Marceau s'accusa de ce malheur, il voulait se tuer ; déjà même il avait armé ses pistolets, quand son aide de camp les lui arracha des mains. Kléber, étant survenu, s'interposa vigoureusement : « Est-ce que vous ne comptez plus sur votre frère d'armes? lui dit-il. Est-ce que vous avez oublié Kléber. Montons à cheval et tout sera réparé. » Puis ayant fait venir le chef des pontonniers, il lui demanda : « Combien vous faut-il de temps pour rétablir ce pont ? — Vingt-quatre heures, général. — Je vous en accorde trente, mais vous m'en répondez sur votre tête. » Se tournant ensuite vers les troupes, il les harangua en leur disant : « Soldats, les Autrichiens son enfin dignes de nous; eh bien, faisons-leur voir qu'arrêtés par le fleuve, c'est sur eux que nous nous précipitons ; ouvrons-nous dans leurs rangs un passage que le Rhin nous refuse. »

Ayant ainsi réglé toute chose, il ne songe plus qu'à combattre. Marceau et lui font tête à l'ennemi et le

contiennent pendant trente heures. Heureusement le gros des Autrichiens avait abandonné la poursuite, et les nôtres n'avaient plus devant eux que quelques régiments. Aussi purent-ils aisément soutenir la lutte, malgré tout l'acharnement que mirent leurs adversaires. Deux jours après, le pont était rétabli, et l'armée traversait le Rhin.

Kléber et Marceau restèrent les derniers à la tête du pont, sur la rive ennemie, et les soldats, qui les saluaient en passant devant eux, poussaient des vivats et criaient à l'envi : « Vivent nos généraux ! ils ne nous abandonnent pas ! »

Bientôt les hostilités recommencèrent avec une nouvelle vigueur. L'armée de Sambre-et-Meuse reprit l'offensive, et Marceau fit preuve, dans les divers combats qu'il dirigea, des aptitudes les plus rares et du plus admirable coup d'œil.

Clairfayt était retourné à Mayence et avait repoussé nos troupes; Marceau fut envoyé sur la Nahe et prit Creutznach, mais il ne put s'y maintenir et dut reculer.

Jourdan, de son côté, se porta au secours de Manheim avec quarante mille hommes, mais il apprit en route que la ville venait de capituler, et que Clairfayt, vainqueur, arrivait avec soixante mille combattants. Marceau reçut avec ses divisions le premier choc de cette armée formidable. Les nôtres, encouragés par son exemple, luttèrent sans faiblir un contre trois; ils se battirent comme des lions, mais la lutte était trop inégale et ils durent reculer. Jourdan, craignant d'être débordé, fit un mouve-

ment en arrière. Marceau fut encore chargé de protéger ce mouvement et de contenir les avant-gardes ennemies. Ses troupes y mirent une telle ardeur, que les Autrichiens crurent, un instant, que toute l'armée française se trouvait en ligne devant eux et leur tenait tête; ils supposèrent que notre intention était décidément de reprendre l'offensive, de marcher en avant et de livrer bataille. L'ennemi n'était guère en meilleur état que nous. Clairfayt proposa un armistice que Jourdan s'empressa d'accepter.

Les deux armées restèrent tout l'hiver l'arme au pied et s'observant l'une l'autre.

Voici une lettre qui se rapporte à cette époque :

Au quartier général, à Trèves, le 12 du mois de Ventôse
4e année républicaine (2 Mars 1796).

MARCEAU, GÉNÉRAL DE DIVISION AU GÉNÉRAL KLÉBER.

« Je te préviens, mon cher camarade, que j'ai reçu une seconde lettre du général Kray, et que ce dernier consent à l'addition aux conventions arrêtées de l'article proposé ; en conséquence, je lui ai donné rendez-vous à Berkenfeld, où se terminera l'affaire. Je te l'enverrai signée, ou au général Jourdan s'il est de retour. J'avais oublié, dans ma dernière, de te faire savoir que j'ai ordonné le camp retranché de Zelding, au sujet duquel je t'ai fait parvenir un mémoire avec un plan y annexé; tes occupations, ou ton désir de ne rien innover pendant ton commandement d'intérim, t'auront, sans doute, empêché

de répondre ; mais comme de la terre remuée contre l'ennemi ne peut faire mal, et que le plan d'un camp lié à un système de défense générale sur la rive gauche de la Moselle peut avoir de bons effets, j'ai cru pouvoir le faire faire, avec d'autant plus de raison que cela ne coûte pas grand'chose ; à mon retour je verrai s'il n'est pas nécessaire de faire augmenter les ouvrages de la Montagne-Verte, et s'il n'est pas possible d'en faire quelque chose de bon ; j'ordonnerai alors, et d'après ce que j'aurai vu, les ouvrages nécessaires ; non pas qu'il soit peut-être utile de le faire d'après le nouveau plan de campagne adopté, dont je n'ai et n'aurai sans doute aucune connaissance, mais aussi parce qu'il faut s'occuper et occuper les autres à quelque chose. Je te ferai passer aussi des vues du Petit-Geoffroi sur le système de position à prendre dans cette partie pour y soutenir la guerre ; elles ont besoin d'être mûries. J'y aurais ajouté des réflexions si j'eusse eu le temps ; je remets cela à des temps plus tranquilles.

« Je t'aime et t'embrasse de tout mon cœur.

« Marceau. »

P.-S. J'apprends par une voie sûre que Clairfayt a donné sa démission, c'est l'archiduc Charles qui lui succède ; il a pour conseil le comte de Bellegarde et un autre. Il paraît que là comme chez nous il y aura des changements, car tu n'ignores pas que Pichegru n'est plus à l'armée du Rhin.

L'archiduc Charles avait succédé à Clairfayt, au commencement de l'année 1796. Il avait cent cinquante mille hommes sous ses ordres. Nos troupes étaient divisées en deux armées : celle de Sambre-et-Meuse commandée par Jourdan, et celle de Rhin-et-Moselle commandée par Moreau, qui avait remplacé Pichegru. Les deux armées devaient s'avancer parallèlement sur les deux flancs de l'ennemi, de manière à le déborder à un moment donné ou tout au moins à le faire reculer toujours, de peur de se voir tourné. L'étendue de la ligne qu'elles occupaient était telle que leurs communications étaient difficiles; il arriva même un moment où ces communications furent complétement interrompues. L'archiduc en profita; après avoir combattu l'armée de Sambre-et-Meuse, il ne laissa plus devant elle qu'un corps de troupes insignifiant commandé par le général Latour, et massant le reste de ses forces, il marcha sur Moreau pour l'écraser. Latour devait

tenir tête, tout en reculant pas à pas, de façon à faire croire à la présence de toute l'armée autrichienne. Jourdan, trompé par cette manœuvre, s'attaqua au corps de troupes commandé par Latour et continua sa poursuite, croyant toujours avoir affaire à l'archiduc.

Quant à Marceau, on l'avait laissé sur le Rhin. Là, attendant le moment d'agir, il était obsédé de sombres pressentiments. Il se sentait isolé, sans appui moral, sans affection, sans rien qui le rattachât à la vie. C'est sous cette impression attristée qu'il écrit de Birkenfeld, le 1er juin 1796, à sa sœur :

« Je n'entrevois pas l'avenir sans être inquiet ; car que deviendrais-je si j'avais un bras, une jambe de moins? Ma sœur; vous, ma chère sœur, êtes et seriez ma seule ressource.

« Combien je dois craindre encore plus depuis que vous-même êtes assez malheureuse pour voir engloutir ce que vous avez gagné par tant de travaux. »

Les embarras d'argent s'ajoutent même à ses préoccupations.

Sa situation était loin d'être brillante. Une lettre écrite par lui vers cette époque, nous apprend qu'il n'avait guère pu faire d'économie jusque-là. Il écrivait en effet de Wiesbaden, le 1er août 1796, au commissaire des guerres, Robert, qui lui offrait d'acquérir une propriété d'une valeur d'environ cinq mille francs.

« Je me trouve, ma foi, hors d'état de rien acquérir, je suis ruiné de fond en comble. Il me reste la

cape et l'épée, l'honneur et la vie qui, ma foi, devient un fardeau quand elle ne peut présenter des moyens de bonheur. Je laisse au temps, maître de tout, d'améliorer mon sort. »

Et le 28 août il écrit encore à Sergent, son beau-frère :

« Vous avez appris que ma mère a été volée ; j'ai fait l'impossible, je suis parvenu à rassembler vingt-cinq louis que je lui ai envoyés. Je ne sais si elle m'en tiendra jamais compte; mais, comme je ne l'ai fait que pour ma propre satisfaction, quelque soit à cet égard son opinion, vous sentez que je suis toujours satisfait. »

« Il devait, comme le dit M. Desprez, son biographe, garder le pont de Neuwied, bloquer Ehrenbreitsten, assiéger le fort de Kœnigstein, contenir sur la rive droite et sur la rive gauche les troupes renfermées dans Mayence, tenir garnison à Francfort, arrêter les convois de la Lahn au Mein et du Mein à Wurtzbourg, et pour tout cela, on ne lui avait laissé que vingt-huit mille hommes. Son activité suppléa au nombre. »

En effet, tant que Jourdan marcha en avant, il sut remplir la tâche qui lui avait été confiée et resta maître du pays. Mais lorsque, apprenant le stratagème de l'archiduc, et comprenant le danger auquel son armée était exposée, il entreprit sa marche rétrograde, les populations commencèrent à se soulever. Toutes les communications entre l'armée et le corps de Marceau furent interrompues, et celui-ci ne recueillit plus que des bruits vagues et suspects qui

disaient que les nôtres battaient en retraite. Mais comme ces bruits n'arrivaient que par des maraudeurs ou des paysans hostiles, Marceau ne pouvait y ajouter fois; aussi continuait-il à faire bonne garde. Mais le 7 septembre, brusquement et sans que rien eût pu annoncer cet événement, ses avant-gardes se trouvèrent en présence de l'armée autrichienne. Elles furent naturellement repoussées, et le jeune général comprit alors que les rumeurs qu'il n'avait pas cru devoir accueillir jusque-là n'étaient que trop fondées. L'armée de Sambre-et-Meuse, battue, était en pleine déroute. Marceau, sans perdre un instant, se mit en marche pour repasser la Lahn. Il rejeta, chemin faisant, dans Mayence la garnison ennemie qui avait tenté de lui disputer le passage, et le 10 septembre il arriva à Limbourg. Une fois réuni à l'armée de Jourdan, il fut chargé de garder la basse Lahn à Limbourg et à Dietz. Bientôt l'ennemi survient. Il trompe Jourdan par une série d'attaques formidables sur la haute Lahn, et jette le gros de ses troupes sur Marceau, qui soutint sans faiblir avec le maigre contingent dont il dispose une série de combats contre les forces concentrées des Autrichiens. Plusieurs fois il fait prévenir Jourdan, il lui dit que l'archiduc est là; mais le général en chef, persuadé que toute l'armée est devant lui, laisse Marceau à ses propres forces et croit jusqu'au bout qu'il s'exagère le nombre de ses adversaires.

Ici se place toute une série de lettres écrites par Marceau sur les opérations militaires de son corps

d'armée; nous en reproduisons les passages les plus saillants.

Le 11 septembre 1796, il écrit au général Castelverd :

« Vous prendrez position avec cinq bataillons sur les hauteurs en avant de Nassau, et releverez les troupes du général Poncet qui occupe à présent..... Votre dernier bataillon sera chargé de la garde de la Lahn, depuis Nassau jusqu'à Hotzeppel, et vous vous lierez là aux troupes du général Poncet. Outre la cavalerie que vous avez, je vous ferai passer celle que vous m'avez envoyée; vous vous retirerez sur la rive droite de la Lahn, du moment que vous vous apercevrez que l'ennemi aurait des forces supérieures, après avoir fait prendre position à vos troupes sur les hauteurs de Niderlaustein et de Nassau; vous défendrez les deux débouchés avec la dernière opiniâtreté, et ne songerez à la retraite qu'après avoir été complétement forcé ou après en avoir reçu l'ordre, vous la dirigerez sur Rodenham ou Arensberg. »

Le 16 septembre, il écrit au général en chef :

« Répondez-moi de suite, je vous prie, sur mon retour de l'autre côté du Rhin; je veux absolument n'être chargé que du commandement de ma division; il me plaît et me convient à plus d'un titre. Du moment où cette lettre part, l'ennemi attaque; je me porte au champ de bataille. »

Et le même jour il lui envoie une seconde dépêche. On s'est battu dans la journée; il rend compte de ce qui s'est passé et lui fait part de la triste situation dans laquelle il se trouve :

« Il est nuit, mon général, et c'est encore sur le champ de bataille que je vous écris. L'ennemi a forcé trois fois le débouché de Limbourg, et trois fois il a été repoussé avec la plus grande valeur. Sa supériorité ne lui a servi à rien contre la bravoure de nos soldats. Nous sommes exténués de fatigue et nous n'avons plus de munitions pour nos pièces de quatre; je vous ai marqué que le point de Dietz avait été forcé. Je l'ai fait réattaquer; mais les troupes de la droite n'ont pas donné aussi bien que celles que j'avais le bonheur de commander en personne. »

« L'ennemi est toujours resté maître de la hauteur dont il s'était emparé, en avant de Dietz. Il a donc un débouché très-petit. Si vous m'envoyez du secours, je tiendrai encore demain, sans quoi, mon général, je courrai le risque d'une belle déroute... voyez si cela peut vous accommoder... Mon cher général, quatre bataillons de plus, six à huit escadrons et une compagnie d'artillerie légère, et je vous réponds de me battre encore demain.

« MARCEAU. »

Le 17 septembre 1796, il apprend que le général Castelverd a cru devoir se replier, il lui écrit aussitôt :

« Vous avez eu tort général, et très-grand tort de faire votre retraite sur des probabilités : si vous eussiez suivi ce que je vous prescrivais par ma dernière lettre, vous eussiez vu que vous ne deviez quitter votre position qu'au moment où le général Bonnet

vous aurait prévenu de la retraite. Un point sur une ligne peut être forcé et pour cela les troupes qui se défendaient peuvent ne pas être obligées de faire retraite; elles peuvent même attaquer le point forcé : c'est ce qui serait arrivé, si vous ne vous fussiez pas inconsidérément pressé. Je vous ordonne donc de marcher de suite sur Nassau, d'occuper les hauteurs en arrière. Il est bien désagréable pour moi d'avoir à souffrir de votre précipitation; vous serez cause de la retraite de toute l'armée et ce sera moi qui en porterai tout le désagrément. »

Il écrit à Jourdan pour lui annoncer qu'il est forcé de se retirer :

« La certitude où je suis que le prince Charles a fait filer de gros renforts sur le point de Limbourg et Dietz pendant la nuit, la sotte retraite du général Castelverd, et enfin mon infériorité qui ne me permettait pas de combattre encore une fois, comme je l'ai fait hier, sans courir le risque d'être entièrement détruit, me fait prendre le parti de me retirer sur Freylinghem; j'en préviens le général Bernadotte, dont je renvoie les troupes. J'attendrai là vos ordres, et tiendrai, si j'y suis attaqué, avec le dernier acharnement. Je profite du brouillard pour gagner cette marche sur l'ennemi.

« MARCEAU. »

Le 18 septembre, il écrit coup sur coup deux lettres à Jourdan; dans la première il fait allusion à la retraite de Castelverd et lui dit :

« Le mal est fait; j'aime mieux en supporter tout

l'odieux que de blâmer des camarades qui ne sont qu'à plaindre... Il ne me reste que désagréments et déplaisirs... »

Dans la seconde, il lui rend compte du mouvement qu'il a dû faire :

« Je suis à Freylingheim. L'ennemi nous a poursuivis vigoureusement; il n'a pu parvenir à couper ni à entamer le corps du général Bonnet, qui s'est réuni à nous ce matin. »

Bernadotte écrivait, de son côté, au général en chef : « Cette journée aurait été brillante si les efforts du général Marceau et les miens n'avaient pas été frappés de nullité par l'abandon précipité de toute la basse Lahn, abandon qui a fait courir de grands risques au général Marceau, qui se sont ensuite rejetés sur moi. »

Le 16 septembre, en effet, l'ennemi avait attaqué tout à la fois Dietz et Limbourg. Dietz est enlevé; Limbourg résiste, mais bientôt les Autrichiens, dans un effort désespéré, entrent dans la ville et s'emparent du pont et du faubourg placé au delà. Marceau, repoussé, reprend l'offensive ; il mitraille l'ennemi, puis le culbute à la baïonnette et reprend ses positions. Repoussé une seconde fois, il revient une seconde fois à la charge et rejette encore les Autrichiens au delà du pont qu'ils ont dépassé. Trois fois de suite, Marceau vainqueur reprend le faubourg de Limbourg. Il y est encore quand la nuit survient et termine le combat.

Jourdan, en apprenant la prise de Dietz et l'héroïque défense de Limbourg, comprend qu'il s'est

trompé. Il s'est aperçu lui-même que l'ennemi n'est pas en force devant lui, et que, par conséquent, l'armée autrichienne est bien devant Limbourg, comme Marceau le lui a fait dire. Alors il envoie du renfort à son lieutenant, mais trop tard. La réserve, placée sur la basse Lahn s'est retirée en apprenant que Dietz est aux mains de l'ennemi. Rien n'empêche plus que nous soyons tournés. Marceau se voit obligé de battre en retraite. Les Autrichiens s'avancent, poursuivant l'armée française, qui recule. Elle n'a qu'une route devant elle ; si l'ennemi la tourne et la devance, elle est perdue. Il faut donc occuper cet ennemi et le retenir. Marceau se dévoue ; il attaque, lutte tant qu'il peut ; recule pour se reformer et lutter encore; s'arrêtant de distance en distance, pour combattre un adversaire qu'il ne peut pas vaincre. Il dispute ainsi le terrain pied à pied et met plus de deux jours à faire à peine quelques lieues.

Enfin, le 20 septembre 1796, à Herschbach, il est en vue d'Altenkirchen. Là est le salut, mais l'armée n'a pas encore passé. Il faut encore gagner du temps Marceau est là, il masse ses troupes, il donne ses ordres, il va charger encore. Un coup de feu part de derrière une haie et Marceau tombe mortellement frappé. C'est un chasseur tyrolien qui l'a visé à loisir et qui l'a touché. La balle lui est entrée dans le côté gauche. « Achevez-moi, dit-il à ceux qui l'entourent, que je ne tombe pas vivant aux mains de l'ennemi ! »

Au moment où il fut frappé, Marceau était accompagné de deux soldats d'ordonnance du 17e chasseurs. L'un se nommait Martin ; il avait servi avec lui dans

la légion germanique et ne l'avait jamais quitté; l'autre se nommait Albert. Ce dernier se précipita sur le chasseur tyrolien, qu'il sabra. Cette action lui valut une carabine d'honneur.

Jourdan, Kléber, Championnet, tous les compagnons d'armes du héros accourent auprès de lui. On le porte dans une maison de paysan; on l'étend sur un lit. Tout le monde l'entoure : « Pourquoi versez-vous des larmes? dit-il, je suis heureux de mourir pour mon pays!...» Puis s'adressant à Jourdan, il ajoute : « Général, au nom de l'amitié qui nous unit, je vous recommande les officiers qui ont servi près de moi et ma famille. »

Mais l'ennemi s'avance, bientôt il sera dans la ville. On ne peut emporter le mourant, un déplacement ne ferait que hâter sa mort. Il faut donc le laisser là, dans cette maison qui, tout à l'heure, sera au pouvoir des Autrichiens; mais que faire? On laisse auprès de lui deux chirurgiens et quelques officiers chargés d'une lettre dans laquelle on recommande le héros à la générosité de l'ennemi.

Les Autrichiens arrivent; aussitôt qu'ils apprennent ce qui se passe, ils donnent une sauvegarde au général mourant; l'archiduc envoie son propre chirurgien le visiter. Kray vient le voir et pleure à son chevet en apprenant qu'on ne peut le sauver.

Un jour et deux nuits, Marceau lutta contre la mort. La première nuit avait été assez calme, la journée qui suivit fut agitée, puis le soir venu, le délire le prit; vers une heure du matin, se trouvant mieux, il put dicter et signer son testament.

Il écrivit même les lignes suivantes sur son lit de mort :

« Sur les 14,000 livres en num. (*sic*) qui sont entre les mains de Noiset, 2,400 l. seront données à mon jeune frère Auguste, et 12,000 l. restant seront envoyées à ma sœur à Bâle p^r^ en disposer p^r^ elle. Il sera donné dix chevaux de mon écurie, savoir, deux à chacun de mes aides de camp, un à Souhait et l'autre à mon jeune frère. Toutes mes dettes seront payées avec l'autre argent qui est entre les mains de Noiset, on donnera mon cheval gris à Kléber, et à Jourdan ma jument de Mecklembourg avec les harnais.

« MARCEAU. »

Noizet était un capitaine de cavalerie, aide de camp de Marceau.

Ainsi sa modeste fortune, il la léguait à son jeune frère et à cette sœur aimée qui avait été bonne pour lui dans ses premières années, il n'oublia aucun de ses aides de camp et leur fit à tous un legs, ainsi qu'à Kléber et à Jourdan. Le 21 septembre 1796, vers six heures du matin, il mourut.

L'archiduc survint à ce moment et trouva Marceau mort ; il se tint quelques instants immobile auprès de son lit funèbre, gardant un respectueux silence devant ce héros tombé vaillamment sur le champ de bataille en défendant sa patrie.

Un débat s'éleva alors entre les Autrichiens et nous. Ils voulaient rendre les honneurs à celui qui était mort parmi eux. L'armée de Sambre-et-Meuse réclamait la dépouille de son chef. Enfin l'ennemi

céda, il renvoya le corps entouré par une escorte d'honneur. La garnison d'Ehrenbreitstein sortit pour saluer le cortége ; Kray lui-même était en tête. Marceau fut enterré le 23 septembre au soir dans le camp retranché de Coblentz, et quand son corps fut descendu dans la terre, les canons de l'Autriche et ceux de la France confondirent leurs voix pour saluer le héros.

Kléber lui-même, Kléber, qui avait été architecte, fit le plan du tombeau, et une souscription fut ouverte dans l'armée de Sambre-et-Meuse pour édifier la pyramide tronquée, de vingt pieds à sa base sur vingt-cinq de haut, qui devait relater sur ses côtés les hauts faits qui avaient illustré sa vie.

La pyramide consacrée à Marceau était placée sur le territoire prussien, entre Andernach et Coblentz, en vue du grand chemin, le long de la rive du Rhin.

Le capitaine du génie Souhait, fit mettre, à la place même où Marceau fut frappé, une plaque de marbre avec cette inscription :

ICI, FUT BLESSÉ A MORT,
LE III[e] JOUR COMPLÉMEMT. DE L'AN IV,
MARCEAU, GÉNÉRAL FRANÇAIS,
REGRETTÉ ET PLEURÉ
DE L'ARMÉE, DE L'ENNEMI
ET DE L'HABITANT.

Devenu possesseur de Coblentz, le roi de Prusse fut obligé de faire abattre le tombeau de Marceau pour faire construire un fort sur son emplacement. Il fit conserver avec soin les matériaux pour les édifier ailleurs.

Primitivement, le monument du général Marceau se trouvait placé sur le Pétersberg, non loin de l'embouchure de la Moselle dans le Rhin. Mais, en 1817, où l'on s'occupa de fortifier cette hauteur, l'on ne put empêcher que ce monument ne fut traversé par le tracé de la face droite de l'une des flèches du fort (flèche de Bubenheim).

Le désir de ne pas troubler (dit, en 1847, le lieutenant-général de Thile, commandant à Coblentz) les cendres d'un valeureux ennemi, fit alors naître la pensée d'incorporer le monument dans le revêtement maçonné de la flèche, de manière à ne pas reproduire l'inscription ; mais cette idée fut jugée inexécutable, d'abord à cause de la forme pyramidale du monument, et ensuite parce qu'il y avait l'inscription à conserver et à reproduire, de sorte que force fut d'arriver à son déplacement.

On choisit en conséquence l'emplacement actuel, qui est situé dans la gorge du fort *Français*, au pied d'une hauteur boisée, agréablement ombragée, et qui est même une promenade fort recherchée par les habitants comme par les étrangers. C'est donc là, sur un tertre artificiel, que le monument a été rétabli exactement dans l'état dans lequel il avait été trouvé au moment de la remise de la province du Rhin aux autorités prussiennes. On a conservé toutes les pierres des revêtements extérieurs et on les a rapportées rigoureusement à leur ordre primitif; d'ailleurs, cela était indispensable, puisque les inscriptions ne se trouvaient pas sur des tables détachées, mais qu'elles étaient simplement sculptées sur les moëllons et

qu'elles recouvraient les quatre faces du monument.

Le monument ainsi rétabli est maintenant en parfait état d'entretien, représente une pyramide tronquée, ayant 20 pieds à la base sur 25 d'élévation.

COTÉ OUEST.

—

Ici
repose
Marceau,
né à Chartres,
département d'Eure-et-Loir;
soldat à XVI ans,
général à XXII ans.
Il mourut
en combattant
pour la patrie,
le dernier jour de l'an IV
de la République française.
Qui que tu sois,
ami ou ennemi,
de ce jeune
héros
respecte les cendres.

COTÉ SUD.

—

Je voudrais
qu'il m'en eût coûté
quart de mon sang,
et vous visse en santé,
mon prisonnier,
quoique je sache que
l'Empereur mon maître
n'eut en ses guerres
plus rude ni fâcheux ennemi.
Mémoires du chevalier Bayard.
Allusion aux paroles
du général autrichien
baron de Kray.

COTÉ NORD.

—

L'armée
de Sambre-et-Meuse,
après sa retraite
de Franconie,
quittait la Lahn,
le général Marceau
commandait l'aile droite;
il était chargé de couvrir
les divisions qui défilaient
sur Altenkirchen;
le 1er jour complémentaire,
il faisait ses dispositions
au sortir de la forêt de Hochsbach,
lorsqu'il fut mortellement atteint
d'une balle;
on le transporta à Altenkirchen
où sa faiblesse
obligea de l'abandonner
à la générosité des ennemis;
mourut
entre les bras de quelques Français
et des généraux autrichiens
dans la XXVIe année de son âge.

COTÉ EST.

—

Il vainquit
dans les champs de Fleurus,
sur les bords de l'Ourt,
de la Roër, de la Moselle
et du Rhin.
L'armée de Sambre-et-Meuse
à son brave général
Marcëau.

Un an plus tard, on rouvrit sa tombe. Des troupes sans nombre assistaient à cette cérémonie, et le canon saluait un autre héros qu'on venait déposer à côté de lui : Lazare Hoche venait de mourir, et l'on n'avait pu trouver un refuge plus digne de lui que le tertre où reposait Marceau. Le corps de ce dernier fut exhumé et brûlé. Les cendres furent recueillies et déposées dans une urne sur laquelle on grava ces mots :

HIC CINERES
UBIQUE NOMEN [1].

L'urne qui contenait ce qui restait de Marceau fut replacée à côté de la dépouille de Hoche sous la pyramide élevée par Kléber.

Nous avons, au début de cette notice, cité la description que lord Byron a laissée de ce champ d'asile consacré au repos des deux héros. Le poëte ajoute dans ses notes : « Le monument du jeune et regretté général Marceau, tué par une balle à Altenkirchen, le dernier jour de l'an IV de la république française, existe encore comme je l'ai décrit. Les inscriptions qu'on y a placées sont trop longues, et n'étaient pas nécessaires : il suffisait de son nom ; les Français l'adoraient, ses ennemis l'admiraient, les uns et les autres le pleurèrent. Des généraux et des détachements des deux armées assistèrent à ses funérailles. Dans le même tombeau est enterré le général Hoche, homme brave dans toute l'acception de ce mot ; mais

[1] Ici sont ses cendres, son nom est partout.

quoiqu'il se fut distingué dans les batailles, il n'eut pas le bonheur d'y être tué. On pense que sa mort fut l'ouvrage du poison. On lui a élevé un monument séparé près d'Andernach, en face du théâtre de l'un de ses plus mémorables exploits, quand il jeta un pont sur le Rhin. Ce monument ne contient point son corps, qui est inhumé auprès de celui de Marceau ; il n'a ni le style, ni la forme du monument de ce dernier ; l'inscription est plus simple et me plaît davantage :

L'ARMÉE DE SAMBRE-ET-MEUSE
A SON GÉNÉRAL EN CHEF
HOCHE.

« C'est tout et c'est assez. Hoche tenait le premier rang parmi les généraux français des premiers temps de la République, avant que Bonaparte eût monopolisé leurs triomphes. Il devait commander l'armée qui devait envahir l'Irlande. »

Sergent dit en parlant de Marceau : « Son maintien avait de la noblesse et de la dignité. Son teint était peu coloré. Jusqu'à l'âge de seize ans, ses cheveux furent d'un blond ardent ; depuis, ils devinrent châtains foncés. Sa moustache était rouge ; ses yeux étaient bruns, son nez d'une forme grecque ; sa bouche petite annonçait de la fierté ; son front était élevé. En marchant il se dandinait un peu.

Marceau était grand, il avait cinq pieds quatre pouces ; il était élégant et distingué. Ses cheveux longs encadraient sa belle figure. Son regard était ferme et perçant ; mais l'ensemble de sa physionomie

avait une teinte mélancolique et triste. Il n'avait que vingt-cinq ans quand il est mort, et déjà il avait montré qu'il avait en lui toutes les aptitudes et les qualités du véritable homme de guerre.

La statue de marbre du général Marceau était au haut de l'escalier principal de l'ancienne chambre des pairs. Son buste était aux Tuileries dans la salle des maréchaux. On a placé sur l'Arc-de-Triomphe de l'Étoile un bas-relief représentant ses obsèques. Enfin récemment, le 21 septembre 1851, la ville de Chartres a inauguré une statue de lui, due au ciseau de Préault.

Le musée de sa ville natale possède ses armes.

M. Sergent écrivait à ce sujet, de Nice, le 24 avril 1845, au maire et aux membres de la municipalité de Chartres :

« Mes dispositions sont faites pour laisser à la ville de Chartres le sabre de bataille de Marceau, dont je ne puis me séparer. Il y sera envoyé avec les authentiques que j'ai mises à la garde en présence du consul de France, et le procès-verbal, muni de nos signatures, sera joint à l'arme scellée des sceaux du consulat. Je donne aussi à la ville le portrait de la comtesse Agathe Leprêtre de Châteaugiron (le consul de France à Nice est son frère aîné), chanoinesse de Maubeuge, fiancée de Marceau. Cette image, qu'il portait toujours enfermée dans un médaillon sur le cœur, ne fut découvert sur lui qu'après sa mort ; il m'a été remis à Coblentz par son exécuteur testamentaire, et il fut offert par Mlle Agathe à sa sœur Émira. Comme ou-

vrage d'art, cette miniature est médiocre, mais elle est ressemblante et son historique en fait l'intérêt. »

Le conseil des Cinq-Cents (an V), accorda une pension de deux mille francs à la mère de Marceau et plus tard sa sœur en reçut également une de l'empereur.

Maugars aîné, frère d'un des meilleurs amis de Marceau, avait été blessé à Wagram. Il était alors capitaine de carabiniers. Quelques jours après la bataille, Napoléon visitant les blessés à l'hôpital de Vienne et leur distribuant des récompenses, s'arrêta devant le lit du capitaine Maugars : « Et vous, lui dit-il, que désirez-vous? — Rien pour moi, sire, mais je demande une pension pour la sœur de mon ancien général. »

Le lendemain l'empereur faisait expédier en même temps deux brevets : l'un nommant Maugars chevalier de la Légion d'honneur et l'autre accordant une pension annuelle et viagère de 1,200 francs à Émira, la sœur de Marceau.

Kléber, parlant de lui, disait : Je n'ai jamais connu personne capable comme Marceau de changer avec sang-froid et discernement un plan de bataille sur le terrain même. »

De cette existence si courte et si remplie nous pouvons tirer un enseignement fécond : c'est que la conscience du devoir accompli soutient les grandes âmes au milieu des plus dures épreuves.

Toute la vie de Marceau fut en effet un combat soutenu contre les ennemis du dehors pour la défense de la Patrie et de la Liberté.

« De tant de jeunes héros, comme le dit M. Desprez, qui pendant les guerres de la révolution, moururent pour assurer notre indépendance, il n'en est pas dont le nom éveille un plus touchant intérêt, un souvenir plus sympathique que le nom de Marceau.

« Enfermé dans une ville qui peut se défendre encore et qui veut capituler, Marceau, chargé comme parlementaire d'aller demander au vainqueur ses conditions, trempe de larmes indignées le bandeau qui couvre ses yeux.

« Jeté dans la guerre civile, au milieu des atroces cruautés qu'amènent les représailles et que commande la féroce barbarie de la Convention, du Comité de salut public et des représentants du peuple, Marceau, avec une magnanime imprudence, tend la main à ceux qu'il vient d'abattre, et la reconnaissance des vaincus entoure sa générosité de poétiques légendes.

« Aux bords du Rhin, il faut que la guerre nourrisse la guerre, et quoiqu'il soit contraint de pressurer les peuples, Marceau recueille leurs bénédictions, parce que sa justice ne leur fait que le mal qu'il ne peut leur épargner.

« Les ennemis redoutent sa valeur ; mais ils estiment sa loyauté, admirent son caractère, et, quand Marceau meurt au milieu d'eux, ils disputent à ses compagnons d'armes l'honneur de lui rendre les derniers devoirs. »

On ne saurait trop admirer la constance de Marceau, surtout quand on considère combien, dans

cette vie si courte, la fortune s'est plu en quelque sorte à accumuler les difficultés et les déboires. Au début de sa carrière, il trouve dans sa mère même un adversaire et un juge sévère dont aucune affection ne tempère les dures remontrances.

A Verdun, c'est lui qu'on charge d'aller en quelque sorte porter les clefs de la ville au roi de Prusse ; à lui, le seul qui voudrait se défendre encore.

Il sert sa patrie avec ardeur, avec dévouement, malgré le blâme de tous les siens, et on lui fait porter la peine de fautes qui ne sont pas les siennes, en l'accusant de complicité avec ceux-là même qui le renient et qui l'accusent.

La fortune le poursuit jusque dans la mort et veut qu'il tombe sur le champ de bataille, au milieu d'une retraite, et que ses derniers moments soient encore assombris par la conscience d'une défaite et les soins empressés d'un ennemi qu'il hait.

Sa perte fut une perte immense pour la France : Que serait-il advenu, s'il avait vécu, de ce héros de vingt-cinq ans ? Nul ne peut le dire. A coup sûr son pays y aurait gagné; mais lui, qui sait, peut-être vaut-il mieux qu'il n'ait pas vécu et qu'il n'ait pas assisté aux convulsions de la patrie. Peut-être faut-il répéter le mot fameux et trop souvent vrai :

« Ceux qui meurent jeunes sont aimés des dieux ! »

cette vie si courte, la fortune s'est plu en quelque sorte à accumuler les difficultés et les déboires. Au début de sa carrière, il trouve dans sa mère même un adversaire et son père, [illegible] dont aucune affection ne tempèrera les dures remontrances.

A Verdun, c'est lui qu'on [illegible] d'aller en quelque sorte porter les clefs de la ville au roi de Prusse ; à lui, le seul qui voulait se défendre encore.

Il sert sa patrie [illegible], avec dévouement, malgré le blâme de [illegible], et on lui fait porter la peine de fautes qui [illegible] pas les siennes, en l'accusant de complicité avec [illegible] même qui le [illegible] et qu'il [illegible].

La fortune le poursuit [illegible] la mort et veut qu'il tombe sur le champ [illegible], au milieu d'une [illegible] et que ses derniers [illegible] soient encore [illegible] par la [illegible] défaite et [illegible] soins [illegible] qu'il fuit.

[illegible] pour la France ! Que serait-il advenu [illegible], de ce héros de vingt-cinq [illegible] ? A compter son père, [illegible] qui sait, peut-être valait-il mieux qu'il [illegible] et qu'il n'ait pas assez [illegible] la patrie. Peut-être lui-il répéter le mot fameux [illegible] :

Ceux que [illegible] meurent jeunes des dieux !

DAUMESNIL

1776-1832

Nous venons de voir, dans les biographies que nous avons essayé d'esquisser jusqu'ici, une série d'hommes remarquables, non-seulement par la valeur et le courage, mais encore par l'intelligence et, on peut le dire, par le génie. Kléber, Hoche, Desaix, Marceau sont, à des degrés différents, de véritables généraux : hardis à la guerre, courageux de leur personne, mais en même temps réfléchis, très-capables de mûrir un projet, de régler une campagne, de modifier à de certains moments des plans préconçus. Hoche notamment est un administrateur du premier mérite. Tous sont des hommes supérieurs dans toute l'acception du mot et dans toute son étendue.

Daumesnil, dont nous allons parler, n'est qu'un soldat, rien qu'un soldat; mais il en est le type accompli. Insouciant et léger, indiscipliné même tant qu'il est dans les grades inférieurs, plus régulier dans sa tenue et dans sa conduite à mesure qu'il sent grandir sa responsabilité en avançant dans la hié-

rarchie militaire, il est en même temps et toujours brave jusqu'à la témérité. C'est là le trait distinctif de son caractère. Il a toutes les mâles vertus, le courage, l'audace, l'esprit d'entreprise, mais il a aussi l'âme ouverte et chevaleresque; c'est un cœur d'or, il est bon, humain; il s'attendrit au besoin et pardessus tout il est désintéressé et esclave du devoir.

C'est donc la vie d'un soldat que nous allons raconter. Nous n'aurons pas à faire le récit des grandes batailles auxquelles il a assisté. Il n'en a conduit ni dirigé aucune et n'a jamais commandé en chef que dans des coups de mains, des surprises ou des attaques d'avant-postes. Son rôle à lui, c'est de mener une charge de cavalerie. Là, il est dans son élément; brillant cavalier, il devance tous ses hommes dans la mêlée, les électrise et les entraîne par son exemple. Nous n'aurons donc à analyser ni plans stratégiques, ni savantes manœuvres. Sa vie à lui se compose d'anecdotes, d'épisodes isolés, de traits de courage et d'actions d'éclat. Ce n'est plus, nous le répétons, le général qui dirige, mais bien l'individu qui agit.

Daumesnil, suivant l'expression d'un orateur, est un héros simple et modeste qui enseigne aux militaires d'aujourd'hui que, pour s'inscrire au Panthéon des grands hommes, le génie n'est pas toujours nécessaire, et qu'il suffit simplement de faire son devoir.

Yrieix Daumesnil, naquit à Périgueux, le 14 juillet 1776, suivant certains auteurs le 27, suivant d'autres, sur la paroisse de Saint-Pont.

Son prénom lui vient de son parrain Yrieix Debord.

Il était fils de Jean-Jacques Daumesnil, bourgeois et marchand, qui, d'après certains documents serait originaire de Normandie et serait venu se fixer à Périgueux où il aurait exercé le métier de marchand de coiffes. M. Magne, dans la conférence faite à l'occasion de l'inauguration de la statue du glorieux mutilé de Wagram, dit qu'il résulte d'une pièce officielle, en date du 19 décembre 1759, et trouvée à l'hôtel-de-ville, que J.-B. Daumesnil était *marchand de modes* à Périgueux. Marchand de modes, fabricant de coiffes, c'est sans doute ce qui aura fait dire à la plupart des biographes, qu'il avait été perruquier coiffeur.

Sa mère se nommait Anne Pietre. Il avait trois

frères et une sœur, Honorée Daumesnil, qui fut sa marraine.

Son éducation fut fort négligée. Il quitta les bancs du collége avant d'avoir terminé ses études et plus tard il eut plus d'une fois l'occasion de regretter de n'avoir pas travaillé davantage étant jeune. Ce fut une des causes qui le retarda relativement dans sa carrière, à une époque où l'effroyable consommation d'hommes nécessitée par les grandes guerres rendait l'avancement rapide.

On raconte qu'il avait à peine quinze ans lorsqu'il se crut insulté par un artilleur et l'appela en duel. Le lendemain l'artilleur était mort et Daumesnil quittait précipitamment sa ville natale pour se soustraire aux conséquences de cette rencontre malheureuse.

L'anecdote est-elle vraie? On peut en douter, mais ce qui est certain, c'est qu'il s'enrôle en 1792 comme engagé volontaire dans un bataillon d'infanterie qui se trouvait de passage à Toulouse.

Soldat à quinze ans, il conquit tous ses grades sur les champs de bataille.

Il débuta vers dix-huit ans comme chasseur à cheval (14 mars 1794) et fit ses premières armes sur la frontière des Pyrénées en septembre de la même année. Il fut blessé et revint à Périgueux comme le constate un certificat de civisme qui lui fut donné le 19 octobre :

« Le citoyen Yrieix Daumesnil fils, y est-il dit, devant partir pour ladite armée (des Pyrénées), il lui a été donné ce certificat de civisme et à l'unanimité. »

Du 15 au 20 octobre, au dire de M. Magne, il retourna en effet à son corps et assista à la bataille d'Exola ou de la Montagne-Noire qui dura cinq jours et se termina par la déroute des Espagnols. Il fit ensuite la campagne d'Italie et se signala dans plusieurs affaires par son rare courage et par son sang-froid.

Il en donna même une preuve éclatante à Arcole, le 15 novembre 1796. Le canon tonnait depuis de longues heures ; la lutte était acharnée. Nos bataillons harassés semblaient plier sous le feu meurtrier de l'ennemi. Le général Bonaparte, voyant ses légions refoulées, se mit lui-même à la tête d'une colonne et s'élança en avant sur le pont encombré de monde. La mêlée était terrible. Chacun combattait pour soi, sans s'occuper de son voisin, sans voir autre chose que l'adversaire qu'il avait devant lui et dont il fallait prendre la vie si l'on ne voulait perdre la sienne.

Quand Bonaparte arriva sur le pont avec ses hommes, il se fit un mouvement prononcé en avant, assez semblable à celui que le flux de la mer produit sur les vagues de l'Océan. Toute cette mer humaine, ondula, oscilla, s'ouvrit un instant pour se resserrer ensuite avec plus de cohésion encore. Le général fut renversé dans ce brusque mouvement et tomba dans la rivière. Il allait périr, car nul ne l'avait vu. Le bruit empêchait d'entendre, la fumée empêchait de voir. Qu'eût-on pu voir d'ailleurs au milieu de ces débris d'hommes et de choses flottantes? Un être humain devait être perdu dans cet inextricable fouillis

fait de morceaux de caissons et de fragments de cadavres.

Cependant un homme, un simple soldat l'avait vu; il se précipita dans le fleuve et, avec l'aide d'un camarade, parvint à le sauver. Cet homme était Daumesnil; il avait tout oublié, jusqu'au soin de sa propre conservation, pour ne songer qu'au général qui allait périr.

Les traits d'héroïsme accomplis par de simples soldats sont le plus souvent ignorés. Quand on les a remarqués et que la mémoire s'en perpétue, ils restent en général anonymes et l'on ne sait presque jamais les noms de ceux qu'ils devraient illustrer. La légende s'attache au fait et non à l'homme. Il n'en a pas été de même pour Daumesnil, parce qu'il ne fut pas un soldat ordinaire. C'était le soldat par excellence. Il sut entasser action d'éclat sur action d'éclat et en fit tant qu'il fallut bien à la fin se souvenir de ce nom qui revenait si souvent à la lumière, porté en quelque sorte par quelque nouveau trait d'héroïsme ou de dévouement.

Napoléon raconte ainsi l'épisode du pont d'Arcole dans le *Mémorial* :

« ..... Sur la digue d'Arcole, on attendit que l'ennemi eût dépassé le coude du pont. On l'attaqua au pas de charge, on le mit en déroute, et on lui fit beaucoup de prisonniers. Il devenait de la plus haute importance de s'emparer d'Arcole, puisque de là on débouchait sur les derrières de l'ennemi et qu'on pouvait s'y établir avant que l'ennemi pût être formé. Mais ce pont d'Arcole, par sa situation, résis-

tait à toutes nos attaques. Napoléon essaya un dernier effort de sa personne : il saisit un drapeau, s'élança vers le pont et *l'y plaça.* La colonne qu'il conduisait l'avait à moitié franchi, lorsque le feu de flanc fit manquer l'attaque. Les grenadiers de la tête, abandonnés par la queue, hésitent, ils sont entraînés dans la fuite, mais ils ne veulent pas se dessaisir de leur général; ils le prennent par le bras, les cheveux, les habits, et l'entraînent dans leur fuite, au milieu des morts, des mourants et de la fumée. Le général en chef est précipité dans un marais; il y enfonce jusqu'à la moitié du corps ; *il est au milieu des ennemis;* mais les Français s'aperçoivent que leur général n'est point avec eux. Un cri se fait entendre : « Soldats, en avant pour sauver le général ! » Les braves reviennent aussitôt au pas de course sur l'ennemi, le repoussent jusqu'au delà du pont et Napoléon est sauvé..... »

Un drapeau pris sur l'ennemi suffit pour mettre un soldat en lumière et lui valoir une réputation justement méritée de bravoure. Daumesnil en enleva six à l'ennemi et même, une fois, il en prit deux en un jour.

On raconte à ce sujet une anecdote qui nous montre le côté *soldat*, si je puis ainsi m'exprimer, de son caractère. Le soldat est brave, il est désintéressé; il donne volontiers sa vie et sait supporter sans se plaindre les fatigues et les privations; mais il est aussi très-positif; une injustice l'offense, un passe-droit l'indigne, un déni de justice le révolte. Il se venge souvent par une raillerie et se trouve satis-

fait s'il a pu décocher un bon mot ou une saillie. Nous trouverons plusieurs fois l'occasion de signaler cette tendance dans le caractère de Daumesnil.

Ceci dit, voici l'anecdote. Il se présente un jour devant le général en chef pour lui remettre un drapeau qu'il a enlevé au fort de la mêlée. Bonaparte, préoccupé, le regarde sans le voir, l'écoute sans l'entendre et le laisse partir comme il est venu sans avoir prononcé un mot, sans lui avoir accordé la moindre récompense.

Le combat continue, acharné, terrible. Bonaparte est toujours là; il donne des ordres, il suit de l'œil les manœuvres de l'ennemi. Deux heures se passent. Daumesnil reparaît un deuxième drapeau à la main. C'est l'étendard donné par l'impératrice d'Autriche aux volontaires de Vienne. Elle l'a brodé de ses mains; elle y a attaché une cravate tissée d'or. Le général le voit; la cravate manque; il demande ce qu'elle est devenue. Daumesnil la tire de sa poche :

« Mon général, dit-il en la montrant, vous ne m'aviez rien accordé pour le premier, je me suis payé pour le second. »

Daumesnil suivit le général Bonaparte en Égypte. Il était toujours simple soldat.

La guerre, sur cette terre nouvelle, se présentait sous un aspect nouveau. Nos troupes étaient quelque peu déconcertées en face de cette cavalerie innombrable des Mameluks qui enveloppait nos carrés et se jetait sur eux avec une furie et un dédain de la mort dont rien n'approche. La vie ne leur était rien, on leur avait promis le ciel s'ils mouraient en combattant et, le fanatisme religieux aidant, ils faisaient des prodiges. On les voyait charger à outrance, retourner leurs chevaux pour les ramener sur nos baïonnettes et aller expirer eux-mêmes au milieu de nos carrés. Insoucieux d'eux-mêmes, ils espéraient par leur mort frayer un passage à leurs compagnons.

Un jour, à la bataille des Pyramides (21 juillet 1798), Bonaparte était au milieu d'un carré; il avait remarqué un Mameluk qui plusieurs fois déjà s'était jeté sur les nôtres et qui, malgré plusieurs décharges

meurtrières, reparaissait toujours au premier rang, sabrant sans pitié ni merci. Les grenadiers disaient que cet homme était invulnérable; ils murmuraient. Le soldat a sa superstition ; Bonaparte le savait. Il comprit qu'il fallait avoir raison de la ténacité de cet homme.

« Va me descendre ce cavalier, dit-il à Daumesnil, qui se trouvait près de lui, en lui tendant un pistolet. »

Celui-ci fit ouvrir un des angles du carré et partit à fond de train au milieu des Mameluks, parant leurs coups sans même riposter, ne cherchant qu'un homme entre tous.

Bientôt il revint auprès du général, et, lui rendant son arme, il ne dit que ce seul mot : « Il est mort! »

Dans cette existence si bien remplie, les épisodes se succèdent avec une telle rapidité, qu'on n'a pas le temps de chercher des transitions pour les raconter. Il faut les relater les unes après les autres, un peu pêle-mêle.

L'armée française assiégeait Saint-Jean d'Acre (avril 1799). Bonaparte visitait la tranchée. Une bombe vint tomber à ses pieds. Daumesnil et un de ses camarades se jetèrent devant lui et le couvrirent de leurs corps pour le protéger contre les éclats du terrible projectile. La bombe éclate, nul n'est touché ; mais il est évident que ces deux hommes avaient fait volontairement le sacrifice de leur vie. Bonaparte, touché de cette bravoure et de ce dévouement sans bornes, dit, en regardant Daumesnil : « Quel soldat ! »

Napoléon, à Sainte-Hélène, a raconté cet épisode. Mais il ne s'est pas souvenu des détails vrais de l'aventure. Il suffit de lire le passage pour s'en apercevoir et remarquer les erreurs et les lacunes qui s'y trouvent. Le voici tel qu'il est reproduit dans le *Mémorial* :

« Au siége d'Acre, une bombe, lancée par Sidney Smith, vint tomber à mes pieds. Deux soldats qui étaient près de moi me saisirent et m'embrassèrent étroitement, l'un par devant et l'autre de côté, et me firent un rempart de leurs corps contre l'effet de la bombe, qui éclata et me couvrit de poussière. Nous tombâmes dans le trou qu'elle avait formé : un des deux soldats fut blessé. Je les fis tous deux officiers. L'un a depuis perdu une jambe à Moscou, et commandait à Vincennes lorsque je quittai Paris. Quand les Russes le sommèrent de se rendre, il répondit qu'aussitôt qu'ils lui auraient rendu sa jambe qu'il avait perdue à Moscou, il leur rendrait la forteresse. »

Plusieurs inexactitudes se sont glissées dans ce récit et la mémoire de Napoléon ne l'a pas fidèlement servi en cette circonstance. Daumesnil, car c'est de lui qu'il est question quoiqu'on n'ait pas daigné citer son nom, Daumesnil ne fut pas fait officier à Saint-Jean d'Acre, il ne perdit pas la jambe à Moscou, car sa carrière militante s'est arrêtée à Wagram. Mais l'empereur ne voulait prouver qu'une chose, par cet exemple et par d'autres qu'il donnait ensuite, le dévouement des soldats pour sa personne.

Quelques jours après, Daumesnil montait un des premiers à l'assaut de la ville, lorsque le terrain se

soulevant sous ses pas, il fut projeté au loin par l'explosion d'une mine. Ces hommes étaient de fer : la bombe de la tranchée l'avait épargné, la mine respecta sa vie. Il se retrouva tout meurtri, mais debout, au fond du fossé où il avait été lancé par la formidable explosion. Cette fois il reçut, comme récompense, un sabre d'honneur, l'un des premiers qui aient été distribués à l'armée.

Ici se place un épisode de la vie du brave dont nous avons essayé d'esquisser la carrière, qui prouve une fois de plus ce qu'était Daumesnil. Soldat avec tous ses défauts, frondeur, indiscipliné, il a toujours été en même temps homme de cœur, dans le meilleur sens du mot, dans le sens le plus complet : homme de dévouement et de devoir.

On avait dû lever le siége de Saint-Jean d'Acre; l'armée avait quitté la Syrie, elle était rentrée en Égypte; on était au Caire. Un jour, dans un café, Daumesnil buvait, attablé avec quelques camarades. Des généraux entrèrent. Qu'arriva-t-il? On l'ignore : toujours est-il que des propos mal sonnants furent tenus; on dit même que des menaces furent proférées. Une discipline sévère pouvait seule maintenir une armée en campagne, loin du sol natal, entourée d'ennemis et dont les membres n'étaient en sûreté qu'à la condition de se grouper autour de chefs aimés ou tout au moins respectés.

Daumesnil et ses camarades passèrent en conseil de guerre et furent tous condamnés à mort.

Bonaparte aurait voulu sauver celui qui deux fois déjà lui avait sauvé la vie. Il avait regret de voir

mourir ce brave soldat, l'un des plus braves de cette armée dans laquelle il fallait être un véritable héros pour se distinguer de la masse, composée tout entière d'hommes bronzés à la fatigue et d'un courage à toute épreuve. Un aide de camp fut chargé de dire à Daumesnil qu'il aurait sa grâce s'il voulait la demander : « Jamais, répondit-il, jamais sans mes camarades ! »

Le lendemain, il les vit fusiller tous jusqu'au dernier, sans sourciller et refusant jusqu'à la fin d'avoir recours au moyen qui lui était offert pour sauver sa vie. Il fut reconduit en prison.

En campagne, on a trop besoin de tout le monde pour retenir longtemps sous les verroux ceux qui peuvent servir plus utilement devant l'ennemi.

Daumesnil était à Aboukir le 24 juillet 1799 et s'emparait de l'étendard du capitan pacha. Dans cette même bataille, il eut l'occasion de sauver pour la troisième fois la vie de celui qui allait être bientôt premier consul. Bonaparte observait les mouvements de l'ennemi, debout sur une pièce de canon. Daumesnil, à cheval près de lui, s'aperçut que cette pièce était placée sous le feu d'une batterie ennemie. Il saisit le général dans ses bras et l'enleva. L'instant d'après un officier d'artillerie qui se trouvait sur la même pièce fut enlevé par un boulet.

Bonaparte était rentré en France. Il avait quitté cette terre d'Égyte où il avait eu tant et de si brillants succès.

Lorsque après le 18 brumaire, il organisa en 1799 la garde des consuls, il y fit incorporer Daumesnil. Il voulait que cette garde fût composée d'hommes sur lesquels on pût compter et ne crut pas pouvoir faire un meilleur choix.

C'est dans ce corps que Daumesnil assista à la bataille de Marengo, le 14 juin 1800 et à celle d'Austerlitz, le 2 décembre 1805. Il était aussi à la bataille d'Iéna, le 14 octobre 1806. Partout et toujours, il fit des prodiges de valeur, partout il se signala par un courage qui était de la témérité.

Plusieurs fois déjà il avait obtenu des grades, mais son indiscipline et ses habitudes de soldat l'avaient toujours fait casser. Son peu d'instruction première avait aussi été un obstacle à son avancement. Le soldat le plus brave de toute l'armée, celui qui comp-

tait peut-être le plus d'actions d'éclat dans ses états de services était toujours simple soldat.

Gradé pour la cinquième ou sixième fois, il devint enfin lieutenant après Iéna et bientôt il fut nommé capitaine (1806). A partir de ce moment, il devint un autre homme ; le soldat indiscipliné devint un officier brillant et audacieux. Il se fit remarquer à Eylau le 8 février 1807, et à Friedland le 14 juin de la même année.

En 1808, colonel à trente-deux ans, il partit pour l'Espagne.

Ce fut lui qui, lorsque le 2 mai 1808, tout Madrid se fut soulevé contre les troupes de Murat, balaya la grande rue d'Alcala en conduisant une charge de cavalerie mémorable qui mit en fuite les habitants rassemblés. Il eut deux chevaux tués sous lui dans cette journée et contribua pour sa bonne part à comprimer un mouvement qui avait déjà pris des proportions formidables.

Nommé major, avec rang de colonel, dans les chasseurs de la garde en 1809, il dut rejoindre son régiment qui faisait partie de la grande armée et marchait sur l'Allemagne pour combattre l'Autriche.

Il avait été fait en même temps baron de l'Empire. Ses armoiries étaient : coupé, au premier parti de sinople, au cor de chasse d'or et de gueules, au signe de baron titré de l'armée (de gueule, à l'épée haute en pal d'argent, placée à senestre) ; au deuxième d'azur, au trophée de sept drapeaux et deux fusils avec baïonnettes d'argent, soutenus de deux tubes de canon de même.

Dans la nouvelle campagne, on le vit ce qu'il avait toujours été, follement brave. Nul n'enlevait les hommes avec plus d'entrain et ne conduisait mieux une de ces terribles charges qui ont illustré la cavalerie française. Il prit part à la plupart des engagements qui signalèrent le début de cette guerre, et fit voir à Eckmuhl, le 22 avril 1809, quelle énergie et quelle vigueur il avait.

Le 6 juillet 1809, l'armée était à Wagram. La terrible bataille était engagée. Déjà deux fois Daumesnil avait chargé, et l'ennemi avait reculé devant cette avalanche d'hommes et de chevaux que conduisait le héros. Tout à coup il s'arrête, son cheval s'abat sous lui; un boulet de canon vient de lui emporter la jambe gauche. C'était le dix-neuvième cheval tombé sous lui, c'était sa vingt-troisième blessure. Seulement celle-là allait arrêter sa carrière. Il était aimé et admiré de toute l'armée. En un instant, il fut entouré; tout le monde pleurait autour de lui. Larrey l'amputa sur le champ de bataille.

M. le général Ambert raconte, dans une notice sur Daumesnil, qu'il fut transporté à Vienne après l'opération, et placé dans une même chambre avec le général Corbineau. Un jour de grande fête, on avait illuminé la ville. Tous les infirmiers et les aides étaient allés prendre leur part des réjouissances publiques; Daumesnil dormait. Dans la soirée, il se réveilla et crut entendre un bruit assez semblable à celui que ferait de l'eau en tombant goutte à goutte sur le plancher. Il appela son compagnon de douleur et, ne recevant aucune réponse, il s'inquiéta de ce

silence prolongé. Alors, ne consultant que son cœur, et sans songer au triste état dans lequel il était lui-même, il sortit de son lit, et, se soutenant sur la seule jambe qu'il avait encore, s'appuyant sur les mains, il se traîna jusqu'auprès de la couche où l'on avait placé Corbineau. Il le trouva évanoui et perdant tout son sang. L'appareil qu'on avait placé sur sa blessure s'était détaché. Que faire en pareille circonstance? Daumesnil appela; il appela plusieurs fois, mais personne ne répondit à son appel. Alors il n'hésita plus. Il se traîna jusqu'à la porte de la chambre, l'ouvrit et, saisissant la rampe de l'escalier, il descendit deux étages, traînant après lui son membre mutilé. Arrivé sur le seuil de la maison, il appela des passants. Enfin ses cris furent entendus; mais quand on vint à son secours, lui-même s'était trouvé mal. On le remonta dans sa chambre, et l'on trouva Corbineau toujours évanoui. On s'empressa auprès des deux blessés. Corbineau revint le premier à lui. En apprenant ce qui s'était passé, il s'inquiéta de celui à qui, certainement, il devait la vie; et, quand Daumesnil à son tour reprit ses sens, il aperçut le visage de son compagnon sur lequel se peignait l'inquiétude la plus vive. Eh bien, dans ce moment, savez-vous quel fut son premier mot?

« Savez-vous, mon général, que j'ai été voir les illuminations! »

Saillie touchante, quand on songe que l'homme qui la disait venait de risquer sa vie pour sauver celle de cet homme auquel il voulait ôter toute crainte, en lui persuadant que le service qu'il venait

de lui rendre était moins grand, puisque les conséquences en étaient assez peu graves pour laisser une pareille présence d'esprit à celui qui l'avait rendu.

Rentré en France après l'armistice de Znaïm (11 juillet 1809), Daumesnil épousa, dans l'hiver de 1812, la fille de Garat, gouverneur de la Banque de France. Il fut nommé commandeur de la Légion d'honneur et général de brigade le 21 février 1812.

Quand l'empereur partit pour entreprendre cette désastreuse campagne de Russie où devaient commencer ses revers, il le nomma gouverneur du château de Vincennes, en lui disant :

« J'ai besoin d'un homme sur lequel je puisse compter, et j'ai songé à vous. C'est de Vincennes que partiront le matériel et les munitions nécessaires. »

Ce matériel, il a su le conserver.

Ici commence pour Daumesnil une nouvelle carrière. Nous avons vu le soldat brave jusqu'à la témérité, le brillant officier, nous allons voir le grand citoyen, l'homme incorruptible.

A Vincennes, où Napoléon l'avait placé comme une sentinelle vigilante, il soutint presque seul l'honneur du nom français et sut étonner l'Europe

par sa constance héroïque. Seul, quand tous avaient mis bas les armes, il refusa de se soumettre à l'étranger et ne rendit la place qu'au gouvernement nouveau de la France, accepté par le pays. Daumesnil refusant de capituler alors que la capitale même de l'empire était, depuis plusieurs semaines occupée par l'armée des alliés coalisés, est un exemple peut-être unique dans l'histoire.

On était alors en 1814.

L'ennemi était maître de la France. Il occupait Paris. Le château de Vincennes était entouré de toute part par les forces alliées. Il n'y avait aucun espoir de salut. Le secours ne pouvait venir de nulle part, et quelque héroïque que pût être la résistance, il était impossible de percer ces lignes profondes ; y songer eût été folie! Dans quel but, d'ailleurs, eût-on pu le tenter? Pour aller où ? Il n'était pas un coin du sol qui ne fût au pouvoir de l'ennemi détesté. Daumesnil savait tout cela ; et bien, tout en le sachant, il ne songea pas un seul instant à se rendre. Il voulait lutter encore, lutter toujours, jusqu'au bout, et puis la lutte devenue impossible, qui sait, le ciel pouvait faire un miracle ou tout au moins il pouvait mourir, et si les boulets étrangers ne voulaient pas de lui, il lui restait toujours une suprême ressource : s'ensevelir avec son ennemi sous les ruines du donjon qu'il ne pouvait plus sauver, mais qu'il aimait mieux voir anéanti que pris.

On le somma de se rendre.

A cette prétention qu'il trouvait insolente, il répondit d'un mot :

« Quand vous me rendrez ma jambe, je vous rendrai la place. »

L'ennemi, battu une première fois, ne se rebuta pas ; il envoya de nouveaux parlementaires. Cette fois on ne le menaçait de rien moins que de le faire sauter. C'était mal connaître le stoïque gouverneur. Il conduisit les envoyés vers un magasin contenant dix-huit cent milliers de poudre, et leur montrant ce formidable amas, il leur dit :

« Je commencerai et nous sauterons ensemble, »

La tradition populaire prétend, et je me rappelle avoir entendu dire ceci quand j'étais enfant, que la plus grande partie du bois avait été minée tout autour du château. On croyait que ces mines, espacées de loin en loin, étaient toutes en communication avec la place. Daumesnil aurait menacé l'ennemi de faire sauter et le donjon et la forêt qui l'entoure. On comprend ce qu'une pareille explosion aurait produit. C'est devant cette menace que l'ennemi aurait reculé. Évidemment c'est là une fable sans consistance ; mais ce qui est vrai, ce qui est certain, c'est que Daumesnil a menacé de faire sauter le fort, et Daumesnil l'aurait fait comme il le disait. C'était déjà bien assez.

L'ennemi, comprenant dès lors l'inutilité de ses tentatives, se contenta de faire le blocus de la place.

Il y avait longtemps déjà que le drapeau blanc avait été hissé sur les monuments de la grande cité quand le drapeau tricolore flottait encore sur les tours du donjon de Vincennes.

Après la capitulation du 30 mars, le gouverneur n'ouvrit pas les portes du fort; loin de là, il redoubla d'activité. Une grande partie du matériel de guerre, placé en dehors de la ville, devait être livré. La veille du jour où cette livraison devait avoir lieu, ou plutôt dans la nuit qui précéda ce jour, Daumesnil sortit de la place avec toute sa cavalerie, deux cent cinquante chevaux; il enleva et ramena dans le donjon les fusils, canons, munitions et tout le matériel qu'il put réunir et emporter. Le résultat de cette nocturne expédition fut plus tard évalué à quatre-vingt-six millions de francs.

Quand le lendemain les alliés réclamèrent ce qu'on devait leur livrer, ils apprirent que Daumesnil avait jugé à propos de le leur enlever. Ils réclamèrent, mais n'obtinrent d'autre réponse que ce seul mot : « Venez les prendre! »

Ici se place encore un fait tout à la gloire de Daumesnil. On devait, pour faciliter la défense de la place, en dégager les abords et démolir toutes les maisons voisines qui pouvaient gêner le tir des assiégés et faciliter les approches aux assiégeants. Parmi les maisons condamnées et qu'on devait démolir se trouvait celle de l'ancien maire de Vincennes. On allait la renverser quand le gouverneur survint : « M. S..., dit-il, est bien heureux d'être mon ennemi, on dirait que j'ai voulu me venger. » Et la maison fut préservée.

Il ne rendit la place qu'au roi Louis XVIII.

On lui donna la croix de Saint-Louis et le commandement de Condé.

Quand Napoléon débarqua sur la côte de Provence, en revenant de l'île d'Elbe, Daumesnil commandait encore à Condé. Son cœur dut tressaillir au retour de celui qu'il aimait, mais, fidèle à ses nouveaux serments, il ne fit aucune démonstration contre le gouvernement qui l'avait institué. Ce ne fut que le 21 mai, c'est-à-dire après le départ des Bourbons, qu'il arbora les trois couleurs sur la place dont la garde lui avait été confiée.

L'empereur lui rendit le commandement de Vincennes. Il eut à défendre de nouveau le vieux fort contre l'invasion.

En effet, un an après qu'il était sorti son drapeau à la main de la place qu'il avait si vaillamment su conserver, en 1815, quand l'empereur fut tombé à Waterloo, l'ennemi bloquait encore la forterese.

Daumesnil était là. Comme en 1814, il ne songeait qu'à la lutte et ne supposait pas qu'il fût possible de capituler. Souvent, monté sur un vieux cheval d'al-

lure lourde et paisible, il faisait des sorties et, chaque fois, il ramenait soit des canons, soit des prisonniers. Son audace, son activité incessante inquiétait et incommodait l'ennemi.

Cette fois encore, les Prussiens qui enveloppaient Vincennes cherchèrent à intimider ce terrible général. On le menaça de couper l'eau qui alimentait le château et déjà même cette menace avait reçu un commencement d'exécution. Les travaux avaient été entrepris du côté de Montreuil. Daumesnil, en apprenant ce qui se passait, écrivit à Blücher. Il se contentait de lui faire savoir que le jour où l'eau cesserait d'arriver, le fort sauterait. Une partie des troupes ennemies devait infailliblement périr avec celles de la garnison. Blücher le savait : la lettre de Daumesnil ne lui laissait concevoir aucun doute sur la sincérité et le sérieux qu'il fallait attribuer à la résolution du vieux guerrier; il fit en conséquence arrêter les travaux et se contenta de dire : « Ce diable d'homme se fâchera si je ne lui mets pas un peu d'eau dans son vin. » Cette plaisanterie qu'on a prêtée au général n'est guère dans le caractère et dans le génie allemand. Elle est trop fine et trop spirituelle pour être vraie.

Le mot de Daumesnil sur les Allemands est plus probable. Le général, on ne l'a pas oublié, avait été amputé d'une jambe; il avait sous ses ordres plusieurs invalides ayant eux aussi des jambes de bois. Un jour les boulets labouraient le rempart. Il y avait plus d'une heure qu'ils faisaient rage et jusque-là pas un homme n'avait été touché : « Ils ne savent pas

jouer, aurait dit en riant le gouverneur ; pas une boule n'a renversé une quille ! »

La menace n'ayant pas réussi, les Prussiens crurent devoir tenter un autre moyen ; ils cherchèrent à corrompre celui qu'ils n'avaient pu vaincre et lui offrirent de l'argent. Les uns disent un million, d'autres trois. Quel que soit le chiffre, Daumesnil aurait refusé avec mépris, ajoutant : « Mon refus servira de dot à mes enfants ! »

L'anecdote est-elle vraie ? Rien ne le prouve, mais elle est légendaire ; elle est admise, mais controversée. Ce qui est certain, c'est que le mot est d'une beauté antique et bien dans le caractère du héros.

Cette fois encore, il ne capitula qu'avec les Bourbons et sortit après un blocus de près de cinq mois, emportant le drapeau qu'il avait su maintenir et défendre jusqu'au bout.

Tout Paris acclama le brave et vaillant soldat. Son nom était répété partout avec des larmes d'attendrissement. Le peuple le portait aux nues ; le gouvernement de la Restauration le mit à la retraite (8 septembre 1815).

Daumesnil avait environ trente-cinq mille francs de dotations diverses et vingt-cinq mille francs de traitement ; en tout à peu près soixante mille francs. Du jour au lendemain il se trouva réduit à la solde de retraite, lui qui avait refusé les millions de l'étranger, lui qui avait sauvé quatre-vingt-six millions à la France rien que dans le seul matériel de Vincennes (l'ennemi avait estimé à plus de deux cents millions les valeurs renfermées dans le fort). Il sortit pauvre

de la place qu'il avait si bien défendue et se retira seul et sans fortune.

Pendant quinze ans il fut oublié.

Après la révolution de juillet 1830, Daumesnil rentra pour la troisième fois à Vincennes, en qualité de gouverneur. C'était une sorte de retraite honorable qu'on lui donnait pour récompenser une carrière glorieuse, dévouée tout entière à la France. Tout semblait lui présager une existence calme et exempte d'orage.

A peine fut-il installé, qu'il eut encore à faire preuve de ce sang-froid et de cette énergie qui ne l'avaient jamais abandonné, en montrant une fois de plus que des hommes comme lui ne savent pas transiger avec le devoir.

Les ministres de Charles X avaient été enfermés dans le donjon; on les avait confiés à la garde du vieux soldat, en attendant que la cour des pairs prononçât sur leur sort.

Le peuple de Paris accusait ces hommes d'avoir été les instruments de la tyrannie, il était exaspéré contre eux. Un jour la foule se porta sur Vincennes et vint jusqu'aux portes du fort, réclamant à grands cris la tête des coupables. Elle voulait qu'on les lui livrât pour en faire justice elle-même, disait-elle. Une clameur immense s'élevait au-dessus de cette populace ivre de fureur, aveuglée par sa propre colère.

Daumesnil fit abaisser le pont-levis; il s'avança seul : « Que voulez-vous? les têtes des accusés ? Vous ne savez donc pas qu'elles n'appartiennent qu'à la

loi et que vous ne les aurez qu'avec ma vie? Retirez-vous, ne souillez pas votre gloire. » Et cette multitude, qui tout à l'heure demandait du sang et poussait des cris de mort, se retira en criant :

« Vive Daumesnil! honneur à *la Jambe de bois!* »

Il sauva ainsi les ministres qui l'avaient oublié, lui, l'un des héros de la France, et dont il avait personnellement à se plaindre. Mais, en face du danger, il ne sut voir qu'une chose : le devoir! Ce devoir, il le fit consciencieusement et jusqu'au bout et sut garder, en risquant sa vie, le dépôt qu'on lui avait confié.

Nous allons le voir faire davantage encore; les mêmes hommes qu'il devait haïr, il les a protégés de nouveau et les a couverts de son corps, oubliant ses griefs, sa rancune personnelle, pour n'avoir plus de mémoire que pour les devoirs de l'humanité.

Lorsque l'enquête préalable sur le procès des ministres fut terminée et qu'ils durent comparaître enfin devant la cour des pairs pour y rendre compte de leurs actes, on vint de nuit les chercher au château de Vincennes. Cette précaution avait été prise pour empêcher une catastrophe probable, vu l'état d'effervescence où se trouvait alors le populaire. On craignait, avec raison, quelque tumulte, quelque émeute qui, se produisant sur le passage des prisonniers, aurait pu se terminer par un massacre. Il fallait en effet traverser un faubourg renfermant une population nombreuse, mal disposée et toujours prête à se soulever. Le tenter en plein jour eût été plus qu'une imprudence.

Quand les personnes chargées de transférer les pri-

sonniers du fort au Luxembourg arrivèrent au donjon, M. de Chantelauze, l'un des accusés, était au plus mal. Depuis plusieurs jours déjà, il souffrait cruellement; la veille, il avait eu une crise terrible; bref, il était hors d'état de supporter les fatigues de la route. On voulait l'emmener sans tenir compte de son état. Daumesnil s'y opposa.

« Vous n'aurez pas cette cruauté, dit-il. Laissez M. de Chantelauze se remettre. Je vous jure sur mon honneur de soldat qu'il sera demain matin au Luxembourg. Je l'y conduirai moi-même et je le défendrai contre l'univers entier. »

Le lendemain, en effet, Daumesnil revêtit son grand uniforme; il fit monter le prisonnier dans sa voiture et prit place à ses côtés. Puis, avec un rare sang-froid, il se rendit au Luxembourg, traversant sans sourciller la foule agitée et menaçante, mais muette devant ce grand exemple donné par un homme qu'elle aimait et qu'elle avait appris à respecter. Il fit tout ce long trajet lentement et au pas de ses chevaux, de peur de fatiguer le malade, et ne se retira qu'après l'avoir remis entre les mains du commandant du Luxembourg, dans la cour même du palais.

Comme tous les grands cœurs, Daumesnil n'avait aucune petitesse dans l'esprit, il avait toujours été plein de prévenances et d'égards pour les prisonniers pendant le temps de leur séjour au fort. Les deux lettres suivantes prouvent de quelles attentions il sut les entourer. On nous saura gré de les reproduire.

M. le comte de Peyronnet lui écrivait, le 3 avril 1831 :

« Il m'a été rapporté, hier, que vous gardiez encore quelque souvenir de moi, et que vous continuiez à prendre intérêt au malheur dont je suis frappé. Je vous remercie du fond du cœur de ces sentiments, car l'estime d'un homme de votre trempe est ce que je connais au monde de plus précieux et de plus flatteur. J'espère que ma famille, à qui je l'avais vivement recommandé, n'aura pas omis de vous témoigner sa reconnaissance et la mienne; mais il m'est fort agréable de vous en renouveler l'expression. Le séjour de Ham, quoique fort triste, est cependant un peu moins tumultueux et plus favorable à l'étude que celui de Vincennes. C'est un avantage pour ceux qui aiment les livres et qui savent y trouver des distractions et des consolations. Mais tout cela n'efface point le regret que j'éprouve de n'être plus dans un lieu dont vous avez le commandement. Agréez, général, l'assurance de mes sentiments les plus affectueux et du dévouement le plus absolu. »

M. le comte de Guernon-Ranville lui avait écrit dans le même sens, de Ham, le 23 janvier 1831 :

« Mon général, je profite du retour de mon fils à Paris pour vous renouveler mon sincère remercîment des témoignages d'intérêt que vous m'avez donnés dans ces derniers temps.

« Je n'ai point d'espoir prochain d'une amélioration quelconque dans ma position; mais lorsque sera venu le moment de solliciter d'être rendu au grand air, fût-ce même sur le sol étranger,

je n'oublierai pas vos bienveillantes promesses.

« Nous sommes ici à peu près aussi bien qu'on peut l'être dans les fers. Mais, malgré les bons procédés du brave commandant et tous les soins qu'il se donne pour adoucir notre captivité, je sens chaque jour plus vivement que la nature ne m'a pas fait pour vivre en cage; et, qu'après tout, il vaudrait mieux être privé de l'existence que de la liberté. Mais quoi! on ne nous a pas laissé le choix, et ce que j'ai de mieux à faire est de me résigner le plus gaiement que possible, en conservant l'espoir qu'un jour de justice succédera à des mois d'aveugle irritation.

« On nous assurait dernièrement que vous étiez chargé de je ne sais quelle inspection qui vous amènerait dans cette bicoque, que les bons Picards nomment sans rire un *château fort;* vos anciens hôtes auraient été charmés d'une circonstance qui leur aurait procuré le plaisir de vous voir et de vous exprimer combien ils ont été profondément touchés de la loyauté et des égards avec lesquels vous avez rempli envers eux vos pénibles devoirs. Je n'ai pas besoin de vous assurer que personne plus que moi n'aurait apprécié cet avantage.

« Si l'hommage d'un pauvre prisonnier n'est pas entièrement indigne des dames, j'ose mettre le mien aux pieds des nobles châtelaines de Vincennes.

« Agréez, mon général, l'assurance de ma haute considération et de mon bien sincère attachement. »

Daumesnil fut promu au grade de lieutenant-général, équivalent à celui de général de division. Peu de temps après (mars 1832), la commission du budget proposa la supression du commandement de Vincennes; mais la Chambre des députés ne voulut pas ratifier ce projet et repoussa la motion à l'unanimité, moins une voix, pensant avec l'un des orateurs que la « Jambe de bois » devait mourir à Vincennes.

Cinq mois plus tard, Daumesnil mourait du choléra, le 17 août 1832, à l'âge de cinquante-six ans.

Le gouvernement présenta un projet de loi à la chambre des députés pour accorder à sa veuve une pension de six mille francs. La proposition fut favorablement accueillie, et un premier vote semblait même avoir réuni la majorité, lorsque, après une nouvelle épreuve, faite au scrutin secret, l'ensemble du projet fut rejeté, malgré le mot de M. Dupin, qui avait dit au cours de la discussion :

« Daumesnil n'a voulu ni se rendre ni se vendre. »

Ce mot, qui peint bien l'homme et qui le caractérise tout entier, était un juste hommage rendu à sa mémoire. La France l'a ratifié depuis en conservant son souvenir. Quand on sut que la chambre avait refusé la pension proposée pour Mme Daumesnil et pour ses trois enfants, on protesta de toutes parts. Des souscriptions furent ouvertes dans toute la France et notamment à Vincennes. M. Dupin, président de la chambre des députés, fut un des premiers à s'inscrire.

La municipalité de Vincennes lui avait déjà voté de son vivant une épée d'honneur. Quand il fut mort, elle voulut encore garder sa dépouille comme une sorte de palladium pour sa vieille citadelle et vota la concession gratuite d'un terrain à perpétuité pour y déposer les restes du héros. C'est dans le cimetière que domine le donjon qu'il a défendu qu'il fut enterré. Là, encore M. Dupin prononça un discours sur la tombe de Daumesnil, qui se terminait par cette phrase :

« Sommeille en paix dans la terre que tu as sauvée ! Ton âme est au ciel, ton nom à l'histoire, tes enfants sont à la France. »

On a imprimé, en 1832, une vie et une biographie du général Daumesnil, dit *la Jambe de bois* (brochure in-8°).

Sa veuve a été nommée surintendante de la Maison de la Légion d'honneur à Saint-Denis, en 1851.

Il n'y a guère de héros plus populaire que Dau-

mesnil et, cependant jusqu'ici, aucun monument digne de lui n'avait été élevé à sa mémoire.

Il est né dans une maison portant le numéro 30 de la place du Greffe à Périgueux. Sur la façade de cette maison, on a incrusté une plaque de marbre portant l'inscription suivante :

MAISON DAUMESNIL.
ICI NAQUIT, LE 27 JUILLET 1776,
YRIEIX DAUMESNIL,
LIEUTENANT GÉNÉRAL DES ARMÉES DU ROI.

On a changé le nom de la place ; on lui a donné celui du vaillant homme de guerre ; et c'est tout. Enfin, quarante et un ans après sa mort, on lui a rendu un tardif hommage.

Malheureusement, cette fête qui, en temps ordinaire, eût été une fête nationale, tomba le lendemain même d'un changement de gouvernement. Le 24 mai, sur un vote de la chambre, M. Thiers, alors président de la République, donna sa démission. Il fut remplacé par le maréchal Mac-Mahon, et le 26, le jour de l'inauguration, on était encore sous le coup de cet événement. La foule populaire se rendit bien à Vincennes, mais un grand nombre de personnes s'abstinrent, retenues ailleurs par des préoccupations bien naturelles.

Une souscription nationale avait été ouverte le 1er janvier 1869 à l'effet d'élever sur une des places de Vincennes une statue au général Daumesnil. Cette souscription accueillie avec faveur dans toute la France, fut bientôt couverte, et le monument al-

lait être inauguré lorsque la guerre survint au mois d'août 1870. Il fallut forcément ajourner la cérémonie.

Enfin elle a eu lieu le lundi 26 mai 1873.

Le monument se compose d'une statue placée sur un piédestal en granit brun, dont le plan a été donné par Garnier, l'architecte de l'Opéra.

La statue est en bronze ; c'est l'œuvre du sculpteur Rochet. Elle représente le héros debout, le visage tourné vers le donjon, en grand uniforme. L'artiste a choisi le moment où montrant sa jambe de bois à Blücher, il lui dit :

« Rendez-moi ma jambe, je vous rendrai Vincennes. »

La statue est de grande dimension ; elle a deux mètres soixante centimètres de hauteur. Sur la face extérieure du piédestal sont gravés les noms du général, les dates de sa naissance et de sa mort; sur la face postérieure, on lit simplement : *Souscription nationale.*

Sur la place de la Mairie, on avait élevé quatre estrades, le monument était couvert d'un voile; tout autour de là place se dressaient des mâts surmontés d'oriflammes aux trois couleurs et portânt des écussons sur lesquels on lisait le nom des combats auxquels il avait prit part.

Arcole, Aboukir, Saint-Jean d'Acre, Marengo, Austerlitz, Eylau, Friedland, Eckmühl, Wagram.

Bientôt les estrades se garnirent de monde. Le gouverneur de Paris arriva avec son état-major, il prit place en face du monument avec le maire et le con-

seil municipal de Vincennes, le maire de Périgueux et les notabilités venues là pour assister à la fête.

A deux heures, le donjon tire sept coups de canon, les tambours battent aux champs et le voile qui recouvre le héros est enlevé. La foule se lève et crie : « Vive la France ! »

Trois discours furent prononcés par le gouverneur de Paris, par le maire de Vincennes et par le baron Larrey, président du conseil des armées. Les troupes défilèrent ensuite dans l'ordre suivant : un peloton de gendarmerie à cheval, les sociétés orphéoniques, la société des médaillés de Sainte-Hélène, les députations des sociétés civiles, le général commandant les troupes, un peloton d'invalides (dont vingt-deux ayant servi sous Daumesnil), le bataillon d'infanterie de marine, le bataillon du 94e de ligne, les deux escadrons d'artillerie, les deux escadrons de cuirassiers, un peloton de gardes forestiers.

Le dimanche 28 septembre 1873 et le lundi 29 eut lieu l'inauguration d'une autre statue à Périgueux.

Le dimanche matin dès six heures, une salve d'artillerie annonça le commencement de la fête ; à 7 heures, il y eut une distribution de vivres aux indigents ; à midi, jeux divers, mâts de cocagne, etc. ; à deux heures enfin, inauguration de la statue avec salve d'artillerie et discours. Un bataillon du 100e de ligne rendait les honneurs. La municipalité, le maire de Périgueux, le général Carray de Bellemare, commandant la subdivision de la Dordogne, assistaient à la cérémonie avec le commandant actuel du fort de Vincennes et l'ancien défenseur de

Bitche pendant la dernière guerre. On remarquait dans les tribunes réservées, le préfet, l'évêque, M[me] Daumesnil et sa famille. Il a été prononcé quatre discours par le général Bellemare, le maire de Périgueux, celui de Vincennes et M. Mie, conseiller général. Le soir, la ville a été illuminée depuis la route de Paris jusqu'à la route de Bordeaux. Les statues de Montaigne, de Fénélon et de Bugeaud étaient également illuminées ainsi que les monuments publics et la statue de Daumesnil.

Le lundi, les écoles militaires ont été passées en revue et ont exécuté des exercices militaires, et le soir, il y a eu retraite aux flambeaux et embrasement des collines qui environnent la ville. Le 30, il y a eu banquet offert au théâtre par la ville. Le 27, M. Magne, professeur au collége, avait fait une conférence sur Daumesnil.

Telle fut la vie de ce héros. Le peuple, qui a l'admiration des grands courages, a pieusement gardé son souvenir. Il a oublié bien des noms, mais celui-là il l'a retenu. C'est que nul plus que Daumesnil n'a été un héros populaire à la portée de ce peuple dont il sortait, et que ses exploits, sa bravoure, son audace, son désintéressement, tout, jusqu'à son esprit gaulois, devaient frapper d'admiration.

Engagé volontaire à quinze ans, il sauve l'empereur à Arcole ; il le sauve encore à Aboukir et à Saint-Jean d'Acre. Il enlève six drapeaux dans une campagne et en prend deux dans la même journée. On croit rêver en lisant de pareils faits d'armes ; il semble qu'il s'agisse non d'un homme, mais d'un de ces

demi-dieux de la Grèce que le paganisme offrait en exemple au peuple.

Condamné à mort au Caire, il refuse sa grâce s'il doit l'avoir seul, si elle ne doit pas s'étendre à ses compagnons. Il prend part à ces luttes de géants qui s'appellent Marengo, Austerlitz et Iéna, et va tomber, colonel à trente-deux ans, frappé d'un boulet étranger dans les plaines de Wagram.

Général de brigade et gouverneur de Vincennes, il refuse de capituler et sauve à la France plus de quatre-vingts millions. Chaque fois qu'on lui parle de livrer la place, qu'on lui propose de se rendre ou de se vendre, ou qu'on le menace de l'affamer, il n'a qu'une réponse : « Je me ferai sauter. » Et l'ennemi, qui sait qu'il le ferait comme il le dit, n'ose pas passer outre.

Esclave de son devoir, il attend que les Bourbons aient quitté la France pour rendre Condé qu'il tient d'eux et, quand il se retire en 1815, il rentre pauvre, mais son drapeau à la main dans ses foyers, où on l'oublie quinze ans. Quand enfin il sort de ce long exil, c'est pour protéger la vie de ceux qui l'ont en quelque sorte banni.

Quelle vie plus belle l'antiquité peut-elle opposer à celle-là ? où est dans Plutarque le héros qu'on peut mettre en parallèle avec Daumesnil ?

Il n'est ni un lettré, ni un savant ; mais il sait apprécier ce qui est bien et ce qui est grand.

Lorsqu'en 1830, un garde national lui demande pourquoi il n'a pas fait effacer les fleurs de lis qui décorent les canons de l'époque de Louis XIV, il répond :

« Je m'en garderais bien. Je respecte trop les canons qui ont fait la conquête de la Flandre et de la Franche-Comté. »

Le mot qu'il dit au général Corbineau qu'il vient de sauver en risquant sa vie, non sur un champ de bataille, au grand jour, mais la nuit, obscurément, dans un escalier d'hôpital, ce mot est admirable. Il le voit inquiet de son sort, il veut le rassurer tout de suite, sans grande phrase. Il ne trouve qu'une plaisanterie et cette plaisanterie est dite sous une forme charmante :

« Savez-vous, mon général, que j'ai été voir les illuminations ! »

Rien n'est plus délicat, plus fin. C'est d'une délicatesse toute féminine et qui prouve quel cœur il avait.

C'est qu'en effet, il avait une âme sensible et bonne, le rude soldat ! »

En Italie, quand ses hommes hésitent devant un caisson ennemi éventré sur la route et des flancs duquel l'or ruisselle sur le chemin, il s'écrie : « En avant ! L'ennemi est là, ne perdons pas de temps aux éclaboussures ! »

Les éclaboussures, ce sont les louis d'or. Il avait bien le droit de traiter le trésor de l'ennemi avec ce dédain, lui qui plus tard devait refuser ses millions.

Et quand à Vincennes il a pu dire : « Mon refus servira de dot à mes enfants,» il avait raison, car il immortalisait à jamais le nom qu'il allait leur léguer. A défaut de fortune, ce mot pour eux devait être un trésor. C'était là de sa part un juste et légitime orgueil.

Ce grand cœur, ce cœur ardent et tendre tout à la fois, avait quelquefois des retours sur son passé. Mais croyez-vous qu'il regrettât rien de ce qu'il avait fait? Non pas, il ne regrettait qu'une chose, la jeunesse pour le recommencer.

Quand le héros vieilli quitta la vie active et se retira après avoir tout fait pour son pays et s'être sacrifié tout entier, ce ne fut pas une parole amère qui sortit de sa bouche. La seule qu'il prononça, faisant un retour sur cette jeunesse laborieuse et tourmentée, ne fut ni une plainte ni un reproche, tout au plus un regret, mais un regret touchant: « J'avais du bonheur dans ce temps-là! »

Il se souvient en effet, à ce moment de suprême découragement, de la vie aventureuse du soldat d'Arcole, d'Aboukir et de Saint-Jean d'Acre; il a oublié et les honneurs qu'il vient de perdre et la fortune qui lui est ravie, tout, jusqu'à l'ingratitude des hommes, et son seul regret, le seul, c'est l'activité d'alors: « J'avais du bonheur dans ce temps-là! »

Mais un mot caractéristique entre tous, celui par lequel nous terminons ces pages déjà trop nombreuses et trop longues, c'est celui qu'il dit un jour à l'un des ministres de Charles X, enfermé au donjon de Vincennes.

Ce mot résume toute la vie de Daumesnil; il a été sa règle de conduite et nous n'aurions pas perdu notre temps si quelques-uns de nos lecteurs pouvaient le retenir et l'adopter pour eux.

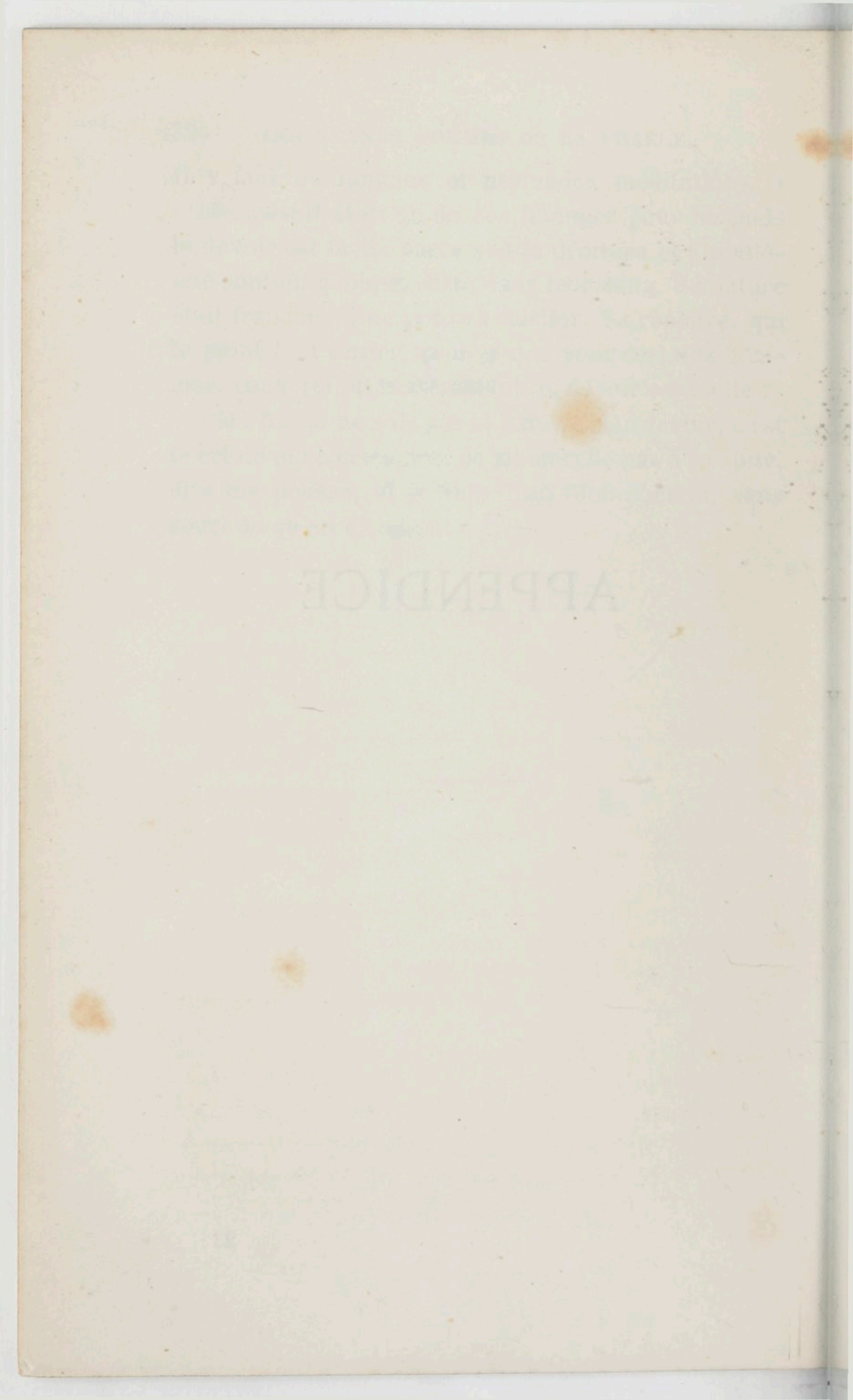
Ce ministre lui disait: « Le difficile n'est pas de faire son devoir, mais bien de connaître ce devoir.

Il y faut de longues et profondes méditations. »

Daumesnil était un de ces hommes pour lesquels le devoir est facile parce que la droiture et l'honnêteté sont en quelque sorte dans leur sang. Sa nature était franche, il ne pouvait hésiter. Sa réponse, qui le peint tout entier, prouve que pour certains hommes, ceux qui lui ressemblent, le devoir est facile :

« Ma foi, je ne suis pas si habile. Mon devoir, c'est le cri de ma conscience. Je ne marche pas à sa suite, elle me pousse, et je vais droit mon chemin, sans souci du qu'en dira-t-on. »

APPENDICE



APPENDICE

OUVRAGES A CONSULTER

AMBERT (Général). *Portraits.*

ANDRÉOSSY. *Éloge de Hoche.*

BABIÉ et L. BEAUMONT. *Galerie militaire* ou Notices historiques des généraux en chef dans les guerres de la Révolution. (Paris, Barba, an XIII. 7 vol. in-12).

BARANTE (DE). *Études historiques et biographiques,* par M. le comte de Barante (2 v. in-12. Paris. Didier, 1858).

BERGOUNIOUX. *Essai sur la vie de Lazare Hoche.*

BERTHIER (Alexandre). *Relation des campagnes de Bonaparte en Egypte et en Syrie.*

BERTHIER (Le maréchal). *Mémoires du maréchal Berthier. Campagne d'Egypte.*

BERTHIER (Le maréchal). *Relation officielle de la bataille de Marengo.*

BLANC (Louis). *Histoire de la révolution française.*

BONNECHOSE. *Lazare Hoche.*

CARNOT. *Mémoires,* publiés par son fils.

CARNOT (H.) *Lazare Hoche, général républicain.* In-12, chez Baillière. 1874.

CHARLES (Archiduc). *Principes de stratégie développés par la relation de la campagne de 1796.*

CHATEAUBRIAND. *Histoire de la Vendée.*

CORBEHEM (DE). *Dix ans de ma vie* (Récit de l'affaire de Quiberon.)

DAMAS-HINARD. *Dictionnaire-Napoléon,* ou *Recueil alphabétique des opinions et jugements de l'empereur Napoléon Ier.*

Dareste. *Histoire de France.*

Dedon. *Précis historique des campagnes de l'armée de Rhin-et-Moselle pendant l'an IV et l'an V.*

Denon. *Voyage dans la basse et haute Égypte pendant les campagnes du général Bonaparte.*

Desprez (Claude). *L'armée de Sambre-et-Meuse* (campagnes de 1793 à 1797).

— *Les guerres de la Vendée.*

— *Vie de Lazare Hoche,* d'après sa correspondance et ses notes.

— *Kléber et Marceau.*

Doublet de Boisthibault. *Marceau* (1 v. in-8°. Chartres Durand, 1851).

Duchatellier. Séances et travaux de l'Académie des sciences morales. *Documents sur la révolution. Hoche, sa vie, sa correspondance* (numéros d'octobre et de décembre 1872, de mars 1873).

Ernouf (le baron). *Le général Kléber.*

Giguet. *Histoire militaire de la France* (2 v. in-8°. Paris, Hachette, 1849).

Goethe. *Campagne de France et siège de Mayence.*

Gouvion Saint-Cyr (le maréchal Louis de). *Mémoires* sur les campagnes des armées du Rhin et de Rhin-et-Moselle de 1792 jusqu'à la paix de Campo-Formio.

Grimoard. *Tableau historique des guerres de la Révolution.*

Jomini. *Histoire critique et militaire des guerres de la révolution, de 1792 à 1801.*

Jourdan. *Mémoires.*

Kléber. *Mémoires.*

La Rochejaquelein (Mme de). *Mémoires* de Marie-Victoire de Donnissan, marquise de Lescure, en secondes noces marquise La Rochejaquelein.

Lavallée (Joseph). *Eloge historique du général Desaix.*

Lombard (de Langres). *Mémoires.*

Mage. *Conférence sur Daumesnil.*

Martha Beker, comte de Mons. *Le général Desaix.* Eloge historique.

Martin (Henri). *Histoire de France.*

MARTIN. *Expédition d'Egypte.*

MATTHIEU DUMAS. *Précis des évènements militaires.*

MICHELET. *Histoire de la révolution française.*

MIGNET. *Histoire de la révolution française* (2. v. in-12. Paris. Didier, 1869.)

NAPOLÉON. *Mémoires* (tome VI de la *Bibliothèque historique et militaire,* publiée par MM. Ch. Liskenne et Sauvan. Paris, 1854, in-8°.

PETIT (Joseph). *Marengo* ou *la Campagne d'Italie,* par Joseph Petit, grenadier à cheval de la garde consulaire, an IX.

PRIVAT. *Notes historiques* sur la vie morale, politique et militaire du général Hoche, par le citoyen Privat, un de ses aides de camp (in-12 de 96 pages. Metz, an VI).

ROBERT. *Une année de la vie militaire de Marceau,* par Robert l'aîñé. (Nancy, 1850, broch. in-8° de 41 pages.)

ROUGET DE L'ISLE. *Relation historique et souvenirs de Quiberon.*

ROUSSELIN. *Correspondance de Hoche.*

ROVIGO (Duc de). *Mémoires.*

SAINT-ALBIN. *Documents relatifs à la Révolution française,* extraits des Œuvres inédites de A. R. C. de Saint-Albin, recueillis par son fils (Lazare Hoche, Championnet, Kléber, etc., in-8°. Dentu, 1873).

SAVARY. *Mémoires inédits* (2e livraison de la collection des Mémoires relatifs à la Révolution française. 1824, Baudouin frères).

SERGENT. *Hommage à la vertu par un époux.*

— *Notices historiques sur le général Marceau,* mort dans la campagne de 1796. (Broch. in-8° et in-12, contenant 7 gravures. Milan. Giusti, 1820).

— *Notice sur Marceau* (Revue rétrospective, 1re série, t. IV)

— *Emira et Marceau enfants,* tableau à la gouache.

THIERS. *Histoire de la révolution française.*

— *Histoire du consulat et de l'empire.*

TOUSCHE (De la). *Relation du désastre de Quiberon.*

VAN DER BUCH. *Histoire militaire des Français* (in-12. Dumaine, 1868).

Villeneuve de la Roche-Barnaud. *Mémoire sur l'expédition de Quiberon.*

La collection du *Moniteur* de 1789 à 1808.
Pièces officielles de l'armée d'Egypte.
Le grand ouvrage d'Egypte.
Le *Mémorial de Sainte-Hélène,* par Las-Cases.
Napoléon dans l'exil, par O'Meara.
Derniers moments de Napoléon, par Antomarchi.
Batailles de Napoléon, dictées par l'empereur au général Bertrand.
Correspondance de Bonaparte, publiée par Panckoucke.
Correspondance de Napoléon Ier (Imprimerie nationale).
Victoires et conquêtes.
Relations de l'expédition de Syrie, de la bataille d'Aboukir et de la reprise du fort de ce nom, imprimées sur les pièces originales. Paris, J. Gratio (an VIII), in-8°.

Arrêté des Consuls.

Paris, le 5 Messidor an VIII (24 Juin 1800.

Art. 1er. Le nom du général Desaix, tué à Marengo, sera inscrit sur la colonne nationale.

Art. 2. Il sera frappé une médaille en l'honneur du général Desaix. Elle sera placée sous la première pierre de la colonne nationale.

Art. 3. A la fête du 25 messidor, un trophée sera élevé dans le temple de Mars, à la mémoire du général Desaix.

Art. 4. Le ministre de l'intérieur transmettra à la famille du général Desaix le présent arrêté, avec les témoignages de l'estime et des regrets du gouvernement pour cet illutre citoyen.

En l'absence du premier Consul,
Le second Consul, *signé :* Cambacérès.
Pour le second Consul,
Le secrétaire d'État, *signé :* Hugues Maret.

Arrêté des Consuls.

Paris, le 8 Messidor an VIII (27 Juin 1800).

ART. 1er. Le corps du général Desaix sera transporté au grand Saint-Bernard, où il lui sera élevé un tombeau.

ART. 2. Les noms des demi-brigades, des régiments de cavalerie, d'artillerie, ainsi que ceux des généraux et chefs de brigade, seront gravés sur une table de marbre placée vis-à-vis le monument.

ART. 3. Les ministres de l'intérieur et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Signé : BONAPARTE.

Arrêté des Consuls.

Paris, le 1er Thermidor (20 Juillet 1800).

ART. 1er. Le ministre de la guerre est autorisé à faire payer sur-le-champ, à la citoyenne Beaufranchet, mère du général Desaix, tué sur le champ de bataille, à l'affaire de Marengo, le 25 prairial an VIII, la somme de trois mille livres à titre d'indemnité.

ART. 2. Il est accordé à cette citoyenne, en conformité de l'article 9 de la loi du 14 fructidor an VI, une pension viagère de trois mille livres, à compter du jour de la mort de son fils :

Signé : BONAPARTE, CAMBACÉRÈS, LEBRUN.

Arrêté des Consuls.

Paris, le 20 Fructidor an VIII (6 Septembre 1800.)

ART. 1er. Il sera élevé un monument à la mémoire des généraux Desaix et Kléber, morts le même jour dans le même quart d'heure,

l'un après la bataille de Marengo, qui reconquit l'Italie aux armes de la République, l'autre en Afrique, après la bataille d'Héliopolis, qui reconquit l'Égypte aux Français.

Art. 2. Ce monument sera élevé au milieu de la place des Victoires. Le première pierre en sera posée par le premier Consul, le 1er vendémiaire prochain. Un orateur sera chargé de prononcer une oraison funèbre de ces deux illustres citoyens.

Arrêté des Consuls.

Paris, le 9 Vendémiaire an XI (1er Octobre 1803).

Art. 1er. Une statue colossale sera érigée sur la place des Victoires à la mémoire du général Desaix, mort à la bataille de Marengo.

Art. 2. Sur le piédestal seront placés des bas-reliefs relatifs à la conquête de la Haute-Égypte et à la bataille de Sédiman, gagnée par ce dernier.

Art. 3. L'exécution de cette statue sera confiée au citoyen Dejoux, sculpteur.

Épitaphe faite pour le général Desaix à Strasbourg.

Hic jacet hostium terror et admiratio,
Patriæ amor et luctus.

États de service de Desaix.

1768. 17 août. Naissance de Louis-Charles-Antoine Des Aix de Veygoux, à Ayat.

1783. 20 octobre. 3e sous-lieutenant sans appointements au régiment de Bretagne, 46e d'infanterie.

1784. 8 juillet. Sous-lieutenant en pied.
1791. 24 novembre. Lieutenant.
1791 20 décembre. Commissaire de guerre.
1792. 21 mai. Réintégré dans son grade, n'ayant pu exercer parce qu'il n'avait pas 25 ans.
1792. 1er juin. Aide de camp du général Victor de Broglie à l'armée du Rhin.
1792. 30 juin. Capitaine.
1792. décembre. Adjudant à l'état-major de l'armée du Rhin.
1793. 20 mai. Nommé adjudant général, chef de bataillon.
— 20 août. Nommé général de brigade provisoire.
— 21 octobre. Nommé général de division provisoire.
— 13 novembre. Suspendu par ordre du ministre de la guerre sur la demande du comité de surveillance de Riom.
1794. 2 septembre. Confirmé dans son grade de général de division. (Armée de Rhin-et-Moselle.)
1796. 5 mars au 20 avril. Commandant en chef par intérim. (Armée de Rhin-et-Moselle.)
1797. 31 janvier au 9 mars. Commandant en chef par intérim. (Armée subordonnée à Moreau.)
— 8 mars au 19 avril. Commandant en chef par intérim. (Armée subordonnée à Moreau.)
— 26 octobre. Général en chef de l'armée d'Angleterre.
1798. 2 janvier. Commandant la même armée sous les ordres du général Bonaparte.
— 27 mars. Passé à l'armée expéditionnaire de la Méditerranée.
1799. 2 décembre. Rappelé en Europe.
1800. Mai. Nommé à l'armée de réserve.
— 14 juin. Tué à la bataille de Marengo.

Campagnes : 1792, 1793, Rhin ; an II, III, IV et V, Rhin-et-Moselle ; an VI, Angleterre ; fin de l'an VI, an VII et commencement de l'an VIII en Orient ; suite de l'an VIII, réserve de l'armée d'Italie.

États de services de Marceau.

1769. 1er mars. Naissance de François-Séverin Marceau Des Graviers, à Chartres.
1785. 2 décembre. S'engage dans Angoulême infanterie, devenu le 34e.
1799. 30 août. Rayé des contrôles.
1792. 12 juillet. Capitaine du 2e bataillon des volontaires nationaux d'Eure-et-Loir.
— Août. Au siége de Verdun.
— 1er décembre. Adjudant-major.
1793. 25 mars. Lieutenant-colonel.
— 1er mai. Lieutenant en premier aux cuirassiers légers de la légion germanique pour prendre rang le 4 septembre 1792.
— 9 juin. Attaque de Saumur.
— 15 juin. Chef de bataillon, adjudant général à l'armée des côtes de la Rochelle.
— 5 novembre. Général de brigade.
— 10 novembre. Général de division à l'armée de l'Ouest.
— 15 novembre. Combat d'Antrain.
— 12 décembre. Bataille et prise du Mans.
— 22 décembre. Combat de Savenay.
1794. 15 août. Appelé à l'armée des Ardennes.
— 10 mai. Prise de Thuin. (Sur la rive droite de la Sambre.)
— 26 juin. Bataille de Fleurus.
— Septembre. Défaite des Autrichiens près de Blendeff.
— 1er octobre. Armée de l'Ouest, combat de Deuren.
— 23 octobre. Prise de Coblentz.
1795. 13 juin. Armée de Sambre-et-Meuse. Siége d'Ehrenbreitstein
— 10 novembre. Attaque des gorges de Stromberg.
— 8 décembre. Combat sur la Lahn, à Missenheim et à Kaiserslautern.
— 17 décembre. Défaite des Autrichiens à Sulzbach.
— 9 juillet. Engagement près de Wiesbaden.
— 26 juillet. Prise du fort de Kœnigstein.
— 19 septembre. Blessé à Herschbach.
— 21 septembre. Mort à Altenkirchen.

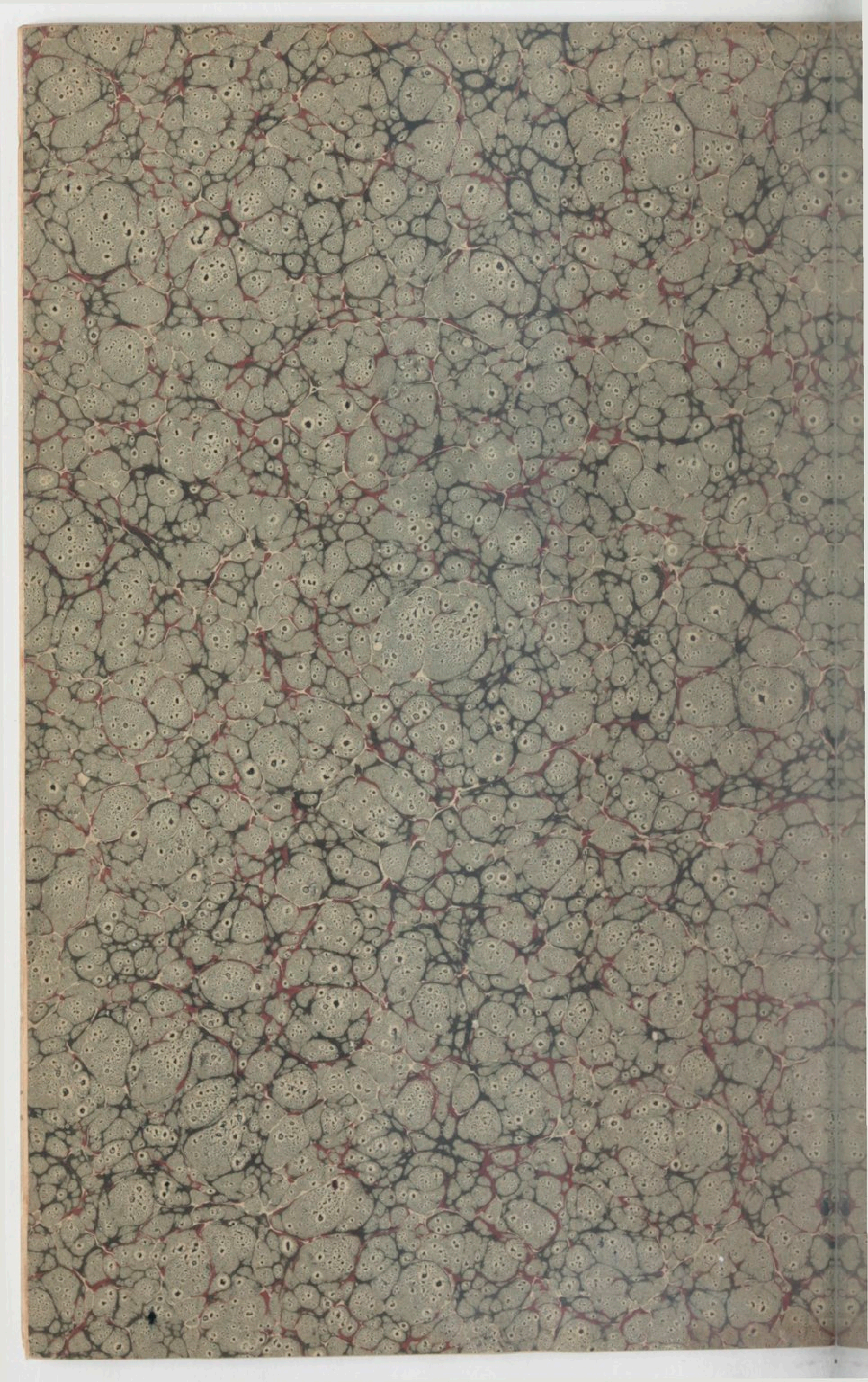
États de services de Daumesnil.

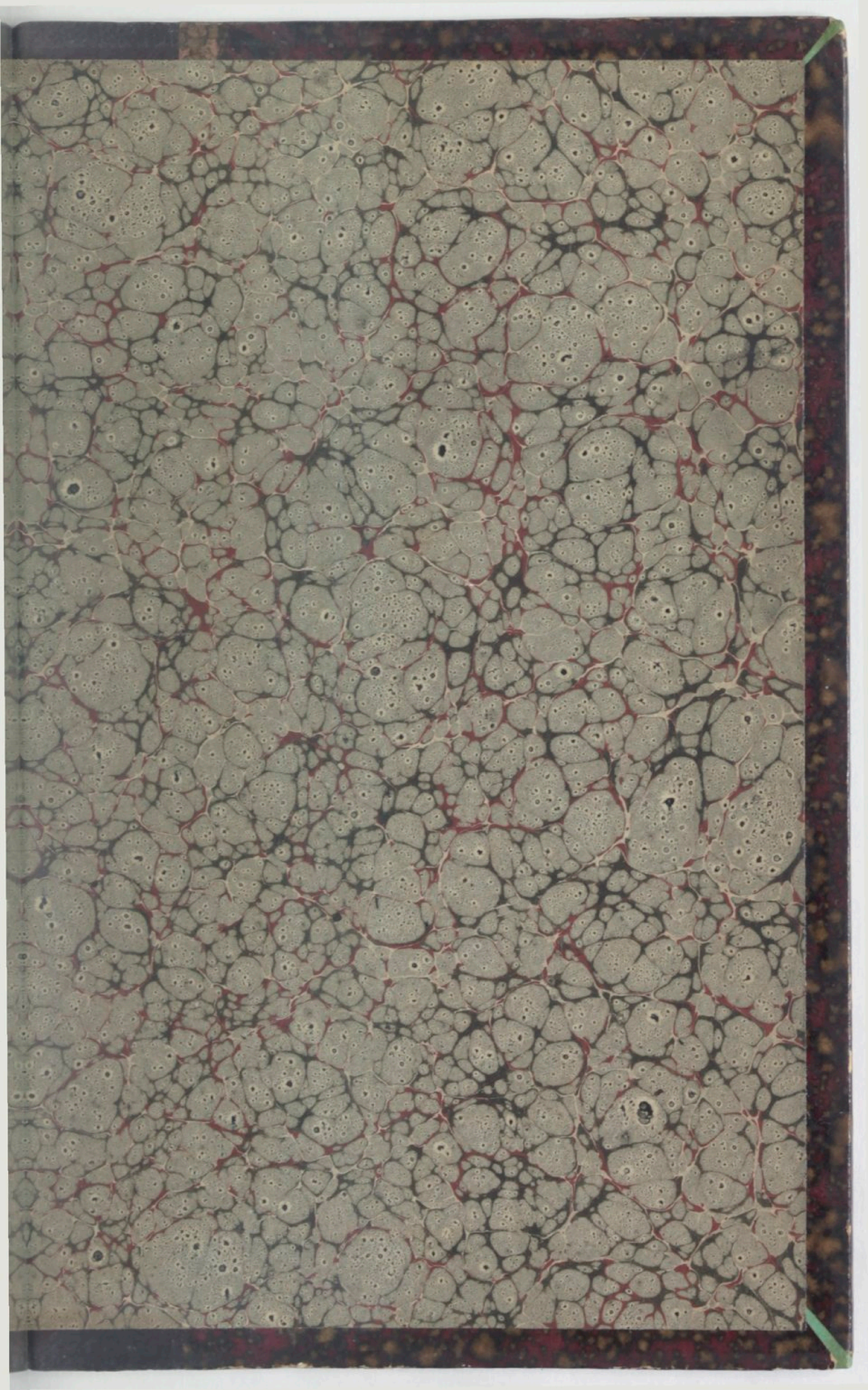
1776. 14 juillet. Yrieix Daumesnil, né à Périgueux.
1794. 15 mars. Soldat au 22e régiment de chasseurs à cheval.
1797. 15 juin. Brigadier dans les guides à cheval de l'armée d'Italie.
— 29 octobre. Maréchal-des-logis.
1800. 30 janvier. Maréchal-des-logis dans les chasseurs à cheval de la garde des consuls.
— 6 mai. Adjudant sous-lieutenant.
— 18 juillet. Lieutenant.
1801. 1er août. Capitaine.
1805. 18 décembre. Chef d'escadron.
1809. 13 juin. Major.
1812. 2 février. Général de brigade et gouverneur de Vincennes.
1813. 31 décembre. Commandant de Condé
1814. 27 mars. Commandant de Vincennes.
1815. 8 avril. Commandant de Vincennes.
1815. 9 septembre. Admis à la retraite.
1816. 1er janvier. Rayé des contrôles d'activité.
1831. 5 août. Lieutenant-général.
— 1er novembre. Commandant supérieur de Vincennes.

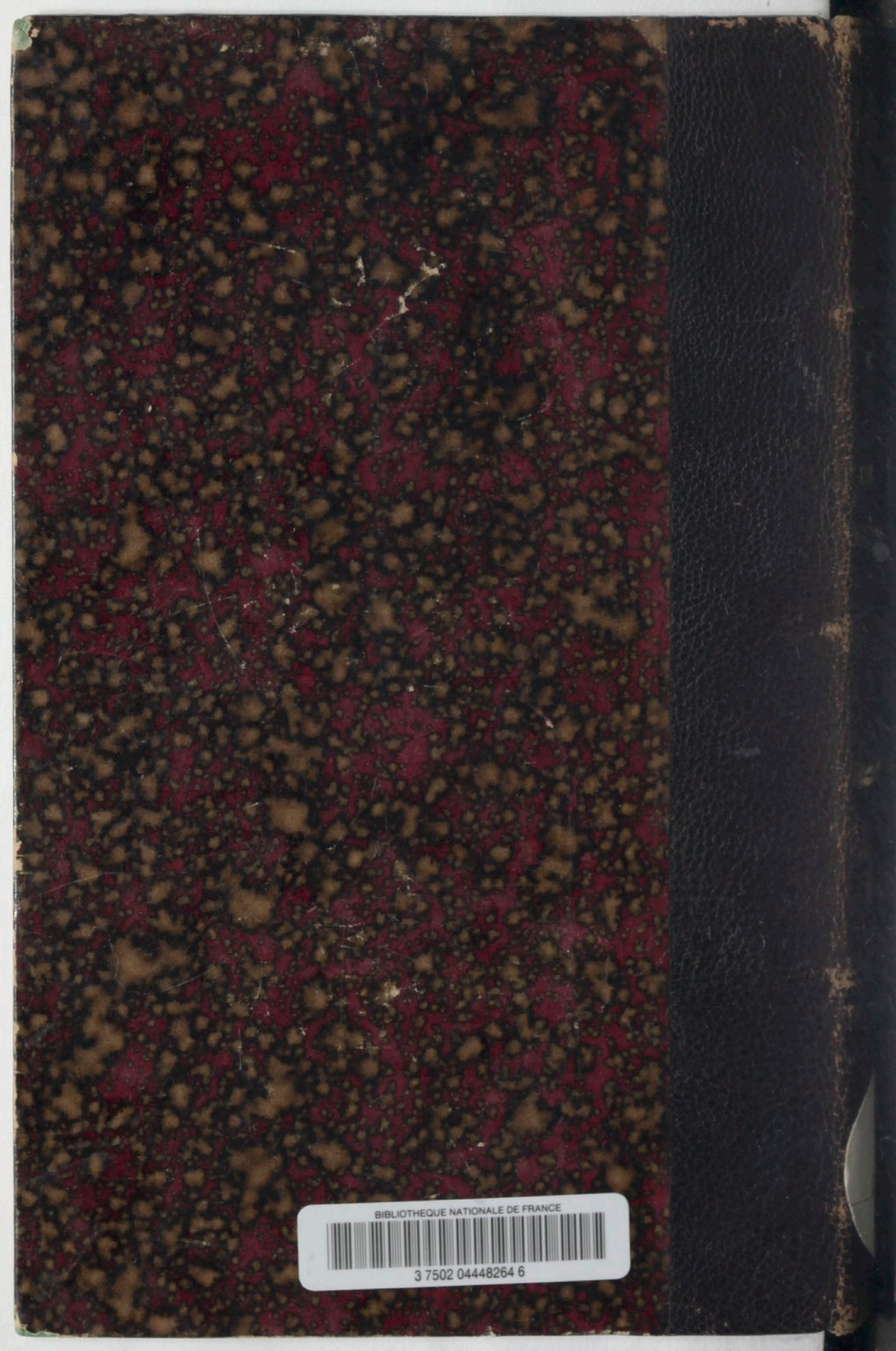
Chevalier de la Légion d'honneur le 13 juin 1804; officier le 14 mars 1806; baron de l'Empire.

TABLE DES MATIÈRES

Saint-Denis. — Imprimerie J. BROCHIN.






BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7502 04448264 6